

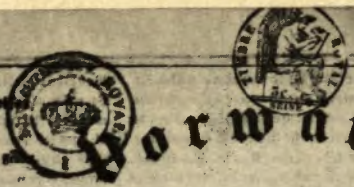
**Monatliche Preise**

**In Paris:**  
 Ein Jahr . . . . 34 Fr.  
 Halb Jahr . . . . 18 "  
 Drei Monate . . . 9 "

**Auswärts:**

Ein Jahr . . . . 39 Francs.  
 Halb Jahr . . . . 21 "  
 Drei Monate . . . 10 "

Insertionen: die Zeile à 50 Centimes.



# vorwärts!



**Man abonniert:**

**für Paris:**  
 im Bureau central pour l'Allemagne, rue  
 de Valenciennes, 30, und in der Buchhandl. von  
 Jules Roubaud et C<sup>ie</sup>, rue de Valenciennes, 8;  
**in den Departementen:**  
 in allen politischen und literarischen  
 Deutschlands, Schwyz, England:  
 in allen Buchhandlungen;  
 Belgien:  
 bei den Messageries  
 Nord-Pacifiques;  
 bei den Herren Wilmshut und Beetzford,  
 Spruce-Str., Nr. 1, in New-York.

Erscheint Mittwoch und Sonnabend.

(Mittwoch.)

## Pariser Deutsche Zeitschrift.

(7. August)

**Kritische Handzettel**

zu dem Artikel  
 „Der König von Preussen und die Socialreform.“  
 Von einem Preussen.“  
 (Verwendet: H. G.)  
 Von Karl Marx.

nein, aber die Vereinigung aller würdlichen Herzen.“  
 Der angebliche Preuss läugnet den „Schreck“  
 des Königs, unter andern aus dem Grunde, weil  
 wenig Militär mit den schwachen Debern fertig  
 wäre.  
 In einem Lande also, wo Heisteria mit liberalen  
 Leuten und liberalem Champagnerhahn — man

Reindschaft der Pestil gegen sich zu sehen. Galt  
 dem bekanneten, nach Interessantem und Be-  
 deutendem lässern Charakter des Königs  
 mußte es sogar eine freudig anregende Überraschung  
 gewesen, jenen „interessanten“ und „viel  
 berufenen“ Pauperismus auf seinem Grund  
 und Boden, und damit eine Gelegenheit zu finden,

**jacques grandjonec**  
**marx**  
**et les communistes**  
**allemands à paris**  
**vorwärts, 1844**

françois maspero

BS26

DU MEME AUTEUR

*La ligue des communistes. Documents constitutifs (1847),*  
rassemblés par Bert Andréas, Aubier (coll. bilingue),  
1972.

jacques grandjone

**marx**  
**et les communistes**  
**allemands à Paris**

**1844**

contribution à l'étude  
de la naissance du marxisme

**FRANÇOIS MASPERO**  
**1, place paul-painlevé, V<sup>e</sup>**  
**PARIS**  
**1974**

*Etude*

# Table

ETUDE .....	7
Introduction. Le <i>Vorwärts</i> dans l'opposition et l'émigration allemandes avant 1848 .....	9
1. Vers le communisme. <i>Vorwärts</i> et <i>Deutsch-französische Jahrbücher</i> .....	19
1. <i>L'officine Börnstein</i> .....	19
2. <i>L'entrée des « humanistes » au Vorwärts</i> .....	27
2. Le soulèvement des tisserands silésiens .....	40
3. Le communisme au <i>Vorwärts</i> : le rôle de Marx .....	58
1. <i>Philosophie et économie politique</i> .....	60
2. <i>La Ligue des justes</i> .....	77
4. La répression. Du <i>Vorwärts</i> à la <i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> .....	85
TEXTES .....	103
VORWÄRTS ET ANNALES FRANCO-ALLEMANDES	
1. Le dossier <i>Vorwärts</i> du ministère de l'Intérieur .....	105
2. P[ascal] D[uprat], L'école de Hegel à Paris .....	107
3. Heinrich Börnstein, <i>Deutsch-französische Jahrbücher</i> , de Arnold Ruge et Karl Marx .....	115
4. [Carl Ludwig Bernays], Une lettre .....	122
5. [Hermann Ewerbeck], Une réponse .....	124
LE SOULÈVEMENT DES TISSERANDS SILÉSIENS	
6. Chant des canuts .....	130
7. H[einrich] H[eine], Les Pauvres Tisserands .....	131
8. Heinrich Heine, Les Tisserands silésiens .....	131
9. Les tisserands silésiens .....	132
10. Chant des tisserands .....	135

## COMMUNISME AU VORWÄRTS

11. <i>La Réforme</i> , Frédéric-Guillaume IV et le paupérisme ..	136
12. [Arnold Ruge], Le roi de Prusse et la réforme sociale ..	139
13. Karl Marx, Critiques en marge de l'article « Le roi de Prusse et la réforme sociale » .....	142
14. [Karl Marx, Sur les gouvernements officiels et le paupérisme] .....	163
15. G. Weber, Esclaves nègres et esclaves libres .....	165
16. G. Weber, Charité officielle prussienne .....	171
17. G. Weber, La colonie Ost[er]wald en Alsace .....	177
18. G. Weber, L'argent .....	180
19. W. Weitling, Lettre à Marx, 18 octobre 1844 .....	186
20. [Moses Hess], [Catéchisme communiste par], questions et réponses .....	187

## CAMPAGNE DE PRESSE, PROCÈS, EXPULSION

21. François Guizot, lettre à Duchâtel, 9 août 1844 .....	200
22. <i>L'Espérance</i> , 6 septembre 1844 .....	201
23. <i>Le National</i> , 17 septembre 1844 .....	202
24. [Ad. von Bornstedt], Lettre ouverte à la <i>Gazette universelle</i> .....	203
25. <i>Revue de Paris</i> , 28 septembre 1844 .....	204
26. <i>Revue de Paris</i> , 1 <sup>er</sup> octobre 1844 .....	205
27. <i>L'Espérance</i> , 4 octobre 1844 .....	206
28. <i>Le Globe</i> , 8 octobre 1844 .....	208
29. <i>Gazette des tribunaux</i> , 14 décembre 1844 .....	209
30. <i>La Réforme</i> , 15 décembre 1844 .....	210
31. Registre d'érou de Sainte-Pélagie : Bernays .....	211
32. <i>Le National</i> , 31 janvier 1845 .....	212
33. Ch. L. Bernays, [Lettre ouverte à <i>La Réforme</i> ] .....	213

## ANNEXES

1. Dossier politique et littéraire du <i>Vorwärts</i> .....	221
2. La presse de l'émigration allemande dans les années quarante .....	238
Abréviations .....	250
Bibliographie .....	251
Index .....	257

## Introduction

# Le *Vorwärts* dans l'opposition et l'émigration allemandes avant 1848

Le *Vorwärts*, journal allemand publié à Paris pendant l'année 1844, eût été, selon son fondateur, Heinrich Börnstein, appelé à de hautes destinées si, à la demande du gouvernement prussien, la police française n'avait prématurément mis un terme à son activité. En effet, l'action du *Vorwärts* s'inscrit dans l'ensemble de l'opposition allemande aux régimes réactionnaires de la Confédération germanique, ainsi que dans celui que constitue la presse de l'émigration allemande en Suisse, en France, en Belgique et en Angleterre entre 1830 et 1848, c'est-à-dire dans cette période précédant la Révolution qui voit tout à la fois l'apogée des illusions libérales, l'apparition du socialisme puis du communisme et que l'on nomme, d'un point de vue allemand, le *Vormärz*.

La révolution de 1830 en France et peut-être plus encore la révolution polonaise en 1831 avaient réveillé de sa torpeur l'Allemagne de la Restauration qui avait retrouvé depuis 1815 un Ancien Régime à peine dépoussiéré des nattes et du bâton fédériciens et qui vivait depuis 1819 (Congrès de Carlsbad) dans un régime de répression policière instauré par la Diète germanique sous l'impulsion de Metternich : c'est pour ce dernier que travaillait directement la Commission centrale d'enquête de Mayence qui devait veiller à l'interdiction des organisations politiques, des associations d'étudiants (*Burschenschaften*), surveiller les réformateurs politiques comme Stein ou Gneisenau à qui la Prusse devait ses victoires sur Napoléon, les journalistes na-

tionalistes comme Arndt, Jahn, Görres, les étudiants et les professeurs d'université, superviser la censure de la presse, faire la chasse aux « démagogues », etc. Le mouvement de 1830-1831 est un mouvement libéral-national dont les éléments moteurs se recrutent dans une minorité de la société allemande, la bourgeoisie intellectuelle : journalistes, avocats, professeurs, médecins, écrivains. Les uns sont partisans des idéaux de la Révolution française, tels Heinrich Heine ou Ludwig Börne, tandis que les autres rêvent des guerres de libération et de la nation germanique. Les objectifs politiques de la plupart de ces hommes sont relativement limités : constitution, liberté de la presse, publicité des actes en justice, unité de l'Allemagne. C'est là le programme que défend la presse indépendante qui naît en 1831 dans l'Allemagne de l'Ouest et du Sud-Ouest et qui est écrasée dès 1832 par un décret de la Diète adopté à l'instigation de Metternich peu après la grande fête libérale du château de Hambach (27 mai 1832). Est interdit tout ce qu'il est encore possible d'interdire : toute association politique, toute réunion ou fête exceptionnelles, le port de cocardes, les drapeaux, les arbres de la liberté, les journaux libéraux, l'importation des écrits de moins de vingt placards (320 pages in-8°), la loi badoise sur la liberté de la presse, etc. Cette réaction aveugle, qui bloquait la situation dans un passé révolu et bouchait toute issue, même à des réformes sans danger pour le système, justifia les partisans d'un certain romantisme de l'action qui se traduisit dans les faits par une série de complots ou de putsch, entraînant à leur tour un renforcement de la répression : au putsch manqué de Göttingen (janvier 1831) succèdent l'attaque du corps de garde de Francfort (avril 1833), le coup de main contre la Savoie (janvier 1834), l'appel de Büchner et Weidig aux paysans de Hesse (juin 1834), etc. A cette date, le protocole final de la Conférence interministérielle de Vienne venait mettre la clef de voûte au système répressif : poursuites diverses, arrestations et condamnations sans commune mesure avec les délits retenus entraînent une émigration politique importante en direction de la France, de la Suisse, de la Belgique et de l'Angleterre, de là parfois vers les Etats-Unis.

Cependant jamais ne se serait développée à l'étranger une presse allemande qui compte quelques dizaines de titres en Europe et plusieurs centaines aux Etats-Unis<sup>1</sup>, si un véritable exode

1. Pour les Etats-Unis, cf. ARNDT/OLSON, *German-American Newspapers and Periodicals 1732-1955. History and Bibliography*, Heidelberg, 1961.

Pour l'Europe, cf. J. GRANDJONC, *La Presse de l'émigration allemande en France (1795-1848) et en Europe (1830-1848)*, ASG 10, Hanovre, 1970, p. 95-152.



économique n'avait alors affecté l'Allemagne, fournissant le public indispensable à la naissance de cette presse. Commencée dès avant 1820 sans doute, l'émigration économique consécutive à la grande crise agricole qui touche toute l'Allemagne en 1825, s'intensifie à partir de 1830 : les causes en sont d'une part l'absence d'industrialisation qui condamne une population croissante à demeurer rurale, d'autre part la fermeture aux céréales allemandes du marché d'Europe occidentale, fermeture déclenchée par la politique protectionniste anglaise (*corn laws*, 1815). Cette émigration économique a deux principaux aspects : définitive lorsqu'il s'agit de paysans réduits à la misère et qui quittent l'Europe pour l'Amérique<sup>2</sup>, temporaire (mais qui devient parfois définitive) lorsqu'il s'agit des artisans et compagnons « en voyage » qui sont obligés de parfaire leur formation professionnelle hors des frontières de leur pays pour accéder à la maîtrise; or, plutôt que d'aller « à l'étranger » dans un des pays de la Confédération germanique, ces artisans allemands sont surtout attirés, outre par la Suisse et la France de l'Est où ils trouvent des conditions linguistiques idéales, par les centres industriels anglais et français : Londres, Manchester, Paris, Lyon, Marseille, etc. Un grand nombre s'y fixe, un plus grand nombre encore se

2. Un appel aux Allemands de Paris, de mars 1832, s'adresse ainsi à ceux qui y sont à demeure : « N'avez-vous pas vu de vos propres yeux camper au bord de la Seine, dans des cabanes misérables, des centaines d'Allemands qui émigrent et gagnent l'Amérique ? Ces gens s'en vont-ils si loin, si loin parce que leur pays est un désert ? Ils s'en viennent de Rhénanie et de Souabe, de pays qui ressemblent au paradis terrestre. Ces gens n'étaient-ils pas suffisamment laborieux, industriels et sobres ? Ils se levaient avec le soleil et se couchaient longtemps après lui et leur bouche ne connaissait pas le goût de la viande — et c'était eux qui élevaient les animaux que tuait le boucher; mais la viande était pour les seigneurs, l'argent qu'ils gagnaient pour le perceuteur, rien ne leur appartenait que leur misère et leurs enfants qui vont tout nus ; et les voilà qui s'en vont par-delà les mers. [...] »

« Vous-mêmes, honnêtes ouvriers allemands, pourquoi êtes-vous ici ? Pourquoi êtes-vous si nombreux dans toutes les grandes villes, aux quatre coins du monde ? Réponse : parce qu'à l'étranger on apprécie à leur juste valeur votre ardeur au travail, votre habileté, votre activité silencieuse, votre honnêteté; parce qu'on vous estime partout sauf chez vous où le premier juge venu, le premier imbécile de qualité peut vous chercher noise impunément [...] » (*Deutsche Tribüne*, n° 69, 19 mars 1832).

Même remarque chez Heine, dans sa préface au premier volume du *Salon*, datée du 17 octobre 1833.

Jürgen KUCZYNSKI, *Die Geschichte der Lage der Arbeiter unter dem Kapitalismus*, Berlin, 1961, vol. I, p. 240 donne les chiffres suivants de l'émigration allemande aux Etats-Unis, d'après les statistiques américaines :

1820-1829	5 750 émigrants pour la décennie
1830-1839	124 720 »
1840-1849	385 430 »

On trouvera une étude très intéressante et nuancée sur la population allemande de Paris dans Wolfgang SCHIEDER, *Anfänge der deutschen Arbeiterbewegung*, Stuttgart, 1963, p. 93-118.

contente de passer, travaillant quelques semaines ou plusieurs mois dans un même lieu avant de reprendre le chemin du voyage. Mais comme ces derniers sont constamment remplacés, la masse de la colonie allemande reste stable, croît même régulièrement de 1830 à 1848. Elle est si importante à Paris vers 1844 que les contemporains avancent des chiffres étonnants : 60 à 100 000 Allemands à Paris ! Le prospectus du *Vorwärts* en novembre 1843 s'en tient à l'estimation courante de 80 000. Une étude de l'ensemble de l'immigration étrangère en France de 1830 à 1850 permet de situer la réalité au-dessous de ces estimations, mais aussi de préciser l'évolution et les mouvements de la colonie allemande à Paris<sup>3</sup>. Dès le début de la Monarchie de juillet, les Allemands constituent le groupe le plus important parmi les étrangers de Paris : de 6 à 8 000 sans doute en 1830, leur nombre croît rapidement pour atteindre quelque 40 000 en 1844, l'année du *Vorwärts*, et dépasser peut-être les 60 000 au début de 1848. Et tandis qu'ils décuplaient ou presque en chiffre absolu, leur pourcentage doublait par rapport à l'ensemble des étrangers; en outre, si on considère le mouvement de cette population flottante, la masse des Allemands ayant passé par Paris au cours de cette période peut être estimée au bas mot à 300 000 personnes. Le chiffre de 1844, 40 000 Allemands à Paris, même s'il n'est que la moitié de celui avancé par le prospectus du *Vorwärts*, est encore respectable et justifie amplement journaux, revues, brasseries, cabinets de lecture pour la colonie allemande, dont la majorité n'est pas faite des financiers, des savants, des

3. J. GRANDJONC, *Éléments pour une étude de l'immigration étrangère en France de 1830 à 1851*, ASG 14, Bonn, 1974 (à paraître). L'évolution de la colonie allemande à Paris peut se résumer comme suit, par rapport à la population parisienne et aux autres étrangers.

	Population			Pourcentage des Allemands par rapport aux étrangers
	Paris *	Etrangers	Allemands	
1831	861 436	39 000	6 700	17,2
1836	969 758	75 000	15 500	20,6
1839	—	97 000	23 200	25,1
1841	1 060 825	110 000	30 000	27,3
1844	—	136 000	41 700	30,7
1846	1 226 980	159 000	54 200	34,1
1848	—	184 000	62 500	34,1
1851 *	1 277 064	64 000	13 584	21,8

\* Seules les colonnes précédées d'astérisque représentent des résultats de recensements officiels; les autres chiffres sont obtenus à partir d'analyses comparatives.

écrivains, des peintres, des sculpteurs ou des journalistes qui y séjournent, mais, par ordre d'importance croissante : d'employés de commerce, d'orfèvres, de facteurs en instruments de musique, de mécaniciens, de serruriers, de boulangers, de maçons, de typographes, de tisserands, de teinturiers, de tailleurs et de cordonniers. Une enquête de 1847 note que « l'immigration des Allemands depuis une vingtaine d'années est considérable et forme même une portion importante de ce qu'on peut appeler la population sédentaire [ouvrière] », ou encore que « le bas prix des façons n'arrête pas l'immigration et [que] les ouvriers allemands savent se contenter de très faibles salaires »<sup>4</sup> ! En ce qui concerne les typographes, qui nous intéressent directement ici, un journaliste constate dès 1835 : « Il se trouve à Paris tant d'ouvriers imprimeurs allemands que chaque imprimerie en occupe un certain nombre »<sup>5</sup>.

Du contact de ce milieu exploité, en voie de prolétarianisation, avec une réalité sociale autre que celle des pays germaniques, avec une classe ouvrière politisée, avec le ferment que sont les émigrés politiques allemands, souvent obligés de travailler eux aussi comme ouvriers, naît une conscience sociale nouvelle qui se concrétise en de multiples groupes de discussion, clubs ou associations d'artisans, d'où naissent et qui accompagnent des organisations plus importantes, sociétés déclarées ou secrètes dont le but est de renverser l'ordre établi en Allemagne. Sans entrer dans le détail de ces sociétés, il est utile d'en esquisser les orientations et l'évolution afin de situer le *Vorwärts* et les *Deutsch-französische Jahrbücher* dans le contexte de cette opposition radicale, d'autant plus que toute une partie de la presse allemande d'émigration fut supportée idéologiquement et financièrement par ces formes embryonnaires du mouvement ouvrier allemand qui, fait remarquable, prend naissance avant 1848 hors d'Allemagne.

C'est à Paris que fut fondée la première de ces organisations, l'Association patriotique allemande (*Deutscher Volksverein*) qui subsista jusqu'au soulèvement républicain d'avril 1834 et à la répression consécutive; du fait des nouvelles lois sur les associations, les plus convaincus de ses membres poursuivirent leur activité de façon clandestine : ils fondèrent alors la Ligue des bannis (*Bund der Geächteten*). D'orientation constitutionnaliste au départ, de soutien à la presse indépendante, l'Associa-

4. *Statistique de l'industrie à Paris résultant de l'enquête faite par la Chambre de commerce pour les années 1847-1848*, Paris, 1851, II, p. 159 et I, p. 50.

5. *Revue du Nord*, Paris, 1835, t. 1, p. 213. La revue est publiée par un journaliste allemand, R. O. Spazier.

tion patriotique se retrouva bientôt, dans sa majorité artisanale et avec quelques émigrés tels J. Venedey et Th. Schuster, passer sous la bannière du néo-babouvisme qui fournit l'essentiel de leur argumentation sociale et politique à la Ligue des bannis puis à la Ligue des justes (*Bund der Gerechten*) qui lui succède. Cette dernière voit le jour à Paris au cours de l'hiver 1836-1837, d'une scission de la Ligue des bannis, due en partie à des dissensions internes entre partisans d'un système pyramidal autoritaire calqué sur la Charbonnerie, et partisans d'une organisation plus démocratique, due en partie à l'arrivée d'un contingent peu nombreux mais efficace de dirigeants de la Jeune Allemagne (*Junges Deutschland*, filiale de la Jeune Europe de Mazzini), expulsés de Suisse par les autorités helvétiques, les principaux étant Georg Weissenbach et surtout Karl Schapper en qui la nouvelle ligue trouva un organisateur excellent. Bientôt adhéra à la Ligue un ouvrier tailleur qui allait se révéler un des premiers théoriciens et propagandistes du socialisme allemand, Wilhelm Weitling, qui donna à la Ligue son premier manifeste, *L'Humanité telle qu'elle est et telle qu'elle devrait être* (1838). Le but de la Ligue des justes étant l'établissement de la communauté des biens dans une République allemande démocratique, elle poursuit naturellement le travail d'implantation et de propagande entrepris par la Ligue des bannis en direction de l'Allemagne par l'intermédiaire des artisans qui rentraient dans leur patrie. Elle étendit son influence aux ouvriers allemands en Angleterre, à partir de 1840, grâce, entre autres, à l'expulsion de Schapper par la police française, tandis que Weitling s'établissait en Suisse à partir de 1841 comme émissaire de la Ligue. Les Allemands de la Ligue des justes, les « communistes » allemands ainsi qu'ils s'appellent eux-mêmes depuis que Cabet par son *Voyage en Icarie* (1840) a donné nom à la revendication socialiste communautaire, sont partagés selon le lieu de leur implantation entre diverses tendances; cabétistes à Paris avec H. Ewerbeck et G. Mäurer, chartistes à Londres avec K. Schapper, J. Moll ou H. Bauer, mystiques en Suisse, ils sont cependant tous marqués par Weitling et son ouvrage essentiel, *Les Garanties de l'harmonie et de la liberté* (novembre 1842) qui constitue la référence obligée de toutes leurs discussions théoriques avant que ne vienne s'exercer l'influence de la critique néo-hégélienne par le biais des articles philosophiques et économiques de Marx, Engels, Moses Hess, G. Weber dans les *Deutsch-französische Jahrbücher* et le *Vorwärts* (1844). Weitling, arrêté et condamné à Zurich en 1843 pour un nouveau livre, *L'Évangile du pauvre pécheur*, expulsé l'année

suiuante, voit alors son étoile baisser tandis qu'en Suisse même ses partisans doivent compter auprès des artisans allemands avec la concurrence de la nouvelle Jeune Allemagne, reconstituée à la fin des années trente et alors dirigée par Wilhelm Marr. Mais cette résurgence du mouvement libéral ne survécut pas, dans le mouvement ouvrier, à l'expulsion de Marr lui-même. En 1844, à Paris, les membres dirigeants de la Ligue des justes avaient été en relation avec Marx et ils le demeurèrent après l'expulsion de ce dernier et son installation à Bruxelles. Lorsque Marx, Engels et Ph. Gigot eurent fondé au début de l'année 1846 le Comité de correspondance communiste (*Kommunistisches Korrespondenz-Komitee*), les sections londoniennes et parisiennes de la Ligue acceptèrent d'en être correspondants — le processus de rapprochement se terminait par la fusion et la fondation, en juin 1847, de la Ligue des communistes (*Bund der Kommunisten*).

On conçoit aisément que les gouvernements allemands, pour qui l'immobilisme était vertu, aient pris ombrage des doctrines subversives que leurs ressortissants « des plus basses classes » allaient puiser à la source, à l'étranger, et, l'aveuglement ayant aussi sa logique, qu'ils aient à plusieurs reprises interdit aux artisans de quitter les limites de la Confédération germanique. Cette mesure, réitérée parce que sans effet, ne pouvait non plus en avoir étant donné la situation économique allemande, mais elle permettait de donner une justification légale *a posteriori* aux vexations ou à l'arrestation de tout artisan revenant de Suisse, de France, de Belgique ou de Grande-Bretagne. On conçoit également, et surtout à partir de 1840 où s'accroît et s'accélère la crise politique et sociale<sup>6</sup>, que la presse de langue allemande publiée hors les frontières de la Confédération ait été interdite en Allemagne, puisqu'elle niait par son existence même celle de la censure et que le mouvement d'idées dont elle rendait compte niait « les principes d'ordre et de conservation » (Thiers) sur lesquels reposait tout le système politique issu du Congrès de Vienne. Le *Vorwärts* est un représentant éminent de cette presse, non parce que l'année 1844 se situe à mi-chemin entre la crise nationaliste de 1840 et les révolutions européennes de 1848, mais parce qu'au cours de sa

6. Les courants communistes naissants et l'influence des diverses critiques néo-hégéliennes (Ruge, Bruno Bauer, Feuerbach, Marx) donnent une tonalité radicalement différente à l'émigration allemande des années quarante par rapport à celle des années trente. Aux romantiques de la première période, *Burschenschafter*, libéraux de Hambach, putschistes de toutes tendances, succèdent socialistes ou communistes, et parmi eux, un plus grand nombre d'ouvriers organisés qui essayent de penser sans romantisme les problèmes de la société.

brève carrière, il servit de porte-parole à un très large éventail d'émigrés allemands : d'abord à ce que toute émigration compte d'aventuriers et de chevaliers d'industrie, puis ou en même temps à des poètes, tel Henrich Heine; parce qu'il fut aussi l'organe de la Ligue des justes et qu'il servit enfin à diffuser la pensée marxiste en genèse. La conjonction de la poésie politique de Heine et des thèmes communistes lui fut d'ailleurs funeste ! Il est en outre directement lié par ses tenants et aboutissants aux feuilles de l'émigration publiées à Zurich, à Lausanne, à Bâle, à Genève, à Bruxelles, à Paris ou à Londres et dont une brève caractéristique s'impose pour situer le journal allemand de Paris dans le mouvement des années quarante et pour saisir aussi le jeu de la répression policière européenne qui amène les mêmes hommes à s'exprimer, au gré des expulsions et des asiles provisoires, dans des organes de presse dont le dénominateur le plus commun est sans doute leur caractère éphémère, interdits qu'ils sont tour à tour par « toutes les puissances de la vieille Europe [...] unies en une Sainte-Alliance pour traquer le spectre du communisme », comme l'écrivit Marx à la première page du *Manifeste du parti communiste*.

Lorsqu'il quitte Paris pour la Suisse, au printemps 1841, Weitling inaugure donc dans ce pays une période d'activité intense de la Ligue des justes en relation avec les sections parisiennes et londoniennes; cette activité se traduit, entre autres, par la publication de périodiques, soit sous la responsabilité directe de Weitling, tels *Der Hülfesruf der deutschen Jugend* (A)<sup>7</sup> et *Die Junge Generation* (B), à la rédaction desquels participent plus ou moins Londoniens et Parisiens; soit sous celle d'un de ses collaborateurs directs, Simon Schmidt, agitateur de la Ligue à Lausanne, qui publie *Der volksthümliche Handwerker* (C). Toujours en Suisse paraît, en 1842, pendant quelque mois, un journal démocratique de tendance néo-hégélienne, *Der deutsche Bote aus der Schweiz* (D), publié par les frères Fröbel et auquel collabore Georg Herwegh. Les difficultés grandissent pour Fröbel, puis pour Weitling, de 1842 à 1844 et tandis que la Suisse cesse pour un temps d'être l'asile possible de la presse pourchassée en Allemagne, la France prend la relève avec les *Deutsch-französische Jahrbücher* (E) et le *Vorwärts* (F); pour faire pièce à ce dernier, dont l'orientation avait de quoi lui déplaire, l'ambassade de Prusse suscite dès 1844 un autre journal allemand à Paris, *Der deutsche Steuermann* (G) qui devait être interdit deux

7. La lettre majuscule entre parenthèses renvoie à la rubrique correspondante, Annexe 2.

ans plus tard pour s'être laissé investir par G. Mäurer. Au moment où disparaissait le *Vorwärts* à Paris, Wilhelm Marr commençait en décembre 1844 à Lausanne la publication d'une revue de la Jeune Allemagne, *Blätter der Gegenwart* (H), que venait concurrencer quelques mois plus tard *Die fröhliche Botschaft* (I) éditée par un disciple de Weitling, membre de la Ligue des justes, August Becker, qui publie à la suite un *Allgemeines Noth- und Hilfsblatt* (J). Les Parisiens, de leur côté, s'étaient remis au travail pour faire paraître, six mois après l'interdiction du *Vorwärts*, une nouvelle revue, *Blätter der Zukunft* (K), rédigée par Ewerbeck, Mäurer et Karl Grün. Au début de 1845, Londres possède également son journal allemand, *Deutsche Londoner Zeitung* (L), qui allait remporter la palme de la longévité parmi ces périodiques de l'émigration allemande en Europe puisqu'il vécut six ans. A la même époque, H. Püttmann publiait en Suisse deux revues néo-hégéliennes, la seconde année des *Rheinische Jahrbücher zur gesellschaftlichen Reform* (M), interdites en Allemagne, et l'unique numéro de *Prometheus* (N). Mais depuis les expulsions de France, au début 1845, le centre du mouvement à l'étranger était devenu Bruxelles où A. von Bornstedt, aventurier instable mais actif, créait, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1847, la *Deutsche-Brüsseler-Zeitung* (O) qui fut bientôt, par la collaboration de Moses Hess, de Karl Marx, de Friedrich Engels, de Wilhelm Wolff, l'organe officieux de la Ligue des communistes créée en juin 1847. Cependant, German Mäurer tentait une fois encore à Paris une revue politique et littéraire, *Die Pariser Horen* (P), tandis que la Ligue des communistes éditait à Londres l'unique numéro de la revue dont la publication avait été votée au congrès constitutif de juin, la *Kommunistische Zeitschrift* (Q).

Il faudrait ajouter à ce rapide panorama des périodiques de l'opposition allemande à l'étranger les premières tentatives d'agences de presse allemandes avant la création de Reuter à Cologne (1849) et son transfert significatif à Londres en 1851; les amorces en seraient le Central-Bureau für Deutschland (1843-1844) des frères Börnstein et son concurrent direct, à Paris également, le Bureau central germanique (1844-?) de Crell et Friedrich, dont il n'est pas sûr qu'il ait jamais fonctionné ! Une autre réalisation est le *Deutsches Zeitungs-Correspondenz-Bureau* (Bureau allemand de correspondance de presse), fondé au printemps 1845 à Bruxelles par Carl Reinhard et Sebastian Seiler, communiste expulsé de Suisse, qui en assura bientôt la direction et eut comme collaborateur un autre communiste allemand, Wilhelm Wolff, après que ce dernier eut quitté l'Allema-

gne au début de 1846. Le *Zeitungs-Correspondenz-Bureau* fournit, trois ans durant, la presse allemande d'articles de journaux anglais, français et belges et il n'est pas improbable qu'il ait donné à Marx, Engels ou Gigot l'idée de leur Comité de correspondance communiste.



---

## Vers le communisme. *Vorwärts* et *Deutsch-französische Jahrbücher*

### 1. L'officine Börnstein

En novembre et décembre 1843 circulait parmi les Allemands de Paris le prospectus d'un nouveau journal qui devait paraître à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1844 et s'intituler *Vorwärts!* (*En avant!*) De nombreux exemplaires de ce prospectus étaient également « envoyés sous bande en Allemagne à des particuliers, des propriétaires de cafés, de salons de thé, de casinos, etc. Le rédacteur du nouveau journal ne s'est pas encore fait connaître. Mais à en juger par certains jeux de mots, de facture autrichienne, cette feuille sera publiée par H. Börnstein, ainsi qu'on l'a déjà dit, et nous ne comprenons pas qu'on ait pu citer à son propos Ruge comme rédacteur<sup>1</sup> ». Le correspondant des *Grenzboten*, auteur de ces lignes, était effectivement bien renseigné, d'une part sur le rédacteur-fondateur du journal, d'autre part sur les bruits qui couraient dans les chancelleries allemandes à Paris, à Berlin ou à Vienne quant à l'activité journalistique de Ruge et de Marx en cette fin d'année 1843.

Dans la foule bigarrée des Allemands — des « correspondants » allemands à Paris — un personnage industrieux, digne de

---

1. *Die Grenzboten*, 1843, p. 1499. Correspondance de décembre.

Il existe deux tirages du prospectus, imprimé recto verso : A N Paris F18 425, format 21 × 28 et BN Paris, Z 2412 (Collection du *Vorwärts*), format 17 × 24. Le texte en est identique, seul l'en-tête diffère. L'un était prévu pour la distribution sous forme de tract, l'autre pour l'envoi par la poste.

figurer en bon rang dans la *Comédie humaine* et qui nous a laissé deux volumes de *Mémoires* : Heinrich Börnstein<sup>2</sup>. Né le 4 novembre 1805 à Hambourg, il parcourt l'Europe, tour à tour caporal dans l'armée autrichienne, acteur, régisseur, critique de théâtre, etc.; il se marie à Pest avec une jeune Hongroise, écrit pour les principales revues de l'époque, se retrouve, pendant la saison 1841-1842 régisseur du théâtre de Mayence d'où il part en tournée pour Paris, bien décidé à s'établir dans cette ville. Il arrive dans la capitale française en mars-avril 1842, à la tête d'une troupe de 80 personnes et... sans contrat. C'est alors qu'il se lie avec Adalbert von Bornstedt dont il apprécie, en connaisseur, l'entregent. Après avoir heureusement renvoyé en Allemagne acteurs et chanteurs (juillet 1842), il lui faut songer à nourrir les six personnes qui demeurent à sa charge : il devient correspondant de plusieurs journaux, *Hamburger Correspondent*, *Frankfurter Oberpostamtszeitung*, [*Augsburger*] *Allgemeine Zeitung*, *Die deutsche Schnellpost* de New York, etc. auxquels il envoie chroniques théâtrales et politiques<sup>3</sup>. Fin 1842, il ajoute à cette activité journalistique « la grande fabrique de traduction » : il se procure à cet effet les livrets d'acteurs de toutes les nouveautés théâtrales, fréquente les salles de spectacle et fournit aux scènes allemandes, dans les huit à dix jours qui suivent une première parisienne, une adaptation de la pièce avec indications de mise en scène, de costumes, etc. Ce travail — il traduira une cinquantaine de pièces en sept ans — lui vaut les huées des revues littéraires allemandes. Le *Telegraph für Deutschland* de Gutzkow, *Europa* de Lewald, *Die Grenzboten* de Kuranda dénoncent le « danger Börnstein », ce dernier utilisant ses correspondances anonymes dans l'*Allgemeine Zeitung* ou le *Hamburger Correspondent* pour faire la louange de ses propres adaptations<sup>4</sup>. Autant pour répondre à la « coalition des détracteurs » que pour exploiter le « filon allemand » à Paris, il songe, au cours de l'année 1843, à créer une agence et un journal<sup>5</sup>. Il fait alors

2. Heinrich BÖRNSTEIN, *Fünfundsiebzig Jahre in der Alten und Neuen Welt. Memoiren eines Unbedeutenden*, Leipzig 1881, 2 vol. Cet ouvrage, riche de renseignements, doit cependant être utilisé avec grande précaution car H.B. y prend toutes libertés avec la réalité.

3. *Die Grenzboten*, 1844, 1<sup>er</sup> semestre, p. 260 écrivent à propos de l'activité journalistique de Börnstein : « Heureux qui, dans cette industrie, s'y entend comme H. Börnstein qui rédige de chaque doigt une correspondance pour deux journaux à la fois ! »

4. Cf. *Vorwärts*, n° 2, 6 janvier 1844; BÖRNSTEIN, *75 Jahre...* I, *Die grosse Uebersetzungsfabrik*, p. 324-332 reproduit les articles de *Telegraph für Deutschland* et de *Europa* dirigés contre lui.

5. BÖRNSTEIN, *75 Jahre...*, *op. cit.*, I, p. 332. « Je me rendis compte que Paris offrait encore un vaste champ d'action pour un homme entreprenant et ambitieux et que la spécialité allemande était justement celle qui avait été jusqu'alors

appel à son frère Karl Börnstein resté en Allemagne avec qui il fonde d'abord le « Central-Bureau für Commission und Publicität, commerciellen und geselligen Verkehr zwischen Frankreich und Deutschland », en français : Bureau central de Commission et de publicité pour l'Allemagne, à la fois officine de traduction théâtrale et agence publicitaire, touristique, industrielle, etc. Il se proposait, contre des honoraires annuels fixes de fournir deux fois par semaine à toutes les grandes maisons allemandes (princières, commerciales ou industrielles) qui le désiraient un bulletin sur les nouveautés et les événements parisiens; de leur servir en outre de commissionnaire et de guide le cas échéant. Börnstein assure avoir eu quarante clients et compare sa correspondance à celle de Grimm au XVIII<sup>e</sup> siècle ! Avec l'année 1844, le Bureau central avait un champ d'action privilégié grâce à l'Exposition industrielle pour laquelle Börnstein publia, dit-il, une brochure qui devait remplacer auprès du public allemand la distribution de prospectus, d'adresses et de renseignements en tous genres interdite dans l'enceinte de l'exposition<sup>6</sup>.

En ce qui concerne le journal, Börnstein était assuré depuis peu de la collaboration de Max Maretzek, « jeune musicien doué, originaire de Brünn » (Bohême) dont il venait de faire la connaissance et, depuis toujours, de celle de Bornstedt, lié selon Börnstein « aux meilleures familles allemandes de Paris et à tous les journaux français<sup>7</sup> » : en fait, si Bornstedt jouait la mouche du coche auprès d'un certain nombre de rédactions parisiennes, il était lié à l'époque au seul *Satan* qui publiait des poèmes insignifiants signés de ses initiales francisées, A. de B.<sup>8</sup>.

---

la moins exploitée. » Bien qu'il s'en défendît, Börnstein espérait rivaliser dans le domaine allemand avec Calignani, fondateur du journal anglais de Paris, *The Messenger*, nommé chevalier de la Légion d'honneur en 1844 (cf. *La Réforme*, 15 mai 1844).

6. Le *Vorwärts*, n° 29, du 10 avril annonce pour le 10 mai la parution de la brochure sous le titre : *Die Pariser Industrie-Ausstellung des Jahres 1844 in allen ihren Teilen und in Bezug auf Deutschlands Handel und Industrie, Importation, dahin zu verpflanzende Privilegien, Verbesserungen und Erfindungen usw ausführlich beschrieben von Heinrich Börnstein*, mais n'en fait plus aucune mention par la suite ce qui est étonnant — et laisse supposer que la brochure ne parut pas. Le *Vorwärts* consacra seulement deux articles à l'ouverture de l'exposition. Max M[aretzek], « Pariser Frühlingstreiben », *Vorwärts*, n° 38 et 40, 11 et 18 mai.

7. *75 Jahre...*, op. cit., I, p. 300.

8. La liaison entre le *Vorwärts* et le *Satan* apparaît dans le fait que, seul de toute la presse française, le journal satirique mentionne l'existence nouvelle du *Vorwärts* (*Satan*, n° 3, 11 janvier 1844, n° 7, 25 janvier, n° 10, 4 février, n° 12, 11 février) pour lui emprunter des potins scandaleux, à charge de revanche d'ailleurs ! Les deux journaux font en outre une publicité identique pour la brochure de Marc Fournier, *Russie, Allemagne et France* que Bornstedt traduisit en allemand pour le *Vorwärts*. En ce qui concerne les

Il ne manquait que l'argent qui vint à Börnstein, nous dit-il, sous la forme d'étrennes anticipées du musicien Meyerbeer. « L'idée de fonder un *journal allemand à Paris* me préoccupait depuis longtemps; j'en avais souvent parlé avec Meyerbeer [...]; mais il cherchait à m'enlever cette idée de la tête, m'assurant que les Allemands qui résidaient ordinairement à Paris lisaient les feuilles françaises et que des journaux allemands ne pouvaient attendre aucun soutien des Allemands qui étaient seulement de passage<sup>9</sup>. » C'est alors que Meyerbeer, nommé directeur de la Chapelle royale à Berlin, laisse à Börnstein, avant de partir, un billet à ordre de 3 000 F<sup>10</sup>. « Ainsi donc tous les obstacles étaient écartés d'un coup et le 1<sup>er</sup> janvier [le mardi 2 janvier 1844 en réalité] parut le premier numéro de la feuille allemande *Vorwärts* qui dura une année entière et aurait continué à paraître si elle n'avait été étouffée par le gouvernement français à la demande de cours étrangères. » Mais avant même que le premier numéro ne sorte des presses, il fallait satisfaire aux obligations légales : ce qui fut fait en décembre 1843 au ministère de l'Intérieur, bureau de l'imprimerie et de la librairie<sup>11</sup>. Le propriétaire du journal était un certain Alexis Reynaud, homme de lettres; l'imprimeur, Paul Renouard, et le rédacteur en chef, « Henri Boernstein, rédacteur de la Gazette d'Augsbourg et directeur du Bureau central pour l'Allemagne ». Alexis Reynaud, qui déclarait « avoir l'intention de publier, comme seul propriétaire, un écrit périodique étranger aux matières politiques intitulé *Vorwärts* », n'était qu'un prête-nom, car il « réunissait les conditions prescrites par la loi du 18 juillet 1828 » en matière de presse; il ne sera d'ailleurs plus jamais question de lui en rapport avec le journal, pas même lors du procès de décembre 1844.

Quel était le contenu du prospectus de novembre 1843 ? Après les titre et sous-titre du journal, les conditions d'abonnement et le nom des dépositaires pour la province et l'étranger, venait une longue « Déclaration de la rédaction », à la fois commentaire de la formule progressiste « *En avant!* » et énoncé des rubriques du futur journal. La conception du progrès de

---

autres journaux français, il faut attendre fin mars pour que *La Réforme* s'aperçoive de l'existence du *Vorwärts* (*La Réforme*, 29 et 31 mars), la fin de l'été pour la plupart des autres.

9. Sur le *Vorwärts*, Börnstein donne des renseignements détaillés, *75 Jahre...*, op. cit., I, *Eine deutsche Zeitung in Paris*, p. 332-338 et *Des Vorwärts Glück und Ende*, p. 347-356.

10. Börnstein prétend que Meyerbeer en fit autant pour Heine; cela semble tout à fait improbable, car dès le 23 janvier 1844, Heine réclame instamment à Meyerbeer le paiement de compositions que ce dernier s'était engagé à faire, cf. HEINE, *BW* hrsg. von Fr. Hirth, II, p. 500.

11. Archives nationales, Paris, F 18 425, dossier *Vorwärts*. Cf. texte 1.

Börnstein n'est certes pas révolutionnaire, loin de là; elle est tout à fait dans la ligne de la *Deutsche Schnellpost* éditée par W. Eichthal et H. Bernhard à New York et qui lui sert de modèle. « Notre *Vorwärts* ne veut ni détruire ni renverser, il a au contraire pour but un progrès tranquille mais solide, un progrès lent souvent mais sûr. » Et Börnstein affirme ne rien vouloir écrire qui ne puisse être publié en Allemagne... s'il y avait entière liberté de la presse en ce pays<sup>12</sup> ! On se demande si c'est rouerie ou naïveté. Les rubriques annoncées, au nombre de quatorze selon le prospectus, donnent d'ailleurs la même impression de conformisme et d'audace :

- « 1 Revue de la presse allemande. Chronique des événements en Allemagne.
- 2 Souhais pour l'Allemagne. Vaste chapitre.
- 3 *En avant!* (rubrique de l'esprit de progrès en Allemagne).
- 4 A rebours (Krebsliches) : dénonciation des scandales, des abus et de tout ce qui va "à reculons".
- 5 Evénements parisiens.
- 6 Littérature française et allemande. Pour une compréhension réciproque.
- 7 Musique française et allemande.
- 8 Arts.
- 9 Littérature "A rebours".
- 10 Echos des salons et rumeurs de la Bourse.
- 11 Libre correspondance d'Allemagne.
- 12 et 13 Revue des théâtres et des concerts parisiens.
- 14 De tout un peu. »

Le résultat de cette position moyenne, de cette politique du juste-milieu à laquelle Börnstein se disait alors acquis, fut que, dès les premières semaines, le journal, expressément interdit par le gouvernement prussien<sup>13</sup>, malgré la collaboration de son agent

12. Affirmation renouvelée dans le journal jusqu'en mai. On retrouve dans *Die Grenzboten*, 1843, p. 1007, à propos de la *Deutsche Schnellpost*, ce jugement concordant et qui n'est pas un compliment : « La *Deutsche Schnellpost* est rédigée dans un esprit national allemand et sur un ton si mesuré qu'elle pourrait fort bien passer à travers la censure allemande sans que celle-ci fasse preuve d'une grande indulgence. »

13. Le gouvernement prussien, selon Börnstein, faisait même censurer le nom du journal dans la presse allemande. De toute façon, la Diète venait de décréter, le 18 janvier 1844, l'interdit sur tout ouvrage imprimé en allemand hors les frontières de la Confédération, cf. *Protokolle der deutschen Bundesversammlung vom Jahre 1844*, § 34.

Bornstedt, était raillé par les libéraux allemands, malgré les efforts critiques de Börnstein. Dans la première quinzaine de janvier, le correspondant parisien des *Grenzboten* présentait ainsi le journal : « Le *Vorwärts* (rédigé par Börnstein et Bornstedt) paraît effectivement et permettez-moi de vous faire une confiance : je crois qu'il réussira, car il a commencé sur le mode pratique. Börnstein est un homme qui a les doigts faits à la main et qui, bien que ses connaissances soient des plus superficielles, possède un certain talent pour percer. Il y a, malgré le zèle des traducteurs à l'affût de tout ce qui paraît ici, assez de matière cependant pour remplir largement et rendre intéressant un journal publié *in loco* et qui peut arriver avant les autres. La première question est de savoir si le journal ne sera pas interdit en Allemagne, et là contre A. de Bornstedt qui fréquente assidûment l'ambassade de Prusse aura trouvé quelque préservatif. Le prospectus qui a été distribué donne bien sûr fortement dans le libéralisme et annonce même des titres d'articles qui promettent de faire scandale; mais cela n'est que miroir aux alouettes <sup>14</sup>. » Alexandre Weill, de son côté, écrivait dans ses correspondances pour les journaux allemands que le *Vorwärts* donnait la preuve, que, même sans la censure, un journal pouvait être bête et vil <sup>15</sup> et Arnold Ruge : « Ces gens, qui n'ont ni science ni culture, écrivent sous un régime de liberté de presse de manière aussi stupide que leurs confrères en Allemagne sous le règne de la censure <sup>16</sup>. »

Sans doute y a-t-il dans les critiques de Weill, de Ruge ou de Gutzkow, souvent pris à parti par le *Vorwärts*, une bonne part de ressentiment ou de jalousie; Ruge, par exemple, n'avait pas apprécié les articles de Börnstein sur les *Deutsch-französische Jahrbücher* tandis que Gutzkow ne lui pardonnait pas son entreprise de traduction. Cependant, au cours des premiers mois de son existence, et mise à part une certaine critique de la Prusse, de la censure et de la bureaucratie allemandes, le vide du journal est assez impressionnant; ce sont les rubriques « De tout un peu », « Bavardages de salon », « Événements parisiens », empruntés au *Satan*, qui remplissent les colonnes du *Vorwärts*,

14. *Die Grenzboten*, 1844, 1<sup>er</sup> semestre, p. 33. Correspondance de janvier signée Philipp P\*... Le *Vorwärts* se défend des « insinuations des *Grenzboten* » dans son n° 12 du 10 février, *Vermischtes*, p. 2-3.

15. Cf. par exemple *Telegraph für Deutschland*, publié à Hambourg par Karl Gutzkow, mars 1844. Il s'ensuit une querelle entre Börnstein et Weill, cf. *Vorwärts*, n° 7, 24 janvier, « A. Weill der Zerstörende » où Börnstein s'en prend aux « communistes de la littérature » et nos 10, 12, 17 des 3, 10 et 28 février.

16. A. RUGE, *Briefwechsel*, hrsg. von Paul Nerrlich, Berlin, 1886, I, p. 354, lettre à Fleischer, du 20 mai 1844.

concurrentement aux revues théâtrales (de Börnstein) et musicales (de Maretzek) dont la pauvreté est insigne. Le *Vorwärts* pille en outre la presse allemande ou de langue allemande en Amérique du Nord sans aucune vergogne; *Die deutsche Schnellpost* est particulièrement mise à contribution: le *Vorwärts* lui doit des articles sur la presse, la Jeune Allemagne, la Prusse, l'Autriche sans compter le Protocole de l'Acte de Vienne de 1834<sup>17</sup>; Börnstein n'hésite pas non plus à reprendre ses propres « correspondances de Paris » au journal new-yorkais pour les publier dans le sien<sup>18</sup>, la traversée de l'Atlantique leur conférant sans doute un brevet d'authenticité et d'objectivité! C'est également l'époque où, faute de temps, de collaborateurs et d'opinion politique arrêtée, l'officine Börnstein publie dans le *Vorwärts* des traductions du français dépourvues d'intérêt: ainsi des extraits d'un ouvrage collectif intitulé *Les Etrangers à Paris*; ou encore, et depuis que le marquis de Custine avait mis à la mode les « révélations » sur la Russie<sup>19</sup>, la brochure d'un certain Marc Fournier, *Russie, Allemagne et France*, traduite par les soins de Bornstedt.

La grande activité publique du comité de rédaction est alors l'Association parisienne de secours aux Allemands nécessiteux (*Hülf- und Unterstützungsverein für nothleidende Deutsche in Paris*), dont l'instigateur et le héros est A. von Bornstedt qui, au cours du mois de janvier, essaye de sensibiliser le public allemand du *Vorwärts* à cette idée de société de secours qui lui est chère, car il l'a déjà émise dans ses correspondances publiées en Allemagne<sup>20</sup>; en février, tandis qu'il se procure le texte des statuts de l'Association française de secours instituée à Londres et qui doit servir de modèle, il signe, en compagnie de Börnstein et du baron von Köhler, un *Appel* à la constitution d'une association de secours et de soutien aux Allemands nécessiteux de Paris<sup>21</sup>; les trois hommes se déclarent « comité fondateur » de

17. *Vorwärts*, n° 2, 6 janvier, « Kurze Angaben über die deutsche Presse in Nordamerika »; n° 4, 13 janvier, « Neues deutsches Pressgesetz »; n° 7, 24 janvier, « Supplement »; n° 12, 10 février, « Das junge Deutschland »; n° 19, 6 mars, « Oesterreichische Zustände »; n° 25, 27 mars, « Preussische Zustände », etc...

18. *Vorwärts*, n° 10, 3 février, « Communismus » et n° 76, 21 septembre, « Die Pariser Correspondenz der "Deutschen Schnellpost" vom 16. Juli 1844 », sur le même sujet mais dans une optique diamétralement opposée!

19. Adolphe, marquis de CUSTINE, *La Russie en 1839*, Paris, Amyot, 1843, 4 volumes.

20. *Vorwärts*, n° 1, 2 janvier, « Die Deutschen in Paris »; n° 4, 13 janvier et n° 7, 24 janvier, « Deutscher Unterstützungsverein ».

21. *Vorwärts*, n° 10, 3 février, « Aufruf zur Bildung eines Hülf- und Unterstützungsverein für nothleidende Deutsche in Paris »; n° 12, 10 février et n° 14, 17 février, « In Angelegenheiten des Pariser Hülfvereins [...] ».

l'association qui élit domicile 49, rue Neuve-des-Petits-Champs, c'est-à-dire dans les locaux du *Vorwärts*<sup>22</sup> et ils lancent parmi les Allemands de Paris des listes de souscription dont le journal rend compte régulièrement jusque fin mars. Lors de la première assemblée générale, le 25 mars, un comité est chargé de préparer les statuts qui seront adoptés un mois plus tard; un comité définitif de 15 membres est alors élu comportant, outre von Köhler, Börnstein et Bornstedt, munis de la bénédiction du comte Appony, ambassadeur d'Autriche à Paris, le chargé d'affaires de Saxe-Weimar, un conseiller de l'ambassade de Bavière, le libraire Avenarius, le comte Hohenthal, etc.<sup>23</sup>. L'association de secours se présente comme une œuvre *charitable*, dont le but est de venir en aide aux Allemands nécessiteux par des dons en nature, de dégager du Mont-de-Piété les outils des ouvriers obligés par la maladie à les prêter sur gages, de procurer du travail à ceux qui n'en ont pas ou les moyens de retourner en Allemagne, afin qu'ils ne soient pas à la charge des autorités françaises, de faire la chasse aux aventuriers, chevaliers d'industrie, etc. !!! Pour être membre actif de l'association, il faut verser une cotisation annuelle de 25 F au minimum<sup>24</sup>. Il est inutile d'épiloguer sur cette entreprise où s'allient les bons sentiments, la publicité, le paternalisme diplomatique et la surveillance des artisans et des ouvriers allemands à Paris qui, depuis 1832 au moins, avaient organisé eux-mêmes leur secours mutuel, en relation plus ou moins directe avec leurs sociétés politiques, *Deutscher Volksverein*, *Bund der Geächteten* ou *Bund der Gerechten*<sup>25</sup>.

Cependant, et quelles qu'en soient les raisons, Börnstein s'écarte ou est écarté de l'Association de secours dès le mois d'avril; le *Vorwärts*, en conséquence, ne lui consacrerait plus que deux entrefilets pour annoncer le changement d'adresse de l'association qui quitte les bureaux du journal et pour faire part en termes voilés du manque de confiance des souscripteurs dans la

22. *Vorwärts*, n° 26, 30 mars, « Erste Generalversammlung des deutschen Hilfsvereins in Paris ». Pour installer son bureau central et son journal, Börnstein avait loué un appartement à deux entrées à l'angle de la rue des Moulins et de la rue Neuve-des-Petits-Champs, ce qui lui permettait de faire figurer deux adresses sur ses placards publicitaires !

23. *Vorwärts*, n° 35, 1<sup>er</sup> mai.

24. *Vorwärts*, n° 12, 10 février.

25. On notera qu'en 1860, Hermann Ewerbeck, jadis membre de l'autorité centrale de la Ligue des justes, devait entrer, avant de mourir, à l'hôpital protestant de Paris, grâce à l'intervention de l'Association de secours, depuis longtemps entre les mains de l'administration prussienne; cf. Herman SEMMIG, « Das deutsche Gespenst in Frankreich » in *Orion*, Hambourg, 1863, p. 957.



nouvelle direction<sup>26</sup>. A partir de juillet, ce sera *Der deutsche Steuermann/Le Pilote germanique* qui, pour deux ans, rendra compte des activités de l'association. Lors de la rédaction de ses *Mémoires*, vers 1880, Börnstein remarque avec nostalgie que l'Association de secours, absorbée par l'administration consulaire prussienne dès ses origines ou presque, a oublié depuis longtemps ses fondateurs, Adalbert von Bornstedt et Heinrich Börnstein<sup>27</sup>, qui le seraient tout à fait pour nous si le *Vorwärts* n'avait pas connu une orientation autre que celle prévue par son rédacteur en chef.

## 2. L'entrée des « humanistes » au *Vorwärts*

Il est intéressant de voir Bornstedt et Börnstein prendre leurs distances l'un par rapport à l'autre et surtout de déterminer les raisons de leur différend, dont la cause essentielle n'est sans doute pas l'association de secours, mais la situation politique et économique des deux hommes. Deux facteurs principaux de discorde se dégagent à la lecture du journal et des renseignements que l'on possède par ailleurs sur Bornstedt : en premier lieu la Prusse, que critique Börnstein et dont les subsides sur fonds secrets font vivre Bornstedt, puis les émigrés, d'une part Mäurer et la Ligue des justes, de l'autre Heine et Bernays, autrement dit la rédaction des *Deutsch-französische Jahrbücher*.

Depuis l'origine du journal, et malgré sa vacuité ordinaire, revenait en leitmotiv l'exigence fondamentale du *Vormärz*, « Liberté et Unité » : liberté de la presse, justice publique et unité de l'Allemagne, ce qui n'allait pas sans critiques à la Prusse<sup>28</sup>; ce qui n'allait pas non plus sans une dénonciation de l'appareil politique, diplomatique et policier mobilisé contre les libertés : ainsi la publication du texte jusqu'alors tenu secret de l'« Acte final de la conférence interministérielle de Vienne en 1834 » par la *Deutsche Schnellpost*, fin 1843, et par le *Vorwärts*, en janvier 1844, était-elle déjà une offense impardonnable envers

26. *Vorwärts*, n° 40, 18 mai. L'association s'installe désormais rue de la Sorbonne n° 1; cf. également *Vorwärts*, n° 44, 1<sup>er</sup> juin. Elle se constituera définitivement sur des bases consulaires le 9 décembre 1844.

L'autorisation du ministre de l'Intérieur est assurée, avec une participation de la Ville de Paris, et on espère même l'attribution d'un local fourni par le préfet de police. Cf. [*Augsburger*] *Allgemeine Zeitung*, n° 352, 17 décembre 1844, p. 2811.

27. *75 Jahre...*, op. cit., I, *Die Gründung des deutschen Unterstützungsvereins*, p. 339-347.

28. En ce qui concerne le premier volet du diptyque, *Liberté*, Börnstein publie en tête de chaque numéro du journal de brefs articles ou des poèmes.

Prusse, Autriche et Confédération germanique réunies<sup>29</sup>. Et bientôt apparaissent sous la plume de Börnstein des attaques plus précises et plus actuelles, encore que banales<sup>30</sup> : dans un premier article intitulé « Le Roi de Prusse et son peuple », il rappelle ce que tout le monde savait et disait hors de Prusse, mais qu'on qualifiait de crime de lèse-majesté ou de haute trahison à Berlin, les Prussiens déçus par Frédéric-Guillaume IV qui avait été accueilli avec enthousiasme lors de son avènement en 1840 : « La province rhénane irritée ou chagrine, les provinces de la Baltique mécontentes, la Prusse orientale réservée, ironique, allant même jusqu'à condamner là où il n'y a pas si longtemps on était dans l'adoration. Où en est la cause ? — qui a commis la faute majeure... ? Aujourd'hui un pas en avant, salué avec joie, demain un pas en arrière qui excite murmures et mécontentement et dissipe l'impression favorable de la veille. » Dans son second article, sur les restrictions apportées à la presse, l'expulsion de Prusse du poète Georg Herwegh et les démarches de la diplomatie prussienne en France contre les écrivains exilés, Börnstein prend assez fermement position : le gouvernement prussien, écrit-il, « craint les effets nocifs de la presse allemande à l'étranger, or, par des mesures coercitives et vexatoires, c'est lui-même qui a créé cette presse. On a enchaîné et écrasé la libre parole et la libre critique au point qu'elles ont dû s'enfuir par-delà le Rhin, par-delà les Alpes, par-delà l'Océan pour ne pas être totalement réduites au silence ». Le troisième article de la série présente enfin le sort fait au *Vorwärts* : « Il pleut des interdictions sur notre journal en Allemagne, on veut à tout prix faire de nous des martyrs et nous procurer des abonnés — car que lit-on en Allemagne sinon les écrits interdits ? Le gouvernement prussien, le premier désormais dans toute action rétrograde, avait, dès avant la parution du premier numéro de notre *Vor-*

Ainsi *Vorwärts*, n° 1, 2 janvier, « Was thut Deutschland vor Allem Noth ? » ; n° 2, 6 janvier, « Was wir wollen ! » ; n° 3, 10 janvier, « Freies Wort und offenes Gericht ! » ; n° 4, 13 janvier, « Neues deutsches Pressgesetz » ; n° 5, 17 janvier, « Der Tod macht Alles gleich ! » ; n° 6, 20 janvier, « Keine Revolution in Deutschland » ; n° 7, 24 janvier, « Vorwärts ! », etc.

29. *Vorwärts*, n° 7, 24 janvier, supplément de 4 pages : « Schlussprotokoll der Wiener Ministerialkonferenz vom 12ten Juni 1834, eröffnet durch nachstehende Rede des Fürsten von Metternich (noch nie veröffentlicht) ». Le texte en avait été distribué (et confisqué) à Karlsruhe dès le 5 janvier ; cf. *La Réforme* du 22 janvier 1844 et *Protokolle der deutschen Bundesversammlung vom Jahre 1844*, 11<sup>e</sup> séance, du 21 mars 1844, § 100. Il sera aussitôt repris et « assorti d'un commentaire élogieux » par Bernays dans les *Deutsch-französische Jahrbücher*.

30. *Vorwärts*, Heinrich Börnstein, « Skizzen aus der deutschen Gegenwart ». 1) « Der König von Preussen und sein Volk » (n° 14, 17 février) ; 2) « Ueber die neu zu erwartenden Einschränkungen der deutschen Presse » (n° 17, 28 février) ; 3) « Unser Blatt in Deutschland » (n° 23, 20 mars).

wärts, donné à tous les bureaux de douane, de poste et de police l'ordre de ne pas en laisser entrer un seul exemplaire en Prusse. » Il est même interdit de faire mention du titre du journal dans la presse allemande ! De concert avec la Russie, selon Börnstein, la Prusse a réussi à faire interdire le *Vorwärts* en Allemagne du Nord et en Saxe. Les Etats du Sud, Bavière, Autriche, Wurtemberg font preuve au contraire « de plus d'intelligence et de modération<sup>31</sup> ». En outre, le *Vorwärts* publie des appels multiples à venir en aide à la famille du professeur Sylvester Jordan<sup>32</sup>, un article sur la mort du pasteur Weidig<sup>33</sup> survenue en 1837; la traduction de la brochure *Russie, Allemagne et France* interdite en Allemagne<sup>34</sup> et dirigée contre la politique russe en Europe occidentale : le journal ne cesse de dénoncer, en effet, les ingérences moscovites en Allemagne, en Autriche ou en France, la détestable alliance de la Prusse et de la Russie et les atrocités russes en Pologne.

Etant donné la situation ainsi faite en Allemagne au *Vorwärts*, Börnstein ne pouvait se passer de la colonie allemande de Paris pour faire vivre son journal ni des écrivains émigrés pour l'animer; or Bornstedt avait la réputation méritée de mouchard parmi ceux à qui le journal était destiné<sup>35</sup>; Börnstein ne devait donc

31. Dans ses *Mémoires*, par contre, *75 Jahre...*, *op. cit.*, I, p. 338, Börnstein rapporte que le *Vorwärts* avait été immédiatement interdit en Allemagne et en Autriche.

32. Sur l'affaire S. Jordan, cf. *Vorwärts*, nos 2, 3, 4, 7, 8, etc. Professeur à Marbourg, S. Jordan avait été élu en 1831 à la Diète hessoise et avait participé à la rédaction de la Constitution. Son opposition libérale et constitutionnelle lui valut en 1839 d'être suspendu de ses fonctions à l'Université, puis poursuivi pour crime de haute trahison : après deux ans et demi de prison préventive, il fut condamné à cinq ans de forteresse pour indices de haute trahison. Le *Vorwärts* rend compte des collectes faites aux Etats-Unis pour venir en aide à sa famille et en ouvre une à Paris.

33. Le pasteur Weidig était membre de la Société des droits de l'homme fondée par Georg Büchner à Giessen en 1834 et avait rédigé avec ce dernier un tract intitulé *Der hessische Landbote* (1834); incarcéré en avril 1835, il se suicida dans sa cellule en février 1837 pour échapper à son tortionnaire, le juge d'instruction Georgi. *Vorwärts*, n° 22, 16 mars, « Das tragische Ende Weidigs ».

34. *Russie, Allemagne et France. Révélations politiques, rédigées d'après les notes d'un vieux diplomate*, par Marc FOURNIER, Paris, 1844. L'ouvrage parut fin février, et fut bientôt publié en feuilleton dans le *Vorwärts*, du 23 mars au 22 juin. *La Réforme* du 31 mars cite « le journal allemand de Paris, le *Vorwärts*, qui fait une rude guerre au parti russe à Berlin ». A propos de cette brochure, Bornstedt rapporte plus tard : « J'écrivis à Paris, en 1844, avec Marc Fournier, la brochure intitulée *Russie, Allemagne et France* et une quantité d'autres articles de journaux, signés de mon nom, et tous dirigés contre le système russe. » (*D-B-Z*, n° 16, 24 février 1848.) Cette mise au point, en partie inexacte, permet cependant d'identifier les articles du *Vorwärts* sur la Russie, de janvier à avril, comme étant de Bornstedt.

35. HEINE, *BW II*, p. 245, lettre à Auguste Lewald du 1<sup>er</sup> mars 1838; *Ibid.*, p. 261, lettre au même du 2 avril 1838 selon laquelle Bornstedt « est utilisé ici par la police comme agent provocateur auprès des artisans allemands ».

pas, dans son intérêt bien compris, laisser Bornstedt envahir les colonnes du *Vorwärts*. En revanche, German Mäurer y est présent dès janvier<sup>36</sup> ainsi que Heine<sup>37</sup>, auquel Börnstein fait sa cour; il lui demande dans un mauvais poème de hâter son retour de Hambourg, publie une étude de Brass sur Heine et s'il critique violemment les poèmes de ce dernier dans sa recension des *Deutsch-französische Jahrbücher*, il prend soin de se déclarer l'ami personnel du poète<sup>38</sup>.

La nouvelle revue allemande de Ruge et Marx étant annoncée, il était indispensable à Börnstein de lui accorder une assez large place dans son journal. Si Marx et Ruge se trouvaient en 1844 travailler ensemble à Paris, c'est que l'année précédente, à deux mois d'intervalle, le gouvernement prussien avait réduit au silence les *Deutsche Jahrbücher* (« Annales allemandes »), la revue de Arnold Ruge, et la *Rheinische Zeitung* (« Gazette rhénane »), dont le rédacteur en chef était Karl Marx. Ce dernier écrivait alors à Ruge : « Il est grave de se livrer à des travaux serviles, même au service de la liberté, et de se battre à coups d'épingle et non à coups de massue. J'en ai assez de l'hypocrisie, de la sottise, de l'autorité brutale et de notre façon de nous laisser faire, de céder, de courber l'échine et d'ergoter sur les mots<sup>39</sup>. » Les deux hommes songent d'abord aller rejoindre Herwegh, Fröbel et Bakounine à Zürich, mais la réaction s'étend à la Suisse, Weitling est emprisonné, Fröbel en difficulté; la solution s'impose : publier des Annales « franco »-allemandes en France, à Strasbourg ou à Paris. C'est cette dernière ville qui est finalement choisie et Ruge s'y rend au mois d'août 1843, suivi par Marx en octobre<sup>40</sup>. Ils se mettent au travail en com-

Cf. Kurt KOSZYK, « Ad. v. Bornstedt, Spitzel und Publizist » in *Publizistik*, Brême, 1958, n° 3.

36. Le *Vorwärts*, n° 8 du 27 janvier contient un poème de MÄURER, « An die Fürsten des 19. Jahrhunderts »; le n° 10 du 3 février une fable, « Das Reitpferd und der Esel ». Börnstein rapporte dans ses *Mémoires* que Mäurer inondait le journal de poèmes et d'inventions. Un article non signé (*Vorwärts*, n° 9, 31 janvier), « Friedrich der Grosse », est sans doute de Mäurer qui en publiera un sur le même sujet, signé cette fois, dans le n° 47 du 12 juin, « Bruchstücke aus Friedrich II. Testament ». L'un et l'autre célèbrent l'œuvre de Frédéric II et rassemblent des citations diverses du grand roi qui sont autant de critiques implicites de la situation prussienne contemporaine.

37. *Vorwärts*, n° 3, 10 janvier, H. HEINE, *An G. Herwegh*, poème repris ensuite par Heine sous le titre « Georg Herwegh ».

38. *Vorwärts*, n° 2, 6 janvier, « Heine in Hamburg »; nos 15 et 16, 21 et 24 février, « Heinrich Heine » (aus : « Die Dichter des deutschen Volkes » von August Brass); n° 20, 9 mars, Heinrich BÖRNSTEIN, « Deutsch-französische Jahrbücher von Arnold Ruge und Karl Marx ».

39. MEW 27, p. 415.

40. Pour la genèse des *Deutsch-französische Jahrbücher* et les rapports de la rédaction avec la presse française cf. E. BOTTIGELLI, « Les Annales franco-allemandes et l'opinion française », *La Pensée*, n° 110, août 1963. Cf. égale-

pagnie de leurs autres collaborateurs et, ainsi qu'il ressort d'un entrefilet du *Vorwärts*, le 29 février 1844 paraissent leurs *Deutsch-französische Jahrbücher*<sup>41</sup>. Avant d'avoir lu le numéro double de la revue, Börnstein avait rédigé un bref article qui devait l'annoncer, mais qui parut le 2 mars, sous le titre : « La nouvelle Revue de Ruge<sup>42</sup> ». Börnstein s'y faisait l'écho d'un article de la *Revue indépendante*, paru le 25 février sous la plume de Pascal Duprat, et dont le contenu était dû en grande partie à Ruge lui-même<sup>43</sup>. Börnstein critique les inexactitudes et les maladroites de Duprat et conclut : « Nous laissons le lecteur impartial juge de savoir si la *Revue indépendante* rend un bon service aux nouvelles *Annales* en affirmant que ces dernières veulent la destruction de la monarchie et brandissent le drapeau de la révolution. » Et au nom du *Vorwärts*, sachant, dit-il, que l'analyse philosophique ne saurait manquer ni de mordant ni de profondeur, il souhaite « à la nouvelle revue tact et esprit patriotique » ! Une semaine plus tard, ayant lu les *Deutsch-französische Jahrbücher*, Börnstein en publie une critique sur deux grandes pages<sup>44</sup>. L'article, assez filandreux, est virulent à l'encontre de la revue en général. Ruge, publiciste de renom<sup>45</sup> qui fait naturellement figure de chef de file aux yeux de Börnstein, est accusé de n'avoir pas su tenir dans le corps du numéro les promesses faites par l'introduction; Heine est vigoureusement pris à parti pour ses poèmes sur Louis de Bavière et Bernays pour ce que Börnstein nomme « la chronique scandaleuse de la cour badoise ». Seuls Marx et Engels échappent à cette mise en pièces et ont droit au contraire à un jugement favorable.

---

ment Beatrix MESMER-STRUPP, *Arnold Ruges Plan einer Alliance intellectuelle zwischen Deutschen und Franzosen*, Berne, 1963.

En ce qui concerne le contenu des *DfJ* et les écrits de Marx et Engels de 1843 à 1845, cf. Bert ANDRÉAS, « Marx et Engels et la gauche hégélienne », *Annali VII*, Feltrinelli, Milan, 1965.

41. *Vorwärts*, n° 23, 20 mars, « Berliner Berichtigungen ». Une correspondance berlinoise officieuse publiée par le *Hamburger Correspondent* des 6 et 11 mars démentait 1) que la Prusse ait demandé l'expulsion d'écrivains allemands réfugiés en France — nouvelle qui circulait dès février à Paris; 2) que les *Deutsch-französische Jahrbücher* aient déjà paru. A ce deuxième « démenti » Börnstein réplique que dès le 5 mars l'*Allgemeine Zeitung* en avait rendu compte et que « dès le 29 du mois dernier, nous avions ici la revue entre les mains ».

42. *Vorwärts*, n° 18, 2 mars, « Ruges neue Revue ».

43. Cf. texte 2, P. [ascal] D. [uprat], *L'Ecole de Hegel à Paris*.

44. *Vorwärts*, n° 20, 9 mars, cf. texte 3.

45. Arnold Ruge (1802-1880), né dans l'île de Rügen, étudiant en philosophie, membre de la *Burschenschaft*, ce qui lui vaut d'être condamné en 1826 à quatorze années de forteresse; libéré en 1830, professeur de philosophie à Halle à partir de 1832, fondateur, avec Th. Echtermeyer, des *Hallische Jahrbücher für deutsche Wissenschaft und Kunst* (1838), organe de la gauche hégélienne.

encore que des plus superficiels<sup>46</sup>. Heine sert encore de cible au *Vorwärts* au début du mois suivant, dans des « Chants en l'honneur de M. Henri Heine », sans aucun doute de la plume de Bornstedt, et où la platitude le dispute à l'injure<sup>47</sup>. Börnstein se contente en cette occasion d'un chapeau où il fait remarquer qu'employant des « armes personnelles », Heine devait s'attendre à une violente polémique — ce qui prouve seulement que Börnstein n'avait vu dans le poème de Heine sur Louis de Bavière que l'aspect anecdotique et était passé à côté de la dénonciation de l'état de fait politique. Toutefois, commentant le 1<sup>er</sup> mai l'interdiction faite en Allemagne des *Deutsch-französische Jahrbücher* comme du *Vorwärts*, c'est bien la censure et non les journalistes émigrés qu'il rend responsable de ce qu'il appelle toujours les « excès de la revue<sup>48</sup> ». De la critique de Börnstein, il s'ensuit une polémique qui tournera court par la conversion du même Börnstein aux vues de « l'école humaniste » qu'il combattait jusqu'alors et par l'entrée au *Vorwärts* de la rédaction des *Deutsch-französische Jahrbücher*, tandis que Bornstedt se retire; la querelle se poursuivra cependant quelques semaines encore par-delà l'Atlantique avec un correspondant parisien anonyme de la *Deutsche Schnellpost* qui n'a pas désarmé et qui pourrait bien être Bornstedt.

Mais, avant de passer à l'analyse du contenu idéologique de cette querelle, il importe de savoir comment les *Deutsch-französische Jahrbücher* investirent le *Vorwärts*. Malgré les bulletins de victoire de Börnstein (*Vorwärts*, n° 46 du 8 juin par exemple) le journal périlait et avait besoin d'une collaboration importante et efficace pour ne pas disparaître : le nombre des abonnés n'avait pas « régulièrement augmenté » depuis le début de l'année comme le rapporte Börnstein dans ses *Mémoires*<sup>49</sup>; même si le journal tirait à 1 000 exemplaires, comme il l'affirme, le nombre des abonnés n'atteignait sans doute pas 500 et devait

46. BOTTIGELLI, *op. cit.*, p. 45 note fort justement : « Seul de toute la presse, Börnstein a rendu hommage aux articles de Marx et d'Engels. Seuls ils ont été épargnés et même loués. Était-ce si mal de reconnaître ce qui reste le seul titre de gloire de cette publication éphémère [c'est-à-dire les *DfJ*] ? »

47. *Vorwärts*, n° 28, 6 avril, « Lobgesang an Herrn Heinrich Heine » (*Im Tone der Gedichte der « deutsch-französischen Jahrbücher »*).

48. *Vorwärts*, n° 35, 1<sup>er</sup> mai, « Deutsche Klaglieder ». H.B. se demande à cette occasion combien de temps le gouvernement français résistera aux pressions diplomatiques qui exigent l'expulsion d'écrivains incommodes.

49. H.B., *75 Jahre...*, *op. cit.*, I, p. 337. « Le journal commença à Paris avec un cercle de 500 abonnés qui s'accrut chaque mois; 500 autres exemplaires étaient distribués dans les départements, en Suisse, en Belgique, en Amérique et, par l'intermédiaire de M. Alexandre à Strasbourg, en contrebande dans les provinces rhénanes. »

se situer aux environs de 200, chiffre avancé par Heine dans une lettre à Campe<sup>50</sup>; d'autant que, depuis mars, l'intérêt du journal avait nettement baissé. Or, tandis que le *Vorwärts* connaissait de graves difficultés financières et rédactionnelles, les rédacteurs des *Deutsch-französische Jahrbücher*, même brouillés entre eux<sup>51</sup>, ainsi que les membres de la Ligue des justes, avaient intérêt à posséder un organe de presse<sup>52</sup>. Certains songèrent à une souscription pour renflouer le journal, mais le seul qui possédât quelque argent était Ruge, fort peu soucieux de venir en aide à Börnstein et moins encore de subventionner un journal communiste<sup>53</sup>. Sans complètement abandonner cette idée, on mita sur un changement de direction qui donnerait au *Vorwärts* une nouvelle impulsion : ce qui fut fait, en la personne de Bernays qui allait assurer la rédaction du journal du 1<sup>er</sup> juillet au 11 septembre<sup>54</sup>. Börnstein pouvait alors annoncer dans le dernier numéro de juin que « des écrivains allemands des plus renommés avaient promis leur collaboration » et conclure par la suite dans ses *Mémoires* : « Devenant de tous les journaux de langue allemande qui paraissaient en Europe le seul qui fût radical et libre de toute censure, le *Vorwärts* prit un nouvel attrait et le nombre de ses abonnés s'accrut<sup>55</sup>. » Et ceux que le *Vorwärts* avait le plus vivement pris à parti, Bernays, Heine et Ruge devaient être aussi les premiers à être accueillis par Börnstein, Bornstedt étant parti. En effet, quand, le 11 mai, paraît le premier des grands poèmes politiques de Heine, *L'Empereur de Chine*<sup>56</sup>, le *Vorwärts* annonce justement à ses

50. HEINE, *BW II*, p. 517, lettre à Campe du 5 juin 1844 : « J'ai donné au journal *Vorwärts* quelques nouveaux poèmes que je vous communiquerai sitôt qu'ils seront imprimés, m'en remettant à votre appréciation pour voir s'ils ne sont pas trop violents pour mon livre (le *Vorwärts* n'a que 200 abonnés !). »

51. Marx et Ruge avaient formellement rompu dès le mois de mars. Cf. RUGE, *BW...*, *op. cit.*, I, p. 341, lettre de Ruge à sa mère du 29 mars 1844.

52. Dès 1842, Ewerbeck et Mäurer cherchaient à créer à Paris une revue ou un journal communiste afin de « préparer les 80 000 Allemands de Paris à l'Association fraternelle » (lettre de H. Ewerbeck à Weitling du 26 octobre 1842, in [BLUNTSCHLI], *Die Kommunisten in der Schweiz [...]*, Zurich, 1843, p. 48-49. Edition française : *Les Communistes en Suisse d'après les papiers saisis chez Weitling*, Lausanne, 1843, p. 47).

53. HEINE, *BW II*, p. 526. Lettre à Börnstein du 1<sup>er</sup> août 1844 dans laquelle il rappelle à ce dernier une réponse négative de Ruge datant de mai-juin. A en croire Ruge, Heine lui aurait même proposé, à lui Ruge, de prendre la direction du journal, ce qui paraît bien peu vraisemblable. Cf. A. RUGE, *Zwei Jahre in Paris*, I, p. 144 et B. MESMER-STRUPP, *op. cit.*, p. 138.

54. Cf. dans le texte n° 33 le récit que Bernays donne de sa conquête du *Vorwärts*.

55. Cf. *Vorwärts*, n° 52, 29 juin, « An unsere Leser » et H.B., *75 Jahre...*, *op. cit.*, I, p. 351. Même la publicité dans le *Vorwärts*, Börnstein omet de le dire, prit une extension nouvelle et devint régulière, condition nécessaire à l'équilibre budgétaire du journal.

56. *Vorwärts*, n° 38, 11 mai, Heinrich HEINE, « Der Kaiser von China ».

lecteurs que Bornstedt a quitté Paris pour l'Angleterre; et s'il est de retour en France début juin, dès le 8 de ce mois, il est déjà reparti pour la Normandie et la Bretagne; Bornstedt est à Paris au cours de l'été et se manifeste surtout dans la campagne de la presse d'extrême-droite contre le *Vorwärts*, avant de rejoindre Berlin, en octobre, pour rendre compte de son activité de mouchard<sup>57</sup>. Absent depuis début mai, il n'a en fait collaboré au *Vorwärts* que pendant les quatre premiers mois de l'année, y jouant selon toute vraisemblance un rôle secondaire (ou du moins proportionné à l'importance politique du journal au cours de cette première période), sauf dans l'affaire de l'Association de secours<sup>58</sup>. Le tournant du *Vorwärts* se situe donc courant mai, avec l'entrée en scène de Heine, précédant de peu celle de Bernays qui allait devenir rédacteur en chef du journal bien qu'il s'y soit d'abord introduit par le biais d'une polémique contre son prédécesseur et sous un pseudonyme : en effet ses *Lettres d'un Français sur l'Allemagne*, signées Edouard, étaient une réponse assez cinglante à la critique des *Deutsch-französische Jahrbücher* par Börnstein<sup>59</sup>.

La participation officielle de Bernays au *Vorwärts*, comme celle de Ruge, introduit par le même Bernays<sup>60</sup>, a son origine dans la polémique avec la *Deutsche Schnellpost* qui avait publié, elle aussi, un compte rendu des *Deutsch-französische Jahrbü-*

57. *Vorwärts*, n° 46, 8 juin, « Pariser Plaudereien ». L'entrefilet réservé à Bornstedt évoque « l'effet apaisant de l'océan sur une âme tourmentée dans son patriotisme et qui se trouve à un tournant de sa vie ». Bornstedt qui sera de nouveau à Paris de juillet à début octobre, publiera depuis Berlin dans l'[*Augsburger*] *Allgemeine Zeitung*, n° 313, 8 novembre 1844, une longue *Déclaration* contre Börnstein où il prétend avoir en mains des lettres de Börnstein s'engageant envers Bornstedt pour la rédaction commune du *Vorwärts*. Mais ces allégations arrivent en pleine querelle contre le *Vorwärts*, déclenchée par l'ambassade de Prusse par l'intermédiaire de Bornstedt lui-même.

58. Il est difficile d'admettre l'affirmation de Gustav MAYER, *Der Untergang der « Deutsch-französischen Jahrbücher » und des Pariser « Vorwärts »*, AGSA, 1912, p. 424, selon laquelle l'âme politique du journal au cours des premiers mois aurait été Bornstedt. Il est sans doute plus exact de dire que le *Vorwärts* n'avait aucune « âme politique ».

59. *Vorwärts*, n° 37, 8 mai, Edouard..., « Briefe eines Franzosen über Deutschland ». Börnstein soupçonne bien qu'il s'agit d'une mystification de Bernays, coutumier du fait, et dans le *Vorwärts*, n° 39 du 15 mai il rappelle, sous le même titre, les mystifications de la presse et de la censure allemandes par Bernays (dans deux brochures : *Censor Fuchs aus Mannheim und die Führer der servilen Presse*, Strasbourg, 1843; *Schandgeschichten zur Charakteristik des deutschen Censoren- und Redaktorenpackes*, Strasbourg, 1843). Le *Vorwärts* n° 42 du 25 mai contient une lettre « à M. Edouard » pour lui demander son nom et son adresse; dans le n° 44 du 1<sup>er</sup> juin, première lettre à « M. Ferd. Coel. Bernays. Votre précieux autographe du 26, bien que nous en possédions déjà un certain nombre (signés Schlayer, Edouard, etc.) nous a énormément amusés ».

60. H.B., 75 *Jahre...*, op. cit., I, p. 349. « Par l'intermédiaire de Bernays, je fis la connaissance du Dr Arnold Ruge, aussi aimable que cultivé. »



cher<sup>61</sup>; mais, si l'article de Börnstein dans le *Vorwärts* était critique, celui que faisait parvenir au journal new-yorkais un correspondant parisien qui signait S. était difficilement qualifiable; Ruge et Bernays décidèrent de ne pas laisser passer l'attaque injurieuse et Börnstein, avec qui Bernays était désormais lié d'amitié, leur ouvrit les colonnes de son journal, « au nom de l'impartialité, de la liberté de presse et d'opinion, afin de permettre à chacun de s'exprimer, à la vérité de jaillir de la controverse et parce que le *Vorwärts* est désormais le seul journal en langue allemande paraissant à Paris<sup>62</sup> »; ainsi justifiait-il un revirement pour le moins spectaculaire. Les accusations du correspondant S. contre la « revue gallo-teutonique » (*sic*) sont essentiellement les suivantes : d'avoir rassemblé et « systématisé tout ce qu'avaient isolément produit jusqu'ici les tendances républicaines, de la libre-pensée et du communisme »; contre les rédacteurs, d'être des criminels coupables de lèse-majesté à l'égard « du roi de Bavière, des lits conjugaux princiers et royaux, de la religion et du christianisme, de la propriété privée et du confort » (!), d'être enfin « des transfuges dépourvus du sens de l'honneur national, dépourvus de style, d'esprit et de science ». L'attaque est si grossière et trahit si bien son origine, mouchard ou service d'ambassade (sans doute Bornstedt), que Ruge ironise : « Votre correspondant est un homme fort indépendant [...] de toute culture », et il poursuit : « il s'est simplement trompé d'adresse, car sa lettre était sans aucun doute destinée à servir d'éditorial à la Gazette officielle de Prusse. » Et tandis que Bernays, dans sa propre réponse, fait le procès de l'Allemagne : libéralisme romantique des uns, assoupissement des autres, résignation des ouvriers eux-mêmes qui meurent de faim en Saxe, en Silésie ou ailleurs sans songer à travailler à leur émancipation comme les ouvriers anglais ou français<sup>63</sup>, Ruge

61. *Deutsche Schnellpost für europäische Zustände*, 4 mai 1844.

62. *Vorwärts*, n° 49, 19 juin, « Arnold Ruge an die Redaktion der deutschen Schnellpost [...] in New York ». *Vorwärts*, n° 51-52, 26 et 30 juin, Ferd. COEL, BERNAYS, « Oeffentlicher Brief an die geehrte Redaktion der New Yorker deutschen Schnellpost ». Selon RUGE, *Zwei Jahre in Paris*, I, p. 144, c'est Heine qui lui aurait suggéré de publier sa lettre à la *Deutsche Schnellpost* dans le *Vorwärts*. Cette querelle connaît son dernier écho dans l'[*Augsburger*] *Allgemeine Zeitung*, n° 239, 26 août 1844, p. 1908-1909, dans un article publié sous la rubrique « Aus Süddeutschland » qui prend la défense de la *New Yorker Deutsche Schnellpost* contre Ruge et Bernays. Mais il s'agit là déjà des premières attaques organisées à partir de l'ambassade de Prusse à Paris pour déconsidérer aux yeux de l'opinion publique les rédacteurs des *Deutsch-französische Jahrbücher* et du *Vorwärts*, et préparer leur éventuelle condamnation par les tribunaux français.

63. L'article, daté du 18 juin, parut les 26 et 30 juin. Or, par une curieuse coïncidence, le *Vorwärts* du 30 juin rend compte justement pour la première fois de l'insurrection des tisserands silésiens.

termine sa lettre par une profession de foi dans laquelle il défend, contre l'honneur des rois le droit de *tous* les hommes à la *liberté*, contre la religion l'*athéisme* et contre la patrie l'*humanisme*.

Ruge devait sans doute considérer cette polémique à propos des *Deutsch-französische Jahrbücher* comme terminée, d'autant que toute discussion au fond risquait de faire apparaître les divergences philosophiques ou personnelles qui le séparaient de ses anciens collaborateurs, Marx, Bernays, Engels et peut-être même Heine. Or, dans le numéro suivant du *Vorwärts*, Börnstein, par une lettre ouverte, met Ruge en demeure d'ouvrir le débat philosophique et politique<sup>64</sup>. Börnstein prenait prétexte de la lettre de Ruge à la *Deutsche Schnellpost* pour le prier d'expliquer clairement sa doctrine; après avoir répété ses conseils de « mesure » déjà prodigués en mars, il poursuivait sur le ton de la fausse humilité : « et maintenant une prière, supposez que je n'aie pas lu les *Hallesche Jahrbücher* ni les *Deutsche Jahrbücher* ou, ce qui à vos yeux est pis encore, que je les aie lus et pas très bien compris, considérez-moi comme un profane dans le temple de la nouvelle doctrine et initiez-moi ». Voilà qui ressemble fort à une provocation ou à une déclaration de guerre, non pas tant de Börnstein, sans doute dépassé par le débat, que des autres rédacteurs des *Deutsch-französische Jahrbücher*; il s'agissait en effet de faire dire à Ruge ce qu'il entendait par un « socialisme » conçu comme la réalisation des « grands principes de l'humanisme », c'est-à-dire de faire apparaître le vide de son socialisme; or Börnstein, qui ne se piquait pas de philosophie, avait déjà été converti par Bernays à une sorte de libre pensée cosmopolite et fort peu contraignante qu'il nomme lui-même « humanisme » ou « socialisme »<sup>65</sup>; en outre, le même numéro du *Vorwärts* contenait un article où Bernays fait une leçon d'humanisme feuerbachien déjà teinté de Marx<sup>66</sup>, rendant inutiles pour les lecteurs du journal et la lettre de Börnstein et une éventuelle réponse de Ruge; qui plus est, le 3 juillet le *Vorwärts* publiait, avant celle de Ruge, la réponse des communistes allemands de Paris, vraisemblablement de la plume de

64. *Vorwärts*, n° 50, 22 juin, Heinrich BÖRNSTEIN, « Offener Brief an Herrn Dr Arnold Ruge (Zur Verständigung) ».

65. H.B., *75 Jahre...*, *op. cit.*, I, p. 349. « On appelait alors "humanisme" ce que l'on désigne aujourd'hui du terme de "socialisme"; seulement "l'humanisme" se limitait au domaine des écrits et de la recherche intellectuelle, tandis qu'aujourd'hui le "socialisme" intervient dans la vie pratique et domine même le domaine politique. »

66. *Vorwärts*, n° 50, 22 juin, W., « Ein Brief », cf. texte 4. L'article, bien qu'anonyme, est sans aucun doute possible de Bernays : l'auteur s'y dit en effet juriste, converti du libéralisme politique rhénan à l'humanisme athée et social, ce qui, outre le style désinvolte qui est le sien, caractérise Bernays.

H. Ewerbeck<sup>67</sup>. Et si on cherchait d'autres preuves de cette attaque concertée, on pourrait en trouver une encore dans le fait que Börnstein met le doigt précisément sur la plaie des *Deutsch-französische Jahrbücher*, la dissension radicale entre Ruge et Marx. « Vous démolissez tout ce qui existe, écrit Börnstein, vous rejetez tout, vous ne voulez entendre parler ni de constitution, ni de libéralisme, ni de christianisme, ni de philosophie passée ou présente, ni du système représentatif, ni du pouvoir absolu d'un seul, ni de l'organisation actuelle de la société, ni du nationalisme qu'on rencontre dans le peuple — vous jetez tout à bas — permettez-moi de résumer ma question en ces termes : "Que voulez-vous mettre à la place de ce qui est ?" Je le confesse ouvertement, je ne suis pas philosophe, je ne fais aucun cas des systèmes abstraits, j'aime le *pratique*, la réalité; je ne considère un système comme moderne et pratique que si, à tout moment, avec l'aide des masses on peut lui donner vie, le réaliser. Soyez pour moi un maître positif, si cela vous paraît en valoir la peine; jusqu'à présent je vous ai trouvé trop négatif; mais ce n'est pas par la négation qu'on organise une société. Pardonnez-moi mes doutes, mais je ne suis qu'un Allemand borné qui veut qu'on lui démontre noir sur blanc, et avec une certitude mathématique, ce qu'il doit croire. Et n'êtes-vous pas responsable de mes scrupules ? ne fondez-vous pas dans les *Jahrbücher* votre doctrine sur les "droits de l'homme" et dans ce même numéro Monsieur Marx ne va-t-il pas au-delà de ces droits de l'homme ? Comment donc un tiers ne serait-il pas troublé de cette contradiction, comment y verrait-il clair ? Encore une fois initiez-moi à l'école humaniste, mais de façon si claire, si simple, si accessible que le plus ignare des gens du peuple puisse comprendre. »

La réponse de Ruge, publiée quelques jours plus tard<sup>68</sup>, se borne à des généralités sur le rôle de la parole écrite, de la critique positive dans la négation même et tâche à noyer le poisson en ce qui concerne son différend avec Marx, qui ne sortira d'ailleurs de sa réserve que lors de l'affaire silésienne pour écraser Ruge de sarcasmes. Mais avant que ce dernier n'ait eu le

67. *Vorwärts*, n° 52, 3 juillet, « Eine Antwort », cf. texte 5. Walter SCHMIDT, « Einige Dokumente zum schlesischen Weberaufstand vom Juni 1844 », *Aus der Frühgeschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, Berlin, 1964, p. 36, suppose que l'auteur en est Bernays. Or ce dernier, devenu l'ami de Börnstein et rédacteur du journal, n'avait aucune raison de s'en prendre aussi vigoureusement à Börnstein. Ewerbeck ou Mäurer, au contraire, avaient de bonnes raisons de se défier de quelqu'un qui était jusqu'alors en bons termes avec Bornstedt.

68. *Vorwärts*, n° 54, 6 juillet.

loisir de prendre la plume pour répondre aux questions pape-lardes de Börnstein, Bernays et Ewerbeck faisaient donc l'éducation des lecteurs du *Vorwärts*. S'adressant à un correspondant supposé, Bernays reprend sur le mode léger, impertinent qui est le sien, l'analyse feuerbachienne de l'aliénation et de la fin de l'aliénation dans la récupération par l'homme de sa nature humaine totale, la sienne propre étant *d'être et de se manifester* sous la forme d'un météore ou d'un feu follet ! Il poursuit cependant sur le mode sérieux par la description de l'aliénation religieuse, juridique et politique, les deux premières n'étant que des sous-produits de l'aliénation politique qui, représentée par l'Etat, est « l'abstraction, le caractère renversé, inhumain de la société ». L'accession des hommes à une société humaine par la victoire sur *l'argent*, source de toute aliénation, signifiera l'abolition de l'Etat. Il n'est pas difficile de reconnaître ici certains thèmes de la réflexion de Marx entre 1842 et 1844 au contact de l'humanisme athée de Feuerbach, de la réalité sociale et politique et du courant socialiste de l'époque. Autrement dit, Bernays vulgarise dans le *Vorwärts* ce que Marx avait écrit pour les *Deutsch-französische Jahrbücher* <sup>69</sup>. Pour sa part, la Ligue des justes, par la plume d'Ewerbeck, répond à Börnstein sur un ton qui ne laisse pas supposer beaucoup de confiance à l'égard de l'engagement du *Vorwärts* et de son ancien rédacteur aux côtés des socialistes. L'article insiste sur les antagonismes de classes, la réalité du développement historique des nations et des Etats, le fondement économique de ce développement et le rôle de « l'école humaniste du 19<sup>e</sup> siècle » dont la tâche gigantesque est de résoudre le problème social posé au monde moderne <sup>70</sup>.

Il faut croire que Börnstein fut tout à fait convaincu, car il écrit dans ses *Mémoires* : « De Saül, je devins Paul » et « je mis mon *Vorwärts* à la disposition des "humanistes" qui n'avaient pas d'organe de presse, et il y eut bientôt au *Vorwärts* une équipe rédactionnelle comme peu de journaux, surtout de journaux allemands, pouvaient s'enorgueillir [...]. Outre Bernays et moi-même, qui étions les rédacteurs, écrivaient pour le journal Arnold Ruge, Karl Marx, Heinrich Heine, Georg Herwegh, Bakounine, Georg Weerth, G. Weber, Fr. Engels, le Dr Ewerbeck et J. Bürger; et on peut facilement imaginer que ces hommes écrivaient

69. On peut se reporter en particulier aux développements sur l'essence de l'argent et de l'Etat dans l'article de Marx, « A propos de la question juive ».

70. L'article (cf. texte 5) offre un curieux mélange de matérialisme et d'idéalisme, de formules qui passeraient dans le *Manifeste du Parti communiste* sans modification et de rêveries sur « l'essence germanique ».

des articles d'un style non seulement fort spirituel mais aussi extrêmement *radical*<sup>71</sup>. » Bakounine habitait dans les bureaux mêmes du *Vorwärts* où avaient lieu plusieurs fois par semaine des « réunions de la rédaction », une douzaine de personnes environ qui passaient une bonne partie de la nuit dans une tabagie indescriptible et des discussions acharnées.

Ainsi la rédaction des *Deutsch-französische Jahrbücher*, bientôt amputée de Ruge, mais considérablement augmentée des communistes allemands présents à Paris, avait investi et pris la place; de Sainte-Pélagie, Bernays pourra écrire en janvier 1845 : « Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1844 il se publiait à Paris sous le nom de *Vorwärts* un tout petit journal allemand rédigé par quelques hommes de ce parti teutonique que nous avons si souvent combattu et battu. Je songeai à m'en emparer, j'y parvins bientôt, et aussitôt je recommençai dans cette petite feuille la guerre contre le parti anti-français en Allemagne<sup>72</sup>. » Le *Vorwärts* prit effectivement la relève des défuntes *Annales* en publiant, entre autres, des articles prévus pour une troisième livraison de la revue, tels « La Situation anglaise » d'Engels ou des extraits de « La Bureaucratie prussienne » de Karl Heinzen. Il allait surtout devenir, entre les mains de la nouvelle équipe, un instrument de réflexion et de formation politique, philosophique, économique, ce qui amènera sa perte.

71. H.B., *75 Jahre...*, *op. cit.*, I, p. 355-356. Börnstein aurait également pu citer les noms de Moses Hess, de German Mäurer et peut-être du Français Guerrier, médecin et traducteur de Feuerbach. Le prénom de Bürgers est Heinrich.

72. Texte 33. Le récit de Bernays est confirmé par A. RUGE, *Zwei Jahre in Paris*, I, p. 144, rétrospectivement scandalisé du procédé.

## Le soulèvement des tisserands silésiens

Du 4 au 6 juin 1844 avait lieu une insurrection de tisserands en Silésie, province prussienne depuis son annexion par Frédéric II en 1740; la surprise fut grande en Europe, car on était habitué depuis longtemps à ce qu'il ne se passe rien dans « L'Empire de Chine » (Heine) et un publiciste comme Wilhelm Wolff pouvait constater en tête de son article sur « La Misère et le soulèvement de Silésie<sup>1</sup> » : « Les événements sanglants de Peterswaldau et de Langenbielau au début du mois de juin ont suscité l'intérêt non seulement de l'Allemagne, mais aussi d'autres pays et ont attiré l'attention générale sur la *Silésie*. »

A vrai dire, la situation misérable des tisserands travaillant à domicile pour des fabricants était connue de ceux qui s'intéressaient aux problèmes sociaux consécutifs à l'industrialisation et aurait dû l'être de l'administration prussienne; sans qu'il soit nécessaire à notre propos de remonter au premier soulèvement des tisserands silésiens en 1793<sup>2</sup>, ni même aux réflexions sociales de Goethe après 1820, provoquées, entre autres, par la situation nouvelle des tisserands et des facteurs en tissage dans « les ré-

---

1. F.W. WOLFF, « Das Elend und der Aufruhr in Schlesien », *Deutsches Bürgerbuch für 1845*, hrsg. von H. Püttmann, Darmstadt, 1845, p. 174-202. Sur Wilhelm Wolff, on consultera Walter SCHMIDT, *Wilhelm Wolff. Sein Weg zum Kommunisten 1809-1846*, Berlin, 1963 ; du même, « Wilhelm Wolff als Mitglied des Brüsseler Kommunistischen Korrespondenzkomitees 1846 », *BZG*, 1964, n° 3, p. 438-461.

2. Cf. S.B. KAN, *Dva vosstaniia silezskikh tkatchei 1793-1844* (« Deux soulèvements de tisserands silésiens 1793-1844 »), Moscou et Léninegrad, 1948.

gions montagneuses<sup>3</sup> », disons qu'il suffisait de lire la presse depuis 1840 pour être tenu au courant. Et si depuis les nouvelles mesures de censure, qui avaient entraîné la disparition de la *Rheinische Zeitung* par exemple, il était plus sûr de se reporter à la presse étrangère, on pouvait cependant se faire une idée de la situation grâce à la presse allemande elle-même. En février 1844 avait déjà eu lieu un début d'émeute à Bielau<sup>4</sup>; *La Réforme* publiait quelque temps après un extrait de la *Schlesische Zeitung* ainsi conçu : « *La Gazette de Silésie* contient un appel à la presse allemande afin qu'elle s'intéresse à un [!] malheureux tisserand silésien. La misère est générale, plus de 50 000 familles, dans un rayon de quinze milles, sont exposées à mourir de faim<sup>5</sup>. » *La Démocratie pacifique*, de son côté, le journal réformiste français dirigé par Victor Considérant, publiait à la même époque un article d'Alexandre Weill sur « Le Paupérisme en Allemagne », dans lequel la Silésie et la Bohême venaient en bonne place<sup>6</sup>; on pourrait accumuler les témoignages; qu'il suffise de citer encore un journal allemand, *Der Anzeiger des Westens*, paraissant aux Etats-Unis, dont un correspondant silésien brossait le tableau « lamentable » de la situation en Prusse; d'une part, les fastes de la cour berlinoise, son piétisme, les inepties du gouvernement « *et auprès de cela règne dans les campagnes, ici par exemple parmi les fileurs et les tisserands, la misère la plus atroce*<sup>7</sup> ». Les autorités provinciales et gouvernementales prussiennes ne pouvaient non plus ignorer des faits aussi patents que ceux décrits par Alexander Schneer dans son enquête officielle sur les tisserands<sup>8</sup> : des familles réduites à se nourrir de cheval crevé pour ne pas mourir de faim au cours de ce même hiver 1843-1844.

Lorsque Wilhelm Wolff, à la fin juin 1844, essaye de tirer la leçon des événements du début du mois, il commence par

3. GOETHE, *Wilhelm Meisters Wanderjahre*, 3<sup>e</sup> partie, ch. 1 à 6 où Goethe envisage la solution de l'émigration dans le Nouveau Monde et celle de la transformation des conditions de travail dans l'Ancien; GOETHE, *Romans*, éd. Gallimard, Pléiade, p. 1228-1360.

4. W. WOLFF, *op. cit.*, p. 187

5. *La Réforme*, 16 mars 1844.

6. *La Démocratie pacifique*, n° 48, 17 février 1844; du même, « Mouvement réactionnaire en Allemagne », *ibid.*, n° 53, 22 février 1844.

7. *Anzeiger des Westens*, Saint-Louis, Missouri, cité d'après *Vorwärts*, n° 55, 10 juillet.

8. Cf. « Deutsche Pracht und deutsche Noth », *Vorwärts*, n° 81, 9 octobre. Alexander SCHNEER, *Ueber die Noth der Leinen-Arbeiter in Schlesien und die Mittel, ihr abzuhefen* [...], Berlin, 1844. Schneer était fonctionnaire de l'administration prussienne à Breslau et fut élu en 1844 secrétaire d'une association d'entraide aux fileurs et aux tisserands silésiens. Des extraits de son livre ont été réédités par KUCZYNSKI J., *Die Geschichte der Lage der Arbeiter*, vol. 9, Berlin, 1960.

faire le point de la situation du « prolétaire silésien », par décrire comment « vit le pauvre homme<sup>9</sup> » : à cet effet, il esquisse l'évolution sociale des couches populaires en Prusse depuis la grande défaite d'Iéna en 1806 et les réformes qui s'ensuivirent, en particulier la libération des différentes catégories de serfs et la libéralisation du commerce et de l'industrie. Les conséquences en furent inattendues pour les artisans et les paysans : en effet, la liberté acquise allait de pair avec la misère. « La population des campagnes se méprit d'abord lourdement sur le mot "liberté". Elle se crut entièrement libre à partir de la Saint-Martin de 1810. » Or il fallait aux paysans *racheter tous* les droits féodaux dont on les libérait théoriquement. L'opération profitait, au prix d'un travail accru pour les gens des campagnes, au propriétaire foncier, au seigneur. De leur côté, les artisans avaient salué avec joie la suppression des corporations et des jurandes, ressenties comme une entrave au développement de l'artisanat et du commerce; or la liberté industrielle et commerciale « conduisait tout droit au *monopole du capital* lié à la *spéculation* ». « Le simple artisan, le petit commerçant, l'épicier, ceux qu'on appelle la classe moyenne, se virent peu à peu et à leur grand étonnement non seulement dépassés par les riches capitalistes, par les commerçants *en gros*, par les grands entrepreneurs industriels, mais encore réduits en leur dépendance [...]. On devint un ouvrier salarié au salaire fixé par quelqu'un qui régissait en maître. » A cet appauvrissement s'adjoignit *l'alcool*, source de revenu supplémentaire pour les propriétaires fonciers, de misère supplémentaire dans le peuple.

En ce qui concerne l'industrie textile plus précisément<sup>10</sup>, la culture et la transformation du lin en Silésie demeurent d'abord stationnaires, puis régressent tandis que se répandent les cotonnades et les machines anglaises : les fileurs sont les premiers touchés par la misère; les tisserands pour leur part tombent peu à peu dans la dépendance totale de quelques riches fabricants qui leur fournissent le fil et leur reprennent la toile, au tarif et dans les conditions qu'ils fixent eux-mêmes. C'est ce qui se passait là comme ailleurs dans deux gros villages proches de la petite ville de Reichenbach : Langenbielau (13 000 habitants) et Peterswaldau (5 000 habitants) où un certain nombre de fabricants, dont les frères Zwanziger, étaient honnis de la population pour l'exploitation éhontée à laquelle ils se livraient<sup>11</sup>. Les tis-

9. W. WOLFF, *op. cit.*, p. 174-180.

10. *Ibid.*, p. 181-187.

11. A propos des frères Zwanziger, cf. W. WOLFF, *op. cit.*, p. 187-189. « Pour une pièce de calicot de 140 aunes à laquelle un tisserand doit tra-



serands en avaient composé une plainte et, le 4 juin, un ouvrier pris à la chanter devant la maison des frères Zwanziger fut roué de coups par leurs domestiques et livré à la police locale; dans l'après-midi une foule de tisserands se présentait au domicile des Zwanziger, « réclamant un salaire plus élevé et — une gratification », ce qui leur fut refusé. La colère l'emportant, les tisserands saccagèrent la maison, en particulier les stocks et les livres de comptes, en laissant s'enfuir les propriétaires et en évitant tout incendie, dont les dégâts auraient été indemnisés par les compagnies d'assurance ! Le lendemain, un cortège de plusieurs milliers de personnes s'attaquait aux maisons d'autres fabricants jusqu'à ce qu'un détachement militaire, à Bielau, fit feu sur la foule — avant de se retirer en hâte devant les tisserands exaspérés par les morts et les blessés. Ce détachement fut remplacé le soir même par quatre compagnies d'infanterie armées de canons et renforcées par de la cavalerie. Le 6 juin, quelques groupes de tisserands poursuivirent çà et là les démolitions commencées les jours précédents, puis se dispersèrent tandis que l'armée et la police procédaient à des centaines d'arrestations.

Cet événement, sans précédent depuis des décennies, fut bientôt suivi de troubles divers dans toute l'Allemagne : du 16 au 24 juin, les tisserands et les imprimeurs sur cotonnades manifestaient à Prague; le 20 juillet, les ouvriers employés à la construction du chemin de fer à la frontière de la Saxe et de la Silésie cessaient le travail pour demander une augmentation; en août des troubles éclataient dans des usines de tissage à Berlin, dans des sucreries à Magdebourg, sans compter la tentative d'assassinat de Frédéric-Guillaume IV qui, pour n'avoir aucun caractère ouvrier, n'en attirait pas moins l'attention sur la Prusse et posait pour la première fois en Allemagne le problème du récidive. Tous ces mouvements, dont le *Vorwärts* rendit compte jusqu'à sa disparition<sup>12</sup>, étaient le signe de l'industrialisation de

---

vailer 9 jours et pour laquelle d'autres fabricants payaient 32 sous [Silbergroschen], ils [les frères Zwanziger] donnaient 15 sous. Pour 160 aunes de futaine, ce qui exige 8 jours de travail ininterrompu, ils versaient un salaire de 12 sous (ou 12 1/2). Ils se déclarèrent même prêts à prendre 300 ouvriers supplémentaires si ceux-ci voulaient livrer la même quantité pour 10 sous [...]. »

12. *Vorwärts*, n° 52, 30 juin, « Bunes und Spitzes »; n° 54, 6 juillet, « Die Weber am Riesengebirge »; n° 55, 10 juillet, H.H. « Die armen Weber »; « Liberaler Unsinn »; « Die nordamerikanische Presse über Preussen »; n° 56, 13 juillet, « Aus Prag »; n° 58, 20 juillet, « Klagen und Hoffnungen der Prager Weber und Drucker »; n° 59, 24 juillet, « Die Arbeiterbewegung in Böhmen »; nos 59-60, « Verteidigung der preussischen Politik »; n° 60, 27 juillet, « Der König von Preussen und die Sozialreform »; n° 61, 31 juillet, « Aus Deutschland und aus Paris; Der Pauperismus in Deutschland »;

l'Allemagne et en conséquence le signe de la formation d'un prolétariat allemand, à la suite des prolétariats anglais et français ou, pour employer le langage de l'époque, ils marquaient en Allemagne l'apparition du *paupérisme moderne*. Le plus important reste, sans aucun doute, l'insurrection des tisserands silésiens, tant sur le plan pratique que sur le plan théorique : il était en effet le premier et le plus vaste de ces mouvements et il se trouva en la personne de Karl Marx, dans ses articles du *Vorwärts* à Paris, l'analyste qui sut en dégager la valeur exemplaire et le sens pour l'Allemagne. C'est ce que constatait Engels écrivant en 1851 que des insurrections de juin 1844 datait l'activité consciente du mouvement ouvrier allemand<sup>13</sup>.

Quel fut l'écho de ce soulèvement dans les milieux d'émigrés allemands à Paris ? Les premières nouvelles de l'insurrection furent diffusées à Paris par la presse française vers la mi-juin ; cependant le *Vorwärts* ne lui consacra d'abord qu'un entrefilet, de Börnstein sans doute, dans la rubrique « De tout un peu » et cela le 29 juin seulement<sup>14</sup> ; il fallut attendre le 6 juillet pour que le nouveau rédacteur, Bernays, commente l'événement dans un article du *Vorwärts*, suivi de peu par Heine avec son chant des *Pauvres Tisserands*. L'absence d'information sérieuse et complète, que regrette Börnstein<sup>15</sup>, ne saurait à elle seule rendre compte d'un tel retard, les journaux français n'ayant eu eux aussi à leur

n° 62, 3 août, « Attentat auf den König von Preussen » ; « Arbeiterbewegung in Deutschland » ; G. WEBER, « Offizielle preussische Wohlthätigkeit » ; n°s 63-64, 7 et 10 août, Karl MARX, « Kritische Randglossen [...] » ; n° 64, 14 août, « Aus dem Brief einer deutschen Dame ; Die deutsche Presse über das Attentat auf den König von Preussen » ; n° 65, 14 août, « Ich bin ein grosser Monarch ! » ; « Ein Opfer der Industrie » ; n° 66, 17 août, « Aussichten für Deutschland » ; « Illustrationen zu der neuesten Cabinetstylübung Friedrich Wilhelm IV » ; « Fräulein Tschsch » ; n° 67, 21 août, « Arbeiterbewegung in Deutschland » ; n° 69, 28 août, « " Nur ein dummer Spass ! " » ; n° 70, 31 août, « Neueste Nachrichten aus dem Reich Gottes » ; n° 74, 14 septembre, « Inhalt der deutschen Zeitungen » ; n° 78, 28 septembre, « 1844 !!! » ; n° 81, 9 octobre, « Deutsche Pracht und deutsche Noth » ; n° 87, 30 octobre, « Die deutschen Arbeiter in London sammeln für die schlesischen Weber » ; n° 93, 20 novembre, « Die fröhliche Armuth und der Communismus » ; n° 94, 23 novembre, BERNAYS, « Berliner Humanität » ; n° 95, 27 novembre, « Die sociale Bewegung in Deutschland » ; « Vierundzwanzig Peitschenhiebe und zehn Jahre Schanzarbeit » ; n°s 97-98 des 4 et 7 décembre, « Schlesische Zustände ».

13. Fr. ENGELS, « Revolution und Konterrevolution in Deutschland », *MEW* 8, p. 11 : « Si on peut dater de 1840 le mouvement actif de la bourgeoisie, la classe ouvrière fait ses débuts avec les soulèvements des ouvriers de fabrique de l'année 1844 en Silésie et en Bohême. »

14. *La Démocratie pacifique* en rend compte le dimanche 16 juin, *La Réforme*, le 17 juin, et le *Vorwärts* dans son n° 52 du 29 juin (le journal porte la date du 30 juin par erreur), « Bunttes und Spitzes », p. 4.

15. « Les journaux de Breslau ne peuvent, à cause de la censure, offrir que des renseignements incomplets ; l'*Allgemeine Preussische Zeitung* donne des communiqués totalement insuffisants. On essaye d'étouffer la vérité. »

disposition, dans un premier temps, que les extraits de la presse allemande. Les raisons de ce retard doivent donc être cherchées ailleurs — et, si ce n'est dans l'information venant d'Allemagne, ce ne peut être que dans l'activité des collaborateurs du *Vorwärts* à Paris. Quelles sont les préoccupations de ces derniers entre le 15 juin et le 6 juillet ? Commençons par les nouveaux collaborateurs : Bernays et Ruge sont accaparés par leur règlement de compte tardif avec le *Vorwärts* ancienne manière et la *Deutsche Schnellpost*; ils exposent, vulgarisent et défendent les positions idéologiques déjà exprimées dans les *Deutsch-französische Jahrbücher*. Si nous exceptons Heine, dont le rythme de création poétique n'était pas accordé aux règles strictes de l'éditorial qui suit pas à pas l'événement, reste Karl Marx qui, depuis le mois de mars, s'était retiré des travaux proprement journalistiques pour se mettre à l'étude de la Révolution française et de l'économie politique, anglaise principalement, et dont il ne sortira, contraint et forcé, que début août. Il en va de même sans doute de Georg Weber, cet ami de Marx et d'Ewerbeck, dont nous ignorons la date d'arrivée à Paris, mais qui se manifestera à partir de juillet dans le *Vorwärts*. Börnstein enfin est tout entier à l'opération de sauvetage du journal et à sa propre « conversion à l'humanisme »; mais par sa lettre ouverte à Ruge il amorçait, comme nous l'avons vu, le débat public qui se terminera, à propos de l'affaire silésienne précisément, par la rupture spectaculaire des anciens rédacteurs des *Deutsch-französische Jahrbücher*. Ce débat public n'est d'abord que l'écho atténué, mais bientôt retentissant, des violentes discussions nocturnes au siège du *Vorwärts* telles que les rappelle Börnstein dans ses *Mémoires*. « La violence des discussions provenait essentiellement du fait que le rassemblement de tant d'esprits de premier plan faisait nécessairement apparaître des divisions d'opinion [...]; — la tendance socialiste et communiste s'affirmait de façon toujours plus vive et abrupte face à la tendance humaniste, Ruge ne pouvait se mettre d'accord avec les socialistes et les communistes, Marx critiquait les travaux de Ruge sans ménagement, Ruge et les modérés se retirèrent peu à peu et le radicalisme abrupt l'emporta <sup>16</sup>. » Début juillet, la situation interne devait être suffisamment clarifiée pour que Bernays, au nom du *Vorwärts*, puisse nettement prendre position sur l'événement silésien <sup>17</sup>; ses propos reflètent assez bien la tendance qui, selon Börnstein, s'était peu

16. H.B., *75 Jahre...*, op. cit., I, p. 351-352.

17. « Die Weber am Riesengebirge im Juni 1844 », *Vorwärts*, n° 54, 6 juillet. L'article, bien qu'anonyme, porte la griffe de Bernays dont l'ironie cinglante mêlée de pathos est assez caractéristique. On comparera les passages cités ici à l'article de Marx, texte 13.

à peu imposée dans le groupe; contrairement à Ruge<sup>18</sup> et à son jugement négatif sur le soulèvement, Bernays en relève le caractère exemplaire tant en ce qui concerne le déroulement de l'émeute que l'avenir de l'Allemagne. « Dans le royaume de l'aigle noir monocéphale tout allait à merveille [...]. C'est alors qu'un jour de juin 1844, à Peterswalde [sic] et Langenbielau cinq mille tisserands se dressèrent avec des bâtons, des couteaux et des pierres dans leurs mains décharnées et qu'ils livrèrent une bataille sanglante à quelques bataillons de soldats ! Et ils firent le vide dans les palais des princes des fabriques, ils *détruisirent les livres de dettes et les lettres de crédit; mais ils ne volèrent ni ne fraudèrent !* » Et il conclut : « Bref, *c'est la première fois qu'apparaît sur le sol allemand, et dans la province d'ordinaire si calme et si douce de Silésie, un événement important précurseur du bouleversement social auquel, dans la marche sublime de l'humanité, tend l'univers* —. Ne jetons pas la pierre à ces princes des fabriques en tant que *personnes* [...]. Mais que désormais *toute notre vie* soit consacrée à démontrer à nos concitoyens qu'aussi longtemps que règneront la *propriété privée, le monopole*, aussi longtemps qu'on appliquera *aux hommes et aux choses un système de valeurs truqué*, bref aussi longtemps que *l'économie politique* se perpétuera dans son ancienne routine, *il n'y aura pas* de véritable société humaine possible. »

Dans le même temps Heine composait *Die armen Weber* (« Les Pauvres Tisserands ») qu'il publiait dans le numéro suivant du *Vorwärts*<sup>19</sup>. Il ne saurait être question de procéder ici à une étude complète de ce « poème d'actualité », mais d'en souligner l'importance politique et de le replacer dans la ligne populaire et révolutionnaire dont il est issu et à laquelle il retourna aussitôt. On trouvera donc dans les textes à l'appui, outre le poème lui-même et sa version remaniée de 1847, le *Chant des canuts lyonnais*, une adaptation des *Pauvres Tisserands* de Heine par un publiciste berlinois et une autre par des ouvriers communistes silésiens. Si le chant populaire, mais extrêmement *localisé*, des tisserands de Langenbielau et de Peterswaldau, *Das Blutgericht* (« Haute Cour »), n'était sans doute pas encore parvenu à Paris lorsque Heine composa son propre

18. L'article de RUGE « Der König von Preussen und die Sozialreform » (texte 12) est d'ailleurs tout autant une réponse à Bernays et à la majorité des collaborateurs du *Vorwärts* qu'à *La Réforme*, directement mise en cause.

19. H[einrich] H[EINE], « Die armen Weber », *Vorwärts*, n° 55, 10 juillet. Cf. texte 7. On pourra consulter sur ce poème Hans KAUFMANN, *Heinrich Heine*, Berlin et Weimar, 1967, p. 235-241; Henri Heine. *Pages choisies* par G. COGNROT, Ed. sociales, Paris, 1964, p. 229; A. CORNU, *Karl Marx et Friedrich Engels*, P.U.F., Paris, 1962, t. III, p. 27-32.

poème (bien que Marx, dès fin juillet, y fasse allusion dans son article contre Ruge), le *Chant des Canuts*, de portée plus universelle que le précédent et qui date de la première insurrection des tisserands lyonnais en novembre 1831, ne pouvait lui être inconnu. La formule « Nous tisserons le linceul du vieux monde » paraît bien avoir fourni le modèle de la malédiction « Vieille Allemagne nous tissons ton linceul ». Quant au canevas retenu par Heine, renversement du slogan patriotique de 1813 « Avec Dieu pour le roi et la patrie » en ni-Dieu-ni-roi-ni-patrie, il caractérisait fortement, comme le remarquent aussi bien A. Ruge que Fr. Engels<sup>20</sup> ou que le publiciste berlinois, la situation du prolétariat allemand; Heine mettait en cause avec ce poème la structure politique et sociale allemande tout entière, contestation globale qui, jointe à sa puissance émotionnelle, à sa qualité de chant populaire, faisait bientôt du poème un tract répandu sous les formes les plus diverses : il circule en Rhénanie dès l'été 1844, semble-t-il, dans la version originale, à quelques très légères modifications près<sup>21</sup>, tandis qu'un inconnu, artisan ou publiciste, le prend quelques mois plus tard comme thème d'un nouveau tract (poème et commentaire) distribué au cours de l'automne à Berlin cette fois<sup>22</sup> et qu'une troisième version (ou plusieurs autres) circule en Silésie sous forme de feuille volante, apparemment sans commentaire<sup>23</sup>. *Les Pauvres Tisserands* de

20. A[rnold] R[UGE], « Aus Deutschland und aus Paris », *Vorwärts*, n° 61, 31 juillet. Fr. ENGELS, « Rascher Fortschritt des Kommunismus in Deutschland », *MEW* 2, p. 509-513, d'après *The New Moral World* du 13 décembre 1844, dans lequel Engels traduit *Die armen Weber* en anglais.

21. Tract reproduit en fac-similé dans Eberhard GALLEY, *Heinrich Heine. Lebensbericht in Bildern und Dokumenten*, Kassel, 1973, p. 125. Le poème porte le titre *Weberlied* (« Chant des tisserands »).

22. Le texte en a été publié pour la première fois, pamphlet en prose et poème, par Walter SCHMIDT, « Einige Dokumente zum schlesischen Weberaufstand vom Juni 1844 », *Aus der Frühgeschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, Berlin, 1964, p. 50-51. L'auteur anonyme avait lu et retenu approximativement le poème de Heine et dut sans doute le recomposer de mémoire pour la rédaction du tract. Sinon les modifications importantes du texte et du rythme ne s'expliquent guère. W. Schmidt émet l'hypothèse que le tract a pris naissance dans le groupe silésien qui, autour de W. Wolff, recevait et lisait le *Vorwärts*. L'hypothèse est intéressante, mais étant donné l'existence d'une version silésienne du poème (cf. note suivante et texte 9), il n'est pas impensable que ce soit l'œuvre d'un artisan, compositeur en imprimerie par exemple, ayant séjourné à Paris ou à Londres (ou à Hambourg) et qui serait rentré en Allemagne au cours de l'été, ce qui nous amènerait à porter le tract au compte de l'activité de la Ligue des justes.

23. Cf. texte 10, WERMUTH-STIEBER, *Die Communisten-Verschwörungen des 19. Jahrhunderts*, Berlin, 1853-1854, t. II, p. 33-34 rapporte que l'on trouva au cours des années suivant le soulèvement chez les « communistes silésiens » copie d'un *Chant des tisserands* dont le texte, que W.-St. publie sous le titre *Weber-Lied*, est à mi-chemin entre la version du *Vorwärts* et celle du tract berlinois, avec inversion des strophes 2 et 3 et quelques autres modifications de détail.

Les archives allemandes sont peut-être riches d'autres versions encore.

Heine donnent voix non seulement à cette revendication sociale de bouleversement du vieux monde, mais encore rajeunissent pour certains le thème libéral de l'unité allemande; ainsi Wilhelm Marr propose-t-il dans un poème d'abattre les trois chênes vêtustes de la forêt germanique, Dieu, le roi et la patrie pour reconquérir l'unité perdue<sup>24</sup>. Ce qui peut faire mesurer l'impact politique d'une pièce de vingt vers écrite par un poète en exil...

Cela pose d'ailleurs plus généralement le problème de l'influence de Heine dans la formation de la langue polémique de l'époque, qu'il n'est pas possible de traiter dans le cadre de cette étude limitée au *Vorwärts*, car cela supposerait d'abord que l'on remonte aux premières productions de Heine, prose et poésie, qui déclenchèrent pour une part le phénomène littéraire de la Jeune Allemagne, littérature de combat des années trente et quarante; cela supposerait en outre que l'on détermine la part neuve de langage poétique et polémique apportée par Heine à chaque étape de sa création et de son évolution; cela supposerait enfin que l'on détermine l'extension dans la littérature politique de la période considérée de champs sémantiques définis à partir du langage heinéen; peut-être pourrait-on alors tirer quelques conclusions valables sur ce problème. Cependant, et même s'il n'est malheureusement pas possible de suivre dans le journal même la portée de *Deutschland, ein Wintermärchen* (« Allemagne, conte d'hiver ») étant donné que ce chef-d'œuvre épico-satirique y est publié en octobre-novembre et que le journal cesse de paraître en décembre, le *Vorwärts* fournit au moins deux exemples évidents d'une telle influence de Heine à partir de deux ou trois seulement de ses « poèmes d'actualité » : *Les Pauvres Tisserands*, sur lesquels nous ne reviendrons pas, *Le Nouvel Alexandre*, caricature de Frédéric-Guillaume IV traité sur le mode picchrocolien, et *L'Empereur de Chine*<sup>25</sup>. Tandis que la polémique ordinaire, quand elle s'en prend à la mosaïque allemande du Congrès de Vienne, se contente d'ironiser sur « nos 38 patries allemandes » ou dénonce en Prusse l'union du sabre et du goupillon<sup>26</sup>, Heine, à qui les Prussiens doivent depuis longtemps déjà l'épithète flatteuse de « jésuites du Nord », élève l'Allemagne au rang dérisoire d'Empire céleste dont Frédéric-Guillaume IV est le suprême mandarin, quand il n'est pas Alexandre le Grand. Aussitôt Bernays, qui a le sens de la for-

24. W. MARR, « Gott, König, Vaterland », *Vorwärts*, n° 100, 14 décembre.

25. HEINE, « Der neue Alexander », *Vorwärts*, nos 48 et 56, 15 juin et 13 juillet; « Der Kaiser von China », *Vorwärts*, n° 38, 11 mai.

26. « Altes und Neues aus den 38 deutschen Vaterländern », *Vorwärts*, n° 49 et suivants; « Knute und Kirche », *Vorwärts*, n° 98, 7 décembre.

mule journalistique, reprend la trouvaille heinéenne dans ses articles, intitulant par exemple un de ses éditoriaux « dernières nouvelles de l'Empire céleste », tandis que Georg Weber, qui possède un véritable don d'assimilation et de mimétisme, comme nous le verrons à propos de ses articles d'économie politique, pastiche style et langage heinéens dans quelques poèmes dont le plus savoureux s'intitule *A condition...*<sup>27</sup> et lui a été inspiré par le mandat d'arrêt du gouvernement prussien contre Marx : l'Empereur de Chine a été troublé dans son sommeil et son ivresse par les Barbares qui philosophent aux frontières, ordre est donné de se saisir des Barbares à condition... qu'on les attrape.

Cependant, tandis que le *Vorwärts* poursuivait en juillet ses comptes rendus des divers mouvements sociaux en Allemagne, un concours de circonstances allait reposer la question brûlante du sens et de l'importance du soulèvement silésien, et faire sortir Karl Marx de sa réserve et de ses études, lui permettant, sur le propos précis de cette insurrection, une première mise au point de ses lectures d'économie politique et d'histoire de la Révolution française. Les circonstances qui provoquèrent l'article de Marx sont une circulaire de Frédéric-Guillaume IV, les commentaires de *La Réforme* et les remarques de Ruge sur l'opinion du journal français<sup>28</sup>. Les arguments en présence peuvent se résumer ainsi :

— De la part du roi de Prusse : si des troubles sociaux se sont produits, c'est que les chrétiens et l'administration ont failli à leur devoir; l'administration, en effet, a pour rôle de prendre soin de tous les sujets du royaume, mais plus particulièrement des plus déshérités; les chrétiens de leur côté, ont pour premier devoir la charité envers les pauvres. En conséquence de quoi, le roi de Prusse fait appel à la charité chrétienne contrôlée par l'administration pour venir à bout des problèmes sociaux.

— *La Réforme*<sup>29</sup>, pour sa part, soumet l'ordre de cabinet à une critique qui rejoint en plusieurs points les articles de Bernays,

27. « Neueste Nachrichten aus dem Reich Gottes », *Vorwärts*, n° 70, 31 août. G. WEBER, « Es sei denn - », *Vorwärts*, n° 59, 24 juillet.

28. Le texte de l'ordre de cabinet de Frédéric-Guillaume est reproduit dans la traduction de *La Réforme*, texte 11 A; les commentaires de *La Réforme* en 11 A et B; l'article de RUGE, « Der König von Preussen und die Sozialreform », *Vorwärts*, n° 60, texte 12; celui de MARX, « Randglossen [...] », *Vorwärts*, nos 63-64, texte 13 et son résumé par *La Réforme*, texte 14.

29. Le conseil de rédaction de *La Réforme* était composé en 1844 de : Fr. Arago, Joly, Ledru-Rollin, E. Arago, Louis Blanc, Godefroy Cavaignac, Lessere, Félix-Pyat, Recurt, Schoelcher et Vallier (*La Réforme*, supplément au n° du 25 avril 1844).

G. Weber ou Marx dans le *Vorwärts*; le journaliste français écrit en particulier : « La misère est un mal matériel auquel l'administration oppose volontiers des palliatifs momentanés et insuffisants, la cause même du mal est quelque chose bien autrement redoutable; ce n'est plus un fait isolé, c'est un principe générateur; et quand ce principe est entrevu, quand il devient l'objet de la polémique journalière, quand enfin le pouvoir, aux jours de crise, est obligé de reconnaître que les bases de l'économie politique sont changées, c'est qu'on est à la veille d'une transformation sociale. » En attendant, *La Réforme* estime que l'ordre de cabinet a été dicté à Frédéric-Guillaume par une vague terreur religieuse. Et ce n'est que dans une perspective polémique contre la politique sociale du gouvernement français, qui bannit même la charité officielle, que *La Réforme* se plaît à découvrir et à souligner l'aspect positif du texte prussien.

— Ruge, à qui ce dernier point a échappé, estime qu'on ne saurait attendre de transformation sociale en Allemagne, de remède au paupérisme, tant que ce pays demeure apolitique; pour lui le mouvement silésien est un événement sporadique sans portée. D'autre part, il ne faut chercher dans cet ordre de cabinet trace quelconque de terreur religieuse : il s'agit au contraire de la réponse de l'Etat chrétien à une situation qui le dépasse ! Les contradictions et les contre-vérités de cet article écrit à la hâte n'auraient sans doute pas incité Marx à une réplique, cinglante et circonstanciée, si Ruge n'avait commis la maladresse ou l'indélicatesse de signer du pseudonyme « Un Prussien », ce qui désignait Marx comme l'auteur de l'article<sup>30</sup>. Il est souvent arrivé à Marx de s'attaquer, dans une œuvre inlassablement critique, à des adversaires insignifiants qui, comme le dit joliment Heine des adversaires de Lessing, sont ainsi conservés à la mémoire des hommes tels des insectes pétrifiés dans de l'ambre. Mais, en 1844, Ruge n'était pas un adversaire négligeable; il avait pour lui la réputation de martyr de la Burschenschaft, de combattant pour la Liberté et l'Unité de l'Allemagne, de philosophe hégélien fondateur d'une revue célèbre et, de seize ans plus âgé que Marx, il devait passer pour le maître de ce dernier. C'est d'ailleurs comme brillant second de Ruge que la *Revue indépendante* présentait le jeune Dr Marx à ses lecteurs<sup>31</sup>. Un article ouvertement signé de Ruge n'aurait sans doute pas

30. Dans le groupe du *Vorwärts*, Börnstein était originaire de Hambourg, Ewerbeck de Danzig, G. Weber de Kiel, Bakounine était russe, Ruge saxon. Bernays bavarois par la grâce des traités de 1815, Marx, enfin, prussien. pour les mêmes raisons.

31. Cf. texte 2.



provoqué de réplique de la part de Marx, d'autant moins qu'à la suite de l'article de Bernays sur les tisserands, les principaux thèmes de l'argumentation de Marx, et puisés aux mêmes sources, venaient d'être exposés dans le *Vorwärts* par son ami Georg Weber en deux articles, l'un sur les remèdes ordinairement apportés au paupérisme, l'autre sur le prolétariat et l'économie politique<sup>32</sup>. Mais Marx ne pouvait laisser planer l'équivoque, il ne le voulut pas non plus, trop heureux de rompre hautement avec son ancien collaborateur sur une question de théorie et de pratique politique aussi nette, qui lui permettait de reprendre sa réflexion, et celle d'Engels, là où elle était restée dans leurs articles des *Deutsch-französische Jahrbücher*. Sa problématique est d'ailleurs encore très hégélienne, ainsi que dans les *Manuscrits de 1844*, même s'il s'agit d'une problématique hégélienne où le rôle de l'Etat est inversé par rapport à celui que lui assigne Hegel et si Marx l'enrichit d'un contenu social et économique que lui fournissent ses lectures et l'actualité. Marx développe ses « critiques en marge » selon trois directions. Il donne d'abord raison à *La Réforme* d'avoir parlé de terreur religieuse ou de sentiment religieux à propos d'un texte qui conseille précisément l'union des forces chrétiennes pour combattre les désordres sociaux. Ce premier point est surtout pour lui l'occasion d'analyser la société allemande, de préciser les rapports entre les deux couples de forces antagonistes en son sein, royauté aristocratique et bourgeoisie libérale, bourgeoisie libérale et prolétariat. Concernant l'Etat politique ou apolitique et le paupérisme, Marx conseille à Ruge de s'instruire de l'exemple de l'Angleterre ou de la France révolutionnaire : l'Etat le plus « politique », celui qui cherche aux maux sociaux une solution « politique » (c'est-à-dire qui ne change pas les rapports de propriété) a toujours échoué dans ses tentatives de remédier au paupérisme. Que peut donc faire le roi de Prusse là où les gouvernements anglais, la Convention ou Napoléon ont échoué ? Passant enfin à l'insurrection elle-même, Marx en analyse l'originalité par rapport aux soulèvements français et anglais et en constate le caractère exemplaire non seulement pour le mouvement ouvrier allemand, mais aussi pour le mouvement ouvrier européen : « Le soulèvement silésien commence précisément par où finissent les soulèvements ouvriers français et anglais, par la conscience de l'essence du prolétariat. L'action même porte ce caractère réfléchi. Ce ne sont pas seulement les machines, ces

32. Georg WEBER, « Negersklaven und freie Sklaven », *Vorwärts*, n° 58, 20 juillet, texte 15. Du même, « Offizielle preussische Wohltätigkeit », *Vorwärts*, n° 62, 3 août, texte 16.

rivales de l'ouvrier, qui sont détruites, mais aussi les livres de comptes, ces titres de propriété; et tandis que tous les autres mouvements se tournaient d'abord contre le chef d'industrie, l'ennemi visible, ce mouvement se tourne en même temps contre le banquier, l'ennemi caché ! [...]. Il faut reconnaître que le prolétariat allemand est le théoricien du prolétariat européen, de même que le prolétariat anglais en est l'économiste et le prolétariat français le politique. » Après avoir raillé Ruge tout au long de son article, Marx lui conseille pour conclure de se mettre enfin à l'étude plutôt que de faire des phrases sur ce qu'il ignore. L'argumentation et la volée de bois vert étaient sans réplique et Ruge ne répondit effectivement que par quelques lignes insignifiantes<sup>33</sup>.

Entre-temps, Frédéric-Guillaume avait échappé le 26 juillet à un attentat commis à Berlin par Tschsch, ancien bourgmestre d'une petite ville de la Marche de Brandebourg, démis de ses fonctions depuis plusieurs années et qui voulait se venger de ce qu'il estimait être une injustice à son égard. Même si le fait était isolé et le motif de la vengeance personnel, comme on se plaisait à le souligner en Prusse, on ne pouvait manquer un peu partout en Europe de mettre cette tentative d'assassinat en relation avec les derniers événements prussiens — en particulier le soulèvement de Silésie. En Prusse même, le gouvernement et l'administration firent ce qui était en leur pouvoir pour nourrir et entretenir l'émotion populaire : des cérémonies religieuses officielles furent organisées pour rendre grâce à Dieu d'avoir protégé le roi et la patrie. Voici l'atmosphère à Trèves telle que la décrit Jenny Marx dans une lettre à son mari, partiellement publiée dans le *Vorwärts*<sup>34</sup> : « J'ai reçu ta lettre au moment où toutes les cloches sonnaient, où les canons tonnaient et où la foule des fidèles au temple allait rendre grâce au Seigneur du ciel d'avoir si miraculeusement sauvé le seigneur de la terre. Tu peux imaginer quels étaient mes sentiments à lire les poèmes de Heine<sup>35</sup> pendant la cérémonie et comment j'entonnais mon propre chant de grâce. Ton cœur prussien n'a-t-il pas frémi lui aussi à l'annonce de ce crime inouï, inimaginable ? Hélas la

33. « Ein Preusse », Der « angebliche Preusse » zu den Randglossen usw », *Vorwärts*, n° 66, 17 août.

34. « Aus dem Brief einer deutschen Dame », *Vorwärts*, n° 64, 10 août. Jenny von Westphalen, femme de Karl Marx, s'était rendue à Trèves dans sa famille dès fin mai avec leur fille Jenny, née le 1<sup>er</sup> mai à Paris. L'extrait fut publié à l'insu de Marx qui avait dû le communiquer ou le lire à Bernays pour le piquant du propos.

35. Vraisemblablement les poèmes politiques parus dans le *Vorwärts* en juin et juillet.

virginité est perdue, hélas l'honneur est perdu ! Voilà comme on s'exprime en Prusse. Lorsque j'ai entendu cette petite saute-relle verte, le capitaine de cavalerie X., déclamer sur la virginité perdue, j'ai cru qu'il parlait de la virginité de la Vierge Marie, la seule officiellement constatée — mais la virginité de l'Etat prussien ! »... A cette occasion Marx fournira encore un bref article au *Vorwärts*, le dernier d'ailleurs, à propos d'un nouvel ordre de cabinet de Frédéric-Guillaume : début août, ce dernier entreprenait un voyage en Autriche et, de la ville frontière d'Erdmannsdorf, s'adressait à son peuple pour exprimer en vrac son émotion de quitter, même pour peu de temps, le sol de la patrie, et ses remerciements, au ciel, pour l'avoir protégé, à ses sujets pour avoir rendu grâce au ciel de cette protection, etc. Marx se contente d'analyser le vide ronflant de la pensée et du sentiment chez le monarque prussien, sans un mot sur l'attentat <sup>36</sup>.

C'est à Bernays que l'on doit un éditorial du *Vorwärts* sur cet attentat manqué et sur sa signification <sup>37</sup> : sans doute l'événement avait-il été d'abord l'objet de discussions au *Vorwärts* et l'article rapporte-t-il les conclusions du groupe, qui valurent au rédacteur deux mois de prison. « Qu'un homme qui se croit lésé, lésé par un roi contre lequel il n'existe point de recours légal, qui règne par la grâce de Dieu; que cet homme ose se venger sur ce représentant inaccessible de Dieu, sur ce Dieu terrestre; qu'un homme ordinaire considère relativement à lui-même un roi allemand comme un homme et rien de plus, un homme que la grâce de Dieu n'a pas mis à l'épreuve des balles et ne peut défendre de la vengeance humaine, c'est une grande découverte que l'on a donc faite aussi en Allemagne. Un attentat contre un roi allemand est pour l'Allemagne l'unique argument contre l'absolutisme allemand. Tous les autres ont manqué leur effet. Dès qu'il peut être attaqué, l'absolutisme perd sa nature divine, infaillible; qu'il puisse être attaqué devait être démontré sur un roi allemand — car ni la mort de Charles 1<sup>er</sup>, ni celle de Louis XVI, ni les nombreux attentats contre Louis-Philippe n'avaient instruit l'Allemagne [...]. Aux yeux de l'humanité allemande, il n'est plus impossible de se venger d'un roi. » Après ces considérations sur la nature de l'absolutisme mis à nu par l'attentat, Bernays poursuit : « Une telle réflexion est totalement étrangère à la politi-

36. « Illustrationen zu der neuesten Cabinetstylübung Friedrich Wilhelm IV », *Vorwärts*, n° 66, 17 août. La lettre de Frédéric-Guillaume IV parut en traduction française dans *L'Espérance, journal du protestantisme évangélique*, le 20 août 1844.

37. « Attentat auf den König von Preussen », *Vorwärts*, n° 62, 3 août. L'article non signé est reconnu comme sien par Bernays, devant le tribunal correctionnel en décembre; cf. *Gazette des tribunaux*, n° 5504, 14 décembre.

que [...]. Ce n'est pas la volonté des partis de partager le pouvoir que le roi de Prusse doit craindre, mais bien l'émergence dans le peuple de la conscience de son humanité. » On voit ici Bernays partagé entre la philosophie « humaniste » post-hégélienne et l'analyse socio-politique amorcée par Marx<sup>38</sup>. Après le départ de ce dernier pour Bruxelles, en février 1845, c'est l'humanisme vague, tel à peu près que le définit Börnstein dans ses *Mémoires*, qui l'emportera.

Au cours des six mois qui suivirent les événements de juin et juillet 1844, le *Vorwärts* publia des articles assez nombreux en particulier de Bernays, W. Wolff, H. Bürgers sur la situation sociale et le mouvement ouvrier en Allemagne, nourris pour la plupart de la longue mise au point de Marx sur le soulèvement silésien<sup>39</sup>; ainsi pour Bernays par exemple « les perspectives d'avenir pour l'Allemagne » se réduisent-elles d'une part aux soulèvements ouvriers comme expression du prolétariat opprimé, de l'autre au régicide comme expression de la bourgeoisie également opprimée<sup>40</sup>. Les entrefilets sur la question sociale sont également fort nombreux, chaque numéro du journal apportant sa moisson de faits divers « sociaux » : revue de la presse allemande, correspondances de Berlin, Königsberg, Chemnitz (suicide d'un facteur en tissage<sup>41</sup>), Cologne; annonce de la condamnation à mort de Tschsch, etc. Enfin le *Vorwärts* rend également compte d'une collecte effectuée à Londres parmi les ouvriers regroupés dans la Société allemande d'instruction qui servait de couverture à la Ligue des justes<sup>42</sup>; le *Vorwärts* reproduit à cette occasion la lettre des Allemands de Londres publiée par Georg Schirges dans *Telegraph für Deutschland*<sup>43</sup>, à ceci près que le journal parisien rétablit le texte intégral de la lettre, mutilé par la censure dans le journal hambourgeois — ce qui laisse supposer

38. Cf. l'analyse du « politique » par Marx, texte 13.

39. Pour l'attribution respective à Bernays, W. Wolff, Heinrich Bürgers, etc., des articles sociaux répertoriés à la note 12, chap. 2, cf. *Dossier littéraire et politique du Vorwärts*.

40. « Aussichten für Deutschland », *Vorwärts*, n° 66, 17 août.

41. « Ein Opfer der Industrie », *Vorwärts*, n° 65, 14 août.

42. *Société allemande d'instruction* est l'appellation utilisée à l'époque par les Français exilés à Londres (insurrections d'avril 1834 et mai 1839), membres de la *Société française d'instruction*, et qui fréquentaient, à titre de réciprocité, le *Communistischer Arbeiterbildungsverein* de leurs amis allemands. Ce dernier fondé en avril 1840 par Schapper peu après son arrivée à Londres, était une filiale de la Ligue des justes (*Bund der Gerechten*) et il prit diverses appellations; la lettre dont il est question ici est signée de Karl Schapper, Joseph Moll, Adolph Landmann, Anton Müller et A. Lehmann au nom du « Deutscher wissenschaftlicher Arbeiter-Verein ».

43. *Telegraph für Deutschland*, Hambourg, n° 165, octobre 1844, p. 659-660. *Vorwärts*, n° 87, 30 octobre, « Die deutschen Arbeiter in London sammeln für die schlesischen Weber ».

que Schapper et Moll avaient fait parvenir copie de leur lettre à Hermann Ewerbeck qui représentait encore l'Autorité centrale de la Ligue des justes, à moins que ce ne fût Schirgès lui-même. Cette lettre, où les Allemands de Londres expliquent leur geste, est pour eux l'occasion d'une profession de foi « non-violente ». Leur participation va, disent-ils, aux familles des malheureux qui sont tombés en juin ou qui pourrissent en prison parce que ce sont des « martyrs de la mauvaise organisation du travail ». Mais ils n'approuvent pas le soulèvement : « Certes nous ne pouvons que déplorer les désordres de Silésie et de Bohême parce que nous voyons bien que pareils *soulèvements partiels* ne sont pas appropriés à procurer à notre classe les droits qui lui reviennent et auxquels elle aspire; *mais loin de nous d'accuser nos frères malheureux, même si leur action devait avoir des conséquences nocives. — Non! Nous accusons la société qui nous traite en parias, qui nous fait porter tous les fardeaux, qui ne nous accorde aucun droit, qui nous livre à la misère et à la faim (supprimé par la censure : et qui, lorsque nous nous soulevons poussés par le désespoir, nous ramène au calme à coup de baïonnettes et de canons et déclare ensuite dans ses journaux gouvernementaux : le calme et l'ordre ont été rétablis).* » Leur programme d'émancipation du prolétariat se résume en ces termes : « Nous voulons enfin nous extraire de la fange dans laquelle notre classe est enlisée depuis si longtemps : — *non par la violence mais par l'éducation de nous-mêmes et une bonne instruction donnée à nos enfants. Mais pour cela nous avons besoin avant tout de moyens d'existence assurés. — C'est seulement lorsque l'ouvrier consciencieux trouvera toujours du travail et un salaire approprié à ce travail; c'est seulement lorsqu'auront été allégés les soucis matériels qui nous accablent à l'heure actuelle que nous pourrons nous élever à la liberté de l'esprit et nous rendre dignes d'une totale émancipation.* » On reconnaît là d'abord l'influence syndicaliste au sens étroit des *trade-unions*; ces Allemands de la Ligue des justes à Londres étaient tout naturellement en rapport avec les socialistes anglais et partageaient alors, d'après ce texte lui-même, l'opinion généralement admise par ceux-ci que l'émancipation du prolétariat devait se faire par des voies pacifiques et légales; c'est seulement l'année suivante, en septembre 1845, que la fraction révolutionnaire au sein des *trade-unions* se constitua en association distincte, les *Fraternal Democrats*, sous la direction de Julian Harney et que les membres dirigeants de la Ligue des justes y adhérèrent. La seconde influence, moins perceptible mais présente cependant, est celle de Cabet : Ewerbeck et Mäurer, membres de l'« autorité centrale » de la Ligue,

étaient acquis, depuis 1842-1843 semble-t-il, au communisme utopique de Cabet<sup>44</sup>. Il n'est donc pas étonnant que par leur entremise les thèses cabétistes de *l'organisation du travail* et de *l'éducation* se retrouvent sous la plume des Allemands de Londres : pendant deux années au moins, elles furent l'objet de discussions au sein de la Société d'Instruction<sup>45</sup>. Ces courts extraits, qui témoignent à la fois de beaucoup de bon sens et de l'absence d'une théorie, font la preuve du désarroi dans lequel se trouvait alors la Ligue des justes : ses responsables londoniens avaient peu à peu perdu le contact avec la pensée néo-babouviste et putschiste des républicains français et allemands du continent; ils refusaient les projets utopiques d'émigration en Amérique de Cabet comme les vues messianiques et terroristes de Weitling pour l'Europe, tandis que les thèses du courant communiste néo-hégélien naissant, que pouvait leur transmettre le *Vorwärts* depuis quelques mois seulement, n'avaient pas encore emporté leur adhésion.

Pour en revenir à la collecte parmi les ouvriers allemands de Londres, le produit en était transmis, aux termes mêmes de la lettre et avec elle, à Georg Schirges, rédacteur du *Telegraph für Deutschland* à Hambourg; jusqu'à une date récente, c'est tout ce que l'on savait de cet acte de solidarité entre ouvriers allemands. Récemment Walter Schmidt a découvert et publié le document qui complète notre connaissance de l'affaire<sup>46</sup>; par l'intermédiaire de Julius Campe, l'éditeur hambourgeois, les 6 livres sterling (un peu plus de 40 thalers, l'équivalent du salaire hebdomadaire de 40 familles de tisserands) parvinrent à Breslau, vraisemblablement à Wilhelm Wolff qui en fit assurer la répartition au nez et à la barbe des autorités prussiennes, aler-

44. EWERBECK écrit même, *L'Allemagne et les Allemands*, Paris, 1851, p. 589 : « Les principes socialistes de la société des Justes étaient dès le commencement ceux du citoyen Cabet », ce qui est manifestement inexact, les textes de base de la Ligue des justes, *Erklärung der Menschen- und Bürgerrechte* (1834), *Glaubensbekenntnis eines Geächteten* (1834), SCHAPPER, *Die Gütergemeinschaft* (1838), WEITLING, *Die Menschheit wie sie ist und wie sie sein sollte* (1838) étant d'inspiration néo-babouviste et fouriériste. Quant aux écrits de WEITLING en Suisse, *Der Hülfesruf der deutschen Jugend* (1841), *Die junge Generation* (1842-1843) et *Garantien der Harmonie und Freiheit* (1842), ils ne doivent rien à Cabet. Mais Ewerbeck entre 1841 et 1843 avait abandonné les théories de Weitling pour celles de Cabet dont il devait traduire le *Voyage en Icarie* en 1847.

45. Cf. [A. LEHNING], « Discussions à Londres sur le communisme icarien », *Bulletin of I.I.S.H.*, vol. 7, 1952; « La réponse de Cabet à Schapper », *ibid.*, vol. 8, 1953. Certaines formulations de la lettre des ouvriers allemands aux tisserands silésiens sont d'ailleurs les mêmes que dans [Ewerbeck] *Une réponse* (texte 5), ainsi « l'émancipation du prolétariat » par « l'organisation du travail » est-elle « le gigantesque problème que doit résoudre le XIX<sup>e</sup> siècle ».

46. Walter SCHMIDT, « Einige Dokumente zum schlesischen Weberaufstand vom Juni 1844 », *Aus der Frühgeschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, Berlin, 1964, p. 62-64.

tées cependant par l'article du *Telegraph*. L'argent fut remis aux intéressés à Reichenbach par un étudiant en théologie, Ferdinand Peinert, en présence des maires des villages de Langenbielau et Peterswaldau; un compte rendu de séance fut rédigé pour être envoyé à Londres; il fut en outre publié dans une feuille d'intérêt local, le supplément à la revue *Silésia*, dont le censeur ne vit sans doute pas malice à la chose. Mais le président de la province de Silésie reçut pour sa négligence un avertissement du ministre de l'Intérieur <sup>47</sup>.

---

47. Le jugement prononcé le 31 août 1844 à l'encontre des tisserands arrêtés est reproduit par J. KUCZYNSKI, *Die Geschichte der Lage der Arbeiter...*, vol. 10, p. 83-110.

En ce qui concerne l'ensemble des mouvements de grèves en Allemagne dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, cf. Elisabeth TODT/Hans RADANDT, *Zur Frühgeschichte der deutschen Gewerkschaftsbewegung 1800-1849*, Berlin, 1950.

---

## Le communisme au *Vorwärts* : le rôle de Marx

« Nous avons à Paris un journal communiste allemand, le *Vorwärts* », écrit Fr. Engels en septembre 1844 dans un article du *New Moral World* où il fait le bilan du mouvement socialiste sur le continent<sup>1</sup>. Cette brève mention, qui ne s'embarrasse pas de considérations historiques sur l'évolution du journal depuis le début de l'année, caractérise la situation au cours du second semestre de l'année 1844, à la suite de la querelle avec les *Deutsch-französische Jahrbücher* et l'entrée en force des rédacteurs de la revue. Il est possible de déterminer les rapports d'ensemble du *Vorwärts* au communisme grâce à deux articles que Börnstein lui-même écrivit à quelques mois d'intervalle sur ce sujet pour la *Deutsche Schnellpost* de New York : l'un est de novembre 1843, et fut publié dans le *Vorwärts* en février 1844, l'autre est daté du 16 juillet 1844 et fut repris par le *Vorwärts* en septembre. Le premier de ces deux articles<sup>2</sup> prend prétexte de la parution en Suisse du livre de August Becker, *Die Volksphilosophie unserer Tage* (« La Philosophie populaire de notre temps ») et n'est que sarcasmes pour le communisme qui ne trouve ses adeptes que parmi les cordonniers et les tailleurs, sarcasmes pour la loi agraire, les Gracques, Saint-Just, Babeuf, Saint-Simon, Ch. Fourier, etc., dans un style digne du galimatias

---

1. Friedrich ENGELS, « Sozialismus auf dem Kontinent », *MEW* 2, p. 507, d'après *The New Moral World*, n° 15, 5 octobre 1844.

2. « Communismus », *Vorwärts*, n° 10, 3 février 1844.



de la pensée. La seule remarque sensée de Börnstein concerne Weitling qui vient d'être condamné à six mois de prison à Zürich : cela ne le convaincra pas de son erreur, ni lui ni ses coreligionnaires [sic]. Une solution s'impose, selon Börnstein : que tous ces communistes, qui n'ont pas leur place en Europe (il n'est pas dit pourquoi), soient embarqués (déportés ?) pour le Nouveau Monde (on appréciera le tact de la proposition dans un article destiné à un journal new-yorkais) et on ira voir dans cinquante ans ce qu'il en est advenu. Faute de pareille solution, le communisme risque de faire des progrès effrayants... Inutile de poursuivre. En juillet<sup>3</sup>, Börnstein plaide, en revanche, la cause du communisme, déversant sur quatre colonnes de caractères serrés tout ce qu'il a entendu et retenu avec plus ou moins de bonheur depuis un mois ou deux de discussions nocturnes au *Vorwärts*. L'article commence par une louange dithyrambique des « Héros de la Convention », C. Desmoulin, Danton, Robespierre, Saint-Just, auxquels Börnstein reproche seulement de n'avoir pas su ou pas voulu engager la révolution dans une voie plus radicale : « Ils avaient aboli la noblesse, les privilèges, la royauté, le clergé, Dieu même, ils avaient détruit toute l'idolâtrie des siècles passés, mais ils n'osèrent s'en prendre à l'idole capitale, au Baal de notre temps, ils ne voulurent point révolutionner la *propriété*, et c'est pourquoi ils tombèrent; — ils envoyèrent à la mort ceux qui en étaient partisans, Hébert, Chaumette, Anacharsis Cloots, et tuèrent ainsi la révolution. » On a appris depuis à reconnaître « l'ennemi numéro un de l'humanité, *l'argent* », qui doit être abattu afin que l'homme vive à nouveau dans la dignité et la liberté : cette conscience aiguë, que n'eurent pas les Conventionnels français, est désormais le bien commun de toute l'Europe, « qu'on le nomme communisme, socialisme, fouriérisme, saint-simonisme ou école humaniste ». On reconnaît là des thèmes développés par Bernays ou Ewerbeck dans leurs articles du *Vorwärts* fin juin ou début juillet. Börnstein déclame maintenant sur la condition ouvrière et sur la nécessité inéluctable du développement du communisme qui est la *crise régénératrice*, la catharsis que doit traverser le monde actuel avant de parvenir au stade de l'humanité parfaite. « Voyez comment je suis devenu prophète; dans une de mes premières lettres, je vous écrivais : " le gouvernement prussien a interdit à ses artisans d'aller en Suisse afin qu'ils ne soient pas contaminés par le communisme. Il faut craindre que si les sujets ne sont pas auto-

3. « Vermischtes. Die Pariser Correspondenz der " Deutschen Schnellpost " schreibt folgendes aus Paris, den 16. Juli 1844 », *Vorwärts*, n° 76, 21 septembre 1844.

risés à aller au communisme, *celui-ci ne vienne à eux*<sup>4</sup> ». Voilà ce que j'écrivais — cela ne s'est-il pas réalisé ponctuellement en l'espace d'une année ? » Les feuilles gouvernementales, poursuit Börnstein, accusent la presse de répandre le communisme, mais ces artisans, ces ouvriers communistes « n'ont jamais rien lu [ce en quoi il se trompe lourdement] et surtout par les *Deutsche Jahrbücher* ni la *Rheinische Zeitung*, ni Feuerbach, Marx ou Ruge, pas même l'*Harmonie* de Weitling qu'ils n'auraient peut-être pas comprise. Non, le communisme naît du sol et croît partout spontanément, ce n'est pas l'œuvre de la propagande, les gouvernements et les capitalistes sont ses plus actifs promoteurs ». Mais si touchante que fût la bonne volonté de Börnstein à prêcher un communisme messianique et spontané, elle ne pouvait satisfaire ceux pour qui le communisme n'était ni catharsis morale, fût-elle universelle, ni spontanéité historique, encore moins marotte passagère, en premier lieu Marx, soucieux au plus haut point de connaissance et de formation théoriques.

## 1. Philosophie et économie politique

A considérer seulement les articles signés de Marx dans le *Vorwärts*, on ne saurait mesurer son activité à la rédaction du journal ni l'influence qu'il exerça sur les collaborateurs et les lecteurs du *Vorwärts*, car cette influence est presque exclusivement indirecte, c'est-à-dire exercée par l'intermédiaire de tiers; non qu'il faille y voir un signe de duplicité, de machiavélisme ou je ne sais quel goût de la clandestinité : Marx traverse alors une période d'évolution profonde, de recherche et de mise au point amorcée en 1843 et qui se terminera provisoirement à Bruxelles en 1845-1846 avec la rédaction de *L'Idéologie allemande*<sup>5</sup>; il

4. Börnstein, que n'embarrassent ni la logique ni la modestie, avait repris une partie de sa correspondance à la *Deutsche Schnellpost* dans le *Vorwärts*, n° 5, 17 janvier, « Signale » : « Le compagnonnage des artisans prussiens en Suisse, qui avait jadis été interdit à cause des menées révolutionnaires, puis de nouveau autorisé, vient d'être récemment et derechef interdit en raison, comme dit l'ordonnance du 5 novembre [1843], des menées révolutionnaires qui y sont entreprises sous la direction du célèbre tailleur Weitling. On peut craindre seulement que si les compagnons prussiens ne sont plus autorisés à aller au communisme, celui-ci ne vienne finalement à eux jusqu'en Prusse. »

5. « Le premier travail que j'entrepris pour résoudre les doutes qui m'assaillaient fut une révision critique de la *Philosophie du droit*, de Hegel, travail dont l'introduction parut dans les *Deutsch-französische Jahrbücher*, publiées à Paris en 1844. Mes recherches aboutirent à ce résultat que les rapports juridiques — ainsi que les formes de l'Etat — ne peuvent être compris ni par eux-mêmes, ni par la prétendue évolution générale de l'esprit humain, mais

ne sort de son « cabinet d'étude » qu'à contrecœur et, trait caractéristique de son tempérament philosophique et de ses exigences scientifiques, n'écrit pas ou presque pas avant d'avoir vu clair en lui-même. Son influence au *Vorwärts* se manifeste selon trois axes principaux. D'abord par la discussion de l'actualité politique lors des réunions dans le bureau de Börnstein : il imprime ainsi sa marque à six mois d'éditoriaux et d'articles divers de Bernays, de Börnstein et de G. Weber sur l'ensemble du mouvement social en Allemagne<sup>6</sup>. En second lieu, et avant de s'exprimer lui-même dans les termes d'une problématique nouvelle en voie d'élaboration, Marx fait passer dans le journal des extraits de ses lectures qui lui paraissent le plus propre à intervenir efficacement dans la formation intellectuelle des lecteurs du *Vorwärts*; les auteurs proposés sont, d'une part, des classiques du 18<sup>e</sup> siècle, philosophes des Lumières ou révolutionnaires français, d'autre part, des représentants de l'école humaniste ou scientiste allemande du 19<sup>e</sup> siècle. L'œuvre de Feuerbach est naturellement à l'honneur, comme propédeutique à un communisme philosophiquement fondé, par opposition au communisme viscéral ou teinté de religiosité des artisans allemands. Ainsi Marx écrit-il le 11 août 1844 à Feuerbach, à propos de ses deux brochures *Die Philosophie der Zukunft* (« La Philosophie de l'avenir ») et *Das Wesen des Glaubens im Sinne Luthers* (« L'Essence de la foi selon Luther ») : « Vous avez donné dans ces écrits un fondement philosophique au socialisme, et c'est ainsi que les communistes ont aussitôt compris ces ouvrages. L'unité des hommes avec les hommes, fondée sur la différence

---

qu'ils prennent au contraire leurs racines dans les conditions d'existence matérielles dont Hegel, à l'exemple des Anglais et des Français du XVIII<sup>e</sup> siècle, comprend l'ensemble sous le nom de « société civile », et que l'anatomie de la société civile doit être cherchée à son tour dans l'économie politique. J'avais commencé l'étude de celle-ci à Paris et je la continuai à Bruxelles où j'avais émigré à la suite d'un arrêté d'expulsion de M. Guizot [...]. Friedrich Engels, avec qui, depuis la publication dans les *Deutsch-französische Jahrbücher* de sa géniale Esquisse d'une contribution à la critique des catégories économiques, j'entretenais par écrit un constant échange d'idées, était arrivé par une autre voie (voir sa *Situation des classes laborieuses en Angleterre*) au même résultat que moi-même, et quand, au printemps de 1845, il vint lui aussi s'établir à Bruxelles, nous résolûmes de travailler en commun à dégager l'antagonisme existant entre notre manière de voir et la conception idéologique de la philosophie allemande; en fait, de régler nos comptes avec notre conscience philosophique d'autrefois. Ce dessein fut réalisé sous la forme d'une critique de la philosophie post-hégélienne. » Préface à la *Critique de l'économie politique*, Ed. sociales, Paris, 1957, p. 4-5.

Sur les circonstances de la composition de *L'Idéologie allemande*, on se reportera à Bert ANDRÉAS/Wolfgang MÖNKE, « Neue Daten zur "Deutschen Ideologie" », ASG 8, 1968, p. 5-159.

6. Cf. le chapitre 2, « Le soulèvement des tisserands silésiens », p. 40-46, en particulier note 12.

réelle entre les hommes, le concept de genre humain ramené du ciel de l'abstraction à la réalité de la terre, qu'est-ce d'autre que le concept de société ? » Et sa lettre se termine sur ce renseignement précieux pour notre propos : « Les artisans allemands à Paris, c'est-à-dire, parmi eux, les communistes, plusieurs centaines, ont eu cet été, deux fois la semaine, des cours sur votre *Wesen des Christentums* (« Essence du christianisme ») faits par leurs dirigeants clandestins et ils se sont montrés étonnamment réceptifs. » Ce qui signifie en clair que Mäurer et Ewerbeck, dirigeants de la Ligue des justes, gagnés à l'humanisme et à la philosophie par Bernays, Ruge et Marx sont alors en train de faire passer les communistes allemands sous l'influence de l'idéologie néo-hégélienne, en rupture avec Weitling d'une part, avec Cabet de l'autre. Et afin de poursuivre et d'étendre cette initiation qui lui paraît indispensable, même si elle doit être dépassée, Marx fait publier dans le *Vorwärts*, de la mi-août à fin octobre, de larges extraits de *L'Essence de la foi selon Luther*, qu'il a pris soin de choisir lui-même, comme en témoigne un billet à Börnstein<sup>8</sup>. Il écrivait, en effet, en 1843, en tête de l'*Introduction à la critique de la philosophie du droit de Hegel* : « La critique de la religion est la condition préliminaire de toute critique. » C'est cette critique qu'il veut largement diffuser par le canal du *Vorwärts*. Dans *L'Essence du christianisme*, le but de Feuerbach était de réduire les mystères de la théologie aux mystères naturels de l'anthropologie; dans *L'Essence de la foi selon Luther*, il fait de sa théorie une application particulière à la foi : « Luther est le premier à avoir révélé le mystère de la foi chrétienne. C'est en *Nous* que réside la clef des mystères de la foi, en *Nous* que se résout le mystère de la foi chrétienne. Non seulement Dieu s'est fait homme pour nous, non seulement il a souffert pour nous [...], mais il est Dieu *pour nous*. [...] L'essence de la foi selon Luther consiste donc en la foi en Dieu en tant qu'être qui *par essence* se rapporte à l'homme<sup>9</sup>. » Autrement dit, Dieu n'est Dieu que pour moi, objectivement inexistant, même si son importance subjective est indéniable, importance subjective qu'il appartient de déraciner dans la conscience des hommes pour qu'ils voient clair en eux-mêmes et sur le monde. On peut constater dans le *Vor-*

7. MEW 27, p. 425; SCHUFFENHAUER, *Feuerbach und der junge Marx*, Anhang, p. 207. La formule est déjà dans MARX, *Zur Judenfrage* et se retrouve dans G. WEBER, *Das Geld*.

8. MEW 27, p. 431, billet non daté : « Monsieur, retournez-moi les pages de Feuerbach dès que vous les aurez reproduites. Votre dévoué Marx. »

9. Passage reproduit dans le *Vorwärts*, n° 67, 21 août, p. 3.

wärts même cette influence de l'athéisme feuerbachien, non seulement à lire les contributions de Bernays ou d'Ewerbeck, mais encore celles de G. Weber ou d'un « artisan », Fr. J. Martens de Hambourg sans doute, vieux routier du compagnonnage et des Ligues parisiennes, qui écrit un poème significatif intitulé *Ohne Gott*<sup>10</sup> (« Sans Dieu »). On constate également cette influence à partir de 1845, à Londres, au sein de la Ligue des justes et de la Société allemande d'instruction : on y lit et on y discute passionnément Feuerbach, et les communistes allemands s'y déclarent désormais athées<sup>11</sup>. Deux autres ouvrages contemporains sont également mis à contribution par le *Vorwärts* : l'un est une sorte d'histoire naturelle des origines de l'homme, l'autre une histoire du mouvement socialiste. Le livre de Hermann Burmeister, *Der Mensch, das jüngste Geschöpf der Erde* (« L'homme, dernière créature apparue sur terre ») ne présente pas grand intérêt scientifique, il s'agit d'une compilation et d'une vulgarisation de recherches anthropologiques dont l'objet avoué est de réfuter la « légende hébraïque de la création ». Son utilisation comme œuvre d'instruction et de propagande dans le *Vorwärts* se comprend non seulement par cette référence explicite de critique antireligieuse, mais aussi par la nécessité de battre en brèche un certain courant socialiste tributaire du mythe de la création de l'homme dans un état de nature parfaitement égalitaire et idyllique, que l'on se proposait de retrouver ou de reconstituer pour faire cesser l'exploitation présente de l'homme par l'homme. Tandis que le livre de Burmeister replaçait les origines de l'homme dans une perspective historique et scientifique, celui de Theodor Oelckers, *Die Bewegung des Socialismus und Communismus* (« Le Mouvement du socialisme et du communisme ») avait pour but de faire prendre conscience aux socialistes et aux communistes qu'ils s'inscrivaient eux aussi dans une histoire : soulèvements paysans au début du 16<sup>e</sup> siècle en Allemagne, conjuration de Babeuf, « de qui date le communisme proprement dit », théories de Saint-Simon, de Robert Owen, mouvement chartiste, etc. Les plus lar-

10. « Ohne Gott », *Vorwärts*, n° 68, 24 août. Martens, s'il s'agit bien de lui ici, avait quitté Hambourg en 1826 pour faire son compagnonnage en Allemagne, en Suisse et en France. Il était à Paris en février 1834, sans doute membre de la Ligue des bannis, puis de la Ligue des justes dont il fut un émissaire à travers toute l'Europe. Cf. *Martens Nachlass*, StuB, Hambourg, 36/4320 et 4319.

11. Cf. Max NETTLAU, « Londoner deutsche kommunistische Diskussionen 1845 », *AGSA*, 1922, p. 362-391. Cf. également les rapports de la préfecture de police, J. GRANDJONC, « Les Emigrés allemands sous la Monarchie de juillet. Documents de surveillance policière (1833-1847) », *Annales de la Faculté des lettres d'Aix-en-Provence*, 1972.

ges extraits reproduits dans le *Vorwärts* sont consacrés au babouvisme qui constituait la base de l'idéologie de la Ligue des justes depuis sa fondation<sup>12</sup>. C'est dans le même but de remonter aux origines intellectuelles et théoriques du socialisme que le *Vorwärts* présente des extraits du *Code de la nature* de Morelly<sup>13</sup> ou des dialogues maçonniques de Lessing. « Le grand communiste Morelly » est ainsi présenté par Bernays : « A en croire les organes de la société officielle, le communisme serait un produit brusquement apparu de nos jours, une *marotte* de notre époque. Au lieu d'une plus ample réponse, je vous ferai part ici de quelques extraits d'un livre paru dès 1755 [...]. L'auteur de cet ouvrage remarquable, dans lequel la propriété privée est, pour la première fois, radicalement mise en cause, est Morelly<sup>14</sup>. » Suivent des passages de la première partie du *Code de la nature* : critique de la morale traditionnelle et de la religion, puis propositions de communauté de gestion des biens de la terre. Et sous le titre *Lessing socialiste* on peut lire cet autre chapeau, intéressant par sa rétrospective pédagogique : « De tout temps, les aristocrates et les philistins ont pratiqué l'art de faire passer toute idée qui se développe avec force et rapidité, toute doctrine qui, grâce aux circonstances et aux progrès de l'éducation humaine, devient vie théorique et pratique, pour l'invention et l'œuvre de *quelques têtes échauffées*, d'idéologues avides de nouveauté ou de révolutionnaires exaltés; et, grâce à l'art non moins connu de la calomnie, de la falsification, de la dénonciation, ils tentent d'en détourner le peuple. Ce stratagème — ancien comme le monde — a le plus souvent manqué son but, à preuve la Réforme et la Révolution française, mais on y a toujours recours lorsqu'il s'agit de combattre les vérités prétendues « dangereuses ». On l'a tout particulièrement utilisé contre la doctrine socialiste et on a prétendu que toute la question de la suppression du paupérisme, de l'émancipation du prolétariat par l'organisation du travail, par la pleine application du véritable principe de l'égalité sociale était purement et simplement l'invention d'écrivains oisifs et de tailleurs paresseux. Nous avons déjà fait remonter dans ces pages, avec une certitude historique, l'origine du mouvement social à l'époque de la grande Guerre des paysans, nous avons donné des

12. Cf. par exemple *Glaubensbekenntnis eines Geächteten* (« Profession de foi d'un banni »), Paris, 1834, qui servit de nombreuses années à la propagande de l'Association patriotique allemande, de la Ligue des bannis, puis de la Ligue des justes.

13. Morelly est également cité par Georg Weber dans son article sur *L'Argent*, cf. texte 18.

14. *Vorwärts*, n° 72, ainsi que nos 73 et 87.

extraits de Morelli [sic] qui, avec son Système de la nature [sic], est bien antérieur à J.-J. Rousseau et aux Encyclopédistes, nous voulons citer aujourd'hui un écrivain allemand, et qui plus est le premier, le plus classique de tous, Lessing, le père de la littérature moderne allemande<sup>15</sup>. » Dans ses deux derniers numéros de 1844, le *Vorwärts* reproduit en effet les passages essentiels de *Ernst und Falk* de Lessing, dialogues maçonniques parus en 1778-1780 et dont le thème est les rapports de l'individu et de l'Etat, du bonheur individuel et du bonheur social, en des formules qui passeront tout entières dans les diverses Déclarations des droits de l'homme et du citoyen américaines ou françaises. La période révolutionnaire elle-même est représentée dans le *Vorwärts* par quelques textes de Camille Desmoulins, de Marat, de Levasseur de la Sarthe, destinés à montrer « les héros de cette grande période » dans leur action révolutionnaire et à faire justice des calomnies portées contre eux. Notons seulement que tous les ouvrages cités jusqu'ici et utilisés par le *Vorwärts* ou bien font partie de la bibliothèque personnelle de Marx ou bien sont attestés dans ses lectures de l'année 1844, ce qui justifie pleinement l'hypothèse d'une formation délibérée des lecteurs du journal sous l'influence directe et prépondérante de Marx<sup>16</sup>.

La dernière forme, enfin, de cette influence est la publication dans le *Vorwärts*, sous le nom de Georg Weber ou sous celui de Karl Marx, d'articles où sont analysés certains faits politiques et économiques d'actualité, à la lumière des lectures d'économie politique provoquées par l'« Esquisse d'une critique de l'économie politique », article d'Engels paru dans les *Deutsch-französische Jahrbücher*: cette analyse a ceci de particulier d'être attestée parallèlement et dans les *Manuscrits de 1844* et dans le *Vorwärts*<sup>17</sup>. Les documents en présence sont d'une part

15. *Vorwärts*, n° 103, 25 décembre.

16. a) En ce qui concerne les lectures de Marx au cours de l'année 1844, on se reportera à la *MEGA*, I, t. 3. On pourra également consulter Maximilien RUBEL, *Les Cahiers de lecture de Karl Marx 1840-1852* in *IRSH* 2, 1957, p. 392-420.

b) Pour la bibliothèque personnelle de Marx, on se reportera à *Ex libris Karl Marx und Friedrich Engels*, Berlin, 1967, édité par Bruno Kaiser, en particulier à l'inventaire établi par Roland Daniels en 1850, p. 209-228.

17. F. P. SCHILLER, « Georg Weber, ein Mitarbeiter des Pariser "Vorwärts" », *Marx-Engels-Archiv*, 2. Bd., Francfort/M., 1927, p. 465-472 avait déjà attiré l'attention sur les articles de G. Weber et leur similitude avec les *Manuscrits de 1844*, non encore publiés mais qu'il avait consultés. Schiller publiait également trois lettres de Weber à Marx d'où il ressort qu'ils ont séjourné ensemble à Paris au cours de l'année 1844, sans plus de précision. D'après WERMUTH/STIEBER, *Die Communisten-Verschwörungen des 19. Jahrhunderts*, I, p. 38-39, II, p. 134, il ressort que G. Weber, lié à Hermann Ewerbeck, fut sans doute correspondant de la Ligue des justes à Kiel dès son retour dans cette ville en novembre 1844. Après sa participation à la révolution de 48, il émigra en 1854 aux Etats-Unis d'où il rentra à Kiel en 1861.

les trois manuscrits de Marx publiés pour la première fois en 1932 sous le titre *Oekonomisch-philosophische Manuskripte aus dem Jahre 1844*<sup>18</sup>, de l'autre les articles de Weber et de Marx publiés dans le *Vorwärts* et rassemblés en annexe à cette étude. La parenté entre ces textes est évidente, même à une lecture superficielle, en premier lieu par la convergence, quand ce n'est pas l'identité, des références : que ce soit à des situations historiques, tels la Révolution française et l'Empire napoléonien, les crises économiques anglaises et la législation sur les pauvres; ou à des auteurs comme les économistes Jean-Baptiste Say, Adam Smith, Wilhelm Schulz, Eugène Buret, les socialistes Proudhon ou Weitling, ou encore à Feuerbach et à Shakespeare. Schématiquement cette parenté s'établit comme suit (voir tableau ci-contre) :

Le problème qui se pose est de savoir si les articles de Weber ont été écrits sous l'influence de Marx ou si Weber est ici l'initiateur de Marx à une lecture des économistes — entre ces deux solutions extrêmes il est loisible d'ailleurs d'imaginer un travail en commun dont la durée est malheureusement impossible à déterminer dans l'ignorance où nous sommes de la date d'arrivée de G. Weber à Paris. On peut être tenté de répondre rapidement que, jamais plus par la suite Georg Weber n'apparaissant comme économiste, comme l'auteur d'une somme de critique de l'économie politique, mais bien Karl Marx et Friedrich Engels, l'influence s'exerce en 1844 de Marx sur Weber, ou plus exactement encore d'Engels sur Marx puis sur Weber. Cela est sans doute vrai, mais insuffisant. Une approche chronologique du problème, malgré son imprécision relative, est plus probante : les articles du *Vorwärts* consacrés par Marx et Weber à la réforme sociale et à l'économie politique ont été rédigés entre le 15 juillet environ et le 28 août<sup>19</sup>. *L'Esquisse d'une critique de l'économie politique* d'Engels est entre les mains de Karl Marx depuis la fin janvier environ, mais il ne peut se consacrer aux lectures d'économie qu'elle lui révèle qu'après la publication des *Deutsch-französische Jahrbücher* dont il a la charge à peu près entière. « C'est probablement entre la publication des *Jahrbücher* en février 1844 et la visite d'Engels le 28 août que se situe la

18. La première publication, due à Landshut et Meyer, portait le titre de *Nationalökonomie und Philosophie* et fourmillait de fautes; la même année les *Manuscrits* paraissaient dans la *MEGA* sous le titre qui leur est resté. En français, *Manuscrits de 1844 (Economie politique et philosophie)*, traduction et notes de E. BOTTIGELLI, Ed. Sociales, Paris, 1968.

19. WEBER, « Negersclaven und freie Sclaven » paraît le 20 juillet; « Officielle preussische Wohltätigkeit », le 3 août. MARX, « Kritische Randglossen... » est daté du 31 juillet et paraît les 7 et 10 août. WEBER, « Das Geld » paraît le 28 août.



Georg WEBER

*Vorwärts* n° 58 du 20 juillet, « Esclaves nègres et esclaves libres »

*Vorwärts* n° 62 du 3 août, « Charité officielle prussienne »

*Vorwärts* n° 64 du 10 août, « La Colonie Osterwald en Alsace »

*Vorwärts* n° 69 du 28 août, « L'Argent »

Karl MARX

*Manuscripts de 1844* dans leur ensemble

*Vorwärts* n°s 63 et 64 des 7 et 10 août, « Critiques en marge de l'article "Le roi de Prusse et la réforme sociale" par un Prussien »  
et

*Manuscripts de 1844*, Premier manuscrit :

« Salaire », p. 5 et s., 17-19  
(Ed. sociales)

« Profit du capital », p. 21-26

« Travail aliéné », p. 55-57

« Rente foncière », p. 40 et s.

Second manuscrit :

« Opposition du capital et du travail, Propriété foncière et capital », p. 71-78

*Manuscripts de 1844*, Troisième manuscrit :

« Pouvoir de l'argent dans la société bourgeoise », p. 119-123

rédaction des *Manuscripts*. Sitôt après cette date, Marx entreprend, en effet, *La Sainte Famille* qui l'occupera jusqu'en novembre et qui, par certains aspects, suppose la clarification de ses idées, à laquelle il procède dans les *Manuscripts*. Mais cette rédaction a certainement été précédée de la lecture approfondie des économistes et ses carnets et notes contiennent de nombreux extraits d'ouvrages de J.-B. Say, Skarbek, Adam Smith, Ricardo, James Mill, etc. Ces études expliquent en grande partie les développements de Marx dans les *Manuscripts*, elles constituent un chaînon indispensable à leur intelligence<sup>20</sup>. » Ce travail de lectures annotées — auquel Weber participe ou non ? — exige quelques mois sans aucun doute, si bien que la période de maturation provisoire de ces problèmes chez Marx et de leur rédaction dans les *Manuscripts* peut être ramenée aux mois d'été, de juin peut-être à fin d'août, période dans laquelle tombent les articles de Weber et celui de Marx pour le *Vorwärts*. Le travail préparatoire aux *Manuscripts* est donc bien aussi travail préparatoire aux articles du *Vorwärts* qu'ils soient de Marx comme de Weber et ce travail est attesté chez Marx justement. Qui plus est, Weber se réfère par deux fois à Marx comme à celui qui a apporté la solution théorique à des problèmes jusque-là pendants ou si mal posés qu'ils étaient insolubles, celui de la valeur ou de l'essence de l'argent et celui de l'essence de la société humaine, de son actuelle inhumanité et de la transformation radicale qui s'impose<sup>21</sup>. Il en résulte que, selon toute vraisemblance les articles de Weber sont un écho et un reflet des *Manuscripts*, même s'il n'est pas exclu que Weber ait attiré au cours de leurs discussions l'attention de Marx sur tel ou tel point à éclaircir, sur tel ou tel ouvrage intéressant. L'analyse des textes en présence confirme d'ailleurs cette conclusion provisoire.

De même que *Critiques en marge...* de Marx, l'article de Weber *Charité officielle prussienne* doit le jour à la publication de la circulaire de Frédéric-Guillaume IV sur le paupérisme, datée de novembre 1843. Si on ne tient pas compte de la critique des arguments de Ruge par Marx, les deux articles répondent tant dans leur intention que dans leur contenu à cette formule de G. Weber : « La charité officielle 1) n'a encore jamais arrêté les progrès de la pauvreté et 2) elle n'est pas en mesure de le faire. » Dans un premier temps, en effet, ils rapportent l'un et

20. BOTTIGELLI, Présentation des *Manuscripts de 1844*, Ed. sociales, p. XXXIII. Les notes de lecture auxquelles se réfère ici Bottigelli sont reproduites dans *MEGA I*, t. 3.

21. Cf. texte 18, *L'Argent*; les références sont extraites de Marx, *A propos de la question juive et Critiques en marge...*

l'autre « les actions politiques d'envergure contre le paupérisme » (Marx) entreprises en Angleterre et en France et qui aboutirent à la création des *workhouses* ou des dépôts de mendicité. Le parallèle entre les deux articles est particulièrement net à propos de la Révolution française non seulement dans l'énumération des faits, mais encore dans la formulation<sup>22</sup>. En ce qui concerne le second point de l'argumentation, Marx et Weber semblent ne pas suivre la même voie : en effet G. Weber, qui a bloqué dans la partie historique de son article les conclusions théoriques de Marx sur l'incapacité de l'Etat politique à résoudre le problème économique et social du paupérisme, démontre l'inefficacité de la charité officielle, sa « nécessaire impuissance », par une analyse du travail dans la société de propriété privée, sous le règne de l'argent et de la concurrence. Il y a, dit-il, deux façons de secourir les miséreux, en leur procurant du travail ou en leur apportant un secours gratuit : si on leur donne du travail, ce travail fait concurrence à celui des ouvriers de l'industrie, fait donc baisser les salaires déjà réduits au minimum vital, et augmente par conséquent le nombre des miséreux à secourir; si au contraire elle leur offre le minimum vital sans contrepartie, la bienfaisance concurrence les chefs d'entreprises industrielles qui, bientôt, ne fournissent plus les capitaux nécessaires à la bienfaisance. D'une façon ou d'une autre, la bienfaisance cesse de s'exercer et « l'ouvrier cesse d'exister ». A n'en pas douter, Weber reprend ici sous une forme très simplifiée, accessible aux lecteurs artisans et ouvriers du *Vorwärts*, les développements de Marx sur le salaire des deux premiers manuscrits de 1844<sup>23</sup>. Or la démonstration de l'incapacité de l'Etat politique en matière sociale, que fait Marx dans ses *Critiques en marge* n'est que le corollaire de l'analyse des rapports entre le capital et le travail dans la société bourgeoise, telle que la résume Weber dans *Charité officielle prussienne*. Les deux voies d'approche sont donc complémentaires et G. Weber a le mérite d'apporter au lecteur le résultat de la même analyse, mais du point de vue plus strictement économique. La semaine suivante, à propos d'une correspondance envoyée de Strasbourg au *Vorwärts*, Weber

22. K. MARX, « [...] La Convention représente un maximum d'énergie politique, de puissance politique et d'intelligence politique [...]. Il était insensé [de la part de Ruge] de supposer au roi de Prusse [...] une puissance que la Convention et Napoléon réunis n'ont jamais possédée. » (Texte 13, p. 152 et 155.)

G. WEBER, « [La Révolution] mit en œuvre pour réaliser ce qu'elle s'était proposé les moyens les plus puissants qu'on connaisse [...]. Napoléon non plus, qui était très capable de renverser un roi de Prusse et bien d'autres choses, ne parvint pas à tarir la misère. » (Texte 16, p. 174 et 175.)

23. Cf. *Manuscrits de 1844*, Ed. Sociales, p. 5-20 et 71-78.

reprend la démonstration en l'appliquant aux colonies agricoles destinées à remédier au paupérisme ; l'article « La Colonie Osterwald en Alsace » fait écho, cette fois, aux remarques de Marx sur les rapports entre travail aliéné, profit du capital industriel et rente foncière. Les deux autres articles de G. Weber, « Esclaves nègres et esclaves libres » et « L'argent » sont rédigés dans un style d'aspect plus théorique que les précédents : en effet, au lieu d'aborder la critique sociale par le biais du paupérisme et de la bienfaisance, il affronte directement le problème des rapports entre le capital et le travail, c'est-à-dire l'existence du prolétariat, et celui de la nature et du rôle de l'argent dans la société de propriété privée. Dans « Esclaves nègres et esclaves libres », les phases du raisonnement, à la fois analytique et dialectique, tiennent en trois séries de questions.

Première série : « Etant donné les bases sur lesquelles elle repose, que peut faire la société pour transformer le sort des prolétaires ? » Cette question s'adresse à la science de la richesse des nations et des individus, l'économie politique. Quel est le fondement de l'économie politique en général, indépendamment des deux écoles antagonistes du mercantilisme et du libéralisme ? Elle repose sur un double postulat : postulat implicite de l'existence naturelle du capital, qui n'a donc pas à être justifié ; postulat explicite que l'acquisition d'un capital est le but auquel doit tendre tout individu en société. La première série de questions aboutit donc au capital, non comme solution mais comme nouveau problème.

Seconde série de questions : Qu'est-ce que le capital ? Comment en général acquiert-on un capital ? Comment le prolétaire en particulier peut-il acquérir un capital ? La réponse de l'économie politique est la suivante : par le salaire de son travail ; ce qui amène à définir travail et salaire. On remarquera que G. Weber passe sur les deux premières questions de cette série sans y donner de réponse nouvelle (et pour cause ! Marx y emploiera le reste de ses jours), rappelant tout au plus une remarque de Say selon laquelle le capital est un vol sanctionné par la loi et une d'Adam Smith selon laquelle le capital confère à son possesseur un véritable pouvoir sur les hommes et les choses.

Troisième série de questions : Qu'est-ce que le salaire de l'ouvrier ? le prix de son travail. Comment le salaire est-il déterminé ? Par la concurrence entre le possesseur d'un capital et l'ouvrier et par la concurrence que se font entre eux les ouvriers, ce qui tend à réduire toujours plus le salaire. Autrement dit : l'ouvrier est « ravalé à l'état de simple marchandise », « l'ouvrier

est l'ennemi mortel de l'ouvrier » et, loin de lui permettre d'acquérir un capital, le travail tue l'ouvrier; ce qui condamne l'économie libérale moderne tout autant que l'économie mercantiliste ancienne. Weber, qui avait annoncé cette conclusion en tête de son article, n'y revient pas, préférant une conclusion provocante dont les termes lui sont fournis par une pétition d'ouvriers français pour la libération et l'amélioration du sort des esclaves noirs : « Ouvriers, obligez les riches à faire de vous des esclaves afin de ne pas mourir de faim ! » Avec ce dernier article Weber se fait le vulgarisateur, d'une part de l'*Esquisse d'une critique de l'économie politique* d'Engels<sup>24</sup>, d'autre part des *Manuscrits* de Marx dont il conserve les articulations socio-économiques accessibles à son public, écartant délibérément toute considération philosophique<sup>25</sup>.

Dans « L'Argent » enfin, Weber s'attaque à un problème de taille, celui de la valeur, dont il parvient à donner au lecteur une vue d'ensemble malgré la dimension réduite de l'article. Sa position en la matière, outre quelques remarques empruntées à Weitling, découle de celle d'Engels, qu'il ne nomme pas, et de celle de Marx, qu'il cite dès l'abord. A Engels il emprunte le schéma des glissements de sens de la notion de valeur qui, signifiant d'abord *valeur réelle* ou absolue, devient avec l'apparition de la propriété privée *valeur d'échange* puis *valeur-prix*, sans que l'économie politique rende jamais compte de ces glissements, qu'elle crée elle-même ou dont elle entretient l'ambiguïté<sup>26</sup>. La valeur-prix supposant la référence de tout objet à l'argent, Weber, pour définir ce dernier, reprend à Marx son analyse feuerbachienne de l'argent comme abstraction réifiée de toute chose et l'exprime ainsi : « De même que Dieu est l'abstraction de l'homme, de même l'argent est l'abstraction de la valeur<sup>27</sup>. » Une organisation nouvelle de la société, qui fasse disparaître l'argent, n'est pensable et réalisable qu'à condition que lui soit retirée sa base, la propriété privée, et que l'homme, les besoins humains deviennent la mesure et l'étalon de toute chose.

24. Il emprunte même à Engels, qui la tient de Carlyle, l'image de la « pilule de Morrison », symbole de la panacée des économistes libéraux; cf. ENGELS, « Die Lage Englands. "Past and Present" by Thomas Carlyle », *MEW* 1, p. 525-549.

25. Cf. les sous-titres des *Manuscrits* : [« Propriété privée et travail ». « Point de vue des mercantilistes, des physiocrates, d'Adam Smith, de Ricardo et de son école »], « Salaire, profit du capital », [« Travail aliéné »], [« Opposition du capital et du travail »].

26. Cf. « Umrisse zu einer Kritik der Nationalökonomie », *MEW* 1, p. 505-524.

27. Pour l'analyse de Marx, cf. « Zur Judenfrage », *MEW* 1, p. 347-377. En français : *A propos de la question juive*, Ed. Aubier, 1971.

Ces réflexions « humanistes » sont également présentes dans les *Manuscrits de 1844*<sup>28</sup>, avec toute l'ambiguïté de la notion de besoins qui suppose soit une nature humaine donnée une fois pour toutes et la dictature de la vertu pour que chacun, selon la formule de Morelly reprise par Weber, « puise selon ses besoins », soit une réévaluation continue des besoins en fonction de l'évolution de la société, mais sur quels critères ? Ce débat du marxisme du milieu du XX<sup>e</sup> siècle n'est pas encore ouvert quand Georg Weber écrit son article, et il conclut, sans plus, par la citation de Shakespeare « Qu'est ceci ? de l'or ! De l'or jaune, étincelant, précieux »... que Marx analyse dans une page célèbre des *Manuscrits* pour faire apparaître la double nature de l'argent, dieu et entremetteur<sup>29</sup>. Avant de poursuivre l'examen du rôle du *Vorwärts* dans la prise de conscience communiste des problèmes politiques et économiques, rôle qui nous semble n'avoir jamais été mis en relief avec suffisamment de netteté, il convient de conclure sur *la place qu'occupent les articles de G. Weber par rapport à l'œuvre de Marx*. Car c'est bien de cela qu'il s'agit et non pas seulement de l'influence de Marx sur Weber. En effet, la démarche analytique et dialectique, ainsi que le contenu théorique, parfois même la formulation, sont de Marx, occasionnellement d'Engels. Reste la forme littéraire, journalistique à proprement parler, marquée chez Weber au coin de sa profession de médecin, et qui lui revient en propre : ainsi, les rapports de l'argent et de la propriété privée sont-ils assimilés à la reproduction de cellules cancéreuses entre elles, les solutions des économistes au paupérisme sont autant de remèdes de charlatan, ou encore les créations de Frédéric-Guillaume IV, des enfants nés avant terme et non viables, etc. Il faut surtout ajouter à l'actif de Weber le mérite de la rédaction, de la mise en forme accessible de problèmes complexes, à laquelle Marx pour sa part, conscient jusqu'au scrupule de l'insuffisance de son information ou de l'immaturation de sa réflexion, ne parvint que très longtemps après, dans une œuvre certes sans commune mesure avec les esquisses dont il est question ici. Il en résulte que si on ne peut en toute rigueur considérer les quatre articles d'économie politique signés « G. Weber » comme faisant intégralement partie des *Manuscrits philosophiques et économiques de 1844* de Karl Marx, il faut reconnaître que les *Manuscrits* restèrent justement des manuscrits, inédits jusqu'en 1932, tandis que certaines de

28. *Manuscrits de 1844*, cf. les passages très fragmentaires [« Communisme en tant que socialisme »] et [« Signification des besoins humains dans le régime de la propriété privée et sous le socialisme »].

29. *Manuscrits de 1844*, [« Pouvoir de l'argent dans la société bourgeoise »], p. 119-123.

leurs conclusions essentielles contenues dans les articles du *Vorwärts* furent publiées et lues dès 1844 à Paris, à Londres, à Hambourg, à Berlin, à Cologne, en Westphalie, en Silésie ou en Suisse<sup>30</sup>... Ce qui parut dans le *Vorwärts*, à la suite des *Deutsch-französische Jahrbücher*, ne représente d'ailleurs par rapport au débat d'idées à propos du socialisme et du communisme en 1844 que la partie émergée de l'iceberg. Les influences réciproques ne se peuvent plus mesurer avec précision aujourd'hui, à supposer qu'on ait jamais pu le faire. Ainsi, dans quelle mesure M. Hess, qui avait commencé en janvier-février à Paris une analyse de *L'Essence de l'argent*, dont Marx possédait copie, a-t-il influencé G. Weber et ce dernier la rédaction définitive, à Cologne; de l'article de Hess qui sera publié seulement l'année suivante et qui s'ouvre par une longue citation empruntée, non à Shakespeare comme chez Marx ou Weber, mais à Shelley<sup>31</sup>? Mais avant que ne paraisse cet article, il a envoyé aux Parisiens, en décembre 1844, un catéchisme communiste<sup>32</sup> inspiré de *L'Essence de l'argent* et qui va paraître partiellement dans les derniers numéros du *Vorwärts*. Les trois sections qui eurent le temps d'être publiées avant la disparition du journal traitent de problèmes analogues à ceux abordés par Weber ou Marx dans leurs articles de juillet-août : travail et jouissance, argent et servitude, richesse et liberté, mais dans une perspective idéaliste que Marx et Engels railleront et combattront bientôt sous le nom de « socialisme vrai ». Cependant le *Catéchisme communiste* de Hess est intéressant à plus d'un point de vue. En premier lieu, il a exercé une certaine influence sur la Ligue des justes à Paris et représente une étape vers le *Manifeste du Parti communiste* : connu intégralement, sinon de tous les membres de la Ligue, du moins de la direction, il eut assez de prise sur Ewerbeck et ses amis

30. Il me semble souhaitable que la nouvelle édition de la *MEGA* rassemble dans l'appareil critique annexé aux textes de 1843-1844 ces quatre articles de Weber.

31. Moses Hess était arrivé en août 1843 avec A. Ruge qu'il introduisit dans un certain nombre de milieux français que les rédacteurs des *DfJ* voulaient gagner à leur entreprise et à une « alliance intellectuelle de la France et de l'Allemagne ». L'article « Ueber das Geldwesen » (*L'Essence de l'argent*), rédigé en partie à Paris au début de 1844 pour une livraison ultérieure des *DfJ*, fut terminé à Cologne sans doute où Hess rentre en février ou mars en raison de difficultés financières. Pour la date de rédaction de cet article et sa correspondance avec Marx, cf. W. MÖNKE, *Neue Quellen zur Hess-Forschung*, Berlin, 1964. L'article fut publié dans *Rheinische Jahrbücher zur gesellschaftlichen Reform* I, (mai 1845), p. 1-34; réédition in Moses HESS, *Philosophische und sozialistische Schriften 1837-1850*, Berlin, 1961, p. 329-348.

32. Cf. texte 20. Dans le *Vorwärts* ne parurent que les sections 1 à 3 sous le titre : « Fragen und Antworten » (Questions et réponses). Dans sa totalité le texte parut seulement dans les *Rheinische Jahrbücher zur gesellschaftlichen Reform* II, 1846, sous le titre « Kommunistisches Bekenntnis » (*Catéchisme communiste*).

pour qu'ils en adoptent les thèses comme le prouvent suffisamment leurs articles de *Blätter der Zukunft* en 1845-1846. C'est encore ce catéchisme de 1844, ou un texte proche, que Moses Hess, au cours de l'été 1847, fit adopter par les sections parisiennes de la Ligue des communistes lors de la discussion du « Projet de profession de foi communiste » proposé en juin par le congrès constitutif de la nouvelle Ligue, ce qui amena Engels à rédiger un contre-projet, connu sous le nom de « Principes du communisme » et qui fut l'avant-dernière phase préparatoire à la rédaction du *Manifeste*<sup>33</sup>. En second lieu, le catéchisme de Hess est, parmi les publications du *Vorwärts*, le texte le plus élaboré de la tendance du socialisme vrai, plus typique en cela que les articles trop pauvres du point de vue théorique de Bernays ou d'Ewerbeck. Le principal défaut (et danger) de ce catéchisme est l'imprécision de langage ou, ce qui revient au même, l'utilisation d'une terminologie nouvelle sans contenu nouveau. Ainsi Hess définissant le travail comme l'ensemble de l'activité humaine englobant travail, plaisir, jouissance sensuelle et spirituelle, vertu, etc., il lui faut alors distinguer entre ce travail « idéal », « libre », où l'homme déploie toutes ses facultés, et le travail « imposé » ou « forcé », ce qu'on appelle communément travail dans la société. Or, si cette dernière forme de travail est simplement qualifiée par Hess d'état de servitude, la première n'est jamais définie que comme « conforme à la nature humaine » — autant dire que, contrairement à toute bonne logique d'analyse cartésienne, on procède du relativement simple (travail) au plus complexe (travail libre — travail forcé) pour parvenir à l'indéfinissable (nature humaine). L'argent est défini de même, dans le catéchisme tout comme dans *L'Essence de l'argent*, avec autant d'imprécision. A la question « Qu'est-ce que l'argent ? », Hess fait répondre à l'impétrant : « C'est la valeur exprimée en chiffres de l'activité humaine, le prix d'achat ou la valeur d'échange de notre vie. » En une seule phrase sont avancées l'identité A de la valeur absolue, de la valeur d'échange et du prix, l'identité B de la vie et de l'activité humaine et l'identité C de A et de B. La comparaison avec les articles de Weber ou de Marx est instructive : dans un cas, on a affaire à un début d'analyse du travail réel, ou de l'argent, ou de l'exploitation, dans le but de comprendre le processus et de transformer les conditions de vie (ce qui n'exclut ni les hypothèses erronées,

33. MEW 27, p. 98, lettre d'Engels à Marx des 25-26 octobre 1847. Sur la genèse du *Manifeste*, cf. Bert ANDRÉAS, *Gründungsdokumente des Bundes der Kommunisten*, Hambourg, 1969; en français : *La Ligue des communistes, 1847*, Ed. Aubier, 1972.



ni les erreurs de raisonnement, mais dénote une démarche scientifique); dans l'autre, au contraire « en l'absence de notions, on se fait un système avec des mots » comme l'explique fort bien Méphistophélès à l'écolier médusé<sup>34</sup>, et ce système doit magiquement emporter l'adhésion de tous. Ces défauts énormes du « rabbin communiste », ainsi que l'appelaient ses amis dont il fut souvent l'initiateur au communisme, n'excluent ni des raisonnements parfaitement fondés ni les intuitions fécondes. Dans ce même catéchisme, à la troisième section, il définit l'individu comme produit de la nature et de la société (ce qui ruine d'ailleurs tout ce qu'il avance sur la nature humaine) et la richesse comme produit de la nature et de l'activité sociale, les deux définitions fondant l'une toute science de l'homme, l'autre la science économique. En outre, à la fin de la première section il parvient au seuil d'une découverte théorique que Marx ne fera que quinze à vingt ans plus tard; Hess écrit : « Nous nous rendons mutuellement esclaves [...] en achetant ou en vendant nos forces humaines », ou encore dans *L'Essence de l'argent*, « L'argent est ce qui a cours en contrepartie de la force productive de l'homme<sup>35</sup>. » Il y a là l'intuition que ce qui est acheté ou vendu n'est pas le travail mais, comme le démontre Marx dans *Le Capital* en 1867, la force de travail génératrice de la plus-value, constitutive du capital. Encore fallait-il en faire une hypothèse scientifique et non un article de foi. Le reste du catéchisme, non publié en 1844, traite du passage à la société communiste, du mariage et de la famille et pour finir de l'achèvement du christianisme dans le communisme. On comprend qu'Engels parle en 1847, à propos du texte de Hess, adopté par les sections parisiennes de la Ligue des communistes, d'une profession de foi « divinement améliorée », même si cette dernière n'est pas absolument identique au texte de 1844.

Si, dans les articles précédents, l'analyse philosophique tendait à l'emporter, *La Situation anglaise*, de Fr. Engels, publiée de la fin d'août à la mi-octobre 1844 dans le *Vorwärts*, s'en tient résolument aux faits historiques, économiques, politiques, ce qui n'exclut évidemment ni une philosophie de l'histoire en gestation, ni une critique de l'économie politique, l'une et l'autre amorcées par Engels lui-même et Marx dans leurs contributions des *Deutsch-französische Jahrbücher*<sup>36</sup>. L'article d'Engels, en

34. GÖTTE, *Faust I*, vers 1995-1996.

35. HESS, « Ueber das Geldwesen », *op. cit.*, § 7, p. 12.

36. « Die Lage Englands » (*La Situation anglaise*), *Vorwärts*, nos 70 à 84, 31 août au 19 octobre; Engels avait déjà traité de ce sujet sous le même titre dans les *DfJ*; ces articles sont rassemblés à la suite dans *MEW 1*,

deux parties, *Le 18<sup>e</sup> siècle* et *La constitution anglaise*, est surtout intéressant par le fait qu'on y trouve pour la première fois sous sa plume une rapide esquisse du rôle central dans l'histoire joué par le XVIII<sup>e</sup> siècle comme temps et lieu de toute révolution, économique, technique, politique ; comme moment de rassemblement et prise de conscience de ce rassemblement par une humanité jusqu'alors dispersée; comme moment de la naissance officielle de toutes les sciences, et parmi elles, la politique et l'économie en tant que sciences<sup>37</sup>. Ce texte, qui est encore entaché de formules que n'aurait pas désavouées Montesquieu sur le caractère national des peuples, a surtout pâli en regard des œuvres postérieures où Engels et Marx ont précisé leur conception de l'histoire, *Idéologie allemande*, *Anti-Dühring*, *Feuerbach et la fin de la philosophie allemande*, ainsi que des nombreuses préfaces dispersées en tête d'autres ouvrages. Mais certaines formules ont déjà le tranchant et l'audace qui caractérisent la forme de pensée d'Engels : à partir de la constatation faite par Heine dès 1833, qu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle l'Allemagne fait sa révolution philosophique, la France sa révolution politique et l'Angleterre sa révolution industrielle, Engels conclut que « seule l'Angleterre a une histoire sociale ». Il est évident que la formule n'est pas à prendre au pied de la lettre pour nier l'existence de phénomènes sociaux dans les autres sociétés, ce qui serait pure absurdité. Le sens et la fécondité de la formule sont méthodologiques : seule l'étude de l'histoire sociale de l'Angleterre est alors en mesure de fournir les éléments d'analyse et de théorisation qui permettent une compréhension de la société industrielle présente, en train de se faire. Dans la même perspective, Marx écrivait dans l'Introduction à la *Critique de la philosophie du droit de Hegel*<sup>38</sup> que rien ne servait de nier, en théorie, la misère allemande contemporaine, la situation allemande de 1843 n'étant pas même à l'heure de la situation française de 1789. Et ce premier article est en fait une brève analyse de la puissance économique anglaise en 1844, telle qu'elle résulte de la révolution industrielle du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le second est consacré à dissiper

p. 525-592. Certaines formules d'Engels étant empruntées à *Zur Judenfrage* de Marx qu'il n'a pu lire qu'après la parution des *DJ*, cela permet de dater les deux articles d'Engels parus dans le *Vorwärts* : postérieurs à mars et antérieurs à août, date de son voyage, ils ont été rédigés entre avril et juillet à Birmingham sans doute.

37. Engels avait déjà indiqué cette importance du XVIII<sup>e</sup> siècle, le Grand siècle comme l'appelle Michelet, dans une remarque de *l'Esquisse d'une critique de l'économie politique*, *MEW* 1, p. 500.

38. ENGELS, « Die Lage Englands Das 18. Jahrhundert », *MEW* 1, p. 555; MARX, *MEW* 1, p. 379, en français dans le recueil de textes *Sur la religion*, Ed. sociales, Paris, 1960, p. 43.

les illusions « continentales » sur la libre Angleterre jugée sur le seul critère des libertés constitutionnelles. Engels dévoile l'opposition radicale entre théorie et pratique de la vie politique anglaise dans ses différents rouages et à ses différents niveaux, royauté, parlement, système électoral, religion officielle, justice, liberté de la presse, droits de rassemblement, d'association, etc., pour conclure que sous l'apparence et le couvert de la tradition et du droit règnent seuls la propriété et l'argent. A cet état de fait Engels ne voit de solution réellement démocratique que par l'application du « principe du socialisme ».

## 2. La Ligue des justes

En ce qui concerne les rapports du *Vorwärts* et du communisme pratique, c'est-à-dire l'activité des communistes allemands dont le journal rend compte, il convient de commencer par Weitling, pionnier du communisme allemand. Arrêté à Zürich le 9 juin 1843 pour son livre *L'Évangile du pauvre pêcheur*, il avait été condamné finalement à dix mois de prison et à l'expulsion du territoire de la Confédération; or c'est seulement le 21 mai 1844 que la gendarmerie suisse, au lieu de le remettre à la frontière française pour qu'il puisse de là s'embarquer pour les Etats-Unis en compagnie d'une colonie d'émigrés suisses et allemands, le livre à la police badoise qui le remet à la police prussienne, laquelle en est fort embarrassée vu le bruit que font un peu partout en Europe ces manœuvres peu reluisantes, et finit par le faire embarquer, fin août, à Hambourg pour l'Angleterre. L'affaire de Zürich avait rendu le nom de Weitling célèbre hors des milieux communistes et lui avait donné suffisamment de prestige pour que Börnstein, par exemple, dans son premier numéro du *Vorwärts*, lui consacre quelques lignes, insignifiantes sans doute, mais qui le font apparaître comme le *chef* des communistes allemands. Le *Vorwärts* rend compte par la suite de l'expulsion et de la livraison aux polices allemandes dans deux articles qui proviennent sans aucun doute des milieux d'émigrés allemands en Suisse car le récit des événements correspond à ce qu'en dit Weitling lui-même dans ses *Mémoires*; puis de son arrivée à Londres, le 27 août, et de la réception solennelle du 22 septembre par les chartistes anglais, les émigrés français de la Société des droits de l'homme et de la Société des saisons, et les communistes allemands. C'est d'ailleurs à propos de ces articles sur Weitling que le *Vorwärts* sera d'abord pris à parti par la presse réactionnaire française. Enfin Bernays pré-

sente les *Poésies de prison*, parues chez Campe à Hambourg, le *Vorwärts* publiant deux de ces poèmes en décembre<sup>39</sup>. Mais le journal, qui est désormais l'organe des communistes parisiens, célèbre en Weitling beaucoup plus le martyr de la cause de l'émancipation du prolétariat que le chef incontesté des communistes, et pour cause : en Suisse même où il organisait la propagande communiste depuis 1840, son messianisme était battu en brèche non seulement par les partisans de la Jeune Allemagne sous l'influence néo-hégélienne de Wilhelm Marr, mais aussi par certains membres de la Ligue des justes acquis à l'athéisme, comme en témoigne la correspondance de Morges ou l'article sur la situation sociale et politique dans le canton de Vaud, envoyés au *Vorwärts*. A Paris, la direction de la Ligue des justes, même si elle avait toujours soutenu financièrement les entreprises de Weitling en Suisse, publication de ses revues et édition des *Garanties de l'harmonie et de la liberté*, s'était écartée de lui sur le plan théorique depuis 1842-1843. Il en allait de même à Londres. L'identité de vue des communistes allemands londoniens et parisiens à son égard apparaît dans une mise au point du *Vorwärts* à propos d'un article du *New Moral World* qui rendait compte de la réception faite à Weitling par les Anglais. Les socialistes anglais ayant célébré en Weitling « the leader of the german communists », les communistes allemands précisent : « Il est inutile de leur répéter [aux socialistes anglais] qu'il n'existe pas sur le continent, soit en Allemagne soit ailleurs, de leaders, de chefs du communisme; inutile de leur répéter que ce dernier par nature ne souffre pas de supérieurs hiérarchiques. Les Anglais sont une fois pour toutes accoutumés à cette idée : que le lecteur n'aille donc pas croire Weitling responsable du titre que nos frères anglais lui attribuent. Remarquons seulement qu'il n'est jamais venu et ne viendra jamais à l'idée des communistes allemands qui sont à Londres de donner ce nom à ce jeune homme [Weitling] dont le talent et les mérites sont grands par ailleurs<sup>40</sup>. » Et Schapper, dans son discours de bienvenue s'adresse au « frère Wilhelm Weitling de Magdebourg » selon la formule consacrée au sein de la Ligue. On ne peut être

39. Les articles du *Vorwärts* consacrés à Weitling sont les suivants : K. F., « Correspondenz der Redaction », *Vorwärts*, n° 46; « Züricher Verrätherei », n° 60; « Weitling ist frei ! », n° 71; « Des deutschen Schriftstellers W. Weitling Empfang in England », n° 79; « Christlich-Züricher Staatsweisheit », n°s 82 et 83; « Auszüge aus den bei Weitlings Empfang in der Socialhalle in London gehaltenen Reden », n°s 91 et 92; BERNAYS, « Kerkerpoesien von Wilhelm Weitling », n° 95; WEITLING, [extraits de] « Kerkerpoesien », n° 95.

40. *Vorwärts*, n° 91, 13 novembre, « Auszüge aus den bei Weitlings Empfang [...] gehaltenen Reden », p. 1, col. 3.

plus clair. Le *Vorwärts* publie à cette occasion non seulement le discours complet de Weitling (n° 79) mais aussi des extraits des discours des autres orateurs (n° 91 et 92), les plus intéressants étant ceux de Karl Schapper et de Jacques Chillman<sup>41</sup>. Ce dernier, inculpé d'avril et babouviste convaincu, rappelle au milieu de l'euphorie générale les dissensions au sein des chartistes entre syndicalistes et socialistes, les premiers refusant par exemple de s'associer à la célébration de l'anniversaire de la fondation de la république (septembre 1792) à laquelle au contraire participent les Anglais de la tendance Harney ainsi que les Allemands de la Ligue des justes. Schapper, leur représentant, renouvelle la profession de foi de la Ligue dans la communauté des biens, qui doit s'établir progressivement par la propagation pacifique et la force convaincante de la raison, ce qui dénote une profonde évolution de Schapper (et des Londoniens de la Ligue) depuis l'époque où, à Paris, il partageait entièrement les opinions de Weitling; son argumentation n'est plus empruntée ni à la Conjuración des Egaux ni aux Évangiles mais à l'arsenal idéologique de l'*Aufklärung* : « Notre cause est celle de la raison, de la vérité, de la justice et de la fraternité »; cela rend compte, pour une large part, de la disponibilité des membres de la Ligue aux théories de Feuerbach et au communisme néo-hégélien, tels que peut les diffuser le *Vorwärts* par exemple. Les mêmes thèmes sont encore développés, comme nous l'avons vu, dans la lettre qui accompagne la collecte en faveur des tisserands silésiens<sup>42</sup>. A ces deux occasions, réception de Weitling et collecte, le *Vorwärts* apporte donc sur les positions et l'activité des communistes allemands de Londres des renseignements plus précis que le *New Moral World* ou que le *Telegraph für Deutschland*, bien qu'au témoignage même de Weitling les membres de la Ligue, à son arrivée à Londres, n'aient pas eu grande estime pour le *Vorwärts* à la mode Börnstein ou Bernays<sup>43</sup>; ce qui est la preuve évidente que la liaison directe entre la direction londonienne des justes (Schapper, Moll, Bauer) et l'autorité centrale parisienne (Ewerbeck, Mäurer, Weissenbach) est utilisée à plein en direction du *Vorwärts* pour les besoins de la propagande.

41. Les autres orateurs sont des socialistes ou des chartistes anglais : le président de séance, Clarke, Austin Holyaoke, et l'éditeur du journal *The New Moral World*, Fleming, qui rappelle à cette occasion que le nom de Weitling est connu des Anglais depuis la publication dans son journal en novembre 1843 des articles d'Engels sur les « Progrès de la réforme sociale sur le continent », cf. *MEW* 1, p. 480.

42. Cf. ch. 2 : « Le Soulèvement des tisserands silésiens », p. 54-55.

43. Cf. lettre de Weitling à Marx, texte 19.

L'autorité centrale n'est pas en relation seulement avec Londres, mais entre autres, avec la Suisse où les sections créées par Weitling ont trois ou quatre années d'existence et sont vivement combattues par l'organisation concurrente de la Jeune Allemagne. Au cours de l'année 1844, cette dernière, sous la direction de Wilhelm Marr et de Hermann Döleke, et en relation avec des radicaux comme Georg Fein, en vient à interdire dans certains de ses clubs d'artisans la discussion des solutions proposées par les communistes aux problèmes sociaux, en premier lieu la discussion des *Garanties* de Weitling, ouvrage de référence du milieu ouvrier allemand depuis sa parution en 1842. Cela entraîne de la part des communistes de la Ligue des justes, en août 1844, une réponse rédigée par August Becker, *Was wollen die Kommunisten?* (« Que veulent les communistes ? ») et quelques affrontements publics dans les mois qui suivent. De Paris, l'autorité centrale intervient dans le débat au profit du communisme par une circulaire à l'adresse des ouvriers et des artisans de la Jeune Allemagne qui est publiée dans le *Vorwärts*<sup>44</sup>. La circulaire fait un rapide rappel de la situation : en 1840, la Jeune Allemagne était le seul parti progressiste allemand en Suisse (depuis son éclipse de 1836-1839 et sa régénération fin 1839), mais ses maîtres à penser demeuraient des hommes des années trente, libéraux ou radicaux tels Wirth, Hochdörffer, Rauschenplatt, Fein, qui n'ont rien appris en politique, qui n'ont pas vu s'accumuler la misère dans des pays prétendus libres ou républicains, qui en sont restés à comploter des putschs politiques ou à rêver de constitutions nouvelles, quand ils ne sont pas tombés dans le piège nationaliste, alors que depuis longtemps déjà étaient à l'ordre du jour en Angleterre et en France socialisme et communisme. Et les « jeunes allemands » n'eurent pas assez de railleries pour le « tailleur Weitling » lorsqu'il arriva à Genève avec ses « idées françaises » ou ses « rêveries égalitaires du temps de la Guerre des paysans ». Entre-temps, ces idées se sont imposées et les membres de la Jeune Allemagne reconnaissent désormais eux aussi que le point de vue exclusivement politique de leurs dirigeants est insoutenable : la circulaire fait alors appel au *sentiment de classe* des artisans et des ouvriers pour leur demander de rejoindre le communisme, défini par Ewerbeck, auteur probable du texte, comme l'état où « l'homme est enfin le bien suprême pour l'homme », où il peut développer toutes ses facultés, etc. Ces formules humanistes, feuerbachiennes, ne font d'ailleurs que compliquer le problème

44. « An die Jungdeutschen (Ein Sendschreiben zur Verständigung), Paris, 15 oct. 1844 », *Vorwärts*, n° 86, 26 octobre.

car si certains membres de la Ligue des justes en Suisse sont acquis à l'athéisme néo-hégélien, il en va de même des nouveaux dirigeants de la Jeune Allemagne, Marr et Döleke, tandis que les dirigeants et agitateurs de la Ligue, Becker et surtout Kuhlmann, qui est un illuminé, sont restés plus proches du communisme religieux de Weitling<sup>45</sup>. L'importance de l'autorité centrale et surtout du *Vorwärts*, qui depuis la disparition des revues de Weitling est le seul périodique allemand en Europe non soumis à la censure, est telle que de Suisse les deux partis en présence font appel au journal pour publier leurs arguments et tenter de convaincre l'adversaire. Or, comme le remarque avec amertume W. Marr et comme l'indique Börnstein dans une note du *Vorwärts*, les Parisiens tranchèrent en faveur de la réponse de Becker, publiée sous le titre *Correspondance de Morges*<sup>46</sup>, non parce qu'une amitié toute particulière les liait à Kuhlmann ou à Becker qui sont mis en pièce un peu plus tard dans *L'Idéologie allemande*, mais parce que cette réponse démontre une fois de plus l'inconsistance des propositions des libéraux et anciens *Burschenschaftler* de la Jeune Allemagne, même teintés de philosophie hégélienne et parce que Becker donne une réponse claire pour l'époque à la question de savoir qui sont les communistes et ce qu'ils veulent. Il se réfère à une discussion publique qui a eu lieu le 29 ou le 30 octobre et où se sont affrontés Fein et Marr pour la Jeune Allemagne, Becker et Kuhlmann pour les communistes, au club des artisans de la Jeune Allemagne à Lausanne. Aux critiques portées par Fein et Marr contre les communistes, et au programme politique des libéraux,

45. Sur Becker on consultera Gian Mario BRAVO, « Il comunismo tedesco in Svizzera. August Becker, 1843-1846 », *Annali* VI, 1963, Milan, p. 521-620. La circulaire de Paris est un bon résumé de la situation des partis en présence en Suisse. L'article « Zustände aus dem Kanton Waadt », *Vorwärts*, n° 85, 23 octobre, fait état également d'une recrudescence de l'intérêt porté par les artisans allemands en Suisse au communisme depuis l'été 1844 : les *Garanties* de Weitling redeviennent d'actualité pour ceux qui les avaient trop rapidement jugées et condamnées, remarque le correspondant.

46. « Correspondenz aus Morges », *Vorwärts*, nos 91, 92, 94 des 13, 16 et 23 novembre; note de Börnstein au n° 94. La lettre est facilement identifiable comme étant de Becker : 1) il y nomme des adversaires : M[marr] et F[lein]; parlant des deux orateurs de la Ligue des justes, il écrit K[uhlmann] et Ich. 2) Marr, le désigne expressément comme l'auteur de la lettre dans *Das junge Deutschland in der Schweiz*, Leipzig, 1846, p. 221-222 dans une note qui vaut la peine d'être retranscrite : « Mon plus grand étonnement ici aux communistes et à quelques rédacteurs du "Vorwärts", Marx et Hess qui, dans la polémique entre Becker, le second de Kuhlmann, et moi, en faveur du premier me refusèrent la parole. Dis-moi qui tu hantes, je te dirai qui tu es [en français dans le texte]. D'ailleurs la façon dont ces messieurs écrivaient dans le "Vorwärts" en faveur du communisme prouve assez qu'ils étaient dans la plus totale ignorance de la littérature de cette tendance. » Le *Vorwärts* publia cependant par la suite quelques poèmes insignifiants de Marr.

Bécker répond que le parti constitutionnel en Allemagne n'a rien à proposer au peuple, qu'il est nationaliste et chauvin (Fein ne demandait-il pas l'annexion des pays du Danube pour remédier à la misère en Allemagne ?) et que si une révolution éclatait, ce ne seraient pas les petits-bourgeois satisfaits qui en seraient les artisans ; au contraire, que les communistes, qui constitueraient l'armée d'une telle révolution « montrent au peuple

1° que les ouvriers sont actuellement exploités par des oisifs et des spéculateurs ;

2° comment cela se passe ;

3° comment cela peut être supprimé ; comment tout le monde peut, pour le prix de son travail, être libre et heureux, [...] ;

4° que seul le bien-être matériel est le fondement et le moyen absolument indispensable de la liberté spirituelle et du bonheur ».

A Georg Fein enfin, qui oppose au problème de la misère l'argument bien connu qu'un bon ouvrier trouve toujours du pain, Becker réplique qu'il ne s'agit pas de cela, mais de mettre tous les hommes à même d'être des hommes et qu'il n'est pas nécessaire d'attendre que la misère en Allemagne en soit arrivée au stade de la misère industrielle anglaise, ce qui ne saurait tarder, pour réfléchir aux moyens d'y porter remède. Il est intéressant de constater que l'appartenance à la Ligue des justes ouvre l'esprit de ses membres jusqu'en Suisse à d'autres horizons que l'économie rurale et artisanale helvétique, même s'ils sont largement dépassés par leurs « frères » de Paris ou de Londres. Enfin le *Vorwärts* publie un long article sur la situation sociale, politique et religieuse du canton de Vaud dû à la plume d'un communiste qui, non sans humour, fait apparaître les contradictions et les injustices flagrantes dans le paradis républicain de Vaud où trônent, non la justice et l'égalité tant vantées, mais la propriété et le bourgeois satisfait<sup>47</sup>.

Une dernière forme de la propagande des socialistes et des communistes, ou simplement d'opposants à l'Allemagne des traités de Vienne, est la diffusion dans le feuilleton du *Vorwärts* de

47. « Zustände aus dem Kanton Waadt », *Vorwärts*, nos 74 à 85, 14 septembre au 23 octobre. Les auteurs possibles de l'article seraient A. Becker, Simon Schmidt, Sebastian Seiler, W. Marr ou même H. Döleke, tous ayant séjourné à Lausanne en 1844 et connaissant la situation locale. Les membres de la Jeune Allemagne sont à écarter étant donné l'importance accordée à Weitling et les attaques contre la Jeune Allemagne (cf. note 44). Seiler, de son côté, avait quitté la Suisse dès le mois de juin ; restent Becker et Schmidt. G.M. BRAVO, *op. cit.*, opte pour Becker.



poèmes politiques. Nous ne reviendrons pas sur ceux de Heine, mais il n'est pas le seul : Georg Weber, Wilhelm Marr, Georg Herwegh, Wilhelm Weitling, Adolf Schults, German Mäurer, Friedrich Martens, August Becker et quelques anonymes<sup>48</sup> commentent eux aussi sur le mode poétique et avec plus ou moins de bonheur l'actualité politique, le maître incontesté du genre restant Heine, d'autant plus que l'année du journal s'achève sur la publication de ce chef-d'œuvre satirique qu'est le *Conte d'hiver*.

Par la présence simultanée à Paris du groupe d'écrivains qu'y avait attirés l'édition naufragée des *Deutsch-französische Jahrbücher*, des membres directeurs de la Ligue des justes, d'un poète comme Heine, tous provisoirement rassemblés autour du *Vorwärts* qui ne mérite guère son nom que du jour où il devient leur porte-parole, Paris représente pendant quelques mois le centre de la réflexion et de la propagande révolutionnaire parmi les Allemands. L'importance du journal à cet égard est soulignée tant par Engels à Barmen ou par Weitling en Angleterre que par W. Wolff à Breslau ou August Becker en Suisse : il est l'organe de liaison entre de nombreuses petites communautés socialistes et communistes déjà constituées ou qui prennent tout juste conscience de leur appartenance à ce courant politique et social<sup>49</sup>. En France le *Vorwärts* est lu, de façon certaine, à Paris, à Lyon et à Marseille où existent des sections de la Ligue des justes, ainsi qu'à Mulhouse, à Strasbourg et à Bordeaux, peut-être aussi au Havre et dans les villes du Nord-Est comme Lille, Valenciennes, Bar-le-Duc où les colonies allemandes sont relativement importantes; il est diffusé dans toutes les villes suisses où existent un club de la Jeune Allemagne ou une section de la Ligue des justes, Genève, Lausanne, Morges, Vevey, Morat, Zürich, Winterthur, Berne, Zofingen, Neuchâtel, etc.; en Allemagne, il est lu à Hambourg par l'intermédiaire de Martens, sans doute à Berlin par des artisans qui sont en rapport avec la Ligue des justes, à Breslau grâce à Wilhelm Wolff, en Rhénanie et Westphalie par l'intermédiaire de Moses Hess, d'Engels, des rédacteurs de la *Triersche Zeitung* et de la *Mannheimer Abend-*

48. Cf. le Dossier littéraire et politique du *Vorwärts* à ces différents noms.

49. Wolff et Becker soulignent l'importance du *Vorwärts* dans leurs articles parus dans le journal même, n° 91 du 13 novembre, 97 du 4 décembre; Weitling dans sa lettre à Marx du 18 octobre (cf. texte 19); Engels dans sa correspondance avec Marx, *MEW* 27, d'octobre 1844 à janvier 1845, ou dans ses articles pour le *New Moral World*, *MEW* 2, p. 507, 512. Les articles du *Vorwärts* se passaient alors sous le manteau dans des cercles d'étudiants, d'artisans ou d'ouvriers; cf. « Eine Erinnerung an den Kommunisten Wolff », *Die Grenzboten*, I. Semester, II. Band, 1864, p. 399.

*zeitung* et sans aucun doute dans maintes autres villes où Börnstein avait un correspondant plus ou moins régulier, Königsberg, Chemnitz, Stuttgart, Munich, Vienne peut-être, mais nous entrons ici dans le domaine des hypothèses non vérifiables, bien qu'elles soient très plausibles ; le *Vorwärts* est également diffusé à Londres parmi les membres de la Ligue des justes et à New York par l'intermédiaire de la rédaction de la *Deutsche Schnellpost*. On comprend mieux dans ces conditions que dans sa logique réactionnaire, le gouvernement prussien se soit donné la peine de subir un an de rebuffades de la part du gouvernement français pour obtenir la disparition de la feuille initialement insinifiante de Börnstein.

---

## La répression. Du *Vorwärts* à la *Deutsche-Brüsseler-Zeitung*

Alors qu'il en était question à Paris depuis octobre au moins, c'est seulement en décembre 1843 qu'on avait appris à Berlin, par l'intermédiaire de Metternich, la parution prochaine de deux périodiques allemands, un journal qui rassemblerait « la lie de toute l'écrivainerie politique allemande » (c'est-à-dire le *Vorwärts*) et une revue de tendance communiste (les *Deutsch-französische Jahrbücher*). A cette date, l'Autriche proposait une démarche concertée des cours allemandes auprès du gouvernement français, puis semble avoir préféré que la Diète de Francfort prenne des mesures qui lui épargnent une action diplomatique incertaine<sup>1</sup>. Ce qui fut fait : en janvier 1844, la Diète rappela que l'autorisation préalable était obligatoire pour tout écrit, de plus ou de moins vingt placards, imprimé en langue allemande hors des frontières de la Confédération germanique<sup>2</sup>.

---

1. Gustav MAYER, « Der Untergang der "Deutsch-französischen Jahrbücher" und des Pariser "Vorwärts" », *AGSA*, 1912, p. 415-437 utilise les archives d'Etat prussiennes et je suis ici les grandes lignes de son étude en ce qui concerne les relations diplomatiques Bülow-Arnim-Guizot, dans la mesure où elles ne sont pas infirmées par des recherches postérieures. On peut également consulter Franz MEHRING, *Aus dem literarischen Nachlass von Karl Marx und Friedrich Engels*, vol. 1, Berlin, 1913; Auguste CORNU, *Karl Marx et Friedrich Engels*, vol. 3, Paris, 1962; M. I. MIKHAILOV, « Novye dokoumenty o zakrytii gazety "Vorwärts" », *Voprosii istorii*, n° 12, Moscou, 1961.

Je tiens en outre à remercier ici Bert Andréas qui a mis à ma disposition les notes manuscrites de Gustav Mayer sur cette affaire.

2. *Protokolle der deutschen Bundesversammlung vom Jahre 1844*, Francfort/M, 1844, 3<sup>e</sup> séance, du 18 janvier, § 35 concernant le débit des écrits

L'affaire était donc classée pour Metternich comme pour Bülow, le ministre des Affaires étrangères prussien; non pas cependant pour le ministre de l'Intérieur, le comte von Arnim, plus soucieux de vindicte à l'encontre d'écrivains émigrés, tels Ruge, Marx ou Bernays, que de considérations politiques: il incita donc son homonyme et cousin, le comte von Arnim, ambassadeur à Paris, à une démarche auprès de Guizot, fin février, sans autre résultat que d'attirer à l'ambassadeur une semonce de Bülow<sup>3</sup>. Cependant la parution des *Deutsch-französische Jahrbücher*, dirigées en grande partie contre la Prusse, amène le 20 mars une démarche, officielle cette fois, d'Arnim auprès de Guizot qui montre si peu d'empressement que l'ambassadeur est heureux d'annoncer à son gouvernement que les *Deutsch-französische Jahrbücher* ont fait faillite avec leur premier numéro et ne continueront pas à paraître. On se contente alors du côté prussien de lancer un mandat d'arrêt collectif contre Ruge, Marx, Heine et Bernays, le 16 avril<sup>4</sup>. On pouvait de nouveau croire à Berlin cette affaire de presse réglée car le *Vorwärts*, malgré Börnstein et ses critiques contre la Prusse, semblait en bonnes mains grâce à Bornstedt, et théoriquement ne pénétrait pas en territoire prussien. C'est alors que se situe le tournant inattendu pris par le *Vorwärts* courant mai: avec l'entrée au journal de Heine et Bernays, puis de Ruge, Marx, Weber, Weerth, le *Vorwärts* devenait l'organe bihebdomadaire de ceux qu'on tentait de réduire au silence depuis plusieurs années. Le gouvernement prussien lança d'abord un mandat d'arrêt contre Börnstein, tout aussi platonique que le précédent à l'encontre des anciens rédacteurs des *Deutsch-französische Jahrbücher*; et dans le même temps, ignorant à Berlin que Bornstedt avait pris ses distances par rapport à Börnstein ou avait été écarté par ce dernier, on songea à utiliser Bornstedt pour modérer Börnstein et peut-être même écarter les gêneurs; mais quand, fin juillet, Arnim et Bülow se furent mis d'accord sur la marche à suivre et que l'ordre en eut été

---

imprimés en langue allemande à l'étranger (rappel et extension du décret du 5 juillet 1832).

3. Varnhagen von Ense, Tagebuch, note du 25 mars 1845 (1), ne précise pas la date de la démarche que G. Mayer tient pour incertaine; or elle est confirmée par *Le National*; et le *Vorwärts*, n° 17, 28 février, « Skizzen aus der deutschen Gegenwart », rapporte ceci: « *Le National* nous apprend qu'une demande d'expulsion à l'encontre d'écrivains allemands vivant à Paris a été déposée par le gouvernement prussien auprès du gouvernement français. » La nouvelle est démentie par le « Bureau des démentis » berlinois, cf. *Vorwärts*, n° 23, 20 mars, « Berliner Berichtigungen »; cf. également *Vorwärts*, n° 35, 1<sup>er</sup> mai.

4. Reproduit par Bert ANDRÉAS/Wolfgang MÖNKE, « Neue Daten zur "Deutschen Ideologie" », *ASG* 8, 1968, p. 43. Le mandat d'arrêt fut connu des intéressés par la presse, *Mannheimer Abendzeitung* du 29 juin, [*Augsburger Allgemeine Zeitung* du 6 juillet 1844.

transmis à Paris, l'ambassadeur les informa qu'il n'y avait plus rien à attendre de ce côté<sup>5</sup>.

A Paris même, deux « réfugiés prussiens », du type de Bornstedt mais de moindre envergure, Eduard Crell et Joseph Conrad Friedrich dit Strahlheim, avaient tenté, dès le mois de mai et sans aucun doute avec l'aide des services de l'ambassade de Prusse et de Bornstedt lui-même, une manœuvre de dissuasion en mettant sur pied une agence concurrente de celle de Börnstein et un journal allemand, *Der deutsche Steuer mann* / *Le Pilote germanique*, qui commencera à paraître le 21 juillet<sup>6</sup>. Or, le *Vorwärts* continuait à paraître et même à se mieux porter; étant reçu fin juillet par Guizot à l'occasion de l'attentat manqué de Tschschach contre Frédéric-Guillaume IV, von Arnim en profite pour remettre la question du *Vorwärts* sur le tapis. Le journal, désormais dirigé par Bernays, publiait depuis le début du mois des commentaires poétiques et politiques sur le soulèvement silésien et l'agitation sociale en Bohême qui ne pouvaient être au goût prussien. La réponse de Guizot, transmise à Berlin le 31 juillet, était nette; il fallait, ou bien se contenter d'étouffer le *Vorwärts* par un procès en police correctionnelle pour défaut de cautionnement<sup>7</sup>, ou bien, si le gouvernement prussien tenait à l'expulsion des écrivains et des journalistes incommodes, il était nécessaire qu'il en fasse officiellement la demande. Entre-temps, le journal aggravait son cas, si besoin

5. Le ministre de l'Intérieur Arnim estimait, contre Bülow, indigne de la grandeur prussienne de recourir aux services de son agent Bornstedt en cette circonstance. L'ambassadeur, qui ignorait tout de ces tractations, avait délivré dès le 13 juillet un passeport à Bornstedt pour se rendre en Prusse. Ce dernier n'en fera d'ailleurs usage qu'en octobre. Cf. J. GRANDJONC, *Les Emigrés allemands*, op. cit., p. 159.

6. Le *Vorwärts*, n° 43, du 29 mai, reproduit partiellement et commente le prospectus du *Nouveau journal allemand à Paris*. « Il n'est sans doute rien de plus surprenant que de voir écrit noir sur blanc qu'on n'existe pas. — C'est ce qui nous est arrivé lorsque nous avons eu par hasard entre les mains l'annonce d'un nouveau journal allemand à Paris, qui paraîtra on ne sait quand, sera publié par on ne sait qui, imprimé et édité on ne sait où [...]. Il est simplement dit dans le prospectus en question " que faisait défaut jusqu'alors à la population allemande vivant en France un journal en sa langue ". Est-ce assez clair ? d'un trait de plume nous sommes rayés de la liste des vivants. Ce journal se tiendra " éloigné de toute querelle politique " et sera l'œuvre " de penseurs profonds, tels que sont les Allemands [...] naturellement réfléchis et poétiques ". » [Fin de citations du prospectus et du *Vorwärts*.] Le bureau administratif annexé au journal, qui deviendra bientôt *Bureau central germanique*, se propose de recevoir et de renseigner tous les Allemands arrivant à Paris, de leur fournir des adresses utiles (il annonce un fichier de 17 000 adresses allemandes à Paris, de plus de 200 000 adresses françaises), de les conseiller pour tout ce qui relève de l'administration : actes notariés, procédure, passeports, etc. Il n'y a que les ambassades qui aient été à même de remplir ces promesses du *Steuer mann*.

7. La caution, qui s'élevait à 20 000 F., était un des moyens prévus par la loi du 9 septembre 1835 pour étouffer la presse républicaine.

était, en traitant de deux sujets épineux : la « politique sociale » inaugurée par le roi de Prusse à la suite des émeutes silésiennes et la tentative d'assassinat de Tschech, à propos de laquelle Bernays écrivait : « L'attentat contre un roi allemand est pour l'Allemagne l'unique argument contre l'absolutisme allemand, tous les autres ont fait long feu. L'absolutisme, dès qu'il peut être attaqué, perd sa nature divine, infaillible. » Il en résulte, début août, une démarche supplémentaire de l'ambassadeur prussien auprès du ministre français qui promet, selon le rapport de von Arnim, d'exposer l'affaire au prochain conseil du roi et de proposer l'expulsion de Börnstein, Ruge, Marx et Heine<sup>8</sup>. Il avait fallu six mois de démarches pour que l'affaire fût évoquée par Guizot devant ses collègues; le 20 août, Guizot apprenait à von Arnim que deux actions allaient être engagées, une en correctionnelle contre Bernays, à titre de responsable de la publication, une autre devant les assises contre les autres collaborateurs qui seraient inculpés d'incitation au régicide, condamnés en conséquence et expulsés. Mais, sans doute, ni Guizot ni von Arnim ne se faisaient beaucoup d'illusions sur les dispositions d'un jury parisien à condamner, pour délit de presse, quelques écrivains étrangers à seule fin de faire plaisir au roi de Prusse. Il fallait donc, dans la perspective de von Arnim, préparer à une condamnation infamante et à des expulsions l'opinion publique française et accessoirement allemande, ce à quoi s'emploie Bornstedt, de retour à Paris depuis le mois de juillet, qui ouvre sa campagne contre les rédacteurs du *Vorwärts* dans la presse française début septembre après l'avoir amorcée dans la presse allemande par le canal de l'[*Augsburger*] *Allgemeine Zeitung* dans la dernière semaine d'août, c'est-à-dire dans les jours qui suivent l'entrevue von Arnim-Guizot. Cette campagne de Bornstedt pour l'ambassade de Prusse déclenche une double polémique, d'abord du *Vorwärts* contre les attaques de l'*Allgemeine Zeitung*<sup>9</sup>,

8. Bernays, qui n'avait pas signé l'article sur le régicide et dont le nom ne figurait pas encore comme rédacteur responsable, est alors oublié. L'information de l'ambassade et du gouvernement français sera complétée courant août.

Heine n'est mentionné que dans le rapport de von Arnim, qui prend ses désirs pour des réalités; il ne figure pas dans la lettre de Guizot à Duchâtel sur cette affaire (texte 21).

L'affaire fut évoquée au Conseil des ministres du 11 août en l'absence de Duchâtel, qui est de retour le 20, jour de la nouvelle entrevue Guizot-von Arnim.

9. Les premières « perfidies » de l'A.A.Z., comme le dit Bernays, paraissent dans son n° 239 du 26 août 1844, p. 1908-1909 sous la rubrique « Aus Süddeutschland », et sont dirigées contre Ruge et Marx comme rédacteurs des *DJL*, contre Börnstein comme rédacteur du *Vorwärts*. La réponse, de Bernays, paraît dans *Vorwärts*, nos 71 et 72 des 4 et 7 septembre sous le

ensuite des journaux de la gauche parisienne contre ceux d'extrême-droite pour leurs articles diffamatoires ou de pure calomnie à l'encontre du *Vorwärts*<sup>10</sup>, ce dernier évitant d'intervenir dans la querelle en France. Il est difficile de parler d'arguments en cette affaire où le ressort exclusif est, de la part de la presse d'extrême-droite française et de l'*Allgemeine Zeitung*, le mensonge, la tartuferie et, par l'accusation réitérée de communisme, l'appel à la répression juridique et policière, ce qui entraîne un véritable règlement de compte : entre

titre « Deutsche Briefe » et « Offene Epistel an die "Allgemeine Augsburger Zeitung" ».

L'A.A.Z., n° 254, 10 septembre, p. 2029 (correspondance de Paris à la *Leipziger Zeitung*, reprise par A.A.Z.) apporte des précisions sur la rupture de Ruge avec le socialisme et avec Marx et sur la nouvelle direction du *Vorwärts* désormais aux mains de Bernays; puis A.A.Z., n° 268, 24 septembre, p. 2139-2140 (correspondance de Paris à la *Karlsruher Zeitung* reprise par A.A.Z.) annonce la comparution de Bernays devant le juge d'instruction en vue d'un procès en assises pour le mois de novembre, et publie la lettre non signée de Bornstedt dénonçant les rédacteurs du *Vorwärts* (cf. texte 24). Bernays répond à ces attaques convergentes dans le *Vorwärts*, n° 80, 5 octobre, « Rechnungsabschluss mit der "Allgem. Augsb. Zeitung" » et Börnstein revient sur toute l'affaire dans le *Vorwärts*, n° 82, 12 octobre en citant intégralement un bref article de la *Schweizerische National-Zeitung* (Bâle) qu'il avait sans doute lui-même envoyé à la rédaction du journal bâlois, « Noch einmal die "Augsb. Allgem. Zeitung" ».

L'A.A.Z., n° 300, 26 octobre, p. 2399 s'en prend personnellement à Börnstein et à Bernays, félicite Ruge de s'être détaché de ces personnages méprisables qui, après avoir tourné leur veste, ont fait du *Vorwärts* le porte-parole du « tailleur Weitting » et osent s'en prendre aux « honorables Allemands de Paris » (i.e. Bornstedt et consorts); et avant que la réponse du *Vorwärts* ne parvienne en Allemagne, Bornstedt publiait encore une *Déclaration*, signée, dans l'A.A.Z. n° 313, 8 novembre, p. 2501, où il prétend que Börnstein avait pris des engagements envers lui, Bornstedt, pour la rédaction du *Vorwärts* et ne les a pas remplis. Deux réponses du *Vorwärts* : le n° 89 du 6 novembre, BERNAYS et BÖRNSTEIN, « Die Augsburger "Allgemeine" gibt noch keine Ruhe », et le n° 90 du 9 novembre, « Mysterien aus dem Redaktionsbureau der "Augsburger Allgemeinen Zeitung" ».

L'A.A.Z. n° 337, 2 décembre, p. 2694-2695 reproduit la déclaration du comte von Arnim, ministre de l'Intérieur prussien, contre le *Vorwärts*, prononcée à Berlin le 20 novembre à l'occasion de l'anniversaire de l'administration municipale de cette ville; trois colonnes sont ensuite consacrées à analyser les tendances impies et destructrices du *Vorwärts*. Bernays et Börnstein répliquent longuement aux attaques dans le *Vorwärts*, n° 100, 14 décembre, « Cordialer Brief an die Leser des "Vorwärts" », n° 101, 18 décembre, « Philisterthum der A. Augsb. Zeitg », et n° 103, 25 décembre, « Die Masken herunter ! ».

10. Du côté français, les attaques de Bornstedt commencent dans *L'Espérance* du 6 septembre (texte 22) et sont suivies d'une contre-attaque du *National* du 17 septembre qui s'en prend à Guizot et à l'ambassadeur de Prusse (texte 23).

Nouvelle offensive de Bornstedt dans la *Revue de Paris* du 28 septembre (texte 25) avec réplique du *Vorwärts* par une lettre à la rédaction de la revue, qui fait amende honorable dans son numéro du 1<sup>er</sup> octobre (texte 26), et au *National* qui la publie le 1<sup>er</sup> octobre également.

Attaques réitérées dans *L'Espérance* du 4 octobre (texte 27) et orchestrée, après le départ de Bornstedt, par *Le Globe* du 8 octobre (texte 28) et *La France* du 9 octobre.

Börnstein et Bornstedt, qui a d'ailleurs quitté Paris pour Berlin début octobre <sup>11</sup>, entre Börnstein et Cotta, entre Bernays et Cotta, et même entre journalistes français qui s'en étaient pris au *Vorwärts*, Granier de Cassagnac (du *Globe*) et Xavier Marmier (de *La Revue de Paris*)!

Tandis que la calomnie allait bon train, von Arnim rencontrait Guizot le 4 octobre. Que s'était-il passé depuis leur dernière entrevue ? Bernays seul, à titre de rédacteur du *Vorwärts*, avait reçu vers le 10 septembre une convocation du juge d'instruction qui devait décider s'il serait traduit devant la cour d'assises pour la session de novembre ou simplement devant le tribunal correctionnel <sup>12</sup>. Autant dire qu'aux yeux de la Prusse rien de tangible n'avait encore été entrepris contre la tourbe des collaborateurs du *Vorwärts* dans son ensemble. Non pas sans doute que Guizot ait eu la moindre sympathie pour le journal, mais parce que sa marge de manœuvre politique était réduite : appelé au gouvernement en 1840 en remplacement de Thiers pour éviter un conflit armé alors que les passions chauvines étaient déchaînées, il devait se garder de l'opposition nationaliste, de l'opposition légitimiste et de l'opposition républicaine, qui faisait jouer elle aussi la corde nationale; or il est en 1844 aux prises avec l'Angleterre, en pleine affaire Pritchard, d'où ses réponses dilatoires de février 1844 à février 1845. Sitôt connues l'inculpation probable de Bernays et les poursuites contre le *Vorwärts*, une grande partie de la presse s'en prend de nouveau à ce gouvernement qui cède à toutes les injonctions étrangères, prussiennes quand elles ne sont pas anglaises. Ce qui explique que Guizot s'emploie à réduire les exigences prussiennes en ce domaine et, dans un premier temps, essaie de faire comprendre à von Arnim qu'il ne pouvait être question d'expulser H. Heine, lié à tout ce que Paris comptait alors d'intelligence et d'influence. Sinon comment l'ambassadeur aurait-il pu écrire à son gouvernement : « J'en viens à me demander si le Sr Heine collabore réellement au *Vorwärts* <sup>13</sup> » ! Heine avait publié douze

11. Afin d'y rendre compte de son activité de mouchard et d'agent stipendié.

12. Cette date approximative du 10 septembre découle des articles du *National* et de *La Réforme* (« deux jours après la conclusion de l'affaire de Taïti ») et du fait que, si le numéro du *Vorwärts* daté du 11 septembre porte encore le nom de Bernays comme rédacteur responsable, celui du 14 est à nouveau au nom de Börnstein : par politique sans doute, et dans l'espoir de détourner les mesures administratives ou judiciaires du *Vorwärts*, Bernays quittait officiellement la direction du journal qu'il continuait cependant à assurer sous la couverture de Börnstein.

13. Cité par G. MAYER, *op. cit.*, p. 431. Plusieurs raisons convergentes purent jouer en faveur de Heine, d'ordre personnel, d'ordre politique et même d'ordre juridique : il était né en 1797 à Düsseldorf, dans une région occupée



poèmes dans le journal, dont le moindre lui aurait valu en Allemagne des poursuites pour crime de lèse-majesté, et c'est sa collaboration en mai qui avait justement relancé les démarches prussiennes. On comprit ce langage diplomatique à Berlin et, pour en finir avec le *Vorwärts*, on renonça provisoirement à demander l'expulsion de Heine. Mais un procès en assises posait bien d'autres problèmes, il y aurait fallu expliquer trop de choses aux jurés, entre autres les raisons des démarches diplomatiques prussiennes et de leur acceptation par le gouvernement français, ce qui indisposerait à coup sûr les jurés comme l'opinion publique; on savait en outre depuis septembre que, s'ils étaient inculpés, les rédacteurs du *Vorwärts* avaient l'intention de produire pour leur défense une brochure publiée à Berlin avec l'assentiment de la censure où l'auteur, un noble prussien, regrettait que Louis-Philippe n'ait pas été assassiné par Fieschi ou l'un de ses successeurs<sup>14</sup>. L'issue d'un tel procès « pour le roi de Prusse », intenté à quelques-uns des publicistes les plus spirituels ou les plus mordants que comptait l'Allemagne et que viendraient défendre à la barre les ténors des grands procès politiques français était si incertaine, les coups portés au prestige de la monarchie prussienne comme à celui du gouvernement français si assurés que Guizot donna sans doute les instructions nécessaires pour que la chambre des mises en accusation ne retienne contre le *Vorwärts* que le défaut de cautionnement qui n'entraînait qu'une condamnation minime, mais assurée, en correctionnelle. C'est ce qu'il fit admettre également à von Arnim le 14 novembre, bien qu'aux yeux de ce dernier le « mal » n'ait fait qu'empirer au *Vorwärts* où on célébrait désormais en Weitling un martyr du communisme, où Engels publiait sa deuxième étude sur l'Angleterre, où Heine servait chaque jour depuis octobre une tranche de sa satire *Deutschland, ein Wintermärchen*, où enfin on faisait régulièrement de la formation socialiste et athée. En revanche Arnim et Guizot s'entendaient pour que des mesures d'expulsion administrative soient prises par la préfecture de police, aux termes de la loi sur les émigrés, à l'encontre des rédacteurs du *Vorwärts* et des « meneurs » communistes dont l'ambassade fournirait la liste. Le 13 décembre, Bernays comparait devant la 8<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris, « inculpé d'avoir publié un journal périodique paraissant deux fois par semaine, traitant de matières politiques, sans avoir effectué le dépôt préa-

---

depuis 1794 par les troupes françaises et un décret révolutionnaire accordait le droit de cité aux personnes nées postérieurement à cette occupation.

14. La brochure *Reaction und Adel* est citée par Börnstein dans le *Vorwärts*, n° 23 du 20 mars, en note, page 1.

lable du cautionnement exigé par la loi ». L'accusation était fondée exclusivement sur les numéros 62 à 66 du 3 au 17 août dans lesquels on avait relevé l'apologie du régicide en Allemagne, une critique de la « fausse dévotion bernoise » et de la politique française : « la constitution française est qualifiée de *forme bâtarde* » et « le rédacteur semble qualifier les sentiments qui ont dirigé Tschech d'*idées françaises* ». Le procureur, suivi par le juge, concluait à la culpabilité et à la condamnation : deux mois de prison, 300 F d'amende et les dépens <sup>15</sup>. Le 21 décembre, Arnim apportait à Guizot sa liste d'indésirables, au nombre de neuf, « Heinrich Börnstein de Vienne [*sic*], Karl Ludwig Bernays de Mayence, Karl Marx de Trèves, Friedrich Wilhelm Mäurer de Bensberg près de Cologne, Friedrich Anton Wild de Trèves, le Dr Arnold Ruge de Saxe, Heinrich Weil de Francfort-sur-le-Main, Friedrich Alexander Vieweg de Brunswick, Georg Herwegh de Wurtemberg » ; Guizot accepta de faire expulser Bernays et Börnstein, Ruge et Marx et il transmit le dossier au ministre de l'Intérieur pour exécution <sup>16</sup>.

15. *Gazette des tribunaux*, n° 5504, 14 décembre 1844, cf. texte 29. Rendent compte du procès et de la condamnation le *Vorwärts* du 14 décembre, *Le National* du même jour, *La Réforme* du 15, *L'Espérance* du 17 et l'*A.A.Z.* du 18 ; ni *Le Globe*, ni *La France* n'en soufflent mot.

Bernays subit sa peine du 28 décembre 1844 au 27 février suivant ; cf. Archives de la Seine, DY, vol. 36, texte 31.

16. Cette liste assez fantaisiste (même du point de vue prussien), publiée pour la première fois par M.I. MIKHAILOV, *op. cit.*, et dont ni F. Mehring ni G. Mayer n'avaient eu connaissance, coupe court aux supputations sur le nombre et la personne de ceux que l'ambassadeur voulait voir expulser ou non en cette fin d'année 1844. Depuis les mandats d'arrêt du 16 avril (contre Ruge, Marx, Heine et Bernays) et du 11 juillet (contre Börnstein), on avait vu Arnim et Guizot s'entendre début août sur les noms de Börnstein, Ruge, Marx, (Heine) ; puis fin août Bornstedt dénoncer dans un rapport à Berlin « les radicaux aigris et excités qui veulent la destruction de la religion, le partage des biens, le communisme, et prêchent le régicide » : Bernays, Heine, Ruge, Marx, Hess, G. Weber et G. Mäurer (cité par G. MAYER, *op. cit.*, p. 433) ; après avoir renoncé à Heine, Arnim reprenait donc un refrain connu : Börnstein, Bernays, Marx et Ruge auxquels venaient s'adjoindre deux intouchables, Herwegh (dont la célébrité à l'époque était presque l'égale de celle de Heine) et Mäurer (qui était naturalisé français depuis octobre 1843) et trois personnages obscurs, Friedrich Anton Wild de Trèves, Heinrich Weill de Francfort/M, Friedrich Alexander Vieweg de Brunswick, qui venait de racheter le fonds de la librairie Brockhaus et Avenarius à Paris... G. Weber avait quitté Paris courant octobre (sa dernière contribution au *Vorwärts* est du 9 octobre, et il écrit à Marx de Kiel pour la seconde fois le 22 novembre, cf. B. ANDRÉAS/W. MÜNKE, « Neue Daten... », p. 48) ce qui explique qu'il n'ait pas les honneurs de la liste de l'ambassade.

Duchâtel, le ministre de l'Intérieur, signa la décision d'expulsion le 11 janvier 1845, les arrêtés d'expulsion individuels furent pris par le préfet de police, Delessert, le 13 et contresignés par le ministre le 16 janvier : ceci ressort de la publication par Arnold Ruge de son propre arrêté d'expulsion dans « Studien und Erinnerungen aus den Jahren 1843-1845 », *Gesammelte Schriften*, Mannheim, 1847, vol. V, p. 394-395.

Les arrêtés furent notifiés aux intéressés le 25 janvier 1845.

Mais certains Allemands bien intentionnés n'avaient pas désarmé contre Heine qui était rentré à la mi-octobre de son dernier voyage à Hambourg et dont le *Conte d'hiver* venait de paraître en traduction dans la *Revue de Paris*, ce qui lui valait un regain de célébrité en cette fin d'année 1844<sup>17</sup>. Les attaques partent de deux côtés à la fois : de la part de Bornstedt d'abord, revenu depuis peu de Berlin, et qui désirait sans doute se distinguer aux yeux de ses employeurs prussiens<sup>18</sup> ; ensuite de la part de certains ennemis personnels de Heine qui se parent du titre de républicains ou de patriotes allemands, en premier lieu Salomon Strauss qui fait paraître une série d'insertions payantes contre Heine dans la presse française<sup>19</sup>. Heine et ses amis faisaient répliquer dans *Le National* du 27 décembre à la première série d'attaques dont le poète était l'objet ; le journal français recommandait d'ailleurs à tous les Allemands émigrés de clore cette polémique. Et le *Vorwärts*, dans son numéro unique de 1845, publie en allemand et en français l'entrefilet suivant daté du 30 décembre 1844 : « Il y a quelques jours plusieurs prétendus patriotes allemands se rendaient des bureaux du *National* à ceux du *Charivari*, des bureaux de la *Revue de Paris* à ceux de la *Démocratie Pacifique*, etc., et y colportaient certains articles anonymes de la *Gazette d'Augsbourg*. Ils espéraient, grâce à ces articles, faire croire aux journaux français que Henri Heine n'était qu'un apostat, et que son adhésion au mouvement révolutionnaire de l'Allemagne n'était pas sincère. Rien de plus comique que cette tentative de la part de quelques individus ignorés et ignorants, de vouloir formuler un jugement sur la valeur de cet écrivain. Voulant éviter de tomber dans le même ridicule, nous nous garderons d'entreprendre la justification de M. H. Heine, véritable incarnation du principe humanitaire en Allemagne, vis-à-vis de ces messieurs dont le seul mérite est d'avoir connu Louis Börne et de s'être enthousiasmés pour l'événement d'Hambach. Ces " patriotes " n'ayant point les ca-

17. *Allemagne, conte d'hiver* paraît dans la *Revue de Paris* des 7 et 10 décembre 1844. Articles louangeurs dans *Le Charivari* du 19 novembre, la *Revue des deux mondes* du 1<sup>er</sup> décembre, le *Journal du commerce* du 10 décembre et *Le National* du 16 décembre.

18. Dès le 23 décembre, *Le National* fait état d'attaques des « patriotes allemands ».

19. Salomon Strauss avait été provoqué en duel par Heine en 1841 pour une précédente campagne de presse à propos du livre de Heine, *Ludwig Börne, eine Denkschrift*, par lequel Strauss s'estimait blessé dans son honneur. A propos de la note payée par Strauss à l'agence de publicité Laffite, cf. Lucienne NETTER, « Une campagne de presse contre Heine », *Etudes germaniques*, Paris, 1972, p. 80-86. Les journaux dans lesquels les insertions furent publiées sont *Le Siècle* du 31 décembre 1844, le *Satan* des 11 et 16 janvier 1845, *La Gazette de France* du 13 janvier et *Le Charivari* du 17 janvier.

pacités nécessaires pour entreprendre une critique sérieuse des autres écrits si nombreux de H. Heine, il ne leur reste d'autre moyen que de le rendre suspect par des dénonciations anonymes. Quant à nous, nous sommes profondément convaincus que les journaux français ont laissé surprendre leur bonne foi, en se faisant l'écho des haines personnelles de ces prétendus patriotes. »

Si le gouvernement prussien avait espéré une action immédiate de la part de la France en décembre, il lui fallait de nouveau déchanter car tout d'abord il ne se passa rien, ou du moins rien de tangible ou de nature à le satisfaire. La condamnation de Bernays n'entraînait pas en droit la suppression du journal; bien au contraire l'équipe rédactionnelle du *Vorwärts*, sans se laisser intimider ni décourager par la mésaventure de Bernays, décidait dès la mi-décembre de transformer le journal en une revue mensuelle pour laquelle aucune caution n'était exigée, intitulée *Vorwärts, Pariser deutsche Monatschrift*, et paraissant sur 100 pages le 16 de chaque mois<sup>20</sup>. C'est ce qu'elle annonçait dans son numéro prospectus du 1<sup>er</sup> janvier 1845, tandis que le dossier d'expulsion progressait d'un ministère à l'autre. Les épreuves, retardées sans doute par les nécessités nouvelles de rédaction et par l'absence provisoire de Bernays alors à Sainte-Pélagie, étaient à la correction lorsque, le 25 janvier, la préfecture de police signifiait à Marx, Ruge, Bernays, Börnstein et, ô ironie du sort, à Bornstedt, dont la police française se débarrassait par la même occasion, d'avoir à quitter Paris dans les vingt-quatre heures et la France dans les plus brefs délais. La tempête au parlement et dans la presse, que craignait Guizot depuis le début de l'affaire, se déchaîna comme prévu<sup>21</sup> et on commença à accorder des délais, on laissa jouer les influences : Ruge, qui avait signé ses articles du *Vorwärts* du pseudonyme « un Prus-

20. Un billet de Marx à Börnstein nous apprend que le premier numéro devait comporter un article de Heinrich Bürgers ; une critique de Stirner ; « L'Unique et sa propriété », par Marx, primitivement prévue, devait être reportée au second numéro, le texte n'étant pas prêt pour la première livraison (cf. *MEW* 27, p. 432, billet de Marx à Börnstein, de décembre 1844 ou janvier 1845). C'est cette critique, considérablement augmentée, qui deviendra la partie centrale de *L'Idéologie allemande* (Concile de Leipzig, Saint Max).

21. Il fallut aux Allemands frappés par la mesure d'expulsion environ une semaine pour alerter la presse française : cf. *Courrier français* des 30 et 31 janvier, *Le National* du 31 janvier, *La Réforme* des 31 janvier et 4 février. *Der Deutsche Steuermann/Le Pilote germanique*, qui avait ignoré l'existence du *Vorwärts* tout au long de l'année 1844, en annonçait dans son numéro du 12 janvier la transformation en revue : il assortissait alors cette nouvelle de menaces à peine voilées à l'encontre des rédacteurs ; il récidivait le 8 février, se félicitant de l'expulsion prise à l'encontre d'individus « qui piétinent les lois, le droit, la religion et tout ce qui est cher au cœur de l'homme », et faisant la leçon à la presse de gauche française qui ne comprend pas l'allemand du *Vorwärts*. Cela lui vaut une réplique de *La Réforme* du 14 février ; nouvelle réponse dans le *Steuermann* du 16.

sien », se souvint à temps qu'il était saxon et obtint de rester momentanément à Paris; Börnstein, convoqué à la préfecture de police, accepta un « compromis » : contre la non-publication du *Vorwärts* nouvelle manière, selon ses dires, et contre la promesse de se mettre au service de la police française selon toute vraisemblance, il obtenait l'annulation de l'arrêté d'expulsion le concernant<sup>22</sup>; Bernays enfin fut « oublié » à sa sortie de prison le 27 février. *Ne quittèrent Paris finalement en exécution de la mesure d'expulsion que Karl Marx (le 1<sup>er</sup> février 1845) et Adalbert von Bornstedt (le 21 février)*. A propos de ces expulsions, on lit trop souvent que furent expulsés en compagnie de Marx un certain nombre d'étrangers qui ne furent nullement inquiétés à cette époque : Heinrich Bürgers, Michael Bakounine, ou même Karl Grün, etc. ; il est utile de ramener à sa juste proportion le succès des démarches prussiennes qui obtinrent sans doute le départ de Marx mais sont mises devant le fait accompli pour Bornstedt ; Bürgers se rendit à Bruxelles en compagnie de Marx de son plein gré<sup>23</sup> ; Karl Grün resta en France sans être inquiété jusqu'en mars 1847, Bakounine fut expulsé en décembre 1847, peu de temps avant Engels, expulsé en janvier 1848. Le correspondant des *Grenzboten* donne les renseignements suivants sur l'expulsion de Marx et celle de Bornstedt. « Dès la première réclamation, on a autorisé Börnstein à prolonger son séjour ici [...]. Seul Marx est parti, muni de deux passeports, dont l'un contient

22. Börnstein rapporte dans ses *Mémoires, 75 Jahre...*, *op. cit.*, p. 356, qu'entre lui-même et le ministre de l'Intérieur, Duchâtel, « fut conclu un compromis selon lequel l'expulsion était rapportée et en contrepartie [ils étaient] priés par égard envers le gouvernement de suspendre la publication du *Vorwärts* ». L'argument est spécieux car dans un compromis, Börnstein n'avait rien à offrir — la mesure d'expulsion suffisant à tuer le *Vorwärts* — que ses éventuels services de mouchard parmi les Allemands de Paris.

A l'appui de cette hypothèse concourent les faits suivants : a) il existe une série de rapports de police de 1846 sur l'activité des Allemands du Comité de correspondance communiste de Bruxelles, dont l'auteur bien renseigné est à Paris. Ainsi cette lettre de la préfecture de police à Guizot, du 13 août 1846 : « On annonce la prochaine arrivée *ici* (souligné par moi, J.G.) de plusieurs des principaux meneurs, notamment du Sr. Hess [...] et du Sr. Engels. » Le renseignement suivait sans doute le canal de la correspondance Marx/Engels avec Ewerbeck, puis Bernays, enfin Börnstein et la préfecture de police. b) Les Bruxellois soupçonnaient d'ailleurs Börnstein ; Engels écrit de Paris à Marx à Bruxelles, le 19 août 1846, à propos de ce même voyage, sans savoir que son arrivée a déjà été annoncée à la police : « Comme Börnstein, en sa qualité de mouchard, ne doit pas savoir que je suis ici, nous n'avons pas écrit à B[ernays] que », [etc.], *MEW* 27, p. 35. c) Enfin en 1848 Börnstein rédigea pour le ministre des Affaires étrangères 135 rapports sur l'évolution des événements révolutionnaires en Allemagne, faits d'après la presse allemande. Même si les circonstances avaient changé, on peut s'étonner de la facilité avec laquelle Börnstein se met à ce travail pour lequel il demande le salaire suivant : un poste de consul de France dans une ville des Etats-Unis !

23. Cf. NICOLAIEVSKI/MAENCHEN-HELFFEN, *La Vie de Karl Marx*, Paris, 1970, p. 105. Cf. également ANDRÉAS/MÖNKE, *op. cit.*, p. 12.

l'arrêt d'expulsion, tandis que l'autre est un passeport français régulier, avec lequel il peut parcourir le monde comme tout citoyen français [...]. Il aurait suffi d'une réclamation de sa part pour qu'il puisse continuer à vivre à Paris. Mais on ne peut reprocher à un homme blessé dans son bon droit de n'en avoir pas fait usage. » Et deux semaines plus tard : « Il y a ici quelques autres personnages qui, à propos de leur expulsion de France, dans des articles qu'ils ont rédigés eux-mêmes, se font passer pour des martyrs politiques [...]. Le seul à qui l'on ait fait tort est Marx qui n'a d'ailleurs fait aucune démarche pour rester. Par contre, il n'y a rien à dire contre l'expulsion du sieur von Bornstedt car même aux yeux des radicaux les plus marqués il a bien mérité son sort<sup>24</sup>. » Il faut évoquer également un problème annexe et non résolu, celui de la participation du savant Alexander von Humboldt à cette opération de haute et de basse police. L'arrivée et la réception par Louis-Philippe à Paris, début janvier, de Humboldt, à qui le gouvernement prussien confiait parfois des missions diplomatiques délicates, firent penser au groupe des Allemands touchés par la mesure d'expulsion qu'ils lui devaient leurs derniers ennuis, et ce sentiment a été recueilli par certains historiens qui attribuent un rôle déterminant à Humboldt en cette affaire. Or, d'une part, il ne reste aucune trace d'une telle démarche, tandis qu'on a la preuve de celles qui furent faites par l'ambassadeur ordinaire von Arnim et que le délai d'exécution entre le 21 décembre, date à laquelle ce dernier remettait sa liste noire à Guizot, et le 25 janvier, date à laquelle les intéressés étaient avertis de leur expulsion, ne pouvait guère être accéléré<sup>25</sup>. En outre, même si le *Vorwärts* avait disparu et

24. *Grenzboten*, 1845, 1<sup>er</sup> semestre, p. 386-387 et p. 561. L'allusion à un double passeport de Marx n'est attestée nulle part ailleurs.

25. Le groupe des émigrés allemands autour du *Vorwärts* semble avoir été convaincu dans son ensemble du rôle noir de Humboldt en cette affaire. On remarquera seulement que le premier à en parler est Börnstein, dans une correspondance du 27 janvier 1845 pour la revue *Die Jahreszeiten* de Hambourg. Viennent ensuite Bernays, lettre du 3 février 1845, écrite de Sainte-Pélagie, cf. « Neue Daten... », *op. cit.*, p. 14; puis Jenny Marx dans une lettre à son mari, des 4 et 10 février 1845 : « Voilà les belles suites de cet infâme gouvernement des guizotine, humboldtair » (en français), IML Moscou, communiquée par B. Andréas; enfin Ruge, dans une lettre à Johann Jacoby du 11 février 1845, *Briefwechsel*, p. 394.

Par la suite ENGELS, dans son article « Karl Marx » (*Volkskalender*, 1878), y fait une allusion prudente : « M. Alexander von Humboldt joua, paraît-il, les intermédiaires » (*MEW* 16, p. 363).

MEHRING donne la participation de Humboldt comme un fait assuré, cf. *Aus dem literarischen Nachlass*, p. 36-37; *Geschichte der deutschen Sozialdemokratie*, réédition, Berlin, 1960, vol. 1, p. 205; *Karl Marx. Geschichte seines Lebens*, réédition, Berlin, 1964, p. 93.

NICOLAÏEVSKI/MAENCHEN-HELFFEN, *La vie de Karl Marx*, Paris, Gallimard,

si Marx était expulsé, il est bien difficile de parler d'une victoire diplomatique prussienne : le 14 mars, von Arnim à Berlin ne savait encore rien par la voie officielle sur l'exécution des promesses françaises; le 7 juillet, von Arnim, l'ambassadeur à Paris, apprenait de Guizot que toute mesure d'expulsion était « momentanément suspendue », tandis que durant cette période un autre von Arnim, ambassadeur de Prusse à Bruxelles, s'employait avec l'aide de l'ambassadeur de France à faire quitter la Belgique à Bornstedt pour la France<sup>26</sup>. L'intervention de A. von Humboldt comme ambassadeur spécial pour régler cette affaire avec Guizot ou Louis-Philippe lui-même aurait sans doute été couronnée d'un peu plus de succès. Or l'été 1845, malgré la surveillance policière française, marque pour les communistes allemands à Paris une recrudescence d'activité : en août Hermann Ewerbeck commençait avec Karl Grün et German Mäurer la publication d'une nouvelle revue, *Blätter der Zukunft*, organe d'un socialisme et d'un communisme fumeux, certes, mais dépendant de la Ligue des justes, tandis que Mäurer avait entrepris depuis le mois de juin le siège de *Der deutsche Steuer mann* qui allait bientôt tomber entre ses mains et qu'Ewerbeck s'attaquait, sans succès, à l'*Atelier*. On se reportera au chapitre d'introduction sur la place du *Vorwärts* dans la presse de l'émigration pour les deux publications allemandes, *Blätter der Zukunft* et *Der Deutsche Steuermann*<sup>27</sup>; pour sa part l'offensive

1970, p. 105, font même état d'une lettre et d'un cadeau de Frédéric-Guillaume IV à Louis-Philippe.

Je me demande s'il faut accorder à cette information, dont l'origine est vraisemblablement Börnstein, plus de sérieux qu'à cette anecdote répandue alors sur le compte de la préfecture de police qui aurait fait rechercher dans Paris, en janvier 1845, l'écrivain viennois F. A. Gräffer, le prenant pour un bonapartiste allemand à expulser, à cause d'une nouvelle sur le duc de Reichstadt, publiée vingt ans plus tôt et reprise par Börnstein dans le *Vorwärts*; cf. *Die Grenzboten*, 1845, 1<sup>er</sup> semestre, p. 604.

26. Cf. en particulier la lettre de Rumigny à Guizot, du 27 février 1845, *AMAE*, Correspondance politique, Belgique, vol. 26, p. 60 : « M. le Comte Goblet m'a fait part des représentations du ministre de Prusse et m'a demandé s'il pouvait espérer que le gouvernement du roi [Louis-Philippe] consentirait à permettre que ces réfugiés pussent continuer à résider encore en France pour quelque temps. » Pendant trois ans, Rumigny essayera en vain de faire expulser Bornstedt de Belgique.

27. Pour *Blätter der Zukunft*, cf. en outre Bert ANDRÉAS/Wolfgang MÖNKE, « Neue Daten zur "Deutschen Ideologie" », *op. cit.*, p. 133 et Jacques GRANDJONC, « Die Stimme des Volks 1839 oder Blätter der Zukunft 1845 » in *ASG IX*, 1969, p. 499-507.

*Der deutsche Steuermann*, conservé uniquement et de façon incomplète à la B.N., Paris, commence ses attaques contre les communistes allemands dans son n° 17 du 25 mai 1845, peu après les perquisitions de la police au domicile de ces derniers : l'article s'étend en quatre colonnes sur le danger communiste qu'on ne saurait surestimer et qui fait des ravages parmi les 50 000 braves artisans allemands de Paris, trompés par de faux martyrs et de faux prophètes de la liberté qui se font grassement entretenir.

en direction de l'*Atelier* était vouée à l'échec dès le départ étant donné la divergence radicale d'opinions entre les deux parties, Ewerbeck prêchant l'athéisme philosophique et le journal ouvrier français répondant : « C'est à réaliser la parole du Christ qu'il faut s'appliquer »; étant donné également la maladresse insigne d'Ewerbeck qui écrivait sans sourciller en français : « Il va sans dire, d'ailleurs, que c'est la philosophie allemande, cette grande et sublime tâche dont notre nation s'est acquittée pendant le cours des trois derniers siècles, qui a trouvé le socialisme, indépendamment de toute influence française; le socialisme, chez nous, ce n'est que la dernière conséquence de notre philosophie démocratique, fille cadette du développement philosophique de l'Idée allemande. Soyez donc persuadés que la France, lorsqu'elle sera redevenue révolutionnaire et humanitaire, trouvera chez nous autant d'amis qu'il y a de socialistes et de philosophes, c'est-à-dire deux tiers de la nation. » A cette profession de foi où l'inexactitude et la confusion mentale pèsent trop lourd en regard de la bonne volonté et du désir de convaincre, la rédaction de l'*Atelier* réagissait avec bon sens et fermeté, priant Ewerbeck de ne pas exagérer la puissance du parti démocratique en Allemagne, de ne pas revendiquer le socialisme pour les seuls Allemands et pour les seuls philosophes, ce qui pourrait être un ferment de discorde, et demandant à savoir ce qu'était « l'Idée allemande ». Malheureusement, Ewerbeck était incapable de donner une réponse à cette question qu'il avait lui-même si malencontreusement aidé à poser<sup>28</sup>. En août l'*Atelier* cesse donc toute relation avec la Ligue parisienne, même s'il publie en novembre l'« Adresse des ouvriers socialistes de Londres à Johannes

Cependant le *Steuermann* propose pour combattre le communisme de laisser faire les Weitling et autres qui sauront bien écœurer le peuple par leurs doctrines insipides.

La réplique ne se fait pas attendre et le *Steuermann* n° 19 du 8 juin 1845 publie une lettre d'un des dirigeants de la Ligue des justes qui dit son fait à la rédaction du *Steuermann* qui s'est courageusement tue tant que les communistes avaient le *Vorwärts* à leur disposition. Dans son n° 26 du 27 juillet, le *Steuermann* rappelle l'interdiction des associations communistes par le gouvernement français et l'expulsion qui attend les étrangers qui se seraient laissés entraîner dans leurs rangs. Le débat se poursuit jusqu'au début de l'année 1846, date à laquelle Mäurer a pris pied au *Steuermann*.

28. L'*Atelier* rend compte de ce débat avorté dans les nos 9, juin 1845, « Correspondance III. A MM\*\*\*, réfugiés allemands », p. 138-139 où est citée la lettre d'Ewerbeck; 10, juillet 1845, « Correspondance III. Les socialistes allemands », p. 154-155 où la rédaction demande des éclaircissements sur « l'Idée allemande »; 11, août 1845, « Correspondance II. A nos correspondants allemands », p. 175, fin de non-recevoir de l'*Atelier* à des correspondants anonymes; cette lettre est reproduite par *Der deutsche Steuermann*, n° 30, 24 août. Cf. à ce propos la lettre de H. Ewerbeck à Karl Marx du 31 août 1845, *Der Bund der Kommunisten. Dokumente und Materialien*, I, p. 243, Berlin, 1970.



Ronge » parue dans le *Telegraph für Deutschland* et que lui avait fait parvenir un ouvrier typographe de Hambourg<sup>29</sup>.

Venant après l'arrestation et l'emprisonnement de Weitling en Suisse (1843-1844) et la publication par Bluntschli<sup>30</sup> d'un rapport sur les communistes allemands qui faisait apparaître Paris comme un des centres de leur activité, l'affaire du *Vorwärts* attire définitivement l'attention de la police française sur les communistes allemands à Paris. Depuis l'expulsion en novembre 1839 de Karl Schapper considéré comme agitateur d'une société démocratique allemande (qui n'avait pas alors été identifiée comme étant la Ligue des justes), seul Heinrich Bauer avait été expulsé, en mars 1842, en tant que communiste correspondant à Paris de la revue *Der Hülfesruf der deutschen Jugend*, ainsi qu'un certain Becker, en 1843, confondu par la police française avec August Becker, le collaborateur de Weitling en Suisse. Après l'expulsion de Marx en ce début de 1845, la police informée par ses agents, car Ewerbeck n'avait signé aucun de ses articles pour le *Vorwärts* et Bluntschli lui-même ne l'avait identifié que comme « le correspondant parisien » de Weitling, opéra courant mai une perquisition au domicile d'Ewerbeck et saisit une grande quantité de documents qui n'ont malheureusement pas été conservés, soit qu'ils lui aient été rendus et qu'ils aient disparu après sa mort, soit qu'ils aient été détruits lors de l'incendie de la préfecture de police en 1871. Le résultat de cette perquisition et de la surveillance des communistes allemands à Lyon, Marseille, Nantes, etc., fut un rapport relativement important de la préfecture de police intitulé *Renseignements sur le communisme allemand et sur les tentatives qui ont été faites pour propager les idées de cette secte*, et dont copie fut fournie par Guizot à von Arnim, sans doute afin de lui prouver sa bonne volonté, en même temps qu'il lui faisait savoir que les mesures d'expulsion étaient suspendues<sup>31</sup>. Cependant, le gouvernement français faisait désormais surveiller par les services

29. « Adresse der deutschen Arbeiter in London an Johannes Ronge », datée de mars 1845 et signée de H. Bauer, J. Moll, C. Schapper et A. Lehmann, publiée dans *Telegraph für Deutschland*, n° 56, 1845, reproduite dans *Rheinische Jahrbücher zur gesellschaftlichen Reform* I, Darmstadt, 1845, p. 327-329; en français dans *l'Atelier*, n° 2, novembre 1845, p. 210-214. Le correspondant de *l'Atelier* est Peter Hohenstein, ouvrier imprimeur à Hambourg, sans doute membre de la Ligue des justes.

30. [BLUNTSCHLI], *Die Kommunisten in der Schweiz nach den bei Weitling vorgefundenen Papieren*, Zurich, 1843. Le rapport fut immédiatement traduit en français et diffusé auprès des services d'ambassade : *Les Communistes en Suisse d'après les papiers saisis chez Weitling*, Lausanne, 1843.

31. Le rapport est daté du 5 juin 1845. Or, parmi les papiers saisis chez Ewerbeck figure *Die fröhliche Botschaft* dont le premier numéro est du 15 avril 1845 et une lettre du ministre de l'Intérieur aux préfets attire leur

du ministère de l'Intérieur ou des ambassades les faits et gestes des émigrés allemands, non plus seulement à Paris et en Alsace, et de façon épisodique, non plus seulement en Suisse, comme il était de règle depuis une dizaine d'années, mais de façon suivie et dans toutes les grandes villes françaises ainsi qu'à Londres et à Bruxelles. Dans cette dernière ville, d'ailleurs, devait se répéter en 1847 une affaire semblable à celle du *Vorwärts* à Paris en 1844, avec les mêmes hommes ou presque et selon un scénario identique : fondée par Bornstedt, la *Deutsche-Brüsseler-Zeitung* devient au bout de quelques mois l'organe des communistes allemands et si ce nouveau journal n'est pas interdit, ce n'est pas faute de démarches diplomatiques prussiennes et françaises : il cesse de lui-même de paraître en février 1848 à l'annonce de la révolution parisienne, tandis que Marx et sa femme sont emprisonnés, puis expulsés de Belgique pour se retrouver début mars à Paris en compagnie des autres communistes allemands de Londres et de Bruxelles.

En ce qui concerne les autres collaborateurs du *Vorwärts*, si Ruge était rentré en Saxe au printemps 1845, tous les autres étaient restés à Paris : Börnstein, Bernays, Ewerbeck, Mäurer, Heine, Bakounine même qui avait fait, courant 1845, un nouveau voyage en Allemagne et en Suisse. Ewerbeck, Mäurer et Bernays sont pendant toute la période qui précède 1848 en relation avec les communistes allemands de Londres, de Bruxelles, de Westphalie et de Suisse; en 1846 la direction de la Ligue des justes passe aux mains de Schapper, Moll et Bauer à Londres. Börnstein, de son côté, privé du *Vorwärts*, se consacre à son agence de presse et de publicité en compagnie de son frère Karl et de Bernays, et fonde une bibliothèque de prêt qui fonctionnera du début 1846 jusqu'à la révolution<sup>52</sup>. En 1848, il présida quelque temps les séances de l'Association démocratique allemande, fondée à Paris par Bornstedt à son retour de Bruxelles, et qui s'opposait au Club des ouvriers allemands et à la

---

attention sur Ewerbeck dès le 19 mai : cela permet de situer les perquisitions chez Ewerbeck et Geniller à début mai 1845. Pour ce qui n'est pas des renseignements obtenus en France par surveillance et perquisition, le rapport est tributaire de Bluntschli.

L'original se trouve aux Archives nationales, Paris, Fonds Guizot, 42 AP 25.

Copie du rapport fut transmise à la police prussienne par l'intermédiaire de l'ambassade et figure au DZA, Merseburg, AAI, Rep. 4, Nr. 2061.

Pour l'ensemble de cette surveillance policière, cf. J. GRANDJONC, « Les Emigrés allemands sous la Monarchie de juillet. Documents de surveillance policière (1833-1847) », *Annales de la faculté des lettres d'Aix-en-Provence*, 1972, où ce rapport est entièrement reproduit, p. 166-187.

32. H. B., *75 Jahre...*, op. cit., I, p. 346-347, affirme avoir ouvert sa bibliothèque de prêt 8, rue Jean-Jacques-Rousseau avec 10 000 volumes (classiques, romans, vulgarisation, voyages, etc.) dispersés aux Etats-Unis en 1849.

Ligue des communistes dont le siège fut quelque temps à Paris, en mars 1848. De l'Association démocratique sortit l'expédition malheureuse de la Légion allemande, sous la direction de Bornstedt et Herwegh et à laquelle participa Karl Börnstein. C'est également l'époque où Heinrich Börnstein et Bernays se mettent au service du ministère des Affaires étrangères, ce qui vaut la citoyenneté française à Bernays qui est envoyé en tant que commissaire extraordinaire de la République française à Vienne (Autriche), d'avril à octobre environ ; il quitte la France en décembre 1848 pour les Etats-Unis, où le rejoignent quelques mois plus tard les frères Börnstein. Aux Etats-Unis enfin, avant de s'enrôler dans les forces nordistes au cours de la guerre de Sécession, Bernays et H. Börnstein, sacrifiant une fois de plus au démon de la presse, dirigent de nouveau un journal allemand, *Der Anzeiger des Westens*<sup>33</sup> à Saint Louis (Missouri) de 1850 à 1863.

33. Cf. H. B., *75 Jahre...*, *op. cit.*, I, p. 393 et s. et ARNDT/OLSON, *German-American Newspapers and Periodicals 1732-1955. History and Bibliography*, Heidelberg, 1961, p. 250.



*Textes*

*La source de chacun des textes rassemblés ici est indiquée entre crochets. Il s'agit, à l'exception des extraits de la presse française et des documents d'archives, de traduction de l'allemand faites d'après les originaux et inédites.*

*Les citations en français dans le texte allemand sont imprimées en italique et suivies d'un astérisque.*

# *Vorwärts* et *Annales franco-allemandes*

## 1. Le dossier « Vorwärts » du ministère de l'Intérieur, 1843-1845

[AN P, F<sup>18</sup> 425]

Le dossier *Vorwärts* du ministère de l'Intérieur, département des Beaux-Arts, de l'Imprimerie et de la Librairie, conservé aux Archives Nationales, comporte 17 pièces, dont 6 pour 1843, 10 pour 1845 et une chemise.

### A. 1843

1) Prospectus du *Vorwärts*, intitulé « Neue deutsche Zeitschrift in Paris » (« Nouveau Journal allemand de Paris »), format 21 × 27,7, en date du 4 novembre 1843, joint à la lettre suivante. Pièce 17.

2) Lettre d'Alexis Reynaud et Heinrich Börnstein au ministre de l'Intérieur, s.d., enregistrée au département de la Librairie sous le n° 67 221 le 5 décembre 1843. Pièce 16.

« Monsieur le Ministre !

Le soussigné se propose de publier à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1844 un journal, *étranger aux matières politiques*, en langue allemande, ayant pour titre : « Vorwärts », et paraissant deux fois par semaine [...]. La rédaction est confiée à Monsieur Henri Börnstein, homme de lettres, qui signera aussi la feuille.

Le soussigné, ayant rempli par cette déclaration, les conditions prescrites par la loi du 18 juillet 1828, a l'honneur d'être [...].

Alexis Reynaud  
rue Saint-Honoré 149

Henri Börnstein  
rédacteur de la Gazette d'Augsbourg  
et directeur du bureau central pour l'Allemagne  
rue des Moulins 32. »

3) Lettre du directeur des Beaux-Arts, de l'Imprimerie et de la Librairie à Alexis Reynaud pour régularisation de sa demande, du 15 décembre 1843; et minute de cette lettre. Pièces 14 et 15.

4) Déclaration sur papier timbré, signée d'Alexis Reynaud, du 20 décembre 1843. Pièce 13.

5) Minute de la lettre du directeur des Beaux-Arts, etc. au procureur général lui annonçant la publication du *Vorwärts* à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1844. Pièce 12.

## B. 1845

6) Lettre du ministère de la Justice au ministère de l'Intérieur, du 27 mars 1845, pour avis sur la demande de Bernays de suppression ou de réduction de l'amende infligée par le tribunal correctionnel. Pièce 11.

7) Demande de renseignements du directeur du bureau de la Librairie sur Bernays, du 4 avril 1845. Pièce 10.

8) Lettre du ministère de la Justice au ministère de l'Intérieur; du 8 mai 1845, faisant état d'un rapport du procureur général. Pièce 9.

« D'après les renseignements qu'il contient, il ne peut y avoir lieu d'appeler sur Bernays les bienfaits de la clémence royale. Je vous prie même d'examiner, de nouveau, s'il n'y aurait pas lieu de donner suite au projet de l'expulser du royaume. »

9) Rapport du ministère de l'Intérieur sur Bernays, du 14 mai 1845. Pièce 8.

« Il paraît que si le tribunal s'est montré sévère, il y a été conduit surtout par les principes tout à fait hostiles publiés par cette feuille, et surtout par des articles relatifs à la tentative d'assassinat commise par Tesch [*sic*]. Ces articles dangereux donnèrent même lieu à une instruction comme contenant l'apologie du régicide, mais il y a eu ordonnance de non-lieu. »



10) Lettre du ministère des Finances au ministère de l'Intérieur, du 23 mai 1845, demandant un avis sur la réduction d'amende de 300 F à 10 F; et réponse négative de l'Intérieur aux Finances, du 13 juin 1845. Pièces 7 et 2.

11) Minute de lettre du ministère de l'Intérieur au ministère de la Justice, du 30 mai 1845. Pièce 6.

« Le Sr Bernays est complètement indigne des bienfaits de la clémence royale. J'aurai soin, du reste, d'examiner de nouveau s'il n'y aurait pas lieu de l'expulser du royaume. »

12) Lettre du ministère de la Justice au ministère de l'Intérieur, du 4 juin 1845, réclamant le rapport du procureur général, et minute de la réponse du 5 juin. Pièces 5 et 4.

13) Minute de lettre du directeur du bureau de la Librairie au sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, du 5 juin 1845. Pièce 3.

Demande d'examen de la proposition d'expulsion.

## 2. P[ascal] D[uprat], L'école de Hegel à Paris <sup>1</sup>

Deutsch-Französische Jahrbücher herausgegeben, von Arnold Ruge und Karl Marx. Annales de l'Allemagne et de la France, publiées par Arnold Ruge et Karl Marx.

[*La Revue indépendante*, 25 février 1844]

[p. 481-486]

Une des dernières livraisons de cette *Revue* contenait un long article de M. Louis Blanc sur les rapports de la France et de

1. Cet article est sans aucun doute pour une bonne partie de la plume de Ruge, qui n'est d'ailleurs pas le seul à organiser sa propre publicité avant la parution des *Deutsch-französische Jahrbücher*. Bernays a déjà fait passer un entrefilet dans *La Réforme* du 9 janvier sur la saisie à la frontière badoise de son pamphlet contre les censeurs allemands. Et sous la plume de Pascal Duprat paraissait dans *La Revue indépendante* du 25 janvier, p. 271, le « bulletin bibliographique » suivant :

« *Censor Fuchs aus Mannheim und die Fuhrer [sic] der servilen Presse*, von Bernays

Le censeur Fuchs de Mannheim et les chefs de la presse servile.

Cette brochure, qui contient des révélations assez piquantes sur les censeurs allemands, a été brûlée au-delà du Rhin, où l'on s'amuse encore à brûler des livres. Ce n'est là du reste qu'un petit épisode des étranges persécutions que subit partout la presse en Allemagne. Avons-nous besoin de rappeler la suppression de la *Gazette rhénane*, des *Annales de Halle* et de tant d'autres publications, qui n'ont pas eu le bonheur de plaire aux chefs plus ou moins respectables de la confédération germanique ? La censure est en Allemagne ce qu'elle a été et ce qu'elle voudrait bien être encore chez nous, l'oppression brutale de la pensée. P. D. »

l'Allemagne et sur l'union intellectuelle de ces deux pays<sup>2</sup>. Il était question, dans cet article, de M. Ruge et d'une publication qu'il devait fonder à Paris afin de commencer sur un nouveau terrain cette alliance féconde et salutaire de nos deux grandes nations. L'écrivain hégélien exécute aujourd'hui son projet en publiant, avec M. Marx, son ami, les *Annales de l'Allemagne et de la France*.

Les noms de M. Marx et de M. Ruge appartiennent honorablement à l'histoire de la presse allemande pendant ces dernières années. Le premier a rédigé avec hardiesse et quelquefois avec éclat la *Gazette rhénane*; le second était à la tête de ces *Annales de Halle* ou *Annales allemandes* qui ont été citées quelquefois dans ces pages, et qui ont eu le mérite d'ouvrir au-delà du Rhin une carrière nouvelle aux discussions philosophiques.

L'esprit de ces deux publications doit revivre dans le travail dont il s'agit ici. Il est donc important, pour en comprendre la portée, de remonter à cette double source. Le sujet en vaut bien la peine. Ne sommes-nous pas là dans l'histoire littéraire et politique de l'Allemagne ?

Les *Annales de Halle* ont commencé en 1838. Elles se rattachaient par leurs idées à l'université de Halle dont elles portaient le nom; mais elles s'imprimaient à Leipsick. Leur but était de propager la doctrine de Hegel et d'en appliquer, autant que possible, les conséquences aux problèmes scientifiques de notre époque. La marche des *Annales* fixa bientôt l'attention du gouvernement prussien. Le nouveau règne ne pouvait que leur être funeste. Frédéric[-Guillaume] IV apportait sur le trône des idées rétrogrades qui ne tardèrent pas à se manifester. Le moyen âge était son idéal. Les *Annales* s'en éloignaient trop pour ne pas en souffrir. Elles furent proscrites vers le milieu de l'année 1841. Le roi de Prusse jouait encore assez bien avec les sympathies populaires. Il fallait cacher l'odieux de cette mesure de police dans un pays qui avait entendu tour à tour la voix de Fichte et celle de Hegel. On déclara donc que les *Annales* seraient supprimées, parce qu'elles s'intitulaient d'une ville de la Prusse, Halle, et qu'elles s'imprimaient en Saxe, à Leipsick. Ce n'était rien moins, comme on le voit, qu'une question de souveraineté, et comment blâmer l'aigle royal de Prusse d'être difficile en pareille matière ?

Conduites ainsi à la frontière, les *Annales de Halle* durent bien émigrer. Elles s'imprimèrent toujours à Leipsick, mais elles s'appelèrent les *Annales allemandes*. La philosophie de Hegel,

---

2. Voir la livraison du 10 nov. 1843. [P. D.]

dans cette émigration, amassa naturellement du dépit et même un peu de colère. L'idée, cette idée calme qui avait vogué dans les cieux allemands, s'émut et tressaillit comme un de ces instincts orageux de notre France. L'existence des *Annales* fut vivement agitée. Les articles de M. Ruge, ceux de M. Bruno Bauer et de M. Feuerbach furent frappés plus d'une fois par la censure<sup>3</sup>. Enfin, au mois de janvier 1843, les *Annales allemandes* durent cesser de paraître : un décret du ministère de la Saxe les supprimait.

Le coup partait-il de la Prusse, comme on l'a dit en Allemagne ? Il est permis de le croire. Les *Annales allemandes* battaient surtout en brèche la monarchie de Frédéric[-Guillaume] IV. Quoi qu'il en soit, le décret de suppression se basait sur certains motifs que nous ne saurions passer sous silence. On accusait les *Annales* d'être sorties du domaine de la science pour aborder des questions pratiques dont la solution était inconciliable avec l'ordre légal. On leur reprochait aussi de rejeter les institutions monarchiques et constitutionnelles, et d'avoir des sympathies trop vives pour la France, non point pour le gouvernement actuel qu'elles repoussent, mais pour les passions révolutionnaires qui se remuent au sein du peuple. Puis venaient d'autres griefs sur les tendances antichrétiennes des *Annales*<sup>4</sup>. Il est inutile de discuter ici ces accusations, qui nous entraîneraient trop loin. Il doit nous suffire de les énoncer pour faire voir quel a été, au-delà du Rhin, le rôle des *Annales de Halle* et des *Annales allemandes*.

La *Gazette rhénane* a eu le même sort à peu près. Elle suivait aussi les mêmes traces. La science et la philosophie y occupaient naturellement une place moins considérable. Elle était consacrée surtout à la politique. Sous ce rapport, elle donnait la main aux *Annales*. Comme elles, la *Gazette rhénane* agitait à sa manière le drapeau de la révolution, et ici le drapeau était plus puissant qu'ailleurs, parce qu'il flottait sur le Rhin, qui ne se contente pas trop, quoi qu'en dise M. Becker, d'assister aux candides amours de la Germanie, voire même au bonheur des mauvais poètes. On accusa bientôt la *Gazette rhénane* de pencher aussi trop vers la France et de vouloir livrer les provinces du Rhin à l'influence française. Des avis lui furent adressés. Enfin, au mois d'avril 1843, elle fut supprimée comme les *Annales*. Elle n'avait eu qu'une année de durée; mais elle avait eu le temps,

3. *Anekdoten zur neuesten deutschen Philosophie und Publizistik*, Zürich, 1843. [P. D.]

4. V. *Beschwerde über die Unterdrückung der Zeitschrift : Deutsche Jahrbücher für Wissenschaft und Kunst*, von A. Ruge. [P. D.]

dans sa courte existence, d'exposer et de défendre énergiquement, en face de la monarchie prussienne, les idées fondamentales de la révolution.

Les principes de la *Gazette rhénane* et des *Annales allemandes*, vont se reproduire, comme nous l'avons dit, dans les *Annales de l'Allemagne et de la France*. Des collaborateurs distingués se sont joints à MM. Ruge et Marx. Citons seulement M. Herwegh, l'auteur des *Poésies d'un vivant*, et cet autre poète d'une originalité bien plus vigoureuse, M. Heine, qui veut bien consacrer aux rois de Bavière, de Prusse et de Hanovre cette humeur qui déborde dans *Atta Troll*.

Du reste, pour qu'on puisse mieux juger du caractère de cette publication, nous allons citer quelques fragments du programme sorti de la plume de M. Ruge.

« Nous donnerons dans nos *Annales*, dit l'écrivain allemand, des articles relatifs aux hommes et aux systèmes de quelque importance, ainsi qu'à tous les problèmes contemporains, droit public et privé, économie sociale, mœurs, civilisation. Dans ces articles, on laissera de côté cette politique religieuse du moyen âge, qui s'égarait dans le ciel, et on la remplacera par la science positive des choses humaines. Puis viendra une revue des journaux et des feuilles périodiques, considérés dans leurs rapports avec les questions de nos jours. Nous y ajouterons la critique de la vieille littérature allemande pour arriver par là à l'examen de cet ancien esprit germanique, qui s'en va et se décompose tous les jours, et celle des livres des deux nations, qui ont inauguré ou qui continuent l'ère moderne. »

Après ces paroles, M. Ruge, ramenant ses lecteurs au souvenir de ces *Annales allemandes*, qui lui appartiennent plus qu'à tout autre, poursuit ainsi :

« Notre travail a été interrompu pendant quelques mois, nous le reprenons sur une base nouvelle.

« L'année dernière, quand les gouvernements de l'Allemagne tuèrent l'ancienne liberté philosophique et supprimèrent les écrits qui propageaient les idées modernes, ils furent appuyés par les représentants du peuple. Partout ailleurs, dans la foule, il n'y eut que des indifférents. Il est assez prouvé par ce fait que la philosophie est encore loin d'être une chose nationale en Allemagne. Elle le deviendra. L'indifférence des masses, l'hostilité des personnes peu instruites dans les classes élevées auront un terme. La résistance des pouvoirs publics au triomphe de la raison sera brisée. Un peuple n'est pas libre, tant qu'il n'a pas

fait de la philosophie le principe de son développement, et c'est le devoir de la philosophie d'élever le peuple à ce niveau intellectuel.

« Il règne en Allemagne une opinion fausse et menteuse qui prétend que la science n'a rien à faire avec la vie, et que, dans tous les cas, ses hauteurs sont inaccessibles à la masse des hommes. Au milieu d'une société bien réglée, la science devient la propriété de tous, dans le double domaine de la vie et de la conscience. Mais en Allemagne toute idée pratique, toute parole qui prétend remuer le monde est considérée comme un attentat contre ce qui est sacré ou placé au-dessus du peuple. En Allemagne la science, aussi bien que la monarchie, peut se dire sainte; mais il n'y a là rien de libre, rien d'humain. Rappeler l'humanité à ses droits, c'est une trahison envers l'une et envers l'autre. Cette trahison, il faut l'oser aujourd'hui.

« Ne l'avons-nous pas déjà fait ? Les événements des dernières années ont donné à la philosophie une signification politique qu'elle n'avait pas eue encore en Allemagne. Ils ont ébranlé en même temps la foi en un monde littéraire, où les dieux de l'Olympe de l'art et de la science vivent tristement à l'écart. L'humanité s'intéresse aussi peu à ces éclairs lointains d'une sagesse solitaire, qui travaille par-delà ses horizons, qu'aux annales glacées d'une littérature descendue dans la tombe. Ce qui la remue, c'est l'orage réel qui gronde sur nos têtes, c'est le mouvement paisible ou agité de l'atmosphère qui nous environne, c'est la lutte des éléments qui se heurtent dans son sein; en un mot, c'est la vie de tout ce monde humain qui se tourmente et roule sur lui-même.

« Travailler pour ce puissant intérêt, tel doit être le rôle de tous les hommes capables de nos jours. »

M. Ruge développe ce point de vue. Il arrive ainsi aux questions pratiques qui intéressent sa nation. Il parle du contrat social de l'Allemagne; il pose cette grande question : Qu'est aujourd'hui l'Allemagne, et que doit-elle devenir ? Il indique aussi le thème d'une politique allemande pour le peuple. Les lauriers des Français, dit-il à ses concitoyens, doivent nous empêcher de dormir. Voici comment il apprécie la France, qui, par son initiative révolutionnaire et ses tendances sociales est appelée à servir de modèle à l'Allemagne.

« Eclairer par la science le monde, lier la science à la politique, c'est s'unir à la France. Etre contre la France et contre la politique, ainsi que contre la liberté, ce sont là dans toute l'Europe deux faits identiques. La France représente à elle seule en

Europe le principe inaltérable et pur de la liberté humaine. Elle a proclamé et conquis les droits de l'homme. Elle a perdu un jour cette précieuse conquête, mais elle l'a ressaisie bientôt et elle combat dans ce moment pour la réalisation des grands principes sociaux que la révolution a jetés dans le monde. Cette nation remplit une mission de cosmopolitisme. Le fruit de ses efforts appartient au genre humain. Une haine nationale contre un pareil pays équivaut à une aveugle aversion pour la liberté politique. On peut juger en Allemagne de l'intelligence et de l'indépendance d'un homme par son appréciation de la France. Plus l'esprit d'un Allemand est trouble, plus son caractère est servile, et plus il portera sur la France un jugement inexact. Il ne verra que l'immoralité dans la grandeur morale d'une nation qui a conquis pour elle-même et pour l'Europe toute la liberté dont le monde jouit. Tout Allemand qui comprend la France est par là même un homme éclairé, un homme libre. »

Il y a, comme on le voit, une assez grande distance entre l'esprit général de notre pays et celui de l'Allemagne. Toutefois, dans cet éloignement même, il existe des liens de l'un à l'autre foyer; il s'agit de les resserrer et de préparer ainsi une alliance réelle. Écoutons M. Ruge.

« Le véritable point de contact, le principe d'union de l'esprit français et de l'esprit germanique, c'est le dogme de l'humanité<sup>5</sup>. Pour que les deux peuples se rapprochent et se lient dans cette foi commune, il faut que de chaque côté les haines nationales disparaissent, et que l'une et l'autre société se pénètrent et se comprennent dans tous leurs éléments. Il s'agit avant tout d'une émancipation intellectuelle. Les Français nous ont encore devancés sous ce rapport. A une époque où ils n'avaient que trop de motifs pour nous haïr, ils sont venus à nous généreusement. Ils nous étudient, ils nous estiment, ils apprécient même au-delà de leur valeur nos conceptions métaphysiques, et s'ils ne connaissent pas encore la tendance sociale de nos pensées dans ces derniers temps, du moins ne tardera-t-on pas à voir que nous pouvons nous grouper là dans un centre commun. Nous pouvons être en arrière pour la liberté, nous ne devons point l'être pour

---

5. Le texte allemand dit *Humanismus*. Nous traduisons l'idée plutôt que le mot. Il s'agit de l'humanité trouvant dans elle-même le point de départ, le moyen et le but de la science, et dont il doit suffire désormais de développer les éléments constitutifs et les énergies internes. Cette conception n'est pas particulière à l'école hégélienne. Elle appartient à notre dix-huitième siècle, comme bien d'autres idées reproduites plus tard sous une autre forme, par Kant, Fichte ou Hegel. [P. D.]

la science. Il a pu y avoir un temps où Lessing dut affranchir l'Allemagne du joug de l'esprit français; mais aujourd'hui, c'est cet esprit français qu'il nous faut étudier dans sa vie élégante et radieuse, pour nous délivrer d'une foule de préjugés. Il peut aussi nous servir d'abri contre les exigences aveugles et tyranniques d'un sentiment national trop jaloux, et nous exciter en même temps à la conquête de cette vie publique qui nous manque. L'union la plus réelle des deux peuples consiste donc dans le mélange des deux civilisations, et cette union est le triomphe même de la liberté. »

Le disciple de Hegel ne s'arrête pas à ces idées générales. Il s'attache à démontrer que la vie de l'Allemagne est enfermée dans le passé, au milieu de ses vieux livres dont elle secoue la poussière, et que dans ces préoccupations scientifiques elle ne songe pas suffisamment aux questions contemporaines, qui pèsent d'un si grand poids sur l'avenir du monde. D'un autre côté la France, si vive et si emportée à l'action, oublie trop souvent les principes philosophiques, ce qui ne l'empêche pas d'y revenir ensuite avec toute l'ardeur de son tempérament. L'Allemagne prêtera à la France la discipline de sa philosophie, c'est-à-dire la logique de Hegel plus ou moins développée. La France, de son côté, prêtera à l'Allemagne son coup d'œil pratique et ses instincts révolutionnaires.

« Cherchons, s'écrie M. Ruge, cherchons là où elle est la véritable publicité qui doit nous affranchir, et puisque la nation allemande n'a pas assez de bon sens pour pousser en faveur de la presse un de ces cris formidables qui ébranlent tout, écrivons et faisons-nous imprimer à l'étranger, comme les Français d'autrefois.

« Il s'agit pour nous, Allemands, d'avoir sous les yeux l'exemple d'une véritable liberté de la presse, de conquérir l'idée d'une liberté qui se dirige et se gouverne elle-même, d'une liberté qui n'ait d'autre frein que sa propre nature et les lois éternelles de la raison, d'une liberté sans fiel et sans colère, entièrement étrangère aux frémissements de l'esclave, ne cherchant point à déchirer le monde ou à le frapper sur la joue, mais travaillant à le gagner et à le conduire dans une sphère supérieure; d'une liberté trouvant sa règle dans le beau, sa mesure et sa limite dans le vrai.

« Voilà, poursuit éloquemment l'élève de Hegel, en s'adressant à ceux qui l'ont persécuté au-delà du Rhin, voilà, messeigneurs, la liberté que nous cherchons. Trop longtemps vous nous avez

poursuivis, trop longtemps vous nous avez foulés sous vos pieds. Vous avez sans pitié anéanti nos travaux. Vous avez par votre ignorance et votre grossièreté exalté notre colère jusqu'à la fureur; puis, après avoir faussé jusqu'au cri de notre légitime indignation, vous n'avez pas rougi de nous montrer du doigt et de nous signaler sur des écrits qui avaient été mutilés par les inquisiteurs de votre presse. Ce n'est point là combattre, mais frapper un captif garrotté, et se jouer audacieusement des droits et de l'honneur des hommes. Trêve à ce jeu entre nous et vous. Serions-nous pour vous un objet d'effroi? Vous nous craignez en effet; mais qu'avez-vous à craindre de notre part après ces preuves de paternelle sollicitude que vous nous avez données? Voulez-vous lutter contre nous? Soit; l'air et le soleil sont aujourd'hui partagés. Combattons; mais si nous apparaissions tels que nous sommes, et non plus tels qu'il a plu à votre censure de nous travestir, vous n'avez pas à craindre que nous nous montrions sous un jour moins avantageux.

« Nous trouvons la liberté de la presse et il nous est permis d'en jouir immédiatement, nous qui ne pouvions plus écrire même sous les regards de la censure. C'est une transition brusque, inouïe. Passer tout à coup d'une situation humiliante à une situation honorable, d'une entière oppression à une entière liberté! Rien de plus naturel cependant. La vieille société dans laquelle nous vivions n'a plus voulu nous supporter, parce que notre tête dépassait ses limites. Nous prouverons que nous avons acquis assez de force dans le sein maternel des ténèbres allemandes pour n'être pas aveuglés par le grand jour du monde et respirer à notre aise dans une atmosphère de liberté. »

Ceux de nos lecteurs qui sont familiarisés avec la littérature allemande avoueront sans peine qu'on ne trouve pas toujours dans les écrivains d'au-delà du Rhin autant de verve et de mouvement. Est-ce donc le contact de la France qui a donné au publiciste hégélien ces allures vigoureuses et hardies? Nullement; il est facile de s'en convaincre en lisant les *Annales de Halle*. Cette fougue de la parole et de la pensée éclatent mieux encore, s'il est possible, dans ces mots que M. Ruge emprunte à un de ses amis :

« Voyez! toutes les fenêtres de la vieille Allemagne sont murées jusqu'au toit. Les mansardes mêmes des philosophes sont closes, afin que le soleil de la révolution achève sa course sans réjouir le cœur des hommes et dégourdir leur intelligence. A l'œuvre donc! enlevons le toit qui pèse sur ce sombre édifice, et faisons pénétrer la lumière dans ses profondeurs ténébreuses. »



On nous permettra de ne pas citer davantage. Ces fragments n'indiquent-ils pas suffisamment quelle doit être la pensée des *Annales de l'Allemagne et de la France* ? Le but de leurs rédacteurs, comme on vient de le voir, est de jeter en quelque sorte un pont sur le Rhin, et de travailler à l'union des deux pays. Ce serait Hegel qui présiderait à ce grand contrat international. Nous n'avons point à examiner ici si la philosophie de Hegel suffit à tous les besoins de l'esprit humain et s'il existe un lien logique entre ses principes et les idées de la révolution<sup>6</sup>.

Quoi qu'il en soit, nous ne saurions qu'applaudir à cette tentative généreuse. L'exil est toujours honorable, quand il est le fruit d'une persécution qui s'adresse à la pensée. On l'ennoblit encore en y mêlant ces austères préoccupations de la science, qui peuvent être fécondes pour tous, et qui sont le meilleur prix d'une généreuse hospitalité. C'est ainsi que notre Bayle et quelques uns de ses contemporains, persécutés comme lui, ont autrefois payé leur dette à la Hollande.

P. D.

### 3. Heinrich Börnstein, « Deutsch-französische Jahrbücher », de Arnold Ruge et Karl Marx (première et deuxième livraison)

[Vorwärts, n° 20, 9 mars 1844]

La « Revue » de Ruge (première et deuxième livraison) qui fait suite aux *Deutsche Jahrbücher*, depuis longtemps annoncée, commentée par avance, objet de l'attente impatiente des uns, des craintes les plus vives des autres, est enfin parue sous la forme d'un volume de 237 pages que nous avons sous les yeux. Notre situation à Paris, la devise que nous avons choisie, notre devoir d'amis du progrès nous obligent à être *sincères* sans considération de personnes, *véridiques* sans opinions partisans, *francs* sans fard. Eh bien soit ! Notre jugement d'ensemble sur le premier numéro de la revue peut se résumer ainsi : loin de dépasser notre attente, il ne l'a pas même remplie ; qu'importe si nous avons conçu de trop grands espoirs ou si la faute en est au contenu du volume : nous n'exprimons ici que notre impression personnelle et celle d'amis. Ruge écrit dans l'introduction (p. 13) :

6. Il y a dans les ouvrages de Krause une critique approfondie de Hegel, que l'école hégélienne n'a pas encore réfutée. V. *Grundwahrheiten der Wissenschaft*, p. 411-470. [P. D.]

« Il s'agit (avec cette « Revue ») pour nous autres Allemands d'avoir sous les yeux l'exemple d'une véritable liberté de la presse, de conquérir l'idée d'une liberté qui se maîtrise et se donne des lois, d'une liberté qui n'ait d'autre frein que sa propre nature et les lois éternelles de la raison, d'une liberté consciente et sans fiel, qui renonce aux gémissements de l'esclave enchaîné, qui ne désire ni dévaster le monde ni lui lancer de défi, mais veuille au contraire le gagner, l'enthousiasmer, l'élever au-dessus de lui-même; d'une liberté qui trouve sa règle dans le Beau, sa mesure et sa fin dans le Vrai. » Et il s'écrie à l'adresse de ses adversaires (p. 14) : « Si vous êtes capables d'entreprendre une polémique sans vulgarité, d'être nos adversaires sans grossièreté, etc. » Sincèrement, après cette introduction qui nous promettait une critique de la situation actuelle du point de vue élevé de la philosophie, nous attendions beaucoup; il ne fallait pas que cette introduction reléguât en vain tout ce qui s'est fait jusqu'ici en philosophie, en histoire, en littérature, en poésie, tout notre Panthéon national germanique à la pourriture des cimetières; elle ne devait pas déclarer en vain « le vieux monde » détruit et la guerre à tout ce qui est; elle nous prenait beaucoup — elle devait également nous donner beaucoup. Mais nous espérions surtout voir réaliser cet idéal de presse libre que Ruge décrit si admirablement et qui trouve sa règle dans le Beau, sa mesure et sa fin dans le Vrai; qui jamais ne s'abaisse aux calomnies de la *Chronique scandaleuse* \* et aux médisances de *L'Œil de bœuf* \*, jamais ne dégénère en vulgarité et ne se repaît de scandale, jamais ne tombe au niveau de la pasquinade personnelle. Nous nous sommes trompés; la passion, le ressentiment, la rancœur de persécutions subies injustement en Allemagne ont laissé pénétrer dans ce volume des choses que nous aurions souhaité n'y pas trouver. Nous rangeons dans cette catégorie d'abord les *Chants en l'honneur du roi Louis* de H. Heine et, de Bernays, la *Chronique scandaleuse* \* de la cour badoise. Nous sommes personnellement lié d'amitié avec H. Heine et avons pour le poète du *Buch der Lieder*, pour l'auteur des *Reisebilder* la plus grande estime, *sed magis amica veritas*, et nous le disons tout net, ces trois poèmes ne font honneur ni à l'homme ni au poète Heine. Oui il faut mener le combat contre le mal existant, contre les abus enracinés, contre la mise en tutelle excessive des libertés publiques, mais que ce soit un combat avec des armes honnêtes, dirigé contre les objets et non contre les personnes, moins encore contre la personnalité des personnes [sic]; que le poète politique descende lui aussi dans l'arène et participe au combat, mais que ce soit en gladiateur honnête qui attaque son

adversaire du tranchant de l'épée et au corps à corps, et non pas à la manière d'un bateleur ou d'un bouffon, en lui jetant du sable et des ordures au visage et en exécutant des cabrioles pour faire rire la vile populace et remporter ainsi une victoire à sa façon. Les *Spaziergänge eines Wiener Poeten* (« Promenades d'un poète viennois ») d'Auersperg qui réveillèrent les Autrichiens de leur apathie et de leur somnolence peuvent ici servir d'exemple : leur diffusion, d'autant plus importante qu'interdite, vint faire germer pour la première fois dans la matérialiste Autriche la conscience politique qui s'est mise à croître et à se développer. On y dit la vérité de façon incisive, mordante, on y arrache sans ménagement le voile à ce qui était jusqu'alors tenu pour sacré, on y enfonce à coups de hache les lourdes portes des geôles de l'esprit; mais il n'y a dans tout le livre trace d'attaques personnelles; Auersperg décrit l'espèce, le genre mais pas l'individu; il attaque les personnes en tant que représentants d'un système ou d'un principe mais jamais ne s'en prend aux défauts corporels ou aux défaillances personnelles. De quelle utilité peut bien être à la cause de la liberté, du progrès, des lumières d'apprendre dans les poèmes de Heine que le roi Louis n'est pas précisément un Adonis, qu'il bégaye et bafouille ou d'y lire ceci :

« Sire Louis est un preux, un vaillant,  
Autant que son petit Othon, l'enfantelet  
Qui attrape la diarrhée à Athènes  
Et a sali là-bas son trônelet. »

Nous nous demandons également ce que la liberté, l'organisation sociale, le salut du peuple peuvent attendre de la *Chronique scandaleuse* \* de la cour badoise par M. Bernays, où il rapporte avec un brutal cynisme les relations de M. von Haber et d'une dame de la très haute société sur la foi des bavardages et des ragots de brasseries, cafés et salons de Karlsruhe, mettant ainsi au pilori ce que le plus modeste d'entre nous a de plus sacré : sa vie privée, ses affaires de famille.

D'utilité pratique est ce que dit M. Bernays à la page précédente concernant l'emploi arbitraire par le roi de Bavière de ces 32 millions économisés sur les deniers publics et de la tiédeur, de la faiblesse et de l'incapacité des représentants du peuple bavarois; et fort justes sont ses remarques sur les Berlinoïses qui trouvent toujours à redire à tout mais vivent à l'affût et dans l'attente des moindres vapeurs de Sa Majesté. Qui nous garantit par contre la véracité de scandales comme ceux de Bade et de quelle utilité est leur publication pour la cause du progrès ?

Est-ce là cette liberté de la presse qui a pris le *Beau pour règle, le Vrai pour fin* ? Et les expressions qui reviennent fréquemment dans le numéro, m...e, c...lle, c.l et autres, doivent-elles nous donner une idée du *Beau* dans la presse libre ? Ruge présente les Français comme ses modèles, il hait les teutomanes et la grossièreté germano-chrétienne; mais jamais les Français n'utiliseraient crûment pareils termes (c'est à peine s'ils passeraient dans un roman pour guinguettes et grisettes), surtout dans un ouvrage consacré à la libre recherche scientifique. Nous avons exprimé sans détour nos critiques et nos reproches à ce qui nous a été pénible lors de la lecture de cette revue, que nous attendions avec tant de plaisir; nous voulons cependant faire remarquer qu'on peut excuser ces défauts par l'exubérance passagère qui suit le moment où l'on enlève le caveçon ou par les premiers mouvements que se donnent des membres longtemps entravés; et nous voulons espérer que le calme et la réflexion, qui sont les conditions premières du politique et du philosophe, reprendront leurs droits et que les prochains numéros de la revue, plus vigoureusement triés et purifiés, n'offriront plus d'aussi regrettables excroissances.

Pour en revenir au contenu de ces deux premières livraisons, nous trouvons, outre l'introduction de Ruge déjà évoquée, une correspondance de l'année 1843 entre Ruge, Fröbel, Marx et B.(ernays ?)<sup>1</sup>. On débat dans ces lettres de la possibilité de réorganiser l'Allemagne, d'y préparer un 1789, de faire sortir l'esprit allemand de son apathie, mais le plus souvent d'un point de vue trop idéal. La formule de Börne, « C'est à désespérer de l'Allemagne » s'y lit partout en filigrane. « L'esprit allemand, écrit R.[uge], dans la mesure où il se manifeste, est *vil*; et je n'hésite pas à affirmer que s'il ne se manifeste pas autrement, la faute en est tout simplement à sa nature vile. » Nous ne voudrions pas contresigner pareille proposition; il y a un noyau sain dans le peuple allemand et s'il n'est pas encore parvenu à plus de maturité politique, la faute en est à ses écrivains : soit qu'ils aient courbé servilement la tête avec lui et lui aient lâchement fait baisser la nuque plus bas encore; soit qu'ils aient planté le rouge bonnet phrygien sur un sommet escarpé, surplombant vertigineusement l'abîme et qu'ils aient voulu entraîner de force le peuple à leur suite au lieu de descendre en son sein pour faire route avec lui, l'instruire, éveiller son esprit. Rien que des excès, et les excès ont toujours eu une influence néfaste, jamais béné-

1. Il s'agit en fait de Bakounine qui, après un séjour à Dresde, se trouvait en Suisse en 1843 avant de rejoindre Marx et Ruge à Paris en 1844.

fique; c'est par les excès du despotisme ou de la liberté pratique que sombrèrent l'Ancien Régime, la République, l'Empire et la Restauration; et Louis-Philippe ne doit de gouverner depuis quatorze ans maintenant qu'à la règle d'or du *medium tenere beati*, autrement dit du *juste milieu* \*. Le compliment de F.[jeuerbach] à son ami R.[uge] (p. 35): « La fin des *Deutsche Jahrbücher* me rappelle la fin de la Pologne (!). Les efforts de quelques-uns, dans le marasme d'un peuple en décomposition, étaient vains », dépasse les limites du compliment amical. Après avoir exprimé quantité de choses vraies et bien pensées sur la situation prussienne, précisément sur les tentatives du roi Frédéric-Guillaume IV pour régénérer l'Etat en vertu de l'axiome: *L'Etat c'est moi* \*, les correspondants esquissent le plan de la revue que nous avons désormais sous les yeux et dont la tâche devait consister en une critique de l'actualité et par là en une réforme de la conscience du peuple allemand; autrement dit le peuple devait enfin pouvoir lire noir sur blanc ce qu'il ressentait depuis longtemps déjà, encore que d'une manière confuse.

La tendance de la revue se résume en ces mots: « Prise de conscience par notre époque de ses combats, de ses désirs. » Puis viennent les poèmes de Heine auxquels d'autres doivent faire suite (souhaitons qu'ils ne leur ressemblent pas) dans les numéros suivants. Le jugement de la cour d'appel suprême de Berlin contre le Dr J. Jacoby<sup>2</sup>, qui nous est communiqué à la suite, ne contribue pas précisément à justifier l'opinion exprimée en d'autres lieux de la revue, selon laquelle l'arbitraire du roi et des ministres, sans garanties ni limites, régit seul la Prusse. Nous avons rarement lu un document où des juges, qui peuvent être arbitrairement déposés ou mis à la retraite, se soient si ouvertement déclarés contre le trône et les ministres et se soient transformés en défenseurs d'un accusé poursuivi pour crime de haute trahison et de lèse-majesté, comme c'est ici le cas dans l'exposé des motifs de la cour d'appel suprême; il y est dit clairement qu'une *opinion* ne peut jamais être un *crime* et qu'en pareil cas le juge doit se surveiller sévèrement afin que « *l'autonomie et l'indépendance de son jugement soient gardées de toute influence provenant de sa propre conviction politique* ». Même là où Jacoby blâme l'arbitraire des ministres et des fonctionnaires, là où il souligne l'avantage d'une constitution d'Etat par rapport aux

---

2. Les poursuites auxquelles il est fait allusion ici concernent le médecin Johann JACOBY de Königsberg qui avait publié en 1841 une brochure intitulée *Vier Fragen, beantwortet von einem Ostpreussen* (« Quatre questions et réponses par un habitant de Prusse orientale »), pour laquelle il avait été condamné.

constitutions provinciales<sup>3</sup>, même là où il critique des ordres du cabinet royal, la cour d'appel suprême *lui donne raison*. Eh bien, la présence de juges assez indépendants et assez courageux pour rendre pareil jugement à Berlin, à proximité de la Cour, sous la dépendance directe du ministère public, est une raison pour ne pas perdre courage et pour nourrir tous les espoirs. Les articles qui suivent : *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, de Karl Marx (la dialectique y est incisive et l'analyse critique fort spirituelle) et *Esquisse d'une critique de l'économie politique*, de Friedrich Engels (article extrêmement solide) mériteraient à eux seuls une recension particulière que ne nous permettent pas les dimensions de notre journal. Les *Lettres de Paris*, de Hess, commentent les tendances divergentes du parti conservateur réformiste (*La Presse, Démocratie pacifique*) et du parti de la réforme radicale (*Réforme, Bien public*) — le premier y est condamné, le second porté aux nues; nous ne partageons pas ce point de vue car nous nous intéressons vivement aux efforts de la *Démocratie pacifique*; mais, à titre d'étrangers qui jouissons de l'hospitalité française, nous évitons le plus possible tout commentaire ou jugement sur la situation française et nous conseillons à la « Revue », ne serait-ce que par politique, d'en faire autant. *L'Acte final de la conférence interministérielle de Vienne*, déjà publié par la *New Yorker Schnellpost* et par notre journal, est à nouveau reproduit ici; il s'agit d'une affaire classée : on sait depuis longtemps que *telle est* la situation, le *comment* ne présentait qu'intérêt passager. Un poème de Georg Herwegh, intitulé *Trahison*, se situe bien au-dessus de ceux de Heine, tant par le fond que par la forme — encore qu'à lire entre les lignes Herwegh y fasse preuve de trop de ressentiment et qu'il ait tendance à toujours se mettre en avant. *La Situation en Angleterre* de Fr. Engels, comme le premier article du même auteur, est fort remarquable : il s'agit d'un commentaire du livre de Thomas Carlyle paru en 1843, *Past and Present*. Deux articles de Marx sur *La Question juive*, écrits en réponse à Bruno Bauer<sup>4</sup> d'un point de vue socialiste

3. La Prusse avait des Etats ou Parlements provinciaux régis par des constitutions provinciales et dépourvus de tout pouvoir réel; la Constitution prussienne promise à intervalles réguliers depuis 1815 n'avait jamais vu le jour.

4. L'article de Marx, *Zur Judenfrage* (« A propos de la question juive »), *DJ*, p. 182 sq. est une critique en deux parties de deux ouvrages de Bruno Bauer parus en 1843 et intitulés l'un *Die Judenfrage* (« La Question juive »), l'autre *Die Fähigkeit der heutigen Juden und Christen frei zu werden* (« De la capacité des juifs et des chrétiens actuels à être libres »). Contrairement à Bauer qui n'examine l'attribution des droits civiques aux juifs que sous l'angle de la théologie juive, Marx, élargissant le problème et se référant à l'analyse de Feuerbach, fait la critique de la conscience religieuse en général

moderne ferment le volume avec une revue de presse par Bernays.

Nous nous sommes mis à la lecture de ces premiers numéros *sine ira et studio* et nous répétons notre jugement personnel : nous attendions plus et de meilleure qualité; nous espérions une nouvelle révélation et nous n'avons fait que voir les trompettes qui doivent faire s'écrouler les murs de Jéricho; nous voulions du positif, de nouvelles vérités cueillies à l'arbre de la connaissance, et nous ne trouvons que négation de tout ce qui existe et mirages scintillants en des lointains inaccessibles; nous avons vu démolir et jamais construire; bref, nous sommes restés sur notre faim, nous avons été mis en appétit et non pas rassasiés et nous espérons fermement que les prochains numéros, ayant dépouillé la gangue involontaire dont celui-ci est entaché, seront à la hauteur de la tâche projetée dans l'introduction. On ne manquera pas de nous accuser de servilisme pour cette opinion sincère, mais nous ne répondrons jamais à de telles accusations; nous avons fait la preuve que nous ne reculons jamais devant la vérité, nous avons coupé les ponts qui auraient pu nous gagner la faveur des puissants de ce monde et nous nous sommes interdit tout retour en arrière; nous allons courageusement au combat mais nous voulons qu'il serve la cause des lumières, du droit, de la vérité et de la liberté; c'est pourquoi nous critiquons encore plus sévèrement nos compagnons de combat que nos ennemis et attirons leur attention sur leurs erreurs, à titre de revanche, encore que notre tâche soit plus modeste et que seul le but poursuivi nous soit commun.

---

et, sur la base de sa propre critique de la philosophie du droit de Hegel, analyse la réalité politique « avancée » de la France révolutionnaire ou des Etats-Unis d'Amérique pour déterminer les rapports de la conscience religieuse à l'Etat démocratique et les conditions de ce qu'il appelle en 1843-1844 « l'émancipation humaine totale », c'est-à-dire disparition de la religion comme de l'Etat politique.

Ce sont ces analyses que reprennent, sans grande rigueur, et Bernays (cf. texte 4) et Ewerbeck (cf. texte 5) dont les articles ont valeur documentaire sur l'influence néo-hégélienne du jeune Marx dans le milieu des émigrés parisiens, et par là même sur l'évolution idéologique de la Ligue des justes.

#### 4. [C. L. Bernays], Une lettre

[Vorwärts, n° 50, 22 juin 1844]

Mannheim, le 13 juin 1844

Mon cher ami,

Je suis vraiment heureux ! Sans doute pas aussi heureux que toi ; mais je ne suis pas fait non plus pour supporter ton bonheur ! Tu vis dans un monde double, en toi et hors de toi. Mon être-en-moi-et-hors-de-moi est pétri d'une seule pâte, c'est un météore vivant, fantaisiste, qui s'élève et explose, se condense et s'élance à nouveau et qui, avant de parvenir au zénith, explose encore. Sa vie durant il n'en pourra naître une étoile comme il faut, une lumière brillant d'un feu sûr et tranquille, — mais l'existence du feu-follet se justifie parfaitement elle aussi, et je la revendique pour moi [...]. Je commençai donc par chevaucher la politique. J'étais un bien mauvais cavalier mais ma rossinante était plus mauvaise encore. Il n'est rien de plus misérable en ce vaste monde que la politique et ses deux valets d'armes, la Religion et le Droit. Religion et Droit, ou plutôt théologie et jurisprudence déshumanisent l'homme et l'apprêtent pour en faire la victime de la politique. Toutes trois, la mère et les deux filles, doivent être mises à mort ! La politique ne connaît rien d'autre, n'est rien d'autre que domination. Pour elle l'homme est un être à *asservir* ; c'est la seule qualité qu'elle lui reconnaisse ; toutes les autres doivent être annihilées et c'est à quoi s'emploient ses deux sbires. La théologie dit à l'homme : tes qualités humaines existent seulement sous leur forme parfaite *hors de toi*, en Dieu ; je te déchire en deux parts : en un homme qui doit être dominé — bétail humain — et en un homme qui domine, dans le ciel ou par ses représentants sur terre. Tu ne possèdes qu'un peu de science, il est omniscient, — tu as un peu de pouvoir, il est omnipotent, — tu es mortel<sup>1</sup>, il est éternel, etc. Elle porte toutes les qualités humaines à un niveau inhumain et nomme l'ensemble obtenu Dieu. Elle devait détruire l'homme pour

1. Le texte porte ici *unsterblich* (immortel) ce qui n'a pas de sens et doit être une coquille.

On reconnaît au passage l'influence directe de Feuerbach : ce que dit ici Bernays de la théologie est simple paraphrase de *Das Wesen des Christentums* (« L'Essence du christianisme »), I<sup>re</sup> partie, 3, § 1 par exemple.

L'analyse des rapports de la religion à la politique et de celle-ci à la propriété vient des articles de Marx parus dans les *Dff*.



pouvoir faire un Dieu ; mais elle s'est également vue obligée de faire de l'homme un Dieu car elle ne connaissait rien de mieux et ne voulait rien connaître de mieux. Dieu est une invention de l'homme que je voudrais pouvoir attribuer au diable s'il existait. Et la noble jurisprudence, sœur jumelle de la théologie, agit de même. Tous les besoins et les qualités des hommes, elle les a pensés isolément pour en faire, d'eux ou de leurs contraires, des concepts, des dieux juridiques : propriété, mariage, vol, crime. Elle est la morale séparée de l'homme et dans sa balance elle pèse l'inhumanité au paragraphe. Elle dit à l'homme : sois juste et moral, mais attention, selon les normes que je te prescris. Tu veux *voler* pour manger, pour vivre ? Meurs plutôt de faim ! Le suicide est puni par ma sœur, la théologie ; de ses prières, elle t'envoie au purgatoire, en enfer. — Si tu voles, je t'attrape et je t'envoie au purgatoire sur terre, en enfer sur terre. Tu peux t'y prendre comme tu voudras, si tu échappes au purgatoire, tu iras au gibet et si tu ne vas pas au gibet tu es assuré du purgatoire. Il existe cependant *un* remède contre l'un et l'autre et je te le prescris : *sois riche* ; tu te feras alors dire des messes par les curés, contre argent sonnante elles te délivreront du purgatoire — ou bien tu pratiqueras le vol par les voies honnêtes du commerce ; sois un voleur respectable à 5 % et nous autres juristes te protégerons. *Les robins sont pires que les calotins* \*, disait Camille Desmoulins. La jurisprudence a une pratique suffisamment longue pour être tout aussi inhumaine que la théologie. Elle déchire l'homme tout aussi bien que celle-ci : elle lui laisse ses besoins humains et lui donne le droit abstrait de les satisfaire — elle lui en a pris la possibilité concrète.

[...]

Lorsque ce couple admirable a transformé les hommes en êtres inhumains, Sa Majesté Politique les prend et leur dit : Eh bien, maintenant soyez obéissants ; l'Etat est votre maître — ergo vous êtes ses esclaves. Je vous prescris une certaine quantité de bonheur dans lequel vous devez vivre et mourir. Et c'est tout un que l'Etat se nomme monarchie ou république, que l'homme déshumanisé soit en proie à la tyrannie d'un seul maître ou d'une classe dominante. La république est la forme la plus parfaite de l'Etat, mais il y faut toujours des juristes et des curés et un troupeau d'hommes asservis ; cependant l'Etat politique n'est pas la forme dernière dans laquelle doit vivre la société. L'Etat politique n'est que l'abstraction, le caractère inhumain de la société ; qu'elle devienne seulement humaine, qu'elle devienne une société d'hommes, et l'Etat cessera d'exister. Opinion à laquelle je parvins rapidement, moi, chevalier *politique* à la triste figure. C'est

pourquoi je ne chevauchai cette haridelle, cahin-caha, pas plus longtemps que nécessaire. J'ai mis pied à terre, mais cet animal teigneux trouvera maint cavalier encore. Je me suis tourné vers quelque chose d'oublié depuis des millénaires, depuis les Grecs, — je me suis tourné vers le *genre humain*, et à mon zénith brille désormais la victoire qu'il faut remporter sur toute inhumanité — sur la politique, sur la théologie et sur ma propre caste, celle des juristes; et de toutes mes faibles forces je prends mon élan pour combattre le vieil ennemi : dans la lutte ouverte qui vient, il sera vaincu. Jusqu'ici la difficulté était de bien reconnaître l'ennemi; maintenant il a hissé pavillon, mis cocarde au chapeau et endossé sa livrée, si bien que le plus stupide parmi les partisans de l'humanité peut le reconnaître : *c'est l'Argent*; et désormais on peut le vaincre. Peut-être penseras-tu en lisant ceci : si le feu-follet ne meurt au cours de ce voyage, il deviendra réellement une étoile. — Tu as raison, mais mon ambition ne va vraiment pas au-delà de ma nature de feu-follet.

Ton W.

### 5. [Hermann Ewerbeck], Une réponse<sup>1</sup>

[Vorwärts, n° 52, 3 juillet 1844]

Monsieur,

Dans l'un des derniers numéros de votre journal vous posez au Dr Ruge plusieurs questions fort importantes. Comme il s'agit de *principes tout à fait généraux*, je me sens tenu de vous répondre moi aussi, dans la mesure de mes modestes moyens. Tant mieux si vous recevez aussi une réponse du Dr Ruge !

Vous semblez vous soucier d'éclairer vos lecteurs sur la grande affaire de notre époque. Parlez-vous sérieusement ? Voulez-vous vraiment faire quelque chose pour les 80 000 Allemands et Allemandes de Paris ? Avant tout, prenez donc conscience du problème gigantesque autour duquel se meut notre siècle et qu'il doit résoudre de son sang; mais en payant le prix du sang il le résoudra. Au fait.

1. La « réponse », provoquée par la lettre ouverte de Börnstein à Ruge, s'adresse en fait aux critiques antérieures de Börnstein contre les *DJ*, cf. texte 3. Pour l'influence de Feuerbach et de Marx sur cet article, cf. textes 3 et 4, notes p. 120 et 122.

Provisoirement et sans plus attendre, nous déclarons que le peuple allemand (les masses par opposition aux individus et aux castes) n'est pas responsable de la situation actuelle en Allemagne. Quel philosophe de la nouvelle école humaniste *allemande* (seule en effet l'Allemagne en a produit une) et quand et où a-t-il jamais dit le contraire ? Quel philosophe a-t-il jamais affirmé que, si l'on considère une nation comme composée d'une part de savants, de seigneurs, de castes supérieures d'où émergent des personnalités remarquables, d'autre part d'ignorants, de serfs, de castes inférieures qui sont la majorité, il ne saurait être question de faute et de mérite, etc. Depuis que l'histoire parle, elle enseigne le même antique refrain : les deux *classes* ennemies à l'intérieur de l'*Etat*, la *classe supérieure* et la *classe inférieure* sont *toutes deux* destinées à disparaître au cours de leur combat et à créer quelque chose de nouveau. J'en parlerai plus loin.

Pourquoi vous indigner si fort, Monsieur, contre le jugement que portent les *Deutsch-französische Jahrbücher* sur l'Allemagne ? Ce jugement, si je ne me trompe, est le suivant : *l'esprit allemand est vil*. Voilà l'épithète dont vous remarquez fort justement qu'elle n'améliore personne, mais provoque l'indignation. Les mêmes *Jahrbücher* disent aussi : « Notre peuple est le plus lâche de toute la terre. » Voilà qui chagrine votre cœur patriotique; non pas cette lâcheté incommensurable, qui ne se révèle à vos yeux que « dans des faits isolés », mais le *terme impudent* qui qualifie la chose mauvaise. — Ne vous attristez pas sur celui qui chagrine la dureté du terme, la rudesse du son ; pareil chagrin est parfois le commencement du repentir, parfois aussi la marque infallible d'un caractère depuis longtemps déjà sclérosé.  
*Quiescat in pace :*

Laissez-le reposer  
Des fatigues de ses veilles;

il appartient à cette classe innombrable des morts-vivants.

Mais quoi ? Vous refusez, Monsieur, de considérer que la situation en tous points misérable dans laquelle gémit notre nation soit le produit de *cette* nation et de son environnement ? Vous croyez donc que les nations n'ont rien à voir avec le développement historique dans lequel elles se trouvent ? que, d'une part, elles se développent et que, de l'autre, vient s'y ajouter un ingrédient étranger par lequel elles sont précipitées dans le bonheur ou le malheur ? Vous ne croyez donc pas que l'institution du jury, la liberté de la presse et d'opinion en *Angleterre*,

que vous portez aux nues, soient le fruit de la façon d'être anglaise? Vous croyez donc que cela est venu de l'extérieur?

Je fais appel à votre bon sens qui vous dira que les qualités d'une nation se développent à partir d'une certaine disposition naturelle dans le temps et l'espace et traversent diverses phases de bonheur et de gloire comme de leur contraire.

Si donc nous deux, vous et moi, sommes tout à fait d'accord pour reconnaître que les masses allemandes, opprimées, asservies, maintenues à dessein dans la corruption et la débauche, ne sont pas responsables de la situation actuelle du pays, nous sommes tout à fait en désaccord sur les causes de cette situation. Dieu sait où vous allez les chercher! Pour moi, elles ont de façon évidente la même origine que les grandes choses que fit notre nation : les grandes découvertes, la philosophie et l'art, etc. La vilénie, mon très cher Monsieur, tout comme le sublime, dans la société des Botocudos, des Esquimaux, des Spartiates, des Allemands, etc., a semblablement son origine dans les dispositions naturelles de ces nations, c'est-à-dire dans ces nations elles-mêmes. Rien ne sert de maquiller, de voiler la vérité. Mais ne confondez pas Nation (l'ensemble) avec Peuple (la majorité opprimée); et si vous voulez donner le nom de peuple à l'ensemble, dites-le clairement pour éviter les malentendus. Quand cette immense majorité de la nation, opprimée, inculte, le peuple, par opposition à la minorité dirigeante qui gouverne grâce à ses connaissances et à quelque chose que nous nommerons plus tard, sera émancipée, — pas à pas ou, ce que personne ne peut savoir à l'avance, à grands bonds — quand donc elle se sera élevée parallèlement à la classe dirigeante et aura atteint le même niveau de culture, alors ce quelque chose de nouveau auquel je faisais allusion plus haut aura fait son apparition.

Il s'agit de la nouvelle période de l'humanité vers laquelle se dirige la philosophie humaniste allemande — en droite ligne, sans hésiter. Quand donc il n'y aura plus ni classe supérieure ni classe inférieure, ni barbarie ni lâcheté, plus aucun excès ni dans le domaine de l'activité ni dans celui de la jouissance, alors je voudrais bien savoir ce que vous ferez du jury, de la justice (avec ou sans knout, qu'importe), du système représentatif, du patriotisme et du christianisme, du commerce de l'argent et de la propriété privée dans la Société qui existera alors! Ou bien persistez-vous à nommer cette société un Etat, un Etat politique? Ce serait un Etat pour le moins étrange, qui ne ressemblerait en rien à ceux qui furent jusqu'à présent, aussi longtemps qu'en chaque nation les masses étaient grossières et stupides — comme c'est malheureusement le cas aujourd'hui encore.

*Reconnaissance de l'Homme dans la plénitude de son Etre — Développement de toutes les facultés de l'homme — voilà ni plus ni moins le but de l'école humaniste du dix-neuvième siècle.*

Cette école, Monsieur, prend à la lettre le terme sacré d'*émancipation*; elle veut faire disparaître la plèbe, ainsi que l'aristocratie.

Elle veut voir chacun exercer pleinement son activité et développer ses facultés, mais par le lien indissoluble de l'amour entre les hommes et de la dignité humaine, en relation avec l'humanité tout entière, avec le genre humain, la race humaine, c'est-à-dire avec la *Société*. C'est pourquoi cette philosophie humaniste est une philosophie socialiste devant laquelle disparaissent les différences nationales et ces absurdités qui distinguent les individus.

Vous trouvez un plaisir particulier à vous torturer l'esprit à l'aide de distinctions futiles : vous distinguez par exemple les *droits purement humains ou sociaux* des *droits politiques* ou (pardonnez le calembour et l'association d'idées qui me vient à lire votre article) *impurement humains*. Je m'étonne que depuis la parution des *Pariser Jahrbücher*<sup>2</sup> vous ne sachiez pas encore que *le seul droit* est le droit à l'existence, au travail, etc.; les droits politiques en effet ne remplissent ni votre estomac ni le mien, ne fournissent ni vêtement ni logement. Ou croyez-vous qu'un paysan se nourrira à satiété, lui, sa femme et ses enfants par l'exercice du droit de vote au parlement de son canton ? qu'un marchand misérable se tirerait de sa misère en faisant usage de la liberté de presse ? qu'un savant meurt-de-faim serait sauvé par un procès devant jury ? qu'un pauvre cordonnier élèverait plus facilement et mieux ses enfants et les nourrirait convenablement en faisant usage, en tant que « libre citoyen », du droit de pétition ? Répondez vous-même à ces questions et vous comprendrez que les *droits sociaux* sont *les seuls droits de l'homme*. Ce n'est pas contre ceux-ci que le Dr Marx part en guerre mais, et avec raison, contre ces fameux quatre *droits de l'homme* \* des années quatre-vingt-dix, contre ces admirables droits de l'homme selon lesquels :

*Primo*, au nom du *droit de propriété*, des gens meurent de misère, d'autres d'excès, et la vie est une fraude continuelle;

*Secundo*, au nom du *droit de liberté*, grâce à la concurrence de toute sorte, le faible est toujours écrasé ou contraint de mal faire;

*Tertio*, au nom du *droit d'égalité* (devant les tribunaux et la

2. Il s'agit des *Deutsch-Französische Jahrbücher*.

loi, a-t-on sagement ajouté), les hommes demeurent *face à face*, pauvres et riches, grossiers et instruits;

*Quarto* enfin, au nom du *droit de sécurité* des personnes, ce que l'on possède n'est jamais assuré grâce aux chicanes de la procédure, aux jeux du hasard, aux impôts, aux banqueroutes, etc.; santé et honneur, vie même sont toujours exposés à l'envie.

Vous pourriez sans peine poursuivre et compléter ces tristes considérations sur les « *droits de l'homme* » franco-américains tant prisés. Je vous le laisse faire; la place me manquerait. Considérez un instant s'il vous plaît, Monsieur, la ville de Philadelphie où les habitants, malgré ces quatre droits proclamés dans la constitution, ces précieux droits de l'homme qu'on ressasse à l'enfant dès le berceau et qu'on a honorés du titre pompeux d'*inaliénables*, se sont livrés plusieurs jours durant des combats de rue dignes de cannibales. Où était la liberté ? et l'égalité ? et la sécurité des personnes ? et le respect de la propriété ? Lorsqu'en Amérique les spéculateurs sortent, contre trois millions or, trente millions de papier de leurs cavernes de voleurs (appelées *banques*) et transforment chaque jour des milliers de citoyens en miséreux ou en Crésus (pour changer un peu !), reconnaissez-vous là encore le caractère (que l'on proclame hypocritement) sacré de la propriété privée ? Quand catholiques et protestants, en l'honneur de leurs confessions réciproques, se tranchent un peu la gorge, où est la liberté de conscience, élément capital cependant du droit de liberté ? Cette fameuse liberté religieuse dont s'enorgueillit tant l'Amérique semble bien ne pas même consister dans la possibilité pour chacun d'adorer son dieu comme il l'entend, à preuve Philadelphie. Si l'on me rétorque que l'origine du scandale de Philadelphie est dans l'incurie politique des Irlandais de cette ville, je ne puis m'empêcher de m'étonner qu'il soit *possible* de laisser une partie de la population ignorer l'existence et l'usage de ses droits politiques « *inaliénables* », qui plus est dans un Etat comme l'Amérique du Nord.

Donc, même dans l'*Etat* en principe le plus développé et le plus avancé, l'Amérique du Nord, il s'agit de tout autre chose que des quatre droits de l'homme ancien style, si les hommes doivent vivre en hommes.

Il s'agit de transformer la propriété privée en possession générale<sup>3</sup>; de supprimer l'argent et de redonner aux objets et aux hommes leur valeur véritable. Avec l'argent tout devient vénal;

3. La formule utilisée est la suivante : « Es handelt sich um Auflösung des Privat-Eigentums ins allgemeine Besitztum. »

or tout ne doit pas pouvoir être échangé contre tout. La religion n'est rien de plus que la sanction de cette situation inhumaine, ce qui signe sa condamnation.

Comment l'essence germanique doit-elle s'émanciper ? La réponse va de soi : par la diffusion incessante des principes de l'amélioration sociale. — Les émancipations politiques ne sont jamais que partielles; nous ne voulons pas l'homme abstrait, l'enflure philosophique ou morale, ni l'homme petit-bourgeois racorni, nous voulons mettre à l'honneur l'homme total, corps et âme. Vous pensez, Monsieur B.[örnstein], que certains droits doivent être sacrifiés au profit de certains autres. Oui, malheureusement il en fut et il en est encore ainsi; et il y aurait à jamais désaccord entre besoins spirituels et besoins matériels, entre satisfaction spirituelle et satisfaction matérielle si l'Ecole humaniste du 19<sup>e</sup> siècle n'avait découvert et exprimé les principes de nouveaux droits. — Pour finir je donnerai mon opinion personnelle : c'est que l'Allemagne se relèvera de son état actuel d'humiliation et, des tréfonds de sa nature (riche en effet est l'essence germanique !), sortira de quoi faire oublier à jamais ses bassesses. — Les nations sont mortelles, l'humanité ne connaît pas la mort.

Adieu.

# Le soulèvement des tisserands silésiens

## 6. Chant des canuts

[Anonyme, Lyon 1831]

Pour chanter *Veni Creator*,  
Il faut une chasuble d'or (*bis*)  
Nous en tissons pour vous, gens de l'église  
Et nous pauvres canuts n'avons pas de chemise.  
C'est nous les canuts  
Nous sommes tout nus (*bis*)

Pour gouverner il faut avoir  
Manteaux ou rubans en sautoir (*bis*)  
Nous en tissons pour vous, grands de la terre  
Et nous pauvres canuts sans drap on nous enterre.  
C'est nous les canuts  
Nous sommes tout nus (*bis*)

Mais notre règne arrivera  
Quand votre règne finira (*bis*)  
Nous tisserons le linceul du vieux monde  
Car on entend déjà la révolte qui gronde  
C'est nous les canuts  
Nous n'irons plus nus.



**7. H.[einrich] H.[eine], Les Pauvres Tisserands**

[Vorwärts, n° 55, 10 juillet 1844]

Point de larmes dans leurs yeux sombres,  
Assis à leur métier ils grincent des dents :  
« Vieille Allemagne, nous tissons ton linceul,  
Nous y tissons la triple malédiction !  
Nous tissons ! Nous tissons !

« Malédiction au Dieu aveugle, au Dieu sourd  
Que nous avons prié avec une foi d'enfant ;  
En vain nous avons attendu et espéré,  
Il nous a trompés et bafoués et bernés.  
Nous tissons ! Nous tissons !

« Malédiction au roi, au roi des riches,  
Que notre misère n'a pu attendrir,  
Qui nous a extorqué jusqu'au dernier sou  
Et nous fait fusiller comme des chiens !  
Nous tissons ! Nous tissons !

« Malédiction à la fausse patrie,  
Où ne prospèrent que mensonge et opprobre,  
Où tout est corruption et odeur de mort...  
Vieille Allemagne, nous tissons ton linceul !  
Nous tissons ! Nous tissons ! »

**8. Heinrich Heine, Les Tisserands silésiens**

[Publié dans la revue *Album*, éditée par Hermann Püttmann,  
Borna 1847]

Point de larmes dans leurs yeux sombres,  
Assis à leur métier ils grincent des dents :  
Allemagne, nous tissons ton linceul,  
Nous y tissons la triple malédiction...  
Nous tissons ! Nous tissons !

Malédiction au Dieu que nous avons prié  
 Dans le froid de l'hiver et les affres de la faim;  
 En vain nous avons attendu et espéré,  
 Il nous a trompés et bafoués et bernés...  
 Nous tissons ! Nous tissons !

Malédiction au roi, au roi des riches,  
 Que notre misère n'a pu attendrir,  
 Qui nous a extorqué jusqu'au dernier sou  
 Et nous fait fusiller comme des chiens...  
 Nous tissons ! Nous tissons !

Malédiction à la fausse patrie  
 Où ne prospèrent que mensonge et opprobre,  
 Où toute fleur est tôt brisée,  
 Où pourriture et moisissure nourrissent les vers...  
 Nous tissons ! Nous tissons !

La navette vole, le métier craque,  
 Nous tissons sans fin jour et nuit...  
 Vieille Allemagne, nous tissons ton linceul,  
 Nous y tissons la triple malédiction,  
 Nous tissons ! Nous tissons !

### 9. Les Tisserands silésiens

[Tract distribué à Berlin au cours de l'automne 1844. Publié par Walter Schmidt, *Einige Dokumente zum schlesischen Weberaufstand vom Juni 1844 in Aus der Frühgeschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, Berlin, 1964]

Nulle part le pauvre peuple ne peut faire fortune. Les riches et leur roi vivent de sa sueur et de son sang. Il supporte cela parce qu'il croit que son destin est voulu par Dieu. — Mais quand on le pousse au désespoir, c'en est fait de cette croyance superstitieuse et de sa patience. On en est arrivé là en Silésie. — Les pauvres tisserands ne gagnaient plus de quoi acheter du sel et on leur disait de manger du foin.

Les pauvres gens implorèrent le ciel de les sauver de leur misère. Mais le ciel ne les exauça pas; le ciel n'a pas d'oreilles — et quand les hommes ne s'aident pas eux-mêmes, ne les aidera ni Dieu ni diable. —

Lorsqu'ils comprirent cela, ils se tournèrent vers le roi. Mais celui-ci, bien qu'il ait des oreilles de taille, ne les exauça pas non plus; car un roi n'est pas là pour rendre le peuple heureux. Si tous les hommes étaient également heureux, un roi serait chose impossible. Des lois sous lesquelles tous les hommes sont égaux et heureux n'ont pas besoin de protecteur autre que le peuple. Elles ne peuvent provenir que d'hommes du peuple qui veulent l'égalité de tous les hommes, et ne peuvent être protégées que par le peuple lui-même. Le roi n'existe que pour protéger les lois qui maintiennent l'inégalité et la servitude des hommes — il n'existe que pour opprimer et poursuivre les hommes du peuple qui veulent l'égalité et le bonheur de tous — il n'existe que pour protéger les classes privilégiées, les riches, et pour maintenir le peuple dans sa misère et son ignorance néfaste. —

Lorsque les pauvres tisserands comprirent également cela, ils se tournèrent vers la patrie, vers la patrie allemande. Mais cette patrie n'est qu'une patrie de maîtres et de valets. Les valets ne purent, les maîtres ne voulurent aider les pauvres gens de façon durable, justement parce qu'ils voulaient rester les maîtres. Ils se débarrassèrent des malheureux en leur donnant quelques misérables aumônes. — Faire l'aumône aux malheureux pour les aider équivaut à mettre quelques gouttes d'eau dans un désert pour le rendre fertile. On ne peut aider le pauvre peuple de façon durable que par des lois humaines, qui fassent l'union entre les hommes. — Une nation isolée des autres nations, intérieurement morcelée à l'infini, une nation où chaque famille a ses intérêts particuliers, où chaque individu a sa croyance particulière, une telle nation, une telle patrie est la nation et la patrie de la haine, de la servitude, du mensonge et de l'imposture. —

Lorsque les pauvres tisserands comprirent également cela, ils reconnurent qu'il n'y avait de salut pour eux qu'en renversant tout ce qui existe, et ils s'unirent contre leurs oppresseurs avec leurs voisins, les habitants de Bohême, dans l'espoir qu'ailleurs aussi les autres opprimés suivraient leur exemple et secoueraient leur joug millénaire. Mais dans le reste du monde le pauvre peuple ne s'était pas encore défait de sa croyance superstitieuse ni de sa patience; il supportait encore ses maîtres et laissa fusiller ses frères en Silésie et en Bohême « avec Dieu pour le roi et la patrie <sup>1</sup> ».

---

1. La formule « Mit Gott für König und Vaterland » (Avec Dieu pour le Roi et la Patrie), cri de guerre des Prussiens en 1813, était devenue une devise favorite de la réaction prussienne.

Mais le poète prononce au nom des tisserands silésiens, qui sont de nouveau à leur métier et meurent de faim, et au nom de tous ceux qui sont exploités sous des lois iniques, la triple malédiction sur Dieu, le roi et la patrie :

## 1.

Point de larmes dans leurs yeux sombres,  
Assis à leur métier ils grincent des dents.  
Vieille Allemagne ils tissent ton linceul  
Et y tissent la triple malédiction...  
Ils tissent, ils tissent, ils tissent.

## 2.

Malédiction au Dieu aveugle et sourd  
Que nous avons prié avec une foi d'enfant,  
En qui nous avons espéré et cru,  
Il nous a bafoués, il nous a bernés...  
Nous tissons, nous tissons, nous tissons.

## 3.

Malédiction au roi, au roi des riches,  
Le bourreau suprême des hommes libres et égaux,  
Qui nous a extorqué jusqu'au dernier sou  
Et nous fait fusiller comme des chiens...  
Nous tissons, nous tissons, nous tissons.

## 4.

Malédiction à la patrie allemande  
Où notre lot est misère et opprobre,  
Où règnent sans partage mensonge et imposture;  
Vieille Allemagne nous tissons ton linceul...  
Nous tissons, nous tissons, nous tissons.

## 10. Chant des tisserands

[Wermuth/Stieber, *Die Communisten-Verschwörungen des neunzehnten Jahrhunderts*, Berlin, 1853, vol. 1, p. 33-34. Ouvrage de deux spécialistes des procès politiques, à l'usage de la police]

[...] L'émeute des tisserands [...] manque absolument de dessein et semble avoir été due à une misère réelle. Il est remarquable cependant qu'on ait trouvé plus tard chez de nombreux membres de la grande Ligue des communistes des exemplaires du poème suivant qui se rapporte à l'agitation des tisserands :

### CHANT DES TISSERANDS

Point de larmes dans nos yeux sombres,  
Assis au métier nous grinçons des dents,  
Vieille Allemagne ! nous tissons ton linceul,  
Nous y tissons la triple malédiction !  
    Nous tissons ! Nous tissons !

Malédiction au roi, au roi des riches  
Que notre misère n'a pu attendrir !  
Qui nous a extorqué jusqu'au dernier liard  
Et puis nous fait fusiller comme des chiens !  
    Nous tissons ! Nous tissons !

Malédiction au Dieu aveugle, au Dieu sourd,  
Que nous avons vainement prié avec foi,  
En qui nous avons vainement espéré et cru !  
    Il nous a bafoués, il nous a bernés !  
    Nous tissons ! Nous tissons !

Malédiction à la patrie mauvaise,  
Où notre lot est misère et opprobre !  
Vieille Allemagne ! nous tissons ton linceul,  
Nous y tissons la triple malédiction !  
    Nous tissons ! Nous tissons !

## Communisme au *Vorwärts*

### 11. La Réforme, Frédéric-Guillaume IV et le paupérisme (A)

[*La Réforme*, mardi 16 juillet 1844]

Nous avons parlé des insurrections que la misère a causées en Silésie. Voici la circulaire que Frédéric-Guillaume vient d'adresser aux autorités prussiennes<sup>1</sup> :

« J'ai appris qu'en plusieurs lieux les autorités n'exercent pas assez de surveillance et n'ont pas assez de sollicitude pour les malheureux et les pauvres, pour les enfants sans asile, les criminels libérés et susceptibles d'amendement et les ouvriers tombés dans l'indigence par suite de maladie, etc. Ces soins, cette sollicitude sont pourtant chose essentielle, afin d'obvier aux graves inconvénients résultant de l'abandon dans lequel on laisse la jeunesse des dernières classes de la société, et en général aux désordres sociaux qui sont la suite du *paupérisme* et du manque de secours que la société doit aux malheureux et aux criminels repentis.

Je sais que le remède à ces maux n'est guère possible que par la réunion de toutes les forces des âmes charitables.

J'invite donc tous ceux qui sont chargés de l'administration et de la surveillance des pauvres à prendre sérieusement à cœur

---

1. Cet ordre de cabinet qui entraîne à sa suite les articles de *La Réforme*, de Ruge, de Weber et de Marx est signé de Sans-souci le 13 novembre 1843 mais ne fut publié que le 5 juillet suivant dans le *Ministerialblatt* prussien et connu du public par l'[*Augsburger*] *Allgemeine Zeitung* n° 195 du 13 juillet 1844, p. 1558. Il fut donc naturellement mis en relation avec les événements silésiens de juin 1844.

toute association ou réunion qui s'est formée ou se formera dans ce but, et à regarder ce soin comme un devoir sacré, comme une attribution obligée de leurs fonctions publiques.

J'attends d'eux, sur ce sujet, des projets et des propositions qu'ils auront à me soumettre; ils m'exposeront les moyens le plus facilement et le plus convenablement exécutable pour atteindre ce but.

J'ordonne que l'on informe les chefs des autorités provinciales de ma volonté; je les engage à regarder cette question comme une affaire capitale, à l'étudier mûrement et à favoriser la création de telles sociétés bienfaisantes partout où elles manquent encore.

Frédéric-Guillaume. »

Nous savons plus d'un pays soi-disant libre, dont le gouvernement devrait bien prendre exemple sur la monarchie absolue de Frédéric Guillaume. A part la confusion ignorante et dédaigneuse entre les criminels libérés et les ouvriers indigents, il y a dans cette circulaire le pressentiment, l'instinct si l'on veut, de grandes réformes sociales que réclame partout en Europe l'organisation sociale.

Tandis qu'ailleurs on poursuit comme des crimes les actes de bienfaisance<sup>2</sup>, le roi de Prusse fait appel à la *réunion des forces de toutes les âmes charitables* pour prévenir le retour des *désordres sociaux* qui sont la suite du *paupérisme*.

Nous n'avons pas à rechercher pour le moment si cet élan de charité est dicté par la peur ou par un sentiment plus noble, en tout cas nous disons que cette peur intelligente serait encore mille fois préférable à l'obstination aveugle de nos conservateurs. En Silésie, comme aux bords de la Loire, on a fusillé des ouvriers qui réclamaient contre le salaire : mais à Rive-de-Gier on défend les souscriptions, à Berlin on les encourage.

2. En mai 1844 avait eu lieu à Rive-de-Gier des grèves brutalement réprimées, à la suite desquelles le préfet du département de la Loire avait interdit toute souscription ou collecte publique en faveur des ouvriers en chômage — le droit de coalition leur étant d'ailleurs naturellement refusé. *La Réforme*, dans son numéro du 18 juin, fait état d'une collecte parmi les ouvriers allemands travaillant à Paris (60 F) pour la souscription qu'elle a néanmoins ouverte. On remarquera ici l'erreur de *La Réforme* qui situe la petite ville industrielle de Rive-de-Gier sur la Loire, et non sur le Gier; erreur reproduite par Joseph Weydemeyer dans un article qu'il devait rédiger lors de son séjour à Bruxelles où il était allé rejoindre Marx au printemps 1846, « Das Feiern der Kohlenarbeiter im Loire-Tal », *Das Westphälische Dampfboot*, Bielefeld, mai-juin 1846, p. 235-239.

**La Réforme, Frédéric-Guillaume IV et le paupérisme (B)**

[*La Réforme*, samedi 20 juillet 1844]

Paris, 19 juillet.

Nous avons rapporté une circulaire du roi de Prusse qui invite les autorités locales de ce pays à se concerter pour venir au secours des indigents, dont le nombre s'accroît dans une progression menaçante. Un fait nous a frappé en cette circonstance, c'est que le gouvernement prussien sollicite la charité publique en faveur de l'indigence, tandis que chez nous le pouvoir s'en alarme et défend les souscriptions pour les ouvriers en chômage comme des actes de rébellion.

Il y a, dans ces deux manières de procéder du gouvernement despotique et de la monarchie constitutionnelle, une révélation de l'état social en Prusse et en France. Le roi Frédéric-Guillaume agit sous la double influence d'une vague terreur et d'un sentiment religieux. L'envahissement de la mendicité l'effraye comme un désordre administratif, mais non pas encore comme l'indice d'une révolution sociale : de remède à cette situation fâcheuse, il n'en connaît pas d'autre que la charité individuelle, encouragée et régularisée par l'administration. Il va même jusqu'à reconnaître que c'est un devoir pour la société de tendre aux infortunés une main secourable.

Ce sont là de bonnes inspirations auxquelles on doit applaudir : c'est l'écho lointain de la voix de la fraternité humaine qui se fait entendre quelquefois dans les régions heureuses de la société, et nous ne voulons point ravir à ceux qui jouissent le mérite de leur miséricorde pour ceux qui souffrent, même quand il s'y mêlerait certaines craintes égoïstes. Mais, encore un coup, la charité, si grande qu'elle soit et si méritoire qu'on la suppose, est limitée dans ses effets. Telle que la conçoit le roi de Prusse, encore bien qu'il y fasse intervenir l'action publique, elle n'est qu'un fait individuel, elle n'est pas une institution. C'est à ce point de vue moralement très élevé, mais politiquement très circonscrit, que se placent ordinairement les économistes appartenant aux écoles chrétiennes. Selon eux, la misère est une nécessité inexorable, un état d'épreuve destiné à nous laver de nos souillures : les pauvres gagneront le ciel par leurs souffrances, les riches par la charité.

Mais d'où vient que certaines classes naissent riches et se perpétuent dans leur opulence ? D'où vient que d'autres, et c'est



la masse, végètent éternellement dans la pauvreté ? Tel est le point de vue sérieux et vraiment scientifique de la question. C'est aujourd'hui de ce côté que se porte l'attention des philosophes et que se tournent les investigations des nouveaux économistes; et cette préoccupation des esprits spéculatifs qui, peu à peu, se communique à la masse, inquiète beaucoup plus le pouvoir que la misère en elle-même. La misère est un mal matériel auquel l'administration oppose volontiers des palliatifs momentanés et insuffisants, la cause même du mal est quelque chose de bien autrement redoutable : ce n'est plus un fait isolé, c'est un principe générateur; et quand ce principe est entrevu, quand il devient l'objet de la polémique journalière, quand enfin le pouvoir, aux jours de crise, est obligé de reconnaître que les bases de l'économie politique sont changées, c'est que l'on est à la veille d'une transformation sociale.

[...]

## 12. [Arnold Ruge], Le roi de Prusse et la réforme sociale

[Vorwärts, n° 60, 27 juillet 1844]

A la suite des émeutes silésiennes le roi de Prusse a publié un ordre de cabinet <sup>1</sup> dans lequel :

1) *Il blâme les autorités pour avoir manqué de surveillance et de sollicitude à l'égard des malheureux et des pauvres, des enfants sans asile, des criminels libérés et susceptibles d'amendement, des ouvriers dans l'indigence par suite de maladie, etc. Et cependant cette surveillance et ce soin sont absolument indispensables pour obvier aux graves inconvénients résultant de l'abandon dans lequel on laisse grandir les enfants des dernières classes de la société et pour prévenir des désordres sociaux qui apparaissent comme une conséquence de la paupérisation et du manque de secours que la société doit aux malheureux et aux criminels repentis.*

2) *Le roi sait que le remède à ces maux n'est possible que par la réunion de toutes les forces des âmes chrétiennes et charitables.*

3) *Il recommande donc à toutes les autorités chargées de l'administration et de la police des pauvres de prendre sérieusement*

1. On pourra comparer ce résumé de Ruge à la traduction de l'ordre de cabinet donné dans *La Réforme*, texte 11 A.

à cœur toute association ou réunion qui s'est formée ou se formera dans ce but, et de considérer ce soin comme un devoir sacré, comme une partie de leurs fonctions officielles.

4) Le roi attend des autorités projets et propositions sur ce sujet.

5) Il ordonne d'informer les chefs des administrations provinciales et les engage à considérer cette question comme une affaire de la plus haute importance, à l'étudier mûrement et à favoriser la création de sociétés de bienfaisance partout où il n'en existe pas encore.

*La Réforme* trouve à juste titre cet ordre de cabinet digne d'attention. C'est la réponse chrétienne de l'Etat prussien aux événements de Silésie, tandis que la réponse séculière ou judiciaire, déjà donnée pour une part, doit encore être attendue avec sa dureté coutumière.

*La Réforme* écrit dans son *premier Paris*<sup>2</sup> du 20 : « Le roi de Prusse agit sous la double influence d'une vague terreur et d'un sentiment religieux. L'envahissement de la misère ouvrière l'effraye comme un désordre administratif, non comme l'indice d'une révolution sociale et de remède à cette situation fâcheuse, il n'en connaît pas d'autre que la charité individuelle, encouragée et régularisée par l'administration; il va même jusqu'à reconnaître que c'est un devoir pour la société de tendre aux infortunés une main secourable. » Le jour précédent<sup>3</sup>, *La Réforme* reconnaissait même : « A part la confusion ignorante et révoltante entre les criminels libérés et les ouvriers indigents, il y a dans cette circulaire le pressentiment, l'instinct de grandes réformes sociales qu'exige partout la situation actuelle de l'Europe. »

*La Réforme* serait dans le vrai s'il ne lui fallait, outre la pensée officielle de ce document, connaître également l'ensemble de la réalité allemande pour comprendre le roi. Le roi et la société allemande n'est [sic] pas encore parvenu au « pressentiment de sa réforme », même les soulèvements de Silésie et de Bohême n'ont pas suscité ce sentiment. Il est impossible dans un pays apolitique comme l'Allemagne que la détresse partielle de districts manufacturiers soit considérée comme une affaire d'ordre général, à plus forte raison comme un préjudice porté à l'ensemble du monde civilisé. Cet événement a pour les Alle-

2. En français dans le texte. La formule « premier Paris » était alors utilisée pour désigner l'article de fond, l'éditorial. Les citations que fait Ruge de l'article de *La Réforme* sont parfois approximatives, cf. texte 11 B.

3. Il s'agit en réalité de l'article du 16 juillet, cf. texte 11 A.

mands le même caractère qu'une inondation ou une famine locales. C'est pourquoi le roi l'attribue à une défaillance de l'administration ou à un manque de charité. Pour cette raison et parce qu'on est venu à bout des faibles tisserands avec peu de troupes, la démolition des manufactures et des machines n'inspire au roi et aux autorités aucune « terreur ». En outre « le sentiment religieux » n'a pas dicté cet ordre de cabinet qui est la sobre expression de la science politique chrétienne et d'une doctrine dont l'unique remède, la bonne disposition des « âmes chrétiennes », aplanit toute difficulté. La pauvreté et le crime sont deux grands maux, qui peut les guérir ? L'Etat et l'administration ? non, mais bien « la réunion de toutes les âmes chrétiennes ».

C'est ainsi que s'explique ce curieux aveu « qu'on laisse grandir les enfants des dernières classes de la société dans l'abandon ». Où cela se produit, on manque encore de sens chrétien et dans ce cas il est notoire qu'une exhortation est efficace. Le roi n'en fait donc pas le reproche à l'Etat ni à l'organisation sociale, il l'attribue à un manque de sentiments chrétiens qu'il faut, selon lui, faire naître d'une part chez ceux qui sont chargés de l'administration des pauvres (employés et représentants bénévoles des communes), d'autre part parmi la population nantie. Ces « sentiments » sont le but de l'ordre de cabinet qui enjoint à l'administration, contrairement à ce qu'elle aurait fait en temps normal, de ne gêner en rien leur développement (grâce à des sociétés de secours, cela va de soi), mais bien au contraire de les encourager.

Pourquoi le roi n'ordonne-t-il pas immédiatement l'éducation de tous les enfants abandonnés ? cela dépasse ses forces, seule « la réunion de toutes les âmes charitables » est en mesure de le faire — quand elles sont *toutes* rassemblées, cela va de soi.

« L'organisation communale de secours aux pauvres est insuffisante » : que faut-il faire ? « Que toutes les âmes charitables s'unissent ! » Elles sont plus puissantes que les « chefs des administrations provinciales » eux-mêmes.

Qu'est-ce donc que l'ordre de cabinet du roi de Prusse ? Ce n'est rien d'autre, dans un embarras extrême, que le recours de l'homme politique au prédicateur exhortant pieusement à avoir des sentiments chrétiens ; naturellement rapports et études, projets et propositions ne préviendront pas la pensée royale.

Les bonnes paroles et les bons sentiments sont bon marché ; le jugement et les actes efficaces sont chers ; ils sont même dans ce cas plus que chers, on ne peut encore s'en procurer.

C'est dans un tel degré d'embarras que l'Allemagne, demeurée loin derrière l'Angleterre et la France, a été surprise par les mou-

vements des prolétaires en Silésie et en Bohême; et elle sera surprise au même degré lors d'une nouvelle famine dans l'Erzgebirge saxon, et on ne sera sans doute pas plus avancé à Berlin, non plus que dans les autres grandes villes, lorsque se posera de nouveau la question du prolétariat.

Les Allemands pauvres ne sont pas plus intelligents que les pauvres Allemands<sup>4</sup>, c'est-à-dire qu'ils ne voient pas au-delà de leur foyer, de leur fabrique, de leur district; *jusqu'à ce jour* l'âme politique qui pénètre tout s'est désintéressée de la question sociale. Tous les soulèvements qui éclateront dans ce funeste état d'isolement — les hommes isolés de la communauté et leurs pensées isolées des principes sociaux — seront étouffés dans le sang et la stupidité; mais que la misère engendre l'intelligence et que l'intelligence politique des Allemands découvre la racine de la misère sociale et aussitôt ces événements, même en Allemagne, « seront ressentis comme les symptômes de grands bouleversements ». Une révolution sociale sans âme politique (c'est-à-dire sans l'intelligence qui l'organise d'un point de vue général) est impossible. En ce domaine la France et l'Angleterre auront sans aucun doute l'initiative, si féru le roi de Prusse soit-il de nouveaux projets et de grandes réformes.

Un Prussien

**13. Karl Marx, Critiques en marge de l'article « Le roi de Prusse et la réforme sociale. Par un Prussien » (*Vorwärts*, n° 60) par Karl Marx \***

[*Vorwärts*, n° 63, 7 août 1844]  
[*MEW* 1, p. 392-404]

Le numéro 60 du *Vorwärts* contient un article intitulé « Le roi de Prusse et la réforme sociale », et signé « Un Prussien ».

Le prétendu Prussien rapporte d'abord le contenu de l'ordre de cabinet du roi de Prusse concernant le *soulèvement des ouvriers silésiens* et l'opinion du journal français *La Réforme* sur cet ordre de cabinet prussien. *La Réforme* tiendrait « la terreur et les *sentiments religieux* du roi » pour la cause de l'ordre de

4. Ruge écrit : « Die deutschen Armen sind nicht klüger als die armen Deutschen » : Les Allemands pauvres (i.e. le prolétariat) ne sont pas plus intelligents que les pauvres Allemands (au sens de benêts, lourdauds ou retardataires).

\* Des raisons spéciales m'obligent à déclarer que le présent article est le premier que j'aie fait parvenir au *Vorwärts*. (K. M.)

cabinet. Elle trouverait même dans ce document le *pressentiment* des grandes réformes qui attendent la société bourgeoise. Mais le « Prussien » fait la leçon à la *Réforme*<sup>1</sup> :

« Le roi et la société allemande n'est pas encore parvenu au "pressentiment de sa réforme" \*\*, même les soulèvements de Silésie et de Bohême n'ont pas suscité ce sentiment. Il est impossible dans un pays *apolitique* comme l'Allemagne que la détresse *partielle* de districts manufacturiers soit considérée comme une affaire d'ordre général, à plus forte raison comme un préjudice porté à l'ensemble du monde civilisé. Cet événement a pour les Allemands le même caractère qu'une inondation ou une famine *locales*. C'est pourquoi le roi l'attribue à une *défaillance de l'administration* ou à un *manque de charité*. Pour cette raison et parce qu'on est venu à bout des faibles tisserands avec peu de troupes, la démolition des manufactures et des machines n'inspire au roi et aux autorités aucune "terreur". En outre "le sentiment religieux" n'a pas dicté cet ordre de cabinet qui est la sobre expression de la science politique chrétienne et d'une doctrine dont l'unique remède, "la bonne disposition des âmes chrétiennes", aplanit toute difficulté. La pauvreté et le crime sont deux grands maux, qui peut les guérir ? L'Etat et l'administration ? non, mais bien la réunion de toutes les âmes chrétiennes. »

Le prétendu Prussien nie la "terreur" du roi en invoquant entre autres cette raison qu'on est venu à bout des faibles tisserands avec peu de troupes.

Ainsi donc, dans un pays où des banquets accompagnés de discours libéraux et de champagne libéral (qu'on se rappelle la fête de Düsseldorf) provoquent un ordre du cabinet royal<sup>2</sup>, dans un pays où l'on n'eut pas besoin d'un seul soldat pour étouffer les aspirations de la bourgeoisie *tout entière*, liberté de la presse et constitution; dans un pays où l'obéissance passive est à l'ordre du jour \*; dans un tel pays le recours forcé à l'armée contre de faibles tisserands ne serait *pas un événement* et pas un événement *terrifiant* ? Qui plus est, les faibles tisserands sortirent vainqueurs de la première rencontre et ne furent écrasés que par la suite, après l'arrivée de renforts. Le soulèvement d'un groupe

1. Le texte complet de Ruge est reproduit en 12.

2. Marx fait ici allusion à l'édit pris le 18 juin 1843 par Frédéric-Guillaume IV à la suite de la participation de fonctionnaires prussiens à un banquet organisé par les libéraux à Düsseldorf en l'honneur du 7<sup>e</sup> Landtag de Prusse rhénane.

\*\* On remarquera le non-sens stylistique et grammatical. « Le roi de Prusse et la société n'est [est] par encore parvenu au sentiment de sa [threr] (à qui se rapporte ce « iherer » ? réforme. » (K. M.)

d'ouvriers est-il moins dangereux parce qu'on n'a pas eu besoin de toute une armée pour l'étouffer ? Que le malin Prussien compare le soulèvement des tisserands silésiens avec les soulèvements d'ouvriers anglais et les tisserands silésiens lui paraîtront de *forts* tisserands.

A partir des rapports *généraux* de la *politique* aux *maux sociaux* nous expliquerons pourquoi le soulèvement des tisserands ne pouvait inspirer grande « *terreur* » au roi. Avant de poursuivre remarquons seulement que le soulèvement n'était pas dirigé directement contre le roi de Prusse mais contre la bourgeoisie. En tant qu'aristocrate et que monarque absolu le roi de Prusse ne peut aimer la bourgeoisie; il peut encore moins s'effrayer de ce que la bourgeoisie, du fait de tensions et de difficultés avec le prolétariat soit encore plus impuissante et servile. D'ailleurs, le catholique orthodoxe s'oppose plus directement au protestant orthodoxe qu'à l'athée, de même le légitimiste s'oppose plus directement au libéral qu'au communiste. Non pas que l'athée ou le communiste soient plus proches du catholique ou du légitimiste, mais ils leur sont plus étrangers que le protestant et le libéral, ils sont *hors de sa sphère*. Le roi de Prusse, en tant qu'homme politique, trouve son antagoniste direct dans la politique, dans le libéralisme. Pour le roi l'antagonisme du prolétariat n'existe pas plus que le roi n'existe pour le prolétariat. Il faudrait que le prolétariat ait déjà atteint une puissance déterminante, pour étouffer les antipathies et les antagonismes politiques et pour détourner sur lui toute l'hostilité de la sphère politique. Enfin le roi a pour trait de caractère bien connu d'être à l'affût de ce qui est *intéressant* et *important* : il aura dû être agréablement surpris de trouver sur ses propres terres cet « *intéressant* » *paupérisme* « *tant décrié* », et par là même une nouvelle occasion de faire parler de lui. Quel plaisir n'éprouva-t-il pas à l'annonce qu'il possédait désormais « *en propre* » un *paupérisme* royal et prussien !

Notre « *Prussien* » est encore plus malheureux lorsqu'il *nie* que l'ordre de cabinet ait sa source dans le « *sentiment religieux* ».

Pourquoi le sentiment religieux n'est-il pas la source de cet ordre de cabinet ? Parce que ce dernier est « la sobre expression de la science politique chrétienne », la « *sobre* » expression de la doctrine dont « l'unique remède, la bonne disposition des âmes chrétiennes, aplanit toute difficulté ».

Le *sentiment religieux* n'est-il pas la source de la science politique *chrétienne* ? Une doctrine qui possède une panacée dans la bonne disposition des *âmes chrétiennes* ne se fonde-t-elle pas

sur le sentiment religieux ? La *sobre* expression du sentiment religieux cesse-t-elle d'être une expression du sentiment religieux ? De plus, je soutiens que c'est un sentiment religieux fort prétentieux, un sentiment religieux fort *enivré* que celui qui, refusant à « l'Etat et à l'administration » la « guérison de grands maux », la cherche dans « l'union des âmes chrétiennes ». C'est un sentiment religieux fort *enivré* que celui qui, de l'aveu même du « Prussien », découvre tout le mal dans un manque de sens chrétien et en conséquence renvoie les autorités au seul moyen de fortifier ce sens chrétien, à « l'exhortation ». Les *sentiments chrétiens*, voilà selon le « Prussien », le but de l'ordre de cabinet. Le sentiment religieux, quand il est ivre, cela va de soi, non quand il est sobre, se considère comme l'unique bien. Il attribue le mal, là où il en voit, à sa propre *absence* car s'il est l'unique Bien, lui seul peut produire le bien. L'ordre de cabinet, dicté par le sentiment religieux, dicte de façon conséquente le sentiment religieux. Un homme politique de *sobre* sentiment religieux n'aurait pas « recours », dans son « embarras », au rôle du « prédicateur exhortant pieusement à avoir des sentiments chrétiens ».

Comment le prétendu Prussien démontre-t-il donc à *La Réforme* que l'ordre de cabinet n'est pas une émanation du sentiment religieux ? En décrivant constamment cet ordre de cabinet comme l'émanation du sentiment religieux. Peut-on d'un esprit aussi *illogique* attendre quelque compréhension des mouvements sociaux ? Voyons comment il *bavarde* à propos des rapports de la *société allemande* au mouvement ouvrier et à la réforme sociale en général.

*Distinguons*, ce que le « Prussien » néglige de faire, les différentes catégories rassemblées sous l'expression de « *société allemande* » : gouvernement, bourgeoisie, presse, enfin les ouvriers eux-mêmes. Voilà les masses *différenciées* dont il s'agit ici. Le « Prussien » les amalgame et, les considérant du point de vue de Sirius, les condamne en masse. Selon lui la *société allemande* « n'est pas encore parvenue au pressentiment de sa réforme ».

Pourquoi cet instinct lui manque-t-il ?

« Il est impossible, répond notre Prussien, dans un pays *apolitique* comme l'Allemagne que la détresse *partielle* de districts manufacturiers soit considérée comme une *affaire d'ordre général*, à plus forte raison comme un préjudice porté à l'ensemble du monde civilisé. Cet événement a pour les Allemands le même caractère qu'une inondation ou une famine *locales*. C'est pourquoi le roi l'attribue à une *défaillance de l'administration* ou à un *manque de charité*. »

Le « Prussien » explique donc cette conception *erronée* de la misère ouvrière par le *qualificatif* de pays *apolitique*.

On admettra que l'Angleterre est un pays *politique*. On admettra aussi que l'Angleterre est le *pays du paupérisme*, le terme même est d'origine anglaise. A considérer l'Angleterre, on a donc le plus sûr moyen de connaître par l'expérience *les rapports* d'un pays *politique* au *paupérisme*. En Angleterre la misère ouvrière n'est pas *partielle* mais *universelle*; elle n'est pas restreinte aux districts industriels mais s'étend aussi aux districts agricoles. Les mouvements n'en sont pas ici à leurs débuts, mais reviennent périodiquement depuis presque un siècle.

Comment donc la bourgeoisie *anglaise*, et avec elle le gouvernement et la presse qui en dépendent, comprend-elle le *paupérisme* ?

Pour autant que la bourgeoisie anglaise reconnaisse le paupérisme comme une *faute de la politique*, le *whig* considère le *tory*, le *tory* le *whig* comme la cause du paupérisme. Selon le *whig*, le monopole de la grande propriété foncière et la législation contre l'importation du blé sont la cause principale du paupérisme. Selon le *tory*, tout le mal vient du libéralisme, de la concurrence, du trop grand développement du système manufacturier. Aucun des deux partis n'en trouve la cause dans la politique en général, mais chacun la voit dans la politique particulière du parti [adverse]<sup>3</sup>; ni l'un ni l'autre ne songe un seul instant à une réforme de la société.

L'expression la plus nette de l'idée que l'Angleterre se fait du paupérisme (nous parlons toujours de l'idée que s'en font la bourgeoisie et le gouvernement anglais) est *l'économie politique anglaise*, c'est-à-dire le reflet scientifique de la situation économique de l'Angleterre.

Un des meilleurs et des plus célèbres économistes anglais, qui connaît la situation actuelle et qui doit posséder une vue complète du mouvement de la société bourgeoise, MacCulloch, disciple du cynique Ricardo, ose encore dans un cours public (et sous un concert d'applaudissements) appliquer à l'économie politique ce que *Bacon* dit de la philosophie :

« Celui qui, par une véritable et constante sagesse, suspend son jugement et avance par degré, surmontant l'un après l'autre tous les obstacles qui, telles des montagnes, entravent le cours de l'étude, atteindra avec le temps le sommet de la science où l'on jouit de la paix et de la pureté de l'air, où la nature s'offre au

3. Le texte porte « iherer Partei » (de son parti), corrigé à juste titre dans *MEW* en « iherer Gegenpartei » (du parti adverse).



regard dans toute sa beauté et d'où l'on peut par un sentier en pente douce redescendre jusque dans les derniers détails de la pratique<sup>4</sup>. »

Le bon *air pur* que l'atmosphère pestilentielle des taudis anglais ! La *grande beauté de la nature* que les haillons invraisemblables des Anglais miséreux, la chair flétrie et ratatinée de femmes usées par le travail et la misère; les enfants couchés sur du fumier; les avortements produits par le surmenage, le travail mécanique et monotone dans les manufactures ! Et *derniers détails ravissants de la pratique* : prostitution, meurtre et gibet<sup>5</sup> !

Même cette partie de la bourgeoisie anglaise qui est parfaitement consciente du danger du paupérisme, conçoit ce danger ainsi que les moyens d'y remédier d'une manière non seulement particulière mais aussi, pour le dire sans détours, *stupide et puérile*.

C'est ainsi par exemple que le Dr Kay dans sa brochure *Recent Measures for the Promotion of Education in England* ramène tout à l'éducation négligée. Devinez pourquoi ! Par manque d'éducation l'ouvrier ne peut saisir les « lois naturelles du commerce », lois qui le conduisent nécessairement au paupérisme. C'est pour cette raison qu'il se révolte. Ce qui peut « gêner la prospérité des manufactures anglaises et du commerce anglais, ébranler la confiance réciproque des hommes d'affaires, diminuer la stabilité des institutions politiques et sociales<sup>6</sup> ».

4. Marx cite Bacon d'après la traduction française du livre de John Ramsay MacCulloch, *Discours sur l'origine, les progrès, les objets particuliers et l'importance de l'économie politique*, Genève, Paris, 1825, p. 131-132.

5. A partir de ce paragraphe, tous les renseignements de Marx sur le paupérisme anglais et français sont empruntés à Eugène BURET, *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France; de la nature de la misère, de son existence, de ses causes, et de l'insuffisance des remèdes qu'on lui a opposés jusqu'ici; avec l'indication des moyens propres à en affranchir les sociétés*, 2 vol., Paris, 1840.

6. Weber y a également recours dans son article sur « La charité officielle prussienne », cf. texte 16.

7. E. BURET, *op. cit.*, I, p. 396, note 1, *Recent Measures for the Promotion of Education in England*, onzième édition 1839. L'auteur de cette brochure anonyme, et on peut dire officielle, est le docteur Kay ». Et plus loin, p. 400-401, [citation de Kay par Buret] : « Nous ne pouvons considérer avec indifférence, nous l'avouons, la grandeur de la force physique mise en mouvement par des hommes aussi ignorants, aussi dépourvus de principes que les chefs chartistes; et sans nous attendre à des troubles intérieurs qui méritent et les personnes seront exposées à des violences sur certains points du pays, de façon à gêner matériellement la prospérité de nos manufactures et de notre commerce, à ébranler la confiance mutuelle des négociants, et à diminuer la stabilité de nos institutions politiques et sociales. » Et p. 402 : « Les torys se refusent à croire que le meilleur moyen d'apprendre au peuple

Si grande en effet est l'absence de réflexion de la bourgeoisie anglaise et de sa presse sur le paupérisme, sur cette épidémie nationale anglaise !

Donc, à supposer que les reproches que notre « Prussien » adresse à la société *allemande* soient fondés, la raison en est-elle dans la situation *apolitique* de l'Allemagne ? Mais si la bourgeoisie de l'*apolitique* Allemagne est incapable de saisir la portée générale d'une détresse *partielle*, la bourgeoisie de la *politique* Angleterre s'y entend par contre pour méconnaître la portée générale d'une détresse universelle, d'une détresse qui a déjà apporté la preuve de sa portée générale tant par son retour périodique dans le temps que par son extension dans l'espace et que par la vanité de tous les efforts destinés à y remédier.

A la situation *apolitique* de l'Allemagne le « Prussien » impute également le fait que le roi de Prusse trouve la cause du paupérisme dans une *défaillance de l'administration* et un *manque de charité* et en conséquence cherche les moyens de combattre le paupérisme dans des *mesures administratives et charitables*.

Cette façon de voir est-elle propre au roi de Prusse ? Qu'on jette un rapide coup d'œil sur l'Angleterre, seul pays à propos duquel on puisse parler d'une action *politique* de grande envergure contre le paupérisme.

L'actuelle législation anglaise sur les pauvres date d'un texte du 43<sup>e</sup> acte du règne d'Elisabeth \*. Quelles sont les mesures prévues par cette législation ? L'obligation faite aux paroisses de secourir leurs ouvriers indigents, la taxe des pauvres, la bienfaisance légale. Cette législation — la bienfaisance par la voie de l'administration — a duré deux siècles. Après de longues et douloureuses expériences, quel point de vue voyons-nous adopter par le Parlement dans sa loi d'amendement <sup>7</sup> de 1834 ?

---

la résignation, c'est de le mettre à même de découvrir les véritables causes de ses souffrances, de lui enseigner que *les lois naturelles du commerce* exigent que la rémunération du travail soit au plus bas possible. Les torys ont l'avantage d'être franchement conséquents, et ils s'opposent de toutes leurs forces à ce que l'éducation soit autre chose en Angleterre que ce qu'elle a été jusqu'ici, ou l'ignorance absolue, ou l'histoire de la Bible commentée par un ecclésiastique bien pensant. »

\* Il n'est pas nécessaire à notre propos de remonter au statut des ouvriers sous Edouard III. [K. M.] (Ce que fait Buret dans son livre, I, p. 138-139.)

Il s'agit d'Elisabeth I, reine d'Angleterre de 1558 à 1603; quant à Edouard III, il régna de 1327 à 1377 et contribua à déclencher la guerre de Cent ans. Cf. E. BURET, *op. cit.*, I, p. 142-144.

7. La formule « loi d'amendement », *Amendment Bill*, qui est impropre pour désigner la *New Poor Law* votée par le parlement anglais en 1834, est un emprunt de Marx à BURET, *op. cit.*, I, p. 142 ou 151-154, qui parle d'« amendement de 1834 » ou de « loi d'amendement ». La formule se retrouve également dans les *Manuscrits de 1844*, Ed. sociales, p. 72.

Il déclare d'abord que l'augmentation effroyable du paupérisme est due à une « *défaillance de l'administration* ».

L'administration de la taxe des pauvres<sup>8</sup>, assurée par des employés des paroisses, est en conséquence réformée. On constitue des *Unions* d'environ vingt paroisses qui sont réunies en une seule administration. Un bureau de fonctionnaires — *Bord of Guardians* — élu par les contribuables se réunit à date fixe au siège de l'Union et décide de l'attribution des secours. Ces bureaux sont dirigés et contrôlés par des délégués du gouvernement qui forment la Commission centrale de Somerset House, le *ministère du paupérisme* selon l'excellente définition d'un Français<sup>9</sup>. Le capital que contrôle cette administration est presque égal aux dépenses de l'administration de la guerre en France. Le nombre des administrations locales qu'elle rassemble se monte à environ 500, chacune de celles-ci employant à son tour au moins 12 fonctionnaires.

Le parlement anglais ne s'en est pas tenu à la réforme *formelle* de l'administration.

Il découvre la cause principale de l'état *aigu* du paupérisme anglais dans la *loi sur les pauvres* elle-même. Selon le parlement, le moyen légal pour lutter contre le mal social, la bienfaisance, favorisait le mal social. Et pour ce qui est du paupérisme *en général* vaut cette *loi naturelle et éternelle* selon Malthus :

« Etant donné que la population tend continuellement à dépasser les moyens de subsistance, la bienfaisance est une sottise, un encouragement officiel à la misère. L'Etat ne peut donc rien faire d'autre qu'abandonner les miséreux à leur destin, tout au plus leur faciliter la mort<sup>10</sup>. »

A cette théorie philanthropique, le parlement anglais ajoute l'opinion que le paupérisme est de la *misère dont la faute incombe aux ouvriers eux-mêmes* : on n'a donc pas à le prévenir comme un malheur, on doit au contraire le réprimer, le punir comme un crime.

Ainsi naquit le système des *workhouses*<sup>11</sup>, c'est-à-dire des maisons pour indigents, dont le régime intérieur *effraye* les miséreux

8. BURET, *op. cit.*, I, p. 156.

9. Il s'agit de Buret lui-même, 1810-1842.

10. Tout le paragraphe est emprunté à BURET, *op. cit.*, I, p. 152, y compris la citation de Malthus. Seule la première phrase d'ailleurs est de Malthus, la seconde étant un commentaire et une conclusion de Buret sur la doctrine de Malthus.

11. Cf. BURET, *op. cit.*, I, p. 151, « La misère depuis la loi d'amendement ». Ce passage descriptif est repris à grands traits par G. WEBER dans *Charité officielle prussienne*.

et les empêche d'y aller chercher un refuge contre la famine et la mort. Dans les *workhouses* la bienfaisance est savamment mêlée à la *vengeance* que la bourgeoisie tire des miséreux qui ont fait appel à sa bienfaisance.

L'Angleterre a donc d'abord tenté de détruire le paupérisme par la *bienfaisance* et des *mesures administratives*. Puis elle vit dans le progrès incessant du paupérisme non pas la conséquence nécessaire de l'*industrie* moderne mais bien plutôt la conséquence de la *loi anglaise sur les pauvres*. Elle ne vit dans la misère universelle qu'une *particularité* due à la législation anglaise. Ce qui jadis était attribué à un *manque de bienfaisance* le fut désormais à un *excès de bienfaisance*. Enfin, on considéra la misère comme la faute des miséreux et à ce titre on les en punit<sup>12</sup>.

La signification générale du paupérisme pour la *politique* Angleterre se limite à ceci qu'avec le temps et malgré les mesures administratives, le paupérisme est devenu une *institution nationale*, par conséquent et de façon inévitable l'objet d'une administration fort étendue et ramifiée, mais d'une administration qui *n'a plus* pour tâche de le faire disparaître, seulement de le *discipliner*, de l'éterniser. Cette administration a renoncé à tarir la source du paupérisme par des mesures *positives*; chaque fois qu'il jaillit à la surface du pays officiel elle se contente, avec toute la douceur policière, de lui creuser une tombe. L'Etat anglais, bien loin d'aller au-delà des mesures administratives et charitables, est descendu en-deçà. Il n'administre plus que *cette partie* du paupérisme qui est assez désespérée pour se laisser prendre et enfermer.

Jusqu'ici donc le « Prussien » n'a rien révélé de *particulier* dans le procédé du roi de Prusse. « *Pourquoi donc, s'écrie notre grand homme avec une rare naïveté, pourquoi le roi de Prusse n'ordonne-t-il pas immédiatement l'éducation de tous les enfants abandonnés ?* » Pourquoi s'adresse-t-il d'abord aux autorités et attend-il leurs projets et leurs propositions ?

Le très spirituel « Prussien » se rassurera lorsqu'il apprendra que le roi de Prusse n'est pas plus original ici que dans ses autres actions; et même qu'il a pris la seule voie que *peut* prendre un chef d'Etat.

*Napoléon* voulut faire disparaître d'un coup la mendicité. Il chargea son administration de préparer des plans pour *anéantir*

---

12. On remarquera ici une excellente synthèse par Marx des faits rapportés par Buret; les conclusions qui suivent sont d'ailleurs, sans ambiguïté possible, de Marx, même si quelques remarques scandalisées de Buret sur la situation faite aux miséreux vont dans le sens d'une mise en cause de la charité légale.

la mendicité dans toute la France. Le projet se fit attendre : Napoléon perdit patience, il écrivit à son ministre de l'Intérieur, Cretet, lui ordonnant de faire disparaître la mendicité en l'espace d'un mois; il lui disait :

« Il ne faut point passer sur cette terre sans y laisser des traces qui recommandent notre mémoire à la postérité [...]. N'allez pas me demander encore trois ou quatre mois pour obtenir des renseignements. Vous avez de jeunes auditeurs, des préfets intelligents, des ingénieurs des ponts et chaussées instruits; faites courir tout cela, et ne vous endormez plus dans le travail ordinaire des bureaux <sup>13</sup>. »

En quelques mois tout fut fait. Le 5 juillet 1808 parut la loi interdisant la mendicité. Par quels moyens ? Les *Dépôts*, qui se transformèrent si rapidement en pénitenciers que bientôt l'indigent ne peut entrer dans ces établissements que par la voie du tribunal correctionnel. Et malgré cela M. Noailles du Gard, membre du corps législatif, de s'écrier :

« Reconnaissance éternelle au héros qui assure un refuge à l'indigence et de la nourriture à la pauvreté. L'enfance ne sera plus abandonnée, les familles pauvres ne manqueront plus de ressources ni les ouvriers d'encouragement et d'occupation. *Nos*

---

13. Marx cite Napoléon d'après BURET, *op. cit.*, I, p. 227. Le paragraphe d'introduction est également de Buret, p. 226. Le texte de la lettre de Napoléon est reproduit ici d'après la *Correspondance de Napoléon Premier, publiée par ordre de l'Empereur Napoléon III*, Paris, 1864, t. 16, lettre du 14 novembre 1807. Le problème de la mendicité revient régulièrement dans la correspondance de Napoléon au cours des années 1807-1808. Ainsi : « Note pour M. Cretet, ministre de l'Intérieur. Saint-Cloud, 1<sup>er</sup> septembre 1807. La mendicité est un objet de première importance. L'Empereur a demandé différents rapports, qu'on n'a pas faits; mais on a dû présenter le travail. Les choses devraient être établies de manière qu'on pût dire : tout mendiant sera arrêté. Mais l'arrêter pour le mettre en prison serait barbare ou absurde. Il ne faut l'arrêter que pour lui apprendre à gagner sa vie par son travail. Il faut donc une ou plusieurs maisons ou ateliers de charité par département [...]. »

« A M. Cretet, ministre de l'Intérieur. Fontainebleau, 14 novembre 1807. [...] J'ai fait consister mon règne à changer la face du territoire de mon empire [...]. J'attache également une grande importance et une grande idée de gloire à détruire la mendicité. Les fonds ne manquent pas; mais il me semble que tout cela marche lentement, et cependant les années se passent. Il ne faut point passer sur cette terre sans y laisser des traces qui recommandent notre mémoire à la postérité. Je vais faire une absence d'un mois; faites en sorte qu'au 15 décembre vous soyez prêt sur toutes les questions, que vous les ayez examinées en détail, afin que je puisse, par un décret général, porter le dernier coup à la mendicité. Il faut qu'avant le 15 décembre vous ayez trouvé, sur le quart de réserve et sur les fonds des communes, les fonds nécessaires à l'entretien de soixante ou cent maisons pour l'extirpation de la mendicité. Que les lieux où elles seront placées soient désignés, et le règlement mûri. N'allez pas me demander, [etc.]. »

pas ne seront plus arrêtés par l'image dégoûtante des infirmités et de la honteuse misère \* 14. »

La dernière phrase, dans son cynisme, est la seule parole véridique de ce panégyrique.

Si Napoléon s'adresse au discernement de ses auditeurs, de ses préfets, de ses ingénieurs, pourquoi le roi de Prusse ne s'adresserait-il pas à son administration ?

Pourquoi Napoléon ne prescrivit-il pas la suppression *immédiate* de la mendicité ? Cette question est de la même veine que celle du « Prussien » : « Pourquoi le roi de Prusse n'ordonne-t-il pas immédiatement l'éducation de tous les enfants abandonnés ? » Le Prussien sait-il ce que le roi devrait ainsi prescrire ? Rien d'autre que la *suppression du prolétariat*. Pour éduquer des enfants, il faut les *nourrir* et les libérer de la *nécessité de gagner leur vie*. La nourriture et l'éducation des enfants abandonnés, c'est-à-dire la nourriture et l'éducation *de toute la jeunesse prolétarienne* équivaudrait à la *suppression* du prolétariat et du paupérisme.

La Convention avait eu un instant le courage de *décréter* la suppression du paupérisme, non pas *immédiatement* certes, comme le « Prussien » l'exige de son roi, mais après avoir chargé le *Comité de Salut public* \* de l'élaboration des projets et des propositions nécessaires et après que ce dernier eut utilisé les enquêtes minutieuses de l'*Assemblée constituante* \* sur la situation de la misère en France et fait proposer par Barère l'établissement du « *Livre de la bienfaisance nationale* » \*, etc. Quelle fut la conséquence du décret de la Convention ? Qu'il y eut un décret de plus au monde et qu'un an plus tard des femmes affamées assiégeaient la Convention 15.

Or la Convention représente un *maximum d'énergie politique, de puissance politique et d'intelligence politique*.

*Immédiatement*, sans concertation avec l'administration, jamais *aucun* gouvernement au monde n'a pris de *décrets* sur le paupérisme. Le Parlement anglais envoya même des commissaires dans tous les pays d'Europe pour se documenter sur les divers remèdes administratifs employés contre le paupérisme. Pour autant que les Etats se soient occupés du paupérisme, ils en sont tous restés aux *mesures administratives et de bienfaisance* ou sont descendus au-dessous de l'administration et au-dessous de la bienfaisance.

14. Citation d'après E. BURET, *op. cit.*, I, p. 229-230, traduite librement par Marx.

15. Renseignements d'après E. BURET, *op. cit.*, I, p. 221-225.

L'Etat peut-il procéder autrement ?

L'Etat ne trouvera jamais dans « l'Etat et l'organisation de la société », comme le « Prussien » l'exige de son roi, la raison *des maux sociaux*. Là où il y a des partis politiques, chacun trouve la raison de *n'importe quel* mal dans le fait qu'à sa place son adversaire se trouve au *gouvernail de l'Etat*. Même les hommes politiques radicaux ou révolutionnaires cherchent la racine du mal non dans l'essence de l'Etat mais dans une certaine *forme d'Etat*, à la place de laquelle ils veulent mettre une *autre* forme d'Etat.

L'Etat et l'organisation de la société, considérés du point de vue *politique*, ne sont pas deux choses différentes. L'Etat est l'organisation de la société. Dans la mesure où l'Etat reconnaît l'existence d'abus *sociaux* il les cherche ou bien dans des *lois naturelles*, auxquelles aucune force humaine ne peut commander, ou dans la *vie privée* des individus, qui ne dépend pas de lui, ou dans un *mauvais fonctionnement de l'administration*, qui dépend de lui. Ainsi l'Angleterre trouve-t-elle la misère fondée dans la *loi naturelle* selon laquelle la population excède toujours les moyens de subsistance. D'autre part elle explique le *pauvérisme* par la *mauvaise volonté des indigents*, de même que le roi de Prusse l'explique par le *manque de sentiments chrétiens chez les riches* et la Convention par le *mauvais esprit, les sentiments contre-révolutionnaires des propriétaires*. En conséquence de quoi l'Angleterre punit les indigents, le roi de Prusse exhorte les riches et la Convention guillotine les propriétaires.

Enfin tous les Etats cherchent la cause de leurs maux dans des *imperfections accidentelles* ou *intentionnelles* de l'administration et par conséquent dans des *mesures* administratives le remède à ces maux. Pourquoi ? Pour cette raison justement que l'administration est l'activité *organisatrice* de l'Etat.

L'Etat ne peut supprimer la *contradiction* entre la mission et la bonne volonté de l'administration d'une part, son pouvoir et ses moyens de l'autre sans se supprimer lui-même, car il *repose* sur cette contradiction. Il repose sur la contradiction entre *vie publique* et *vie privée*, sur la contradiction entre *intérêt général* et *intérêts particuliers*. L'administration par conséquent doit nécessairement s'en tenir à une activité *formelle* et *négative*, car là où commencent et l'activité et le mode de vie bourgeois, là justement cesse son pouvoir. Et même, face aux conséquences qui découlent de la nature antisociale de ce mode de vie bourgeois, de cette propriété privée, de ce commerce, de cette industrie, de ce pillage réciproque des différentes couches de la bourgeoisie les unes par les autres, face à ces conséquences *l'im-*

*puissance* est la *loi naturelle* de l'administration. Car ces divisions internes, cette bassesse, cet *esclavage de la société bourgeoise* est le fondement naturel sur lequel repose l'Etat moderne, de même que la *société civile de l'esclavage* était le fondement naturel sur lequel reposait l'Etat antique<sup>16</sup>. L'existence de l'Etat et l'existence de l'esclavage sont indissociables. L'Etat antique et l'esclavage antique (qui s'opposaient franchement, d'une façon *classique*) n'étaient pas plus intimement liés l'un à l'autre que ne le sont l'Etat moderne et le monde du commerce moderne (qui s'opposent de manière hypocrite, *chrétienne*). Si l'Etat moderne voulait supprimer l'*impuissance* de son administration, il lui faudrait supprimer l'actuelle *vie privée*. S'il voulait supprimer la vie privée, il lui faudrait se supprimer lui-même car il *n'existe que* par opposition à celle-ci. Or aucun *organisme vivant* ne pense que les imperfections de son existence soient fondées dans son principe même, dans l'essence de sa vie, il pense au contraire qu'elles proviennent de circonstances *extérieures* à sa vie. Le *suicide* va contre nature. Donc l'Etat ne peut pas croire à l'*impuissance interne* de son administration, c'est-à-dire de lui-même. Il peut *seulement* percevoir des défauts formels, accidentels et chercher à y remédier. Si les réformes sont vaines, c'est que le mal social est une imperfection naturelle, indépendante de l'homme, une *loi divine*, ou encore que la volonté des particuliers est trop pervertie pour répondre aux buts louables de l'administration. Et quels sont ces particuliers pervertis ? Ceux qui murmurent contre le gouvernement chaque fois qu'il limite la liberté et qui exigent du gouvernement d'empêcher les conséquences nécessaires de cette liberté !

Plus un Etat est puissant et par conséquent plus un pays est *politique*, d'autant moins incline-t-il à chercher dans le *principe de l'Etat*, c'est-à-dire dans l'*actuelle organisation de la société* dont l'Etat est l'expression active, consciente et officielle, la cause des maux *sociaux* et d'en comprendre le principe *général*. L'intelligence *politique* est justement intelligence *politique* parce qu'elle ne pense que dans les limites de la politique. Et plus elle est aiguë, plus elle est vive, d'autant plus est-elle *incapable* de comprendre les maux sociaux. L'âge *classique* de l'intelligence politique est la *Révolution française*. Bien loin de voir dans le principe de l'Etat la source des maux sociaux, les héros de

16. Marx écrit : « dies *Sklaventum der bürgerlichen Gesellschaft* ist das Naturfundament, worauf der *moderne* Staat beruht, wie die *bürgerliche Gesellschaft des Sklaventums* das Naturfundament war, worauf der *antike* Staat ruhte », jouant du double sens allemand de « bürgerlich » qui signifie et « civil » et « bourgeois ».



la Révolution française voient plutôt dans les maux sociaux la source des maux politiques. C'est ainsi que *Robespierre* ne voit dans la grande misère et la grande richesse qu'un obstacle à la *pure démocratie*. C'est pourquoi il souhaitait établir une frugalité générale à la *spartiate*. Le principe de la politique est la *volonté*. Plus exclusive, c'est-à-dire plus parfaite est l'intelligence *politique*, et plus elle croit à la *toute-puissance* de la volonté, et plus elle est aveugle à l'endroit des *limites naturelles* et spirituelles de la volonté, plus incapable donc de découvrir la source des maux sociaux. Il est inutile d'insister plus longuement sur ce stupide espoir du « Prussien » selon lequel « *l'intelligence politique* est appelée à découvrir *la racine de la misère sociale* en Allemagne ».

Il était insensé de supposer au roi de Prusse non seulement une puissance que la Convention et Napoléon réunis n'ont jamais possédée; il était insensé de lui supposer des vues politiques outrepassant les bornes de *toute* politique, des vues politiques dont le malin « Prussien » est tout aussi incapable que son roi. La déclaration tout entière était d'autant plus stupide que le « Prussien » nous fait cet aveu :

« Les bonnes paroles et les bons sentiments sont *bon marché*, le jugement et les actes efficaces sont *chers*; ils sont même dans ce cas *plus que chers*, on ne peut encore s'en procurer. »

Si l'on ne peut encore s'en procurer, qu'on reconnaisse les efforts de quiconque fait ce qu'il peut là où il est. Je laisse d'ailleurs au lecteur le soin de décider si en cette circonstance le jargon mercantile « bon marché », « cher », « plus que cher », « on ne peut encore s'en procurer » est à ranger dans la catégorie des « *bonnes paroles* » ou des « *bons sentiments* ».

A supposer donc que les remarques du « Prussien » sur le gouvernement allemand et la bourgeoisie allemande (cette dernière étant sans doute comprise dans la « société allemande ») soient entièrement fondées, cette fraction de la société est-elle plus perplexe en Allemagne qu'en Angleterre ou en France ? Peut-on être plus perplexe qu'en Angleterre par exemple où l'on a érigé la *perplexité* en système ? Si des soulèvements ouvriers éclataient aujourd'hui dans toute l'Angleterre, la bourgeoisie et le gouvernement ne seraient pas moins perplexes que dans le dernier tiers du 18<sup>e</sup> siècle. La seule ressource est la force brutale, et comme la force brutale diminue dans la mesure même où s'étend le paupérisme et où croît la conscience du prolétariat, la perplexité anglaise augmente nécessairement selon une proportion géométrique.

*Il est faux enfin, matériellement faux* que la bourgeoisie allemande méconnaisse totalement la portée générale du soulèvement silésien. Dans de nombreuses villes des patrons essayent de s'associer avec des compagnons. Tous les journaux *libéraux* allemands, organes de la bourgeoisie libérale, débordent d'articles sur l'organisation du travail, la réforme de la société, la critique des monopoles et de la concurrence, etc. Tout cela à la suite des mouvements ouvriers. Les journaux de Trèves, Aix-la-Chapelle, Cologne, Wesel, Mannheim, Breslau, Berlin même publient fréquemment des articles sociaux fort raisonnables où le « Prussien » peut toujours s'instruire. Et dans des lettres que nous avons reçues d'Allemagne on s'étonne même constamment que la bourgeoisie offre si peu de résistance aux tendances et aux idées *sociales*.

Le « Prussien » (s'il était plus au courant de l'histoire du mouvement social) aurait renversé les termes de sa question. Pourquoi la bourgeoisie allemande elle-même donne-t-elle à la misère partielle une signification relativement universelle ? D'où viennent *l'animosité* et le *cynisme* de la bourgeoisie politique, d'où viennent *l'absence de résistance* et les *sympathies* de la bourgeoisie *apolitique* à l'égard du prolétariat ?

[Vorwärts, n° 64, 10 août 1844]

[MEW 1, p. 404-409]

Venons-en maintenant aux oracles du « Prussien » sur les *ouvriers allemands*.

« *Les Allemands pauvres, raille-t-il, ne sont pas plus intelligents que les pauvres Allemands, c'est-à-dire qu'ils ne voient pas au-delà de leur foyer, de leur fabrique, de leur district; jusqu'à ce jour l'âme politique, qui pénètre tout, s'est désintéressée de la question sociale.* »

Pour pouvoir comparer la situation des ouvriers allemands avec celle des ouvriers français et anglais, le « Prussien » devait comparer la *première forme, les débuts* du mouvement ouvrier anglais et français avec le mouvement *allemand qui commence seulement*. Ce qu'il néglige de faire. Son raisonnement aboutit donc à une banalité du type : *l'industrie* en Allemagne n'est pas encore aussi développée qu'en Angleterre, ou encore : un mouvement à ses débuts n'a pas le même aspect qu'au cours de son développement. Il voulait parler de la *particularité* du mouve-

ment ouvrier allemand. Il ne dit pas un mot sur ce thème qu'il a choisi.

Mais que le « Prussien » choisisse le point de vue adéquat et il s'apercevra qu'*aucun* des soulèvements ouvriers français ou anglais n'eut un caractère aussi *théorique* et aussi *conscient* que le soulèvement des tisserands silésiens.

Qu'on se rappelle d'abord le *Chant des tisserands*<sup>17</sup>, ce *hardi cri de guerre* où ne sont pas même évoqués le foyer, la fabrique, le district, mais où le prolétariat clame immédiatement et de façon frappante, brutale, tranchante, violente son opposition à la société de la propriété privée. Le soulèvement silésien *commence* précisément par où *finissent* les soulèvements ouvriers français et anglais, par la conscience de l'essence du prolétariat. L'action même porte ce caractère *réfléchi*. Ce ne sont pas seulement les machines, ces rivales de l'ouvrier, qui sont détruites, mais aussi les *livres de comptes*, ces titres de propriété; et tandis que tous les autres mouvements se tournaient d'abord et uniquement contre le *chef d'industrie*, l'ennemi visible, ce mouvement se tourne en même temps contre le banquier, l'ennemi caché. Enfin aucun soulèvement ouvrier anglais n'a été conduit avec autant de courage, de réflexion et d'endurance.

Pour ce qui est de la culture des ouvriers allemands ou généralement de leur capacité à se cultiver, je rappellerai l'œuvre géniale de Weitling, qui dépasse souvent Proudhon lui-même au point de vue théorique, même si la forme est chez lui fort inférieure. Où la bourgeoisie (ses philosophes et ses savants compris) pourrait-elle présenter un ouvrage semblable aux *Garanties de l'harmonie et de la liberté*, de Weitling, traitant de l'émancipation de la bourgeoisie, de l'émancipation *politique*? Si l'on compare la médiocrité timide et insipide de la littérature politique allemande à ce début littéraire brillant, *démesuré*, des ouvriers allemands; si l'on compare ces *bottes de sept lieues de l'enfance* du prolétariat aux chaussures politiques, mesquines et éculées de la bourgeoisie allemande, on ne peut que prophétiser au *cendrillon allemand un avenir athlétique*. Il faut reconnaître que le prolétariat allemand est le *théoricien* du prolétariat européen, de même que le prolétariat anglais en est l'*économiste* et le prolétariat français le *politique*. Il faut reconnaître que l'Allemagne a une vocation tout aussi *classique* à la révolution *sociale* qu'elle est incapable de révolution *politique*. En effet, de même

17. Marx évoque ici le chant des tisserands *Das Blutgericht* (« Le Tribunal de sang ») répandu en 1844 en Saxe dans la région de Langenbielau avant le soulèvement de juin. W. WOLFF, *op. cit.*, p. 189, le nomme « die Marseillaise der Nothleidenden » (la Marseillaise des miséreux).

que l'impuissance de la bourgeoisie allemande est l'impuissance *politique* de l'Allemagne, de même les aptitudes du prolétariat allemand (sans même parler de la théorie allemande) sont les aptitudes *sociales* de l'Allemagne. La distorsion entre le développement philosophique et politique de l'Allemagne n'est pas une *anomalie*. C'est une distorsion nécessaire. C'est seulement dans le socialisme qu'un peuple philosophique peut trouver sa pratique adéquate, donc c'est seulement dans le *prolétariat* qu'il peut trouver l'élément moteur de son affranchissement.

Mais je n'ai pour l'instant ni le temps ni l'envie d'expliquer au « Prussien » les rapports de la « société allemande » au bouleversement social et, à partir de ces rapports, d'une part la faible réaction de la bourgeoisie allemande envers le socialisme, d'autre part les excellentes aptitudes du prolétariat allemand au socialisme. Il trouvera les premiers éléments nécessaires à l'intelligence de ce phénomène dans mon *Introduction à la critique de la philosophie du droit de Hegel* (« *Deutsch-Französische Jahrbücher* »).

L'intelligence des *Allemands pauvres* est donc en raison inverse de celle des *pauvres Allemands*. Mais il est de ces gens à qui tout sujet est bon pour se livrer en public à des exercices de style et qui, par cette activité toute *formelle*, en arrivent à [des propositions<sup>18</sup>] de contenu absurde, et ce contenu absurde imprime en retour à la forme le cachet de la vulgarité. Ainsi, ayant tenté, à propos des troubles ouvriers en Silésie, de se mouvoir dans la forme de l'antithèse, le « Prussien » s'est vu entraîner à une antithèse majeure avec la réalité. La seule tâche d'un esprit pensant et amoureux de la vérité face aux premières manifestations du soulèvement silésien ne consistait pas à jouer les *maîtres d'école* de l'événement mais bien à en étudier le caractère *particulier*. Cela suppose toutefois quelque connaissance scientifique et un peu de cœur, tandis que pour l'autre opération une phraséologie toute faite enrobée d'égoïsme creux suffit amplement.

Pourquoi le « Prussien » juge-t-il les ouvriers allemands avec tant de mépris ? Parce qu'il trouve que de « toute cette question » (à savoir la question de la misère ouvrière) « jusqu'à présent l'âme politique qui pénètre tout » s'est désintéressée. Et voici comment il expose et précise son amour platonique pour *l'âme politique* :

« Tous les soulèvements qui éclateront dans ce funeste état d'isolement (*les hommes isolés de la communauté et leurs pen-*

18. Les mots entre [...] sont ajoutés pour la compréhension en français.

*sées isolées des principes sociaux*) seront étouffés dans le sang et la stupidité; mais que la misère fasse naître l'intelligence et que l'intelligence *politique* des Allemands découvre la racine de la misère sociale et aussitôt ces événements, même en Allemagne, seront ressentis comme les symptômes de grands bouleversements. »

Que le « Prussien » nous permette d'abord une remarque *stylistique*. Son antithèse est incomplète. Il y est dit dans la première moitié : que la *misère* fasse naître l'*intelligence*, et dans la seconde moitié : que l'*intelligence politique* découvre la *racine de la misère sociale*. La simple "intelligence" de la première moitié de l'antithèse devient dans la seconde moitié "l'intelligence *politique*", de même que la simple "*misère*" de la première moitié de l'antithèse devient dans la seconde moitié "*misère sociale*". Pourquoi le « styliste » a-t-il traité d'inégale façon les deux moitiés de l'antithèse ? Je ne pense pas qu'il s'en soit rendu compte. Je vais lui expliquer quel *instinct* précis l'a poussé. Si le « Prussien » avait écrit : « Que la *misère sociale* fasse naître l'*intelligence politique* et que l'*intelligence politique* découvre la racine de la *misère sociale* », l'*absurdité* de cette antithèse ne pouvait échapper à aucun lecteur de bonne foi. Chacun se serait demandé d'abord pourquoi l'auteur anonyme ne lie pas l'intelligence sociale à la misère sociale et l'intelligence politique à la misère politique comme le veut la plus simple logique. Mais venons-en au fait.

Il est tellement faux que la *misère sociale* engendre l'intelligence politique que c'est au contraire le *bien-être social* qui engendre l'*intelligence politique*. L'*intelligence politique* est spiritualiste, elle est donnée à qui possède déjà, à qui est déjà confortablement nanti. Que notre « Prussien » écoute sur ce sujet un économiste français, Monsieur *Michel Chevalier* :

« En 1789, lorsque la bourgeoisie se souleva, il ne lui manquait, pour être libre, que de participer au gouvernement du pays. L'émancipation consistait pour elle à retirer la direction des affaires publiques, les hautes fonctions civiles, militaires et religieuses des mains des classes privilégiées qui en avaient le monopole [...]. *Riche et éclairée*, en état de se satisfaire elle-même et de se diriger elle-même, elle voulait se dérober au régime du bon plaisir <sup>19</sup>. »

19. Michel CHEVALIER, *Des intérêts matériels en France. Travaux publics, Routes, Canaux, Chemins de fer*, Paris, 1838, p. 3-4 et 6-7. Dans les deux premières phrases de sa citation, Marx résume le passage suivant, p. 3-4 : « En 1789, lorsque la bourgeoisie se mit en campagne contre la noblesse,

Nous avons déjà démontré au « Prussien » combien l'intelligence *politique* est incapable de découvrir la source de la misère sociale. Un mot encore à propos de sa façon de voir. Plus l'intelligence *politique* d'un peuple est développée et généralisée et plus le *prolétariat* (du moins au début du mouvement) dépense ses forces en des émeutes inutiles, dépourvues de sens et étouffées dans le sang; parce qu'il pense dans la forme de la politique, il voit la cause de tous les maux dans la *volonté* et tous les moyens d'y remédier dans la *violence* et dans le *renversement* d'une certaine forme d'Etat. A titre de preuve : les premières explosions du prolétariat *français*. Les ouvriers de Lyon croyaient poursuivre des buts exclusivement politiques, n'être que des soldats de la République tandis qu'ils étaient en réalité des soldats du socialisme<sup>20</sup>. Ainsi leur intelligence politique leur cachait-elle la racine de la misère sociale, ainsi faussait-elle la conscience de leurs véritables buts, ainsi leur *intelligence politique* trompait-elle leur *instinct social*.

Mais si le « Prussien » attend que la misère engendre l'intelligence, pourquoi mêle-t-il « l'étouffement dans le sang » à « l'étouffement dans la stupidité » ? Si la misère en général est un moyen d'engendrer l'intelligence, la misère *sanglante* en est un moyen *extrêmement efficace*. Le « Prussien » devait donc dire : l'étouffement dans le sang étouffera la stupidité et procurera le courant d'air nécessaire à l'intelligence.

Le « Prussien » prophétise l'étouffement des soulèvements qui

---

il ne lui manquait, pour être libre, c'est-à-dire pour avoir le plein usage de ses facultés, que d'être admise dans la carrière politique. L'émancipation consistait pour elle à retirer les fonctions publiques des mains des classes privilégiées qui en avaient le monopole : elle poursuivit ce but, elle l'atteignit, et elle mit ainsi ses intérêts et ceux de tous à l'abri du bon plaisir des courtisans et des caprices des maîtresses royales. Pour la démocratie, la liberté se présente sous un autre aspect : la plus dure servitude pour elle, ce n'est pas la privation de certaines franchises politiques; le joug qu'elle porte, celui dont elle est le plus impatiente de se délivrer, c'est celui de la misère. L'homme qui a faim n'est pas libre, car évidemment il n'a pas la disposition de ses facultés, soit physiques, soit intellectuelles, soit morales.

« L'aspect matériel de la liberté devait très peu préoccuper le tiers-état en 1789, parce que, grâce à son travail, la bourgeoisie avait, pendant les sept siècles qui s'étaient écoulés depuis la création des communes, péniblement amassé à la sueur de son front ce qui donne l'aisance, ce qui assure le boire, le manger et le gîte. La réforme, telle que l'entreprit la bourgeoisie, était celle que pouvaient concevoir des gens qui n'avaient ni faim, ni soif, ni froid. Celle qui reste à accomplir au profit de la démocratie doit être conçue de ce point de vue : que la démocratie a froid, soif et faim; qu'elle mérite de changer de condition, qu'elle en a la volonté, et, disons-le franchement, la puissance. »

Dans la troisième phrase de sa citation Marx résume un développement des p. 6-7.

20. Il s'agit des soulèvements des canuts lyonnais de novembre 1831 et d'avril 1834.

éclatent dans « ce funeste état d'isolement où sont les hommes, isolés de la communauté, et leurs pensées isolées des principes sociaux ».

Nous avons montré qu'il n'y avait, dans le soulèvement silésien, nullement coupure entre la pensée et les principes sociaux. Nous n'avons plus qu'à nous occuper de « ce funeste état d'isolement où sont les hommes isolés de la communauté ». Sous le terme de communauté il faut entendre ici la *communauté politique, l'Etat*. C'est le vieux refrain de l'Allemagne *apolitique*.

Mais *tous* les soulèvements sans exception n'éclatent-ils pas dans *cet isolement funeste où sont les hommes isolés de la communauté*? Tout soulèvement ne suppose-t-il pas nécessairement cet isolement? La révolution de 1789 aurait-elle eu lieu sans ce funeste isolement des bourgeois français coupés de la communauté? Elle était justement destinée à supprimer cet isolement.

Mais la *communauté* dont l'ouvrier est *séparé* est une communauté d'une tout autre réalité et d'une tout autre ampleur que la *communauté politique*. Cette communauté dont le sépare *son propre travail* est la *vie* même, la *vie physique et intellectuelle*, la *vie morale humaine*, l'*activité humaine*, la *jouissance humaine*, l'*essence humaine*. *L'essence humaine* est la *véritable communauté des hommes*. De même que la funeste séparation d'avec cette essence est infiniment plus universelle, plus insupportable, plus terrible et plus contradictoire que l'isolement de la communauté politique, de même la suppression de cet isolement, voire une réaction partielle, un *soulèvement* contre cet isolement est d'une portée d'autant plus infinie que l'*homme* est infiniment plus que le *citoyen*, que la *vie humaine* est infiniment plus que la *vie politique*. Le *soulèvement industriel*, si *partiel* soit-il, n'en renferme pas moins une âme *universelle*; le *soulèvement politique*, si universel soit-il, n'en cache pas moins sous sa forme *la plus colossale* un esprit *étriqué*.

Le « Prussien » conclut dignement son article par cette belle phrase :

« Une *révolution sociale sans âme politique* (c'est-à-dire sans l'intelligence qui l'organise d'un point de vue général) est impossible. »

On a vu qu'une *révolution sociale*, même si elle n'a lieu que dans un *seul* district industriel, se trouve représenter le point de vue *général* parce qu'elle est une protestation de l'homme contre la vie déshumanisée, parce qu'elle part du *point de vue* de cha-

que individu réel, parce que la communauté dont l'individu refuse d'être plus longtemps séparé est la véritable communauté de l'homme, l'essence humaine. L'âme politique d'une révolution consiste, par contre en ce que les classes politiquement sans influence tendent à supprimer leur isolement par rapport à l'Etat et au pouvoir. Leur point de vue est celui de l'Etat, c'est-à-dire d'un tout abstrait, qui n'existe que par sa séparation d'avec la vie réelle, qui est impensable sans l'opposition organisée entre l'idée générale et l'existence individuelle de l'homme. Une révolution à l'âme politique organise donc à son tour, conformément à la nature limitée et divisée de cette âme, un cercle dominant dans la société, aux dépens de la société.

Nous allons dire en confidence au « Prussien » ce qu'est « une révolution sociale avec une âme politique »; nous lui révélerons en même temps, comme un secret, qu'il est incapable de s'élever même en paroles plus haut que le point de vue politique borné.

Une révolution « sociale » avec une âme politique est ou bien une alliance de mots absurde, si le « Prussien » entend par révolution « sociale » une révolution « sociale » en opposition à révolution politique et s'il prête néanmoins à la révolution sociale une âme politique au lieu d'une âme sociale; ou bien une « révolution sociale avec une âme politique » n'est rien d'autre que la paraphrase de ce qu'on a jusqu'ici appelé une « révolution politique » ou une « révolution » tout court. Toute révolution dissout la société ancienne; dans cette mesure elle est sociale. Toute révolution abat le pouvoir ancien; dans cette mesure elle est politique.

Que le « Prussien » choisisse donc entre la paraphrase et l'absurdité ! Mais autant une révolution sociale avec une âme politique est paraphrastique ou absurde, autant une révolution politique avec une âme sociale est raisonnable. La révolution en général, c'est-à-dire le renversement du pouvoir existant et la dissolution des rapports antérieurs, est un acte politique. Et sans révolution le socialisme ne saurait se réaliser. Il a besoin de cet acte politique dans la mesure où il a besoin de détruire et de désagréger. Mais là où commence son activité organisatrice, là où se manifeste son but propre, son âme, à cet instant le socialisme se débarrasse de l'enveloppe politique.

Voilà ce qu'il nous a fallu de détours et de longueurs pour déchirer le tissu d'erreurs cachées dans une seule colonne de journal. Tous les lecteurs ne peuvent avoir la culture et le temps nécessaires pour mettre à jour pareille charlatanerie littéraire. Le « Prussien » anonyme n'a-t-il donc pas envers ses lecteurs l'obligation de renoncer provisoirement à toute écrivainerie politique



et sociale comme à toute déclamation sur la situation allemande pour effectuer une mise au point consciencieuse de sa propre situation<sup>21</sup> ?

Paris, le 31 juillet 1844.

Karl Marx.

#### 14. [Karl Marx, Sur les gouvernements officiels et le paupérisme]<sup>1</sup>

[La Réforme, mardi 13 août 1844]

M. le docteur Marx, ancien rédacteur de la *Revue allemande et française* vient de faire insérer dans le journal allemand le *Vorwaerts* un article *Sur les gouvernements officiels et le paupérisme*, dont nous extrayons les passages suivants :

On a beaucoup loué la circulaire du roi de Prusse, relative aux pauvres, ce n'est qu'une contrefaçon des lois anglaises; mais il y a une grande différence entre le paupérisme de ces deux Etats.

Le roi de Prusse ne craint pas trop les émeutes des ouvriers, qui ne sont pas dirigées directement contre lui, mais contre la bourgeoisie. Or, le roi, monarque absolu et aristocrate, n'aime pas la bourgeoisie et son influence délétère, et il voit même avec une certaine satisfaction la scission qui existe entre le prolétaire et le bourgeois. Son ennemi direct, c'est le *libéralisme*. Ce n'est que quand le prolétariat sera assez puissant pour faire taire tou-

21. Marx utilise ici le terme de « Selbstverständigung » (prise de conscience réflexive de soi-même) caractéristique de son exigence de clarification et de mise au point intellectuelle des problèmes posés par la pratique politique et sociale. En septembre 1843, définissant le but qu'il assignait aux *Deutsch-französische Jahrbücher*, il terminait ainsi une lettre à Ruge datée de Kreuznach (*DfJ*, p. 40 ; *MEW* 1, p. 346) : « Wir können also die Tendenz unsers Blattes in Ein Wort fassen : Selbstverständigung (kritische Philosophie) der Zeit über ihre Kämpfe und Wünsche » (Nous pouvons donc résumer en un seul mot la tendance de notre revue : faire prendre conscience à notre temps de ses combats et de ses objectifs par la philosophie critique).

Quinze ans plus tard, à propos de *L'Idéologie allemande*, rédigée à Bruxelles avec Fr. Engels en 1845-1846 et qui ne put être publiée, il écrit : « Wir überliessen das Manuskript der nagenden Kritik der Mäuse um so williger, als wir unsern Hauptzweck erreicht hatten — Selbstverständigung » (Nous abandonnâmes d'autant plus volontiers le manuscrit à la critique rongeuse des souris que nous avions atteint notre but essentiel — voir clair en nous-mêmes), *Contribution à la critique de l'économie politique*, Préface (janvier 1859), Ed. sociales, Paris, 1957, p. 5.

1. Texte inédit, tant dans l'édition *MEGA* que dans l'édition *MEW*. Le résumé de l'article de Marx par un journaliste de *La Réforme* ne brille pas par sa précision, cependant les grandes lignes en sont conservées.

tes ces querelles politiques et pour prendre corps à corps la société que le roi de Prusse lui fera une guerre d'extermination. Du reste le caractère vaniteux du roi cherche le piquant et le clinquant des affaires politiques. On a tant parlé du paupérisme anglais et français que le roi de Prusse est pour ainsi dire fier de pouvoir parler en face de l'Europe de *son* paupérisme à lui. On s'occupe de lui. C'est tout ce qu'il lui faut. Le lendemain il ne pensera plus à sa circulaire, pas plus que ses ministres, qui le connaissent sous ce rapport et qui savent très bien à quoi s'en tenir.

C'est en Angleterre qu'on voit les véritables relations qui existent entre le paupérisme et les lois politiques de l'Etat. Là, la misère n'est pas partielle, mais universelle; elle n'est pas seulement dans les districts manufacturiers, mais encore dans les contrées agricoles.

Voyez sous quelle face la bourgeoisie anglaise et sa *presse* envisagent le paupérisme.

En tant que faute politique, le tory voit la cause du paupérisme dans la politique du whig, et le whig dans celle du tory. Le whig prétend que c'est la faute des grandes propriétés et des lois prohibitives contre les blés étrangers, tandis que le tory en cherche la cause dans le libéralisme du whig, dans la concurrence libre et dans l'excédent de la production qui dépasse la consommation.

L'économie nationale officielle de l'Angleterre va encore plus loin. Dernièrement, M. Mac-Eulbock [*sic* !], élève du cynique Ricardo, a dit dans un cours public : « Patience, mes amis, l'homme *qui suspend son jugement avec sagesse* et qui marche en avant par degré, atteindra peu à peu le sommet de la science politique, où l'on jouira d'un air serein et pur, où la nature se montrera dans tout son éclat, et d'où il descendra par un sentier fleuri jusque dans les détails de la pratique. » Quel bel air la science officielle n'a-t-elle pas procuré au peuple anglais ! La nature s'y montre dans tout son éclat en nous présentant des femmes en haillons, des hommes en guenilles et dévorés par la misère. Quels charmants petits détails de la pratique — la prostitution, l'assassinat et le gibet !

C'est ainsi que le docteur Kay, dans sa brochure intitulée *Recent measures for the promotion of education in England*, rejette tous les malheurs de la société sur le manque d'éducation.

C'est que l'Etat officiel, même avouant des maux sociaux, en cherche la cause ou dans des lois de la nature, auxquelles il serait ridicule de résister, ou dans la vie privée, qui ne le regarde pas, ou dans l'administration qui dépend de lui. L'Angleterre

renonce à l'extirpation du paupérisme. C'est un mal de la nature. La France l'impute aux désordres des ouvriers et des fabricants, et la Prusse fait des reproches aux chrétiens riches et à l'administration. L'Angleterre punit les pauvres, tandis que le roi de Prusse fait un sermon à ses sujets chrétiens.

Dans tout cela nous ne pouvons voir qu'une duperie gouvernementale, des duperies monarchiques ou constitutionnelles. Le paupérisme n'est pas seulement une tache dans l'Etat officiel, c'est sa condamnation. Ou, d'esclaves libres qu'ils sont, les peuples finiront par devenir des esclaves forcés, ou la constitution des Etats se replacera enfin sur les seules bases du droit et de la justice éternelle.

### 15. G.[eorg] Weber, Esclaves nègres et esclaves libres <sup>1</sup>

[Vorwärts, n° 58, 20 juillet 1844]

Nous avons récemment vu les prolétaires français élever la voix pour demander l'amélioration du sort d'une importante population d'esclaves noirs dans les colonies françaises. On ne pouvait refuser à la compassion de cette classe souffrante envers les hommes de couleur ni éloges ni respect. Aussi, loin de moi de vouloir blâmer cet élan du cœur qui nous touche. Mais j'estime qu'il est temps désormais de considérer cette affaire avec la tête également.

En quoi consistait le vœu philanthropique des *ouvriers* \* français ? Ils ne voulaient et ne pouvaient rien souhaiter d'autre pour l'instant que ceci : que le nègre soit traité dans la société sur un plan d'égalité avec eux-mêmes. Les ouvriers français dans leur ensemble ressentent fort bien toute la misère qui pèse sur leurs épaules; et les ouvriers ne sont pas les seuls à réclamer que l'Etat y porte remède de toute urgence, d'autres aussi le font, par

1. Les sources de Georg Weber dans cet article et les suivants sont avant tout Eugène BURET, *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France*, 2 vol., Paris, 1840, puis Jean-Baptiste SAY, *Traité d'économie politique*, 3<sup>e</sup> éd., 2 vol., Paris, 1817, Wilhelm SCHULZ, *Die Bewegung der Production*, Zürich et Winterthur, 1843. Importants pour ce qu'écrit Weber sont les quatre articles de Marx et d'Engels parus dans les *Deutsch-französische Jahrbücher* : « Critique de la philosophie du droit de Hegel », « A propos de la question juive », « La Situation anglaise » et « Esquisse d'une critique de l'économie politique ». On se reportera également aux cahiers de lecture de Marx publiés dans *MEGA* I/3, p. 411-583; et aux passages parallèles des *Manuscripts de 1844*, Ed. sociales, Paris, 1968, p. 8-9, 16, 22 et 71-78.

Sensible également est l'influence de WETTLING, *Garantien der Harmonie und Freiheit*, I, ch. 8, « L'Invention de l'argent », éd. Kaufhold, Berlin, 1955, p. 47-66.

philanthropie. *L'avenir* qu'ils espèrent pour eux-mêmes grâce à des mesures appropriées, ils le souhaitent aussi pour les nègres.

Posons-nous donc la question : Etant donné les bases sur lesquelles elle repose, que peut faire la société pour transformer le sort des prolétaires ?

Pour avoir une réponse à cette question nous ne pouvons pas nous adresser à d'autre science qu'à celle qui promet aux nations bonheur et richesse, c'est-à-dire à l'économie politique<sup>2</sup>.

Nous rencontrons ici deux écoles, l'ancienne et la nouvelle, le système des mercantilistes ou système du monopole et l'économie politique libérale.

Les temps ont condamné l'ancien système et on ne le trouve plus, dans tout pays tant soit peu évolué, que dans la chambre à débarras historique. On a abandonné ce système de violence ouverte car la force brutale n'est plus conforme aux actuels sentiments d'humanité ou plutôt à l'actuelle hypocrisie qui se pare de sentiments d'humanité.

La nouvelle doctrine promet de guérir radicalement tous les maux occasionnés par le système du monopole. Nous connaissons à Paris ces affiches aux murs : *Guérison radicale, Consultations gratuites* \* — Chacun sait que la *guérison radicale* \* ne guérit rien et que les *consultations gratuites* \* sont chères en diable. Les économistes tiendraient-ils mieux leurs promesses ? C'est ce que nous allons voir !

Sa méthode curative, déclare-t-elle dès l'abord, est essentiellement allopathique et elle possède sa pilule de Morisson, infaillible<sup>3</sup>. Etant donné qu'elle suppose *une seule* origine à tous les maux, le *monopole*, elle peut aussi proposer une panacée, et c'est la *concurrence*.

Avant de suivre la concurrence dans ses effets, il nous faut d'abord caractériser la base sur laquelle repose la situation du *capitaliste* dans la société, car « comment devenir capitaliste »,

2. Cf. J.-B. SAY, *op. cit.*, I, Préliminaires, p. LXIII. « Certes, si l'Economie politique découvre les sources des richesses, si elle montre les moyens de les rendre abondantes, et enseigne l'art d'y puiser chaque jour davantage sans les épuiser jamais ; si elle prouve que la population peut être à la fois bien plus nombreuse et incomparablement mieux pourvue de biens de ce monde ; si elle constate que les intérêts des riches et des pauvres, que les intérêts d'une nation et d'une autre nation ne sont pas opposés entre eux [...] ; s'il résulte de toutes ses démonstrations qu'une foule de maux qu'on croyait sans remède, sont, je ne dis pas guérissables, mais même faciles à guérir, et qu'on n'en souffrira qu'aussi longtemps qu'on le voudra bien, il faut convenir qu'il est peu d'études plus importantes, plus dignes d'une âme noble et d'un esprit élevé. »

3. Formule de Carlyle et d'Engels, cf. Fr. ENGELS, « Die Lage Englands. Thomas Carlyles "Past and Present" » in *DfJ*, réédité in *MEW* I, p. 548.

voilà le but de tous les efforts de l'économie politique<sup>4</sup>. Laissons les économistes s'expliquer eux-mêmes là-dessus. Say explique que le capital est un vol vulgaire, dans le meilleur des cas un vol sanctionné par la loi<sup>5</sup>. Selon Ad. Smith, le possesseur d'un capital acquiert, par sa possession même, de quoi régenter les ouvriers et leurs produits, un véritable pouvoir de gouvernement. Or l'ouvrier est celui qui ne possède pas de capital. Le but est d'en acquérir un. — Supposons donc pour l'instant que le capital soit quelque chose d'extrêmement désirable et oublions la définition donnée plus haut : il s'agit donc de savoir comment s'en procurer un. C'est ce à quoi doit nous aider la concurrence.

Mais l'ouvrier, selon l'économie politique, n'a d'autres ressources ni d'autres moyens que son travail et le salaire de ce dernier. C'est donc par ce moyen qu'il faut acquérir le capital. Mais quel est le rapport entre le salaire du travail et le but à atteindre par ce moyen ? Et d'abord comment fixe-t-on le salaire du travail ?

L'économie politique vit encore dans les époques barbares où la guerre était le moyen normal pour atteindre un but social ou encore pour aplanir toutes différences. Le capitaliste et celui qui ne l'est pas, l'ouvrier, doivent entrer en conflit pour fixer le salaire du travail. A la limite l'ouvrier demande tout et à la limite le capitaliste offre rien. Le résultat de ce combat entre quelque chose et Rien est le *quantum* payé à titre de salaire<sup>6</sup>. Sans vouloir faire de plus longues recherches pour savoir si cette lutte aurait pu donner un autre résultat, nous nous contenterons de noter ce qui, selon le témoignage de l'économie politique, s'est réellement révélé être le résultat. A combien se monte donc le salaire de l'ouvrier ? Selon Say, le salaire de l'ouvrier se limite à ce qui est strictement indispensable à sa survie, à ce qu'il lui faut pour être capable de poursuivre le travail. Et lorsqu'il dit qu'à cela vient s'ajouter un petit complément pour nourrir les enfants jusqu'à leur quatorzième année, d'une part, cela ne

4. W. SCHULZ, *op. cit.*, p. 60.

5. SAY, *op. cit.*, I, p. 136, note 2 : « Les talents industriels sont la plus incontestable des propriétés, puisqu'on les tient immédiatement de la nature ou de ses propres soins. Ils établissent un droit supérieur à celui des propriétaires de terre, qui remonte à une spoliation [...]; un droit supérieur à celui du capitaliste, car, en supposant même que le capital ne soit le fruit d'aucune spoliation, mais d'une augmentation lente pendant plusieurs générations, il faut encore, de même que pour la terre, le concours de la législation pour en consacrer l'hérédité, concours qu'elle a pu n'accorder qu'à certaines conditions. »

La partie soulignée est citée par Marx dans les *Manuscrits de 1844*, p. 21.

6. SAY, *op. cit.*, II, p. 98-99 ; passage résumé du Livre II, *De la distribution des richesses*, ch. 7, « Des revenus industriels », § 4, « Des profits de l'ouvrier », p. 87 à 100.

signifie pas grand-chose, d'autre part, ce n'est pas vrai du tout<sup>7</sup>. Adam Smith lui-même produit un calcul selon lequel, dans le cas le plus favorable, le salaire du travail est juste suffisant pour que, sur quatre enfants, deux périssent régulièrement par manque du strict nécessaire, et les statistiques montrent même que dès huit ans les enfants doivent travailler pour aider leurs parents à vivre. En 1835, dans les filatures anglaises à eau et à vapeur<sup>8</sup> travaillaient 20 858 enfants de 8 à 12 ans, 35 867 de 12 à 13 ans et 108 208 de 14 à 18 ans, et la durée de travail journalière était de 8 à 14 heures, donc absolument la durée de travail d'un adulte. Les revenus d'un ouvrier, selon l'économie politique, sont donc dans le meilleur des cas suffisamment élevés pour qu'il puisse survivre dans les années ordinaires. Mais qu'il se produise le moindre renchérissement de la vie, et une grande partie de la population périt<sup>9</sup> (Say). Et c'est de ces revenus que l'économie politique exige de l'ouvrier qu'il s'acquière un capital ! L'impossibilité est flagrante !

Mais nous ne sommes pas encore arrivés aux bornes de la misère, loin de là<sup>10</sup>. Il a été réservé à notre temps de montrer dans quel abîme de misère l'homme peut s'enfoncer; de démontrer que le fait de priver toute une génération montante de ses moyens d'existence et de la tuer par la faim ne suffit pas encore à faire de la Terre un tombeau; de démontrer jusqu'où il est possible de faire entrer dans la brutale réalité les fantômes de l'imagination qui n'ont pas de besoins.

Dans la société actuelle, le seul moyen de se procurer une existence humaine est l'acquisition d'un *capital*. Le seul moyen que l'ouvrier possède pour cela est le *travail*. J'ai prouvé que par cette voie il est impossible à l'ouvrier de parvenir à ce but. Mais il faut abandonner les rêves jusqu'au dernier et je vais montrer que cette arme, avec laquelle il combat l'oppression de

7. SAY, *op. cit.*, I, p. 123, note 1 : « Les salaires du simple manouvrier se bornent à ce qui lui est nécessaire pour vivre, à ce qui est nécessaire pour que son travail se continue et se renouvelle. Il ne reste rien pour l'intérêt d'aucun capital; mais, dans l'entretien du simple manouvrier se trouve compris celui de ses enfants, jusqu'à l'âge où ils gagnent leur vie. » Cf. également II, p. 88-89.

8. Les renseignements sur les filatures anglaises sont empruntés à W. SCHULZ, *op. cit.*, p. 70-71, sans modification importante. Le même passage est cité par Marx, *Manuscrits de 1844*, p. 16.

9. SAY, *op. cit.*, II, p. 92 : « Dans la classe dont le revenu est de niveau avec le rigoureux nécessaire, une diminution de revenu est un arrêt de mort, sinon pour l'ouvrier, au moins pour une partie de sa famille. » II, p. 157 : « Une partie de la population périt tous les ans de besoin. »

10. Cf. BURET, *op. cit.*, I, p. 201 : « L'Irlande nous apprend qu'il n'y a pas de limites où s'arrête la dépréciation du travail et de la vie des hommes : l'homme est grand jusque dans sa misère, car elle n'a pas de bornes ! »

la société, est une arme maudite qui se retourne continuellement contre lui-même. Non seulement le travail ne rapproche pas l'ouvrier du but, mais encore il l'en éloigne toujours plus et le précipite indéfiniment dans la misère. Par la concurrence l'ouvrier ne devient pas seulement l'ennemi mortel de l'ouvrier, mais encore son propre travail est le poison dont il périt. Tout ce que peut faire l'ouvrier par son travail est de se creuser une tombe.

Etant donné qu'il est ravalé à l'état de simple marchandise, l'ouvrier est soumis à toutes les lois qui régissent cette dernière. Lorsque l'offre excède la demande, les prix baissent. Plus est grande l'offre en ouvriers et plus on produit sans doute, mais tout ce que l'on produit est pour l'ouvrier un fruit gonflé de sève sur l'arbre au-dessus de la tête de Tantale, toujours proche, jamais accessible; car un second et un troisième ouvriers qui s'offrent font baisser le salaire du premier; et la limite dernière vers laquelle ils se poussent réciproquement est la tombe tout simplement. *L'ouvrier est l'ennemi mortel de l'ouvrier.* Dans les districts du nord de l'Angleterre le salaire est descendu depuis longtemps au-dessous de ce qui est strictement nécessaire à la survie. L'ouvrier est déjà acculé à mendier ou à voler à côté de son salaire<sup>11</sup>.

Mais le malheureux esclave industriel ne périt pas seulement à cause des autres ouvriers, non pas *malgré* le travail, mais *par* son propre travail.

On a dit : par une activité accrue (comme l'écrivit fort naïvement Say : « en redoublant d'activité »), il est possible à l'ouvrier d'améliorer sa situation<sup>12</sup>. Mais celui qui travaille seize heures par jour devrait d'abord inventer l'art de dédoubler les heures du jour afin de pouvoir suivre le conseil bestial des économistes. Tant qu'il n'y aura pas réussi, nous nous contenterons de considérer les conséquences d'une *simple* activité accrue.

Supposons donc une classe d'ouvriers de 10 ouvriers qui travaillent comme d'habitude et reçoivent un salaire habituel. — 5 de ces ouvriers prolongent leur temps de travail de 14 à 17 heures. Sans doute reçoivent-ils désormais un peu plus de salaire. Mais quelle en est la conséquence directe ? Ces mêmes 10 ouvriers produisent maintenant un peu plus que ne le faisaient 11 ouvriers auparavant. Il s'ensuit une offre plus grande de produit, dont le prix baisse. A partir de ce moment-là le fabricant ne peut plus payer le salaire antérieur; en même temps que le prix du produit, baisse le prix du travail. Supposons que le

11. BURET, *op. cit.*, I, p. 171-172.

12. SAY, *op. cit.*, II, p. 42 et 305 ou encore p. 172.

salaires baisse de sorte que les 5 ouvriers les plus travailleurs ne reçoivent désormais pas plus pour leur journée de 17 heures qu'auparavant pour leur journée de 14 heures : les autres ouvriers, étant donné que cela suffisait tout juste à subvenir à leurs besoins vitaux, sont alors obligés de travailler désormais 17 heures également. Nouvelle sur-production, nouvelle baisse du prix du travail, nouvelle augmentation de la durée du travail, cercle vicieux sans cesse renouvelé, qui finit par le néant, c'est-à-dire par la mort. Ce que nous avons supposé pour une classe de 10 ouvriers s'est déjà produit en grand en Angleterre.

Je pense que ces considérations suffisent à montrer que les promesses de la nouvelle méthode curative : détruire le mal dont souffre notre société, ne peuvent se faire gloire de meilleurs résultats que les promesses des affiches murales. Et cependant l'économie politique a épuisé tous les moyens que possède la société actuelle pour faire le bonheur de ses membres sans se supprimer elle-même.

Mon point de départ pour ces remarques a été la pétition des ouvriers. Les pétitionnaires souhaitent, sans le vouloir bien sûr, pour les pauvres nègres un sort plus misérable encore; mais les ouvriers eux-mêmes ne peuvent attendre de la *société actuelle* une transformation et une amélioration de leur sort que d'une seule façon : retourner à la situation des anciens esclaves<sup>13</sup>.

Sans doute était-ce un sort rude et indigne que celui que les anciens esclaves avaient à supporter. Souvent ils étaient nés hommes libres et connaissaient le prix de la liberté. Un hasard malheureux, un caprice de la guerre leur ravissaient ce bien suprême de l'homme. Cependant c'était une puissance extérieure qui les avait abaissés au rang d'esclaves; des circonstances favorables pouvaient changer leur sort. Comme il en va autrement aujourd'hui ! Ce n'est plus les armes à la main qu'on fait des esclaves, non, il leur faut s'offrir eux-mêmes; il leur faut se tuer au travail, se crever, s'esquinter pour avoir le droit de devenir esclaves; l'homme né libre doit aliéner son humanité pour assurer misérablement son existence animale ! Il travaille, et plus il travaille plus il voit disparaître la possibilité même de survivre. Le nègre travaille, mais il reçoit de quoi subvenir chichement à ses besoins, il ne meurt pas de faim. L'esclave industriel travaille, mais son travail ne le protège par contre la mort par la faim. Sur six millions d'Irlandais, trois millions, selon des rapports authentiques, sont réduits à la famine<sup>14</sup>. C'est pourquoi les

13. BURET, *op. cit.*, I, p. 206-207.

14. BURET, *op. cit.*, I, p. 203-204.



maîtres de fabriques ne souhaitent nullement l'esclavage *parce qu'avec des hommes prétendus libres ils peuvent produire meilleur marché*, parce qu'ils devraient nourrir les esclaves et peuvent laisser crever de faim les ouvriers libres. Les âges futurs auront de la peine à comprendre la situation de notre époque, lorsque ce mal radical aura été supprimé. Proudhon a été le premier à dire d'où il provenait et la philosophie allemande contemporaine l'a démontré dans l'ensemble. Mais pour l'instant, ouvriers, obligez les riches à faire de vous des esclaves afin de ne pas mourir de misère !

### 16. G.[eorg] Weber, Charité officielle prussienne<sup>1</sup>

[Vorwärts, n° 62, 3 août]

Le roi de Prusse s'est mis en tête de ravir à son cousin<sup>2</sup> la couronne littéraire; tandis que ce dernier construit des hexamètres à participes de la classe des mille-pattes, le premier se crée aussi un genre tout à fait original : celui des ordres de cabinet bien intentionnés. A ces enfants *de son esprit* il dispense tout le soin qu'il ne peut accorder à des enfants *en chair et en os*. C'est un fait physiologique remarquable que l'on puisse trouver dans le corps d'un homme un fœtus complet, toutefois jamais un homme encore n'a réellement accouché. Le seul exemple à ce jour en est le grand roi de Prusse. Dommage qu'il avorte ordinairement, sinon il en sortirait une race de Minerves. Lors de son dernier accouchement on a pris toutes les précautions nécessaires et des médecins allemands pensent que cette fois l'enfant, sans doute arrivé un peu « avant terme », est cependant viable. Je suis d'un tout autre avis. Cet enfant ne vivra pas plus que l'avant-dernier qui vint même au monde en chantant — mais c'était son chant du cygne : paix aux cygnes<sup>3</sup> !

Sérieusement. Frédéric-Guillaume a publié un ordre de cabinet dans lequel il proclame à la face du monde étonné que le paupérisme est une bien vilaine chose, mais qu'il va désormais définitivement disparaître par l'effet de sa royale volonté. Le

1. Pour les sources de G. Weber, cf. note 1, texte 15.

2. Il s'agit de Louis I<sup>er</sup> de Bavière qui se piquait de poésie — une des cibles préférées, avec Frédéric-Guillaume IV, de la satire allemande.

3. Allusion à l'Ordre du Cygne (*Schwanenorden*) créé par Frédéric-Guillaume IV dans un de ses multiples accès de romantisme politique.

moyen n'en est cependant pas la seule puissance de sa sainte volonté, mais aussi la création de sociétés de bienfaisance.

Que Votre Majesté me pardonne : Elle sait que Xerxès fit fouetter l'Hellespont mais ne le traversa pas pour autant. Vous non plus, Majesté, ne traverserez pas l'abîme sur un pont de bons sentiments. L'affaire réclame d'autres moyens.

La charité officielle 1) n'a encore jamais arrêté les progrès de la pauvreté et 2) elle n'est pas en mesure de le faire.

La place me manque ici pour accumuler des faits historiques, qu'il suffise d'en donner quelques-uns particulièrement parlants <sup>4</sup>. La charité légale n'a jamais conduit à soulager ceux qui sont sans travail mais toujours à les opprimer plus encore. L'exemple de l'Angleterre nous est le plus proche. Là la misère a atteint des sommets inégalés dans le reste de l'Europe. Un trait pour la caractériser : en 1830 cinquante familles de la Cité à Londres durent vendre tout leur bien, lits y compris, pour payer la *taxe des pauvres* <sup>5</sup>. C'est sous cette forme de la taxe que se présente depuis toujours en Angleterre le secours aux pauvres. Mais la misère a toujours été en augmentation, comme on peut le montrer par l'accroissement de la taxe :

en 1776	la taxe était de	1 720 316	livres sterlings
en 1801	» »	4 780 891	» »
en 1812	» »	11 978 875	» »*
en 1830	» »	plus de 10 millions	de livres sterlings

pour une population de 14 millions d'habitants <sup>6</sup>. — L'Angleterre eut peur d'elle-même; la taxe devenait exorbitante pour finir et la misère chaque jour plus horrible. On crut donner un autre remède en le donnant sous une autre forme et c'est ainsi qu'en 1834 fut acceptée la loi d'amendement <sup>7</sup> au Parlement.

4. Tous les faits qui suivent dans cet article sont empruntés à E. Buret.

5. BURET, *op. cit.*, I, p. 151.

\* Particulièrement élevée cette année-là à cause de la guerre; ce qui explique qu'elle ait pu descendre ensuite; mais on ne peut méconnaître une progression constante de la taxe. [Georg Weber.]

6. BURET, *op. cit.*, I, p. 145-146. Mais Weber, qui a lu le texte à la hâte, mélange les dates et confond les chiffres de la taxe et de la population ! Après les deux premières séries de chiffres concernant les années 1776 et 1801, qui sont exactes chez Weber à un détail près, Buret poursuit : « En 1818 la taxe s'élève à 7 870 801 l. st. La population du recensement le plus prochain (1821) était de 11 978 875. En 1833, la taxe paroissiale dépassait le chiffre de 8 000 000 l. st., plus de deux cents millions, pour une population de quatorze millions d'individus. »

7. « Loi d'amendement », formule inexacte de Buret, cf. note 7, texte 13.

En conséquence on créa des *workhouses*. Je ne décrirai pas ces établissements mais j'en indiquerai la conséquence : en 1837 on avait pu réduire la taxe des pauvres de 3 809 498 livres sterlings<sup>8</sup>. On exultait à cette idée admirable car la diminution de la taxe, l'épargne réalisée par les riches prouvait à ces âmes d'épiciers bornés que la misère avait diminué. Ce qui n'était pas le cas. Voici<sup>9</sup> quelques-unes des conditions d'admission dans la maison de travail : séparation de la mère et de l'enfant; dans les maisons séparations des sexes; si celui qui a été admis quitte la maison, il ne peut y rentrer; le travail dans certaines d'entre elles : moulin à bras, treuil à tambour (châtiment des anciens esclaves); nourriture : bouillon d'orge, eau et légumes, de la viande de porc deux fois la semaine (cela se passe en Angleterre et non en Italie !). On voit donc dans l'ensemble que ces institutions charitables soutiennent sans peine la comparaison avec les *travaux forcés* \*. Et à cette mort vivante, les ouvriers mourant de faim préférèrent la vraie mort; ils fuirent ces maisons comme la peste. Ce qu'ils devenaient, le Parlement ne s'en soucia pas puisque la taxe diminuait ! Les contributions en argent ne diminuèrent pas, elles se poursuivirent sous d'autres formes. Les *workhouses* furent d'abord introduites dans le sud de l'Angleterre. Aussitôt s'enfuirent dans les districts du nord 500 041 ouvriers. Leur déplacement coûta 28 140 livres aux paroisses<sup>10</sup>. Dans le nord on les accueillit à bras ouverts parce qu'ils faisaient baisser les salaires.

Mais bientôt la misère y fut si horrible que même les capitalistes voulurent se débarrasser de cet apport de main-d'œuvre. Les 500 041 ouvriers, augmentés de leur nouvelle progéniture, furent renvoyés dans leur pays, à frais supplémentaires.

Quelle est la situation à l'heure actuelle ? Les pauvres ne préférèrent-ils pas finalement et parce qu'ils y sont obligés la maison de travail à la mort par la faim ? L'hiver 1836 fut particulièrement rude et la misère atroce. Lors d'une réunion du comité dans une ville du comté de Leryn<sup>11</sup> il y eut d'un coup 149 pau-

8. BURET, *op. cit.*, I, p. 153.

9. BURET, *op. cit.*, I, p. 163-171.

10. BURET, *op. cit.*, I, p. 172 Weber est une fois de plus victime d'une lecture trop rapide ou de sa connaissance approximative du français : Buret écrit : « Cinq mille cent quarante et un habitants, des comtés agricoles de l'ouest et du sud, chassés par la misère, émigrent dans les comtés industriels du nord. Ce mouvement de population que l'administration approuve, coûte aux paroisses ou au trésor 28 414 l. st. », etc. Il n'est pas question de 500 000 personnes !

11. BURET, *op. cit.*, I, p. 177-178, écrit : « Pendant ce temps de neige, 149 indigents vinrent au bureau de *Cuckfield (Sussex)* » et non dans le comté de Leryn qui n'existe pas. Le reste sans changement notable.

vres à demander du secours. A 118 d'entre eux on proposa d'entrer dans la maison de travail. Mais 6 seulement acceptent, tous les autres s'en retournent dans la neige, au désespoir. A la réunion suivante 60 se présentent. Même proposition. 8 acceptent mais au bout de deux jours 3 d'entre eux s'en vont. Plutôt mourir de faim que de chagrin ! Vous pouvez toujours mettre à un moineau qui crève de faim dans la neige une magnifique cage bien approvisionnée. Il n'y entrera pas. Et vous voudriez que l'homme entre dans une cage misérable à la nourriture nauséuse ? Et parce qu'il n'en fait rien, croyez-vous qu'il n'ait pas faim ? Allez donc !

Mais voyons un peu la France<sup>12</sup>. Je ne veux citer ici que des faits empruntés à la Révolution. Elle mit en œuvre pour réaliser ce qu'elle s'était proposé les moyens les plus puissants qu'on connaisse — et si elle ne put réussir à supprimer ou à diminuer la misère par l'intervention de l'Etat, il faut admettre que l'Etat en est généralement incapable et qu'à plus forte raison une simple volonté royale sans le recours à l'Etat n'y peut rien changer. Donc la Révolution commence, l'*Assemblée constituante* \* se réunit et veut abolir la misère. En 1789 elle déclare que les malheureux *ont droit à être secourus et droit au travail* (c'est quelque chose, et quelque chose que l'économie politique libérale met aujourd'hui encore en doute). Et elle ajouta un additif qui se retrouve toujours tôt ou tard dans toutes les lois qui ont pour but de remédier à la misère, aux termes duquel *à partir de ce moment-là la misère devait également être tenue pour un crime*<sup>13</sup>. Elle pouvait certes donner le *droit* au travail mais pas de *travail*. — La Constitution de 1791 contient une disposition prévoyant la création d'établissements de secours. Toute la liberté politique proclamée par les *droits de l'homme* \* ne sauvait pas les malheureux de la famine et le paupérisme s'étendait à grande allure. Combien le droit au travail donnait de travail, cela se vit bientôt lorsque peu après éclatèrent de multiples émeutes ouvrières, qui furent immédiatement apaisées par des mesures de satisfaction immédiate. Mais la famine revenait toujours plus puissante et les propriétaires se mirent à prendre peur et le 14 juillet 1791 fut promulgué, en contradiction avec la Constitu-

12. Pour la France les renseignements sont également empruntés à BURET, *op. cit.*, I, p. 212-220.

13. BURET, *op. cit.*, I, p. 214 : « Elle décréta que l'indigent malheureux avait droit au travail et aux secours, et que désormais toute misère serait un crime. »

tion, un décret contre les associations ouvrières<sup>14</sup>. — Nous arrivons à la Convention. Celle-ci voulut détruire d'un coup et de fond en comble toute misère. Elle était puissante, mais là contre elle ne put rien. A la stupéfaction générale la misère que l'on croyait morte se montra très visiblement le 17 mars 1795 où une grande masse d'ouvriers assiège la Convention et réclame du pain.

Napoléon non plus, qui était très capable de renverser un roi de Prusse et bien d'autres choses, ne parvint pas à tarir la misère<sup>15</sup>. Le 5 juillet 1808 il promulgua un décret aux termes duquel la mendicité est punie comme un crime. Et pour lui imprimer la marque de l'infamie, il fit édifier des maisons de charité. Même résultat qu'en Angleterre : personne ne veut y entrer. — Cessons là cette énumération de faits. On voit chaque jour ce qu'on a obtenu par là en France et en Angleterre. Le témoignage de l'histoire pourrait suffire à fonder des doutes quant au pouvoir des établissements de bienfaisance contre la misère. Cependant cela ne semble pas être le cas; — c'est pourquoi, voici encore une rapide considération qui réussira peut-être, après l'énumération de faits historiques, à en faire comprendre la *nécessaire* impuissance.

Nous avons donc à faire principalement à deux sortes de secours. Dans un cas le malheureux doit travailler pour être secouru, dans l'autre pas. On tient en général la première manière pour préférable. Voyons-en les conséquences inévitables. Le travail des personnes secourues a uniquement pour but de faire gagner leur vie aux malheureux eux-mêmes<sup>16</sup>. Le travail des ouvriers dans une fabrique par contre doit en outre créer le profit du propriétaire de la fabrique. Par conséquent le travail des personnes secourues peut fournir des produits à meilleur marché. Le prix des produits baisse, les ouvriers de fabriques reçoivent un salaire moindre. Or le salaire est déjà réduit au minimum, il tombe donc au-dessous du minimum et ceux qui n'avaient pas demandé à être secourus jusqu'alors tombent au dernier degré de misère où ils deviennent des personnes ayant besoin d'être

14. BURET, *op. cit.*, I, p. 220, écrit : « Le 14 juin 1791, la Constituante décréta, sur le rapport du représentant [Le] Chapelier, une loi encore en vigueur contre les coalitions d'ouvriers. C'était une exception manifestement contradictoire aux principes alors proclamés sur la liberté de former des assemblées. » Ce qui suit est un résumé de Buret, p. 221-223.

15. BURET, *op. cit.*, I, p. 226-230. Renseignements utilisés par Marx dans son article *Critiques en marge...*, texte 13.

16. SAY, *op. cit.*, II, p. 287-290, « Des dépenses relatives aux établissements de bienfaisance. »

secourues. De cette façon, au lieu de remédier à la misère, on entretient toujours plus de misère. Le meilleur résultat serait encore une masse constamment croissante de malheureux secourus par l'Etat. Mais même ce résultat n'est pas accessible, car la masse croissante d'affamés oblige à partager les rations et comme ce processus se répète à l'infini on en arrive pour finir à l'infiniment petit, ce que les mathématiques, comme chacun sait, assimilent au zéro. Donc destruction de l'homme. Pour cette raison donc, ne donnons pas de travail aux malheureux. Premièrement, quelle injustice qu'un homme soit maintenu en vie sans travailler en contrepartie, tandis qu'un autre, qui est obligé de travailler tant qu'il peut, n'est pas mieux loti. D'ailleurs l'expérience ici est assez probante. Tous les établissements de charité ainsi organisés se plaignent de l'afflux toujours croissant, c'est-à-dire du fléau toujours croissant, Naturellement. Celui qui pourrait obtenir du travail ne le prend pas, parce qu'il se trouve mieux sans travail. L'industrie, qui seule peut fournir les capitaux nécessaires aux secours, en arrive à partager ce point de vue que nous lui connaissons aujourd'hui : le salaire est déjà tombé au-dessous du minimum vital; or la bienfaisance offre ce minimum vital<sup>17</sup>; elle fait donc à l'industrie une concurrence que celle-ci ne peut supporter car cette dernière paye déjà tout ce qu'elle est en mesure de payer. Elle est donc ruinée et ne peut donc plus fournir de capitaux à la bienfaisance, celle-ci cesse — l'ouvrier cesse d'exister.

Ainsi les deux voies conduisent-elles nécessairement à un même résultat, mais contraire à celui souhaité. Qu'on les abandonne donc enfin après avoir trébuché dessus pendant des siècles et qu'on suive une bonne fois les poteaux indicateurs que le génie de l'humanité a bien voulu placer le long du chemin<sup>18</sup>.

Mais j'oublie que Sa Majesté aime la plaisanterie et j'écris sérieusement. Cette fois-ci, malheureusement, Sa Majesté a fait une très vieille plaisanterie dont il n'est pas possible de rire.

---

17. BURET, *op. cit.*, I, p. 188-189.

18. Cf. la conclusion de l'article de Weber, *La Colonie Osterwald en Alsace*, texte suivant, sur les réformes partielles et radicales.

## 17. G[eorg] Weber, La colonie Ost[er]wald en Alsace<sup>1</sup>

[Vorwärts, n° 64, 10 août 1844]

Le n° 60 de ce journal<sup>2</sup> contient une description de la colonie Ost[er]wald en Alsace qui se termine sur ces mots : « Après tout cela, la question ne se pose-t-elle pas de savoir si de tels établissements ne pourraient pas être fondés sur une plus grande échelle et dans tous les pays et y prospérer<sup>3</sup> ? »

C'est avec un réel plaisir que le correspondant décrit l'organisation de cet établissement et même si je réponds par la négative à sa question, que cela ne lui gâche pas le plaisir qu'il a pris à visiter la colonie Ost[er]wald. Même si une telle institution n'est pas en état de faire disparaître la misère dont la source est dans les principes fautifs sur lesquels repose notre société, elle possède sans le vouloir une valeur qui nous réconcilie avec elle.

Si d'une part notre société brutale a imprimé dans ses lois la marque du crime à la pauvreté, elle n'a pas manqué d'autre part de répandre la proposition selon laquelle seule le propre à rien, le paresseux, le vicieux, bref le criminel *était vraiment pauvre*<sup>4</sup>.

La colonie Osterwald auprès de Strasbourg a ceci de réconfortant qu'elle apporte la preuve de la fausseté de cette proposition scandaleuse et réhabilite ces malheureux dans la détresse que l'on injurie et que l'on traite de criminels. Là, le vagabond dépravé et poursuivi, placé dans des conditions plus humaines, s'est transformé en un être humain. Mais de cette réussite il ne faut point conclure qu'on ait trouvé le moyen de remédier à la

1. Cf. texte 15, note 1. Texte parallèle à *Manuscrits de 1844*, « Rente foncière », Ed. sociales, p. 40-54.

2. Il s'agit en fait du n° 61 du 31 juillet : l'article est intitulé *Die landwirtschaftliche Colonie « Osterwald » im Elsass* (« La Colonie agricole "Osterwald" en Alsace »). Le correspondant y rapporte que cette colonie a été fondée sur l'emplacement de terrains marécageux par assèchement et déboisement.

3. BURET, *op. cit.*, I, p. 192-207, traite de la misère agricole en Angleterre et en Irlande, et répond par avance, I, p. 297, à la question posée par le correspondant du *Vorwärts* : « Le problème qu'on s'est proposé est bien simple, et, s'il avait été résolu, il ne resterait plus qu'à fonder, dans toutes les contrées où règne la misère, des établissements de ce genre. »

4. BURET, *op. cit.*, I, p. 211 : « Puisque la misère encourait de telles peines, il fallait absolument qu'elle fût un délit et presque un crime. »

misère. On a souvent constaté que justement la plante qui semble croître le mieux ne produit pas de fruit : c'est là aussi le cas.

Il est possible sans doute de fonder de pareilles institutions, mais il est impossible qu'elles prospèrent si, sous le terme prospérer, nous comprenons avec Louis-Napoléon<sup>5</sup> qu'elles doivent guérir la société malade, qu'elles doivent anéantir la misère.

La base de nos rapports civils et juridiques est la *propriété*. Une société qui s'est érigée sur ce fondement ne pouvait dans son développement qu'aboutir de façon nécessaire et irrévocable à son expression actuelle. Si nous résumons celle-ci selon les deux modes du passif et de l'actif, notre société se caractérise par les deux formules : *domination de l'argent* et *concurrence*.

On n'a touché à aucun de ces principes lors de la fondation de cette colonie; aussi toutes les conséquences qui en découlent demeurent-elles valables pour elle. La colonie n'est rien d'autre qu'une nouvelle institution de bienfaisance officielle qui fait travailler le misérable pour le secours qu'elle lui accorde. J'ai montré schématiquement dans un des précédents numéros que cette voie ne conduisait pas au but. Le cas particulier suit la règle générale. Etant donné cependant que cette colonie est essentiellement agricole et que l'on tient de divers côtés l'industrie agricole pour spécifiquement différente de l'industrie de fabrique, je compléterai ce que j'ai dit par un rapide examen de ce cas particulier.

L'agriculture également, comme toute autre industrie, est soumise aux lois de la concurrence, là également la petite propriété est dévorée par la grande, et toute la propriété foncière, qu'on divise les héritages à l'infini comme en France ou qu'on constitue des majorats comme en Angleterre, se rassemble sans distinction, lentement mais sûrement aux mains de quelques-uns, si bien que l'industrie agricole comme toute autre industrie conduit finalement à la formation du couple antagoniste, superflu et misère. Tenons-nous en au cas proposé.

Il s'agit donc dans un pays de remédier au paupérisme, qui est essentiellement dû aux progrès de l'industrie de fabrique. On dispose d'étendues de terres désertes mais cultivables que l'on utilise pour rassembler des pauvres gens et donner de la valeur à ce sol inexploité. Les pauvres gens sont toujours prêts à de pareilles entreprises, mais ils ne peuvent les réaliser faute du

---

5. Allusion à la brochure de Louis-Napoléon BONAPARTE, *Sur l'extinction du paupérisme*, 1843.



capital nécessaire. Le capital ne peut être fourni que par le capital.

Même s'il s'en est trouvé pour une entreprise isolée, on ne peut raisonnablement pas supposer qu'il s'en trouve en règle générale. Cela reviendrait purement et simplement à exiger du capital qu'il se supprime. Car si nous voulons réellement humaniser notre sort, il nous faut à tout le moins viser à ce que la très grande majorité des hommes qui se meurent dans les fabriques soient arrachés à ces cavernes de voleurs et soient accueillis dans la colonie. Que devient alors toute l'industrie de fabrique, une des sources principales de la richesse ? Tant mieux si elle disparaît, direz-vous. Mais elle ne disparaît pas, car elle est plus puissante que de simples vœux pieux, elle demeure et vous ne fondez pas de colonies. Et elle a raison. C'est seulement lorsqu'aura été entreprise une cure radicale de la maladie dont souffre toute la société que celui qui n'avait pas encore conscience de sa maladie, qui n'en était pas incommodé, se soumettra aussi à l'inconvénient momentané d'un traitement, cet inconvénient fût-il imaginaire.

D'ailleurs, cette idée de colonisation, récemment exploitée par Louis-Napoléon, n'est pas neuve du tout. Et on n'en est pas resté non plus à la simple idée; on trouve dans presque tous les pays des exemples de semblables colonies. On a essayé en Hollande<sup>6</sup> de remédier au paupérisme par ce moyen et sur une grande échelle. Qu'a-t-on obtenu ? que la misère en Hollande ne laisse rien à désirer à sa sœur, la misère en Angleterre.

Toutes les réformes partielles n'ont d'autre utilité que de prouver leur inutilité et de pousser à la transformation finale et radicale<sup>7</sup>.

Épargnons-nous donc d'amères expériences !

---

6. BURET, *op. cit.*, I, p. 283-298, « Aperçu de la misère en divers pays », cite également le cas de la Hollande.

7. La réforme radicale est déjà proposée par Buret qui écrit, *op. cit.*, I, p. 205 : « Le paupérisme irlandais est un mal sans remède à moins d'une réforme radicale dans la constitution sociale de l'Irlande et même de l'Angleterre. »

### 18. G.[eorg] Weber, L'argent<sup>1</sup>

[Vorwärts, n° 69, 28 août 1844]

*Furto laetamur in ipso.*

Les économistes nous feraient volontiers croire que l'argent est une chose absolument sans importance, que même sans l'existence de l'argent tout aurait le même aspect. S'ils ne veulent pas rendre gloire à l'argent d'avoir contribué à modeler notre société, nous n'hésiterons pas pour notre part à l'en accuser.

Mammon, tel un cauchemar dont on ne peut se défaire, pèse de plus en plus sur les mouvements des Etats civilisés. La politique, que l'on proclame maîtresse du monde, n'a pas plus de droit à ce titre que l'empereur Ferdinand au sien; la politique est devenue servante; les cabinets des diplomates reçoivent leurs ordres des comptoirs de Rothschild et consorts; le commencement et la fin de la guerre et de la paix dépendent d'une équation dans laquelle l'inconnue  $x$  est le taux d'intérêt des rentes sur l'Etat \*. Ainsi voyons-nous en grand les hommes, là justement où ils s'imaginent être le plus libres, abaissés au rang d'esclaves de ce vil métal. Mais l'homme politique lui-même, qui ne doute plus aujourd'hui que la Bourse ne soit le ressort qui meut le mécanisme politique, est cependant assez naïf pour se croire non asservi.

La vie courante a en ce domaine une vue bien plus exacte des choses que la prétendue science. Combien de fois n'entend-on pas maudire l'argent qui empêche de réaliser les bonnes résolutions, qui est la cause de tant de maux ! Loin de moi cependant de considérer l'argent comme la source de notre actuelle misère; je le considère plutôt comme partie intégrante de celle-ci, comme issu du même fonds commun. Et c'en est une partie tellement intégrante qu'il est capable de ré-engendrer l'ensemble, même si on s'est débarrassé de tout le reste, de même que la plus petite partie d'un cancer subsistant après opération rend cette dernière

1. Cf. note 1, texte 15. Cf. également *Manuscrits de 1844*, « Pouvoirs de l'argent dans la société bourgeoise », p. 119-123.

\* Que l'on voie dans les derniers journaux l'effet du bombardement de Tanger : à Londres et à Paris, il ne se reflète que dans des mouvements de Bourse. [G. Weber.]

vaine et fait ressurgir le mal ancien sous une forme encore plus horrible.

Cette malignité de l'essence de l'argent n'a jusqu'à présent pas encore été très bien reconnue, si bien que parmi les écrivains sociaux eux-mêmes peu lui ont déclaré la guerre. Proudhon lui-même, qui cependant arrache à la propriété son masque légal, ne touche absolument pas au système de l'argent. Et même si l'importance de ce point n'a pas échappé à l'acuité du regard de Weitling, il s'en prend cependant plutôt à notre actuel système monétaire qu'à l'ensemble de l'argent. Il faut attendre Marx (dans les *Deutsch-französische Jahrbücher*) pour voir définir l'argent comme « la valeur universelle, constituée pour soi, de toute chose <sup>2</sup> ». Et dans cette formule est révélé le secret de cet étrange caniche <sup>3</sup> que nous allons débarrasser de son enveloppe.

Lorsque nous nous enquérons de la valeur d'un objet, il ne s'agit plus de sa valeur absolue, mais seulement de sa valeur d'échange. Il ne reste qu'à déterminer combien d'autres objets je puis échanger contre un objet donné pour déterminer la valeur de celui-ci. « Les besoins toujours croissants des hommes et l'augmentation consécutive de la production avaient diversifié et étendu le troc de manière importante. L'augmentation et la diversification des produits entraînent de multiples erreurs et complications dans le troc des produits. L'un avait apporté du cuir au marché pour l'échanger contre des outils; or celui qui avait des outils à échanger n'avait souvent pas besoin de cuir, mais de bois et de fer; celui qui avait du fer à échanger n'avait besoin ni d'outils ni de cuir, mais d'étoffes ou de fruits ou d'autres marchandises semblables. Ainsi des obstacles importants vinrent se mettre en travers de la commodité du libre troc. Et pour les supprimer on eut recours à une invention nouvelle, celle de l'argent [...]. Ces morceaux de métal, auxquels on avait donné une *valeur imaginaire* servirent désormais à déterminer la valeur des marchandises à échanger. » (Weitling, *Garanties* <sup>4</sup>).

En réalité, la transformation de la valeur en valeur d'échange ne nous donne pas encore une vue complète de notre situation

2. Citation de MARX, « A propos de la question juive » in *DfJ*, p. 211 et *MEW*, p. 374.

3. Formule de GÖTTE, *Faust* I, v. 1323 : « Das war also des Pudels Kern ! » (« C'était donc le secret du caniche ! »). Méphistophélès s'est d'abord présenté à Faust sous la forme d'un caniche et ne se révèle à lui comme le démon que lorsque Faust l'a recueilli dans son cabinet de travail.

4. WEITLING, *Garantien der Harmonie und Freiheit*, Vevey, 1842. La citation empruntée par Weber à Weitling comporte quelques coquilles sans importance : *I Die Entstehung der gesellschaftlichen Uebel*, 8. Kap. *Die Erfindung des Geldes* (« La Genèse des maux sociaux », chap. 8, « L'Invention de l'argent »), p. 41. Réédition de B. Kaufhold, Berlin, 1955, p. 46.

actuelle. On ne compare pas directement deux marchandises l'une avec l'autre pour en déterminer la valeur d'échange par simple comparaison, mais on les rapporte toutes deux à une troisième, l'argent, de sorte que la valeur d'échange se réduit finalement au prix. Le commerçant ne donne de marchandises que lorsqu'il connaît exactement le prix de chacune d'entre elles, et Weitling a parfaitement raison lorsqu'il dit que la détermination de la valeur des choses dépend uniquement de l'argent.

C'est en cela que l'argent se révèle être par essence la valeur absolue, la valeur abstraite, et cette abstraction est le reflet qu'il produit de sa nature divine. De même que Dieu est l'abstraction de l'homme, de même l'argent est l'abstraction de la valeur; de même que dans la religion un être n'a de signification que dans la mesure où il n'apparaît pas de façon concrète, réelle, mais abstraite, irréaliste, dissout dans l'essence divine, de même dans la société bourgeoise un objet n'a de valeur que lorsqu'il peut s'aliéner, lorsqu'il peut cesser d'être *cet* objet pour se transformer en argent.

Or, un dieu s'est-il niché quelque part, qu'il s'écrie aussitôt : Tu n'auras pas d'autres dieux que moi ! Et le monde tombe servilement en adoration. Le Dieu de la religion a quitté la scène depuis longtemps et il a dû abandonner son trône au Dieu moderne. Nos moines mortifient leur chair dans les cellules du comptoir, notre évangile est la dernière page des journaux <sup>5</sup> et si tu veux au temple entendre chanter au Seigneur les chants de louange de la pieuse communauté, va à la Bourse. Si tu n'es ni ému ni édifié, c'est que tu es une âme impie, *Anathema esto* <sup>6</sup> !

Cette abstraction, qui constitue l'essence de l'argent, est le germe de tout le mal qui s'ensuit et dont Weitling nous a donné une excellente description. Mais, pour cette raison, il ne suffit pas non plus d'abolir cette forme de l'argent, il faut en détruire la racine, et c'est là que Weitling s'est trompé en proposant une nouvelle valeur abstraite à la place de l'ancienne. Car ses « heures de commerce <sup>7</sup> » ne sont rien d'autre. Une heure de travail

5. Allusion à la page financière des journaux de l'époque.

6. « Sois anathème ! » formule d'excommunication.

7. Proposées dès sa première brochure, *Die Menschheit wie sie ist und wie sie sein sollte* (« L'Humanité telle qu'elle est et telle qu'elle devrait être »), reprises dans les *Garantien...*, les « *Commerzstunden* » (Heures de commerce ou heures d'échange) sont selon Weitling des heures supplémentaires qui, en régime de communauté des biens, doivent garantir la liberté individuelle de chacun à se procurer des biens de consommation qu'il peut désirer et qui ne sont pas fournis par la communauté.

La critique de la notion de travail faite ici par Weber avait déjà été faite par Say à Adam Smith, cf. SAY, *op. cit.*, I, p. 349-351.

n'a justement pas d'autre valeur qu'une heure de travail et jamais la valeur d'autre chose, et même une heure de travail de A ne peut avoir que la valeur d'une heure de travail de A, et pas de B. Weitling est tombé dans cette erreur parce que le préoccupait le problème de la détermination de la valeur. Mais cette question d'économie politique disparaîtra complètement dès que la propriété disparaîtra. Je ne recherche pas quelque chose à cause de sa valeur, mais parce que j'en ai besoin. Déjà Morelly pose l'exigence que chaque individu reçoive non en fonction de ce qu'il fait, mais en fonction de ses besoins : *Puiser selon ses besoins* \*.

Pour humaniser notre situation, il est avant tout nécessaire que soit pleinement reconnu l'homme réel, total. Ses besoins donnent la valeur. Dès que nous admettons une valeur en dehors de l'homme, la satisfaction du besoin est rendue dépendante de quelque chose d'autre que l'existence du besoin, et ainsi l'existence de l'homme ne suffit pas à justifier son existence, en un mot nous revenons à l'ancien point de vue où nous pouvons dire avec Weitling : « En quelque coin que nous jetions le regard dans cette construction antique et pourrie de l'ordre social, nous rencontrons partout la misère et le crime, dont la cause est l'inégalité, et le moyen de maintenir cette inégalité, c'est l'argent <sup>8</sup> ! » Si nous laissons subsister *une seule* chose qui représente la valeur en soi, on peut alors obtenir avec elle toutes les autres. Cette valeur abstraite est alors la passerelle qui conduit à nouveau à la brutalité de la propriété. Propriété et argent sont dans un rapport tel que la propriété, après suppression de l'argent, engendre à nouveau l'argent; que l'argent, après suppression de la propriété, engendre à nouveau la propriété. Nous avons à faire à une hydre multicéphale dont il ne suffit pas d'abattre une seule tête. C'est pourquoi j'ai appelé l'argent partie intégrante de notre misère universelle et non pas sa cause. La cause en est plus profonde. Quand Marx écrivait dans un des précédents numéros de ce journal : « *L'essence humaine est la véritable communauté de l'homme* <sup>9</sup> », il exprimait par là l'idée fondamentale d'une réorganisation de la société, et nous avons à chercher l'actuelle *inhumanité de la société* uniquement dans l'*insociabilité de l'homme* jusqu'à ce jour.

Selon Feuerbach, la souffrance précède la connaissance. Désormais nous sommes parvenus à la limite de ce stade de l'évolution.

8. WEITLING, *Garantien...*, éd. Kaufhold, p. 54.

9. Citation de MARX, *Critiques en marge...*, p. 161.

L'humanité a suffisamment souffert, elle va connaître désormais.

Etant donné que nous reconnaissons la situation passée non comme contingente mais comme nécessaire, nous pouvons aller avec enthousiasme au-devant de l'avenir et cependant nous détacher sans haine du passé. Et le présent ? Sans doute le moût impur doit-il fermenter pour qu'il en sorte un vin pur. Et dans le fait justement que de nos jours la vérité soit confrontée à une violente opposition se révèle qu'elle étend son pouvoir sur les esprits. Elle paraît neuve parce qu'elle commence à paraître vraie. Ce remarquable 18<sup>e</sup> siècle avait déjà annoncé maintes choses, mais qui ne furent pas entendues alors. « Mais quand notre siècle, écrit George Sand, sera parvenu à se comprendre lui-même, il comprendra également la vie du dix-huitième siècle, son père. » Je ne peux m'empêcher à cette occasion de citer ce passage où, dès 1755, Morelly dans son *Code de la nature* \* s'exprime ainsi sur la propriété : « Le seul vice que je connaisse dans l'univers, est l'*Avarice*; tous les autres, quelque nom qu'on leur donne, ne sont que des tons, des degrés de celui-ci; c'est le Protée, le Mercure, la base, le véhicule de tous les vices [...]. Tout [cela] se résout en [ce subtil et pernicieux élément, le] *désir d'avoir* : vous le retrouverez au sein même du désintéressement. Or, cette peste universelle, l'*intérêt particulier*, cette fièvre lente, cette *éthisie* de toute société aurait-elle pu prendre où elle n'eût jamais trouvé, non seulement d'aliment, mais le moindre ferment dangereux ? Je crois qu'on ne contestera pas l'évidence de cette proposition : que là où il n'existerait aucune propriété, il ne peut exister aucune de ses pernicieuses conséquences<sup>10</sup>. »; ou plus loin : « Tout partage, égal ou inégal, de biens, toute *propriété* particulière de ces portions, sont dans la société ce qu'Horace appelle *summi materia mali* [la source de tout mal<sup>11</sup>]. »

Sans doute des voix isolées s'élevèrent-elles dans la tourmente de la Révolution pour soutenir cette vérité, mais elle fut engloutie dans le tourbillon politique et c'est ainsi qu'elle apparaît aujourd'hui neuve encore en face du monde. Tout ce qui a déjà été dit n'en est pas pour autant connu. Qu'on se réfère à la réponse d'Aristote à Alexandre. C'est pourquoi je reprendrai volontiers

10. G. Weber cite Morelly d'après l'édition de Villegardelle, Paris, 1841, en possession de Marx; cf. *Ex libris Karl Marx und Friedrich Engels*, Berlin, 1967. MORELLY, *Code de la nature*, Ed. sociales, Paris, 1953, p. 47.

11. MORELLY, *op. cit.*, p. 72. Comme d'habitude les citations faites par Weber sont soit incomplètes, soit approximatives.

ici les paroles que Shakespeare met, il y a des siècles déjà, dans la bouche de son *Timon d'Athènes*<sup>12</sup> :

[...] Qu'est ceci ?

De l'or ? de l'or jaune, étincelant, précieux ?

[...] Autant de ceci rendra

Blanc, le noir; beau, le laid; vrai, le faux;

Noble, le vil; jeune, le vieux; vaillant, le lâche.

Ha, dieux ! Pourquoi ceci ? Qu'est-ce, ô vous dieux ?

Hé, ceci déhalera de vos côtés prêtres et serviteurs

Et arrachera l'oreiller de sous les têtes encore valides.

Cet esclave jaune

Nouera et défera les religions; bénira le maudit;

Sanctifiera la lèpre blanche; mettra en place les voleurs

Et leur donnera titre, approbation, genuflection,

Au banc même des sénateurs.

Voilà de quoi remarier la veuve fourbue; et elle,

Qui ferait lever gorge aux gangréneux de l'hôpital,

Ceci l'embaume et l'épice

D'un avril nouveau. Viens poussière damnée,

Putain commune à tout le genre humain,

Toi qui sèmes la rage dans la racaille des nations [...]

.....

O toi, doux massacreur des rois et cher divorce

Entre le fils et le père; toi, pur profanateur

Du lit le plus chaste d'Hymen; toi, Mars vaillant;

Toi, toujours aimé, toujours galant, jeune et frais séducteur

Dont la rougeur fait fondre la neige consacrée

Qui gît dans le giron de Diane; toi, dieu visible

Qui soudes étroitement les incompatibles

Et les forces au baiser; toi qui parles par toutes les langues

Et à toutes les fins ! O toi, pierre de touche des cœurs !

Traite l'homme, ton esclave, en rebelle et par ta vertu

Jette-le dans des querelles destructrices, en sorte

Que les bêtes aient l'empire du monde.

12. SHAKESPEARE, *Œuvres complètes*, t. 10, Club français du livre, Paris, 1959, *Timon d'Athènes*, IV, 3, p. 461-463 et 487-489.

Citation allemande de Weber d'après la traduction de Shakespeare par L. Tieck, en possession de Marx. Extrait identique, à quelques mots près, à celui des *Manuscrits de 1844*, Ed. sociales, p. 120.

## 19. Lettre de Wilhelm Weitling à Karl Marx<sup>1</sup>

Londres, le 18 oct. 1844.

Cher Marx,

Je crois vous avoir reconnu dans quelques articles du *Vorwärts* à en comparer l'esprit avec ce qu'on m'a dit de vous et je me réjouis de vous. Je n'ai pas besoin de m'étendre plus longuement là-dessus, c'est assez, nous sommes amis, et nous nous ferons signe de temps en temps de l'un à l'autre, par quelques lignes s'entend.

Où en est le *Vorwärts*, pourra-t-il se maintenir ? Ce serait une tuile s'il devait connaître le sort des autres feuilles allemandes à Paris. Cela équivaldrait à une campagne perdue.

Quelqu'un du Club des commerçants allemands de Londres me disait aujourd'hui qu'on ne veut plus s'abonner au *Vorwärts* à cause de ses obscénités et de ses insultes. Autant que je sache c'était également la raison pour laquelle on ne le recevait pas à l'Association communiste avant mon arrivée à Londres. Je ne suis pas amateur de ce genre de choses, mais je préfère encore ça aux boniments et aux sottises que d'autres débitent sur le royaume du surnaturel.

Vous êtes marié ? Saluez votre femme de ma part, portez-vous bien et écrivez-moi bientôt.

Votre

W. Weitling.

1. Cette lettre a été publiée, à quelques variantes insignifiantes près, dans Franz MEHRING, *Aus dem literarischen Nachlass von Karl Marx und Friedrich Engels*, II, 3<sup>e</sup> éd., Stuttgart, 1920, p. 32-33 ; Ernst BARNIKOL, *Weitling der Gefangene und seine « Gerechtigkeit »*, Kiel, 1929, p. 265-266.

Réédition dans *Der Bund der Kommunisten. Dokumente und Materialien*, Berlin, 1970, p. 198-199.

Il s'agit, à l'évidence, de la première lettre de Weitling à Marx. On remarquera à propos du *Vorwärts* et de son contenu : a) l'importance qu'attache Weitling à l'existence du journal ; b) le rappel discret, en fin de lettre, des louanges de Marx à Weitling et à ses *Garanties...* dans l'article *Critiques en marge...* (cf. texte 13, p. 157) avec une allusion à l'analyse destructrice de la théorie de l'Etat chrétien par Marx ; c) la formule « je crois vous avoir reconnu dans quelques articles du *Vorwärts* » ne peut viser que des articles non signés de Marx mais où son influence se fait sentir, c'est-à-dire soit ceux de G. Weber, soit ceux de Bernays (anonymes) parus de juillet à mi-octobre, soit les uns et les autres.



## 20. [Moses Hess], [Catéchisme communiste par] questions et réponses <sup>1</sup>

[Vorwärts, n° 102, 21 décembre 1844; *Rheinische Jahrbücher zur gesellschaftlichen Reform*, II, 1846, p. 155-158]

### I. Du travail et de la jouissance

#### 1. Que signifie travailler ?

Transformer, de quelque façon que ce soit, des matériaux pour la vie humaine s'appelle travailler, ou faire, créer, produire, engendrer, fabriquer, agir, être actif, bref vivre. En vérité tout ce qui vit travaille ; ainsi, dans la vie d'un individu il n'y a pas que la tête et les mains, mais tous les autres membres et organes du corps également qui transforment les matériaux reçus de l'extérieur pour faire vivre cet individu ; la bouche par exemple modifie la nourriture reçue, à l'usage de l'estomac, celui-ci à son tour transforme ce qu'il a reçu, à l'usage du sang, etc. ; c'est-à-dire que chaque organe du corps humain comme chaque membre de la société humaine produit ou travaille pour l'ensemble, crée, alors qu'il semble seulement consommer ou jouir, et en retour jouit de sa propre vie alors qu'il semble uniquement travailler ou produire pour l'ensemble. Mais cette harmonie du travail et du plaisir n'a lieu que dans un mode de vie *organique*, dans une vie *organisée* et non dans une vie qui ne l'est pas, comme nous allons le voir immédiatement.

#### 2. Quelles sont les différentes sortes de travail ?

Le travail organisé et celui qui ne l'est pas. En d'autres termes il existe l'activité libre et le travail forcé ou encore le *travail libre* et le *travail imposé*.

1. Ce texte, anonyme dans le *Vorwärts* comme dans les *Rheinische Jahrbücher zur gesellschaftlichen Reform*, est identifié comme étant de M. Hess grâce à une lettre de ce dernier à Marx du 17 janvier 1845. Il porte seulement en titre dans le *Vorwärts* : *Fragen und Antworten* (« Questions et réponses ») ; dans les *Rheinische Jahrbücher... : Kommunistisches Bekenntnis in Fragen und Antworten* (« Catéchisme communiste par questions et réponses »).

Ne parurent dans le *Vorwärts*, à cause de la disparition de ce dernier, que les sections « Du travail et de la jouissance » (13 questions), « De l'argent et de la servitude » (6 questions) et « De la richesse et de la liberté » (20 questions), sans numérotation des sections ; lors de la publication dans les *Rheinische Jahrbücher... Hess* donna une numérotation de 1 à 6 aux sections et une numérotation continue aux questions, de 1 à 72.

Les deux numérotations sont notées dans la traduction ; les ajouts de la

3. Qu'est-ce que l'*activité libre* et qu'est-ce que le *travail forcé* ?

L'activité libre est tout ce qui vient d'une impulsion interne, le travail imposé par contre tout ce qui se fait par contrainte extérieure ou par nécessité. Le travail qui vient d'une impulsion interne est un plaisir qui augmente la jouissance de la vie, une vertu qui porte sa récompense en elle-même. Le travail qui vient d'une contrainte extérieure au contraire est un fardeau qui opprime et avilit la nature humaine, un vice qu'on exerce pour un vil salaire, c'est le travail salarié, le travail d'esclave. L'individu qui cherche en dehors de lui-même un salaire à son travail est un esclave qui satisfait des desseins étrangers, une machine sans vie qu'on fait marcher de l'extérieur.

4. De ces deux sortes [de travail] laquelle entend-on *aujourd'hui* par travail ?

Le travail forcé.

5. Comment s'appelle à l'*heure actuelle* la libre activité ?

Elle s'appelle ou jouissance ou vertu.

6. Qu'entend-on *aujourd'hui* par *jouissance* ?

La vie selon certains *penchants sensuels, sans égards à la totalité de la nature humaine.*

7. Qu'entend-on *aujourd'hui* par *vertu* ?

La vie selon certains penchants *spirituels, sans égards à la totalité de la nature humaine.*

8. Pouvons-nous à l'*heure actuelle* avoir une *activité conforme à la totalité de notre nature humaine*, ou véritablement jouir de notre vie ?

Absolument pas. Dans notre société, toute activité ou presque est le produit non d'une impulsion interne de notre nature humaine, non du plaisir ou de l'amour du travail, mais d'une contrainte extérieure, en règle générale la nécessité ou l'appât de l'argent. — D'autre part ces activités, auxquelles nous nous livrons par une impulsion interne et que nous nommons jouissance ou vertu, sont ainsi faites qu'elles sont encore plus dommageables à une véritable jouissance de la vie, conforme à la nature humaine, que ne l'est le travail forcé. Les excès dans

---

seconde mouture de Hess sont notés entre crochets [...]. Réédition dans Moses Hess, *Philosophische und sozialistische Schriften, 1837-1850*, hrsg. von Auguste Cornu und Wolfgang Mönke, Akad. Verlag, Berlin, 1961.

l'exercice de certaines activités sensuelles ou spirituelles, excès qui ne sont pas conformes à la nature humaine et auxquels l'homme se sent aujourd'hui poussé parce que sa nature n'est pas totalement développée, mais au contraire opprimée, ces excès font que toute activité libre des hommes actuels prend un caractère inhumain et bestial. Ainsi boire devient ivrognerie, la copulation ou amour sexuel devient débauche, le repos des travaux harassants devient paresse, la science pédanterie, la religion bigoterie, la vertu mortification, etc. Tous les penchants, sensuels ou spirituels, ne dégèrent en excès et ne deviennent des passions que parce que la nature humaine n'est pas totalement développée, mais bien au contraire opprimée et dégénérée. — Et les passions se développent aux dépens des autres penchants de la nature humaine, elles ravalent l'homme au niveau de l'animal qui ne connaît que des instincts exclusifs.

9. Est-il possible que *tous* les hommes vivent et agissent conformément à leur nature ?

Cela est non seulement possible, mais le contraire serait impossible si la nature humaine était développée en tous les hommes et non pas violemment opprimée par la société.

10. Quelle sorte de travail est possible dans une société où la nature humaine est développée en *tous les hommes* et où chaque homme peut faire usage de toutes ses facultés ?

Dans une telle société la seule activité possible est l'activité libre.

11. Quelle sorte de travail est possible dans une société où les hommes *ne sont pas complètement épanouis* et où *on ne peut faire usage* des forces humaines quand elles le sont ?

Dans une telle société rien d'autre n'est possible que travail forcé et oisiveté, débauche et fausse vertu.

12. Dans notre société actuelle *toutes* les forces humaines peuvent-elles être *développées* et ces forces développées peuvent-elles être *utilisées* ?

Absolument pas. Nous sommes entravés aussi bien dans notre développement que dans l'utilisation de nos forces et de nos facultés. Il ne peut y avoir dans notre société ni éducation ni instruction générales, ni échange ni usage de nos forces. La plupart des forces humaines ne sont pas développées, et pour celles qui le sont l'oppression est de règle. En conséquence la vie des hommes dans la société actuelle est partagée la plupart du temps entre travail forcé, renoncement et licence. Ici on vit dans

la débauche, là on meurt de faim ; tantôt la pénurie, tantôt l'abondance ravalent l'homme au niveau de l'animal.

13. Pourquoi dans la société actuelle le développement et l'usage de nos forces humaines sont-ils *impossibles* ?

*Parce que nous nous rendons mutuellement esclaves en nous achetant et en nous vendant ou, ce qui revient au même, en achetant et en vendant nos forces humaines.*

[Vorwärts, n° 104, 28 décembre 1844; *Rheinische Jahrbücher zur gesellschaftlichen Reform*, II, 1846, p. 158-163]

## II. De l'argent et de la servitude

14. 1) Qu'est-ce que l'argent ?

*C'est la valeur exprimée en chiffres de l'activité humaine, le prix d'achat ou la valeur d'échange de notre vie.*

15. 2) *L'activité des hommes* peut-elle être estimée en chiffres ?

L'activité humaine, pas plus que l'homme lui-même, n'a de prix ; car *l'activité humaine est la vie humaine*, que ne peut compenser aucune somme d'argent ; *elle est inestimable.*

16. 3) Qu'est-ce que l'homme qui peut être vendu pour de l'argent ou qui se vend lui-même pour de l'argent ?

*Celui qui peut être vendu est un esclave et celui qui se vend lui-même a une âme d'esclave.*

17. 4) Que devons-nous déduire de l'existence de l'argent ?

Nous devons en déduire l'existence de l'esclavage [de l'homme], car *l'argent est le signe même de l'esclavage de l'homme puisqu'il est la valeur de l'homme exprimée en chiffres.*

18. 5) Combien de temps les hommes resteront-ils encore esclaves et se vendront-ils avec toutes leurs facultés pour de l'argent ?

Ils le demeureront jusqu'à ce que *la société* offre et garantisse à chacun les moyens dont il a besoin pour vivre et agir humainement, *de telle sorte que l'individu ne soit plus contraint à se procurer ces moyens par sa propre initiative et dans ce but à vendre son activité pour acheter en contrepartie l'activité d'autres hommes.* Ce commerce des hommes, cette exploitation réciproque, cette industrie qu'on dit privée, ne peuvent être abolis par aucun décret, ils ne peuvent l'être que par l'instauration de la

société communautaire<sup>2</sup>, au sein de laquelle les moyens seront offerts à chacun de développer et d'utiliser ses facultés humaines.

19. 6) Dans une société ainsi constituée<sup>2</sup> l'existence de l'argent est-elle possible ou imaginable ?

Pas plus que l'existence de l'esclavage des hommes. Lorsque les hommes ne seront plus obligés de vendre les uns aux autres leurs forces et leurs facultés, ils n'auront plus besoin non plus d'estimer leur valeur en chiffres, ils n'auront plus besoin de compter ni de payer. *A la place de la valeur humaine exprimée en chiffres apparaîtra alors la véritable, l'incalculable valeur humaine — à la place de l'usure, le foisonnement<sup>3</sup> des facultés humaines et des jouissances de la vie — à la place de la concurrence aux armes déloyales une coopération harmonieuse et une noble émulation — à la place de la table de multiplication, la tête, le cœur et les mains d'hommes libres et actifs.*

### III. De la richesse et de la liberté

20. 1) Qu'est-ce que la richesse ?

On nomme richesse les fruits de la nature et les produits du travail qui servent à entretenir la vie et l'activité humaines.

21. 2) L'individu peut-il créer de la richesse sans la collaboration des autres hommes et des forces naturelles ?

Non, *l'individu*, avec toutes ses forces, ses facultés et ses moyens, *n'est lui-même qu'un produit de la nature et de la société humaine*; en tant qu'individu isolé il ne peut rien pour lui-même, encore bien moins créer de la richesse à lui seul. L'homme ne peut vivre et agir qu'en rapport étroit avec la nature et l'humanité.

22. 3) Qu'est-ce donc qui produit la richesse ?

*La nature et la société humaine.*

23. 4) Les fruits de la nature sont-ils la propriété des individus particuliers ?

Non, ils sont propriété commune de la collectivité.

2. Le texte des *Rheinische Jahrbücher...* donne ici la formule « société communiste ».

3. M. Hess fait un jeu de mots entre *Zinswucher* (usure) et *Wuchern* (foisonnement).

24. 5) Les produits de la société humaine sont-ils la propriété des individus particuliers ?

Non, ils sont propriété de la société.

25. 6) Qu'est-ce que l'homme qui rassemble et accumule pour lui seul les produits de la société et les fruits de la nature ?

C'est un brigand; il enlève à la société ce qui lui appartient et ce dont elle doit disposer dans l'intérêt de tous. C'est un meurtrier; enlevant en effet aux autres hommes les moyens sans lesquels ils ne peuvent vivre ni agir, il leur enlève ainsi la vie ou la liberté.

[26. Comment nommons-nous aujourd'hui un tel voleur qui enlève aux autres hommes les produits du travail ?

Nous le nommons un homme riche, un homme puissant, un propriétaire ou un possesseur.]

27. 7) *Qu'est-ce que la propriété individuelle dans la société communautaire* <sup>4</sup> ?

C'est la possession garantie à chacun de ce dont *il a besoin pour vivre et travailler.*

28. 8) Est-ce que la société actuelle garantit à chaque individu ce dont il a besoin pour vivre et travailler ?

Seul est garanti aux individus, selon *certaines formes légales* déterminées, ce qu'ils peuvent se dérober mutuellement et s'approprier, c'est-à-dire ce qu'ils acquièrent au hasard, par esclavage ou travail salarié, par héritage, donation, usure, au jeu ou par agiotage, spéculation ou grivèlerie légale.

29. 9) Les individus parviennent-ils par ces moyens d'acquisition à posséder ce dont ils ont besoin pour vivre et travailler ?

La misère, l'ignorance et la dégradation bestiale, ou plutôt inhumaine, de ceux qui vivent dans l'oisiveté et la débauche et de ceux qui doivent gagner leur vie par la tromperie ou par un travail d'esclaves donnent la réponse.

30. 10) D'après ce qui précède est-ce que notre société garantit à chacun ce à quoi il a droit ?

En aucune manière.

31. 11) Mais sans propriété garantie peut-il être question de liberté [des citoyens] ?

4. Voir note 2.

Sans propriété garantie il ne peut régner que l'arbitraire [et la tyrannie].

32. 12) Qu'est-ce que la *liberté* ?

Est libre celui qui n'a pas à contraindre sa nature mais peut vivre et agir conformément à celle-ci, qui *peut extérioriser son être sans entraves*.

33. 13) L'homme peut-il dans notre société vivre et agir conformément à sa nature ?

Il doit *constamment* faire violence à sa nature. Tantôt c'est son désir de savoir qu'il ne peut satisfaire, tantôt son penchant pour l'art ou la mécanique, tantôt son appétit, oui, sa faim, sa soif, ses besoins élémentaires.

34. 14) Qu'est-ce qui garantit réellement aux hommes leur liberté et leur vraie propriété ou leur vraie richesse <sup>5</sup> ?

Cela se fait tout d'abord par l'éducation.

35. 15) Que faut-il entendre par *éducation* ?

Premièrement le développement *physique* qui est la base de tout développement ultérieur. Ce développement commence dans le sein de la mère. — Deuxièmement l'*éducation humaine générale* <sup>6</sup> dans des *établissements publics* où seront semés et cultivés tous les germes des vertus et des facultés humaines. — De ces pépinières les élèves seront dirigés vers les activités pour lesquelles ils montrent un penchant particulier et un talent prédominant. Là s'accomplira l'éducation sociale de l'homme.

36. 16) Que faut-il faire en outre pour garantir à tous les hommes la vraie propriété et la liberté ?

*La richesse sociale ne doit pas être acquise par des individus particuliers et abandonnée au hasard, elle doit être gérée par la collectivité* <sup>7</sup> et il doit être attribué à chacun ce qui lui est dû.

37. 17) Selon quelle loi la richesse commune doit-elle être gérée et l'échange des produits doit-il être organisé ?

Selon les lois de la nature humaine et de ses besoins.

5. On remarquera l'emploi du mot *wahr, wahrhaft* (vrai, véritable) qui revient de nombreuses fois au cours de ce texte et qui a servi à Marx et Engels dans *L'Idéologie allemande* à caractériser sous le nom de *wahrer Sozialismus* (socialisme vrai) cette tendance philosophique et idéaliste du socialisme allemand dans les années quarante.

6. C'est la formule typique de l'idéalisme allemand : *allgemein menschlich* (qui concerne l'homme en général ou l'humanité en général).

7. Oubli dans les *Rheinische Jahrbücher...* : « Par la collectivité ».

38. 18) Est-il conforme à la nature humaine que tous les individus aient la même activité, ou qu'un même individu ait toujours la même activité ?

Au contraire, il est conforme à la nature humaine que la libre activité ou la jouissance *ne soient pas* les mêmes chez les uns et les autres, qu'elles ne soient pas non plus toujours les mêmes chez une même personne, mais qu'elles soient très variées.

39. 19) Est-il conforme à la nature humaine que toute la richesse soit [également] répartie de telle sorte que tous aient les mêmes moyens [égaux] pour travailler et pour vivre ?

Au contraire, il est conforme à la nature humaine que les moyens nécessaires à la vie et au travail soient répartis différemment, *de sorte que chacun ait toujours à sa disposition les moyens [les matériaux] dont il a besoin pour son activité du moment* \*.

40. 20) Des inconvénients graves ne naîtront-ils pas de ce que la liberté détermine seule l'activité ?

Lorsque tous les hommes auront reçu une éducation humaine et lorsqu'en chacun les facultés particulières auront été développées, enfin lorsque seront offerts à chacun les moyens de mettre ces facultés en application, *la société humaine se sera alors organisée conformément aux lois de sa nature*, elle sera alors un seul corps vivant dans lequel chaque partie sera développée selon *toutes* ses possibilités, *ne fera plus qu'un* avec le tout, et remplira donc ses fonctions, sans qu'on l'y force, selon son propre instinct vital.

[*Rheinische Jahrbücher zur gesellschaftlichen Reform*, II, 1846, p. 163-169]

#### IV. Du passage à la société communiste

41. Les hommes d'aujourd'hui peuvent-ils instaurer immédiatement une société communiste ?

Ils ne peuvent faire que les travaux préparatoires à la société communiste.

---

\* De cette manière tout le monde se trouvera sur un seul et même plan inébranlable, celui de l'égalité proportionnelle. D'où travail selon les capacités et jouissance selon les besoins, c'est la formule de l'*association raisonnable*. [Note de M. Hess, non reproduite dans *Rheinische Jahrbücher*.]



#### 42. Quels travaux préparatoires avons-nous à accomplir ?

Nous avons avant tout à faire prendre conscience à la société actuelle de sa misère et de sa vocation à un sort meilleur, afin que le désir d'un état de choses humain, le désir de sortir de l'esclavage dans lequel nous nous trouvons s'éveille chez la majorité des hommes. Et au moment où plus aucune force ne pourra s'opposer avec succès aux transformations, il nous faudra d'abord abolir les institutions inutiles qui gaspillent les forces des hommes au service du despotisme; répartir ensuite les impôts de sorte que le pourcentage en soit d'autant plus important que la fortune est élevée. — D'une part grâce aux économies sur les dépenses faites jusqu'alors, d'autre part grâce aux rentrées considérablement augmentées tant par le moyen de l'impôt sur la fortune que par d'importantes modifications du droit d'héritage (Question 44), la société sera en mesure de créer une éducation véritablement humaine, égale pour tous, générale et gratuite, de racheter peu à peu le sol, de fonder de vastes ateliers et de donner du travail à tous ceux qui le désirent.

#### 43. Est-il nécessaire d'abolir par décret l'actuelle propriété, l'argent ?

Cela n'est ni nécessaire ni possible; les actuels rapports de propriété se transformeront peu à peu en des rapports de propriété communistes, lorsqu'on aura pris les mesures indiquées ci-dessus. L'argent perd de sa valeur dans la mesure même où les hommes prennent de la valeur. La valeur des hommes croît alors nécessairement jusqu'à devenir inappréciable et la fausse valeur de l'argent tombe nécessairement jusqu'à la totale absence de valeur, dans la mesure où l'organisation de la société, mise en œuvre par l'administration, s'étend et fait reculer le travail salarié, dans la mesure aussi où arrive la nouvelle génération, socialement éduquée et formée, qui accomplit les travaux sociaux. — Après qu'on aura pris les mesures indiquées, une seule génération sera largement suffisante pour faire disparaître de la société jusqu'à la dernière trace des actuels rapports de propriété. — Par contre, une abolition soudaine et violente des rapports de propriété actuels porterait nécessairement de mauvais fruits. Une propriété raisonnable suppose une société raisonnable, et celle-ci suppose à son tour des hommes socialement éduqués, si bien qu'on ne peut songer à la transformation soudaine d'une propriété inorganique en une propriété organique.

#### 44. Quelles transformations faut-il faire subir au droit d'héritage dans la période de transition ?

Ceux qui sont socialement éduqués ainsi que ceux qui entrent dans la nouvelle organisation sociale n'ont pas besoin d'héritage, leur héritage peut donc revenir à la société. En outre il faut introduire un impôt général sur les héritages selon le principe de l'impôt sur la fortune indiqué plus haut.

45. Ne faut-il pas craindre une émigration des possédants lorsque la réforme sociale sera mise en œuvre ?

Il n'y a pas à se faire de souci pour une telle émigration; premièrement parce que la réforme sociale, de quelque pays qu'elle parte initialement, s'étendra rapidement à tout le monde civilisé, si bien que les possédants ne pourraient guère émigrer qu'auprès de peuplades sauvages, ce dont ils auront difficilement envie. Deuxièmement les mesures qu'il faudra prendre à notre avis ne sont nullement propres à déterminer les possédants à émigrer parce que l'impôt sur la fortune, si important soit-il, les laisse encore en possession de la plus grande partie de leur fortune. Et troisièmement les représentants du peuple pourraient au besoin prendre les mesures nécessaires pour empêcher pareille émigration ou en neutraliser les effets. Enfin le dommage qui pourrait résulter de l'émigration des capitalistes est de toute façon très minime : car pour ce qui est de leur personne, ce sont en règle générale des oisifs, sans compter que la société à l'heure actuelle n'a pas pénurie d'hommes mais surabondance; et pour ce qui est de leur fortune, ils peuvent tout au plus enlever à la société une certaine quantité de monnaie, ce qui est négligeable à partir du moment où la vraie richesse commence à remplacer la fausse.

## V. *Du mariage*

46. L'actuel rapport des sexes entre homme et femme est-il conforme à la nature humaine ?

Il est conforme à la nature humaine que le jeune homme aime une seule jeune fille et la jeune fille un seul jeune homme et, en règle générale, qu'ils soient fidèles à cet amour exclusif.

47. Comment naissent à l'heure actuelle les mariages malheureux et les dérèglements dans l'amour ?

La répression violente de l'amour pousse les personnes des deux sexes à des déviations inhumaines, bestiales, contre-nature en amour. Les rapports de propriété précipitent la femme dans la plus profonde misère et la forcent même à vendre son corps pour de l'argent.

48. Quel lien doit unir maritalement homme et femme dans la société communiste ?

L'amour réciproque.

49. Quelle condition est mise à la dissolution du mariage ?

La dissolution a lieu lorsqu'il n'y a plus amour réciproque.

50. Des inconvénients ne surgiront-ils pas dans les relations entre les deux sexes de ce que l'amour seul forme le lien du mariage ?

Il n'en surgira pas d'inconvénients ; car la nature humaine ne se ravale au rang de l'animal que lorsqu'elle est violemment opprimée. Au reste le mariage est, comme nous l'avons vu, conforme à la nature humaine, c'est pourquoi il ne peut y avoir de véritable mariage que dans l'état de liberté, tandis qu'il sert aujourd'hui de couverture à la débauche. Et les difficultés qui surgiraient maintenant à propos des rapports de propriété et de l'éducation des enfants si l'amour seul formait le lien du mariage, ne peuvent naître dans une société où la propriété et l'éducation de la jeunesse ne sont plus laissées au hasard ou au bon plaisir des individus.

## VI. De la religion

51. Quelle religion devons-nous tous confesser ?

La religion de l'amour et de l'humanité.

52. Où est la preuve de cette religion ?

Dans le cœur de tout homme de bien.

53. Cette religion humaine universelle s'oppose-t-elle au christianisme ?

Non, elle est plutôt l'accomplissement de la religion chrétienne.

54. Quel est le but du christianisme ?

Le bonheur de tous les hommes par l'amour, la liberté et la justice.

55. Pourquoi le christianisme n'a-t-il pas encore atteint son but ?

Parce qu'il n'a pas jusqu'ici clairement reconnu son but et qu'il s'est représenté par images ce qu'il désirait, ce qu'il croyait et ce qu'il espérait.

56. Quelle est la foi du christianisme ?

La foi en l'amère souffrance de l'espèce humaine.

57. Sous quelle image ceux qui confessent le christianisme se représentent-ils l'espèce humaine ?

Sous l'image du fils de l'homme crucifié.

58. La foi des chrétiens est-elle vérité ?

Elle est vérité tant que souffre réellement l'espèce humaine et dans la mesure où l'on retient, des représentations chrétiennes, l'essentiel.

59. Le chrétien peut-il espérer que les souffrances de l'humanité cesseront un jour ?

Oui, cette espérance fait même partie de la religion.

60. Sous quelle image se représente-t-il l'avenir meilleur du genre humain ?

Sous l'image des joies célestes dans la béatitude divine. Mais nous aurons ce ciel sur terre dès que nous ne vivrons plus dans l'égoïsme et la haine, mais dans l'amour, dans l'humanité unie, dans la société communiste.

61. Sommes-nous mauvais de naissance ?

Non, nous devenons mauvais par la société mauvaise dans laquelle nous vivons.

62. La société chrétienne, le monde chrétien, est-il mauvais ?

Oui, ce monde, comme l'enseigne le christianisme lui-même, est mauvais et condamnable.

63. Comment s'appelle le principe de ce monde mauvais que le christianisme a toujours combattu ?

Il s'appelle : l'argent.

64. Le prince de ce monde, le mauvais ou le démon, contre les séductions duquel le christianisme met en garde, est-il essentiellement différent du Mammon maudit, celui que nous nommons notre trésor ?

Non. Et les chrétiens, qui se représentaient tout par images, s'étaient également représenté l'argent maudit sous l'aspect du démon.

65. L'enfer est-il autre chose que la terre sous la domination maudite de l'argent ?

Non, et cette terre est au contraire l'enfer véritable et réel.

66. Sous quelle image le christianisme se représente-t-il la vie réelle et vraie ?

Sous l'image de Dieu dans le ciel.

67. Dieu dans le ciel est-il autre chose que l'amour ?

Non, rien d'autre.

68. Qu'a produit l'amour ?

La création tout entière ou l'univers, qui est éternel et infini, incommensurable comme l'amour.

69. La création est-elle immuable, toujours semblable à elle-même ?

Non, tout au contraire, l'amour crée continuellement et là où il cesse d'agir, toute chose se désagrège.

70. Qu'est-ce que la vie ?

L'amour même, qui accouple toutes choses et les rend fécondes.

71. Notre Dieu, dans lequel nous désirons être, agir et vivre, est-il autre chose que le genre humain ou l'humanité unie dans l'amour ?

Non, il n'est rien d'autre.

72. Pourquoi croyions-nous jusqu'à présent que le démon était en nous, dans le monde, et que notre Dieu n'était pas en nous, pas en ce monde mais au ciel ?

Parce que jusqu'à présent nous ne vivions pas dans notre Dieu, que nous ne vivions pas dans notre espèce, que nous ne vivions pas dans l'amour, mais dans la séparation et la discorde. L'amour nous avait abandonnés et nous étions en train de nous désagréger, c'est pour cela que nous croyions que notre Dieu était hors de nous et hors des limites de ce monde mauvais, et que le démon était en nous, en ce monde, le principe même du monde. Notre foi, comme nous l'avons dit, n'était pas une erreur; elle était vérité pour l'essentiel. — Mais du moment où nous nous réunissons et où nous vivrons dans le communisme, l'enfer ne sera plus sur terre et le ciel ne sera plus par-delà la terre, et tout ce ce qui nous était promis par le christianisme de façon prophétique et fantastique s'accomplira pleinement dans la société véritablement humaine, selon les lois éternelles de l'amour et de la raison.

## Campagne de presse, procès, expulsion

### 21. Lettre de Guizot à Duchâtel, 9 août 1844

[AN P, 2 AP 8, Fonds Duchâtel]

Auteuil, vendredi 9 août 1844.

Mon cher ami,

J'ai chargé Durangel de vous parler de l'article que je joins ici<sup>1</sup>. Plusieurs fois déjà, M. d'Arnim m'a parlé de ce journal, demandant si nous ne pouvions pas l'empêcher. J'ai toujours répondu par le droit commun en matière de presse ; les étrangers en usent comme les Français. Voulez-vous qu'on poursuive au nom de votre gouvernement ? On le fera ; mais portez plainte. Il a toujours éludé. Aujourd'hui encore, il ne veut pas porter plainte ; mais il dit que nous pouvons éloigner de France ces coquins-là et qu'ils auront de la peine à faire leur journal ailleurs. Cela est vrai. L'article est brutal, scandaleux. L'expulsion me paraît très motivée. Ils sont trois, le rédacteur responsable, M. Börnstein, le Dr Rüge [*sic*] et un M. Marx. Dites-m'en votre avis. Je ne puis me dispenser de parler dimanche, au Conseil, de ma conversation avec M. d'Arnim. Mais je ferai attendre votre avis<sup>2</sup>. Je crois que ce serait de la bonne conduite, et

---

1. Il s'agit de l'article de [BERNAYS], « Attentat auf den König von Preussen », *Vorwärts*, n° 62, 3 août.

2. La réunion du Conseil a lieu le 11 août, en l'absence de Duchâtel qui doit rentrer à Paris, selon la même lettre de Guizot, le 20 août. Ce jour même, Guizot rencontre de nouveau von Arnim.

bien vue en Allemagne par tous les honnêtes gens. Vous êtes plus près que moi. Sondez autour de vous.

[Le reste de la lettre a trait à la campagne du prince de Joinville au Maroc et à l'affaire Pritchard.]

Adieu. Tout à vous.

Guizot.

**22. « L'Espérance, journal du protestantisme évangélique »,  
6 septembre 1844<sup>1</sup>**

Sous ce titre, *Weitling est libre !* le journal allemand qui se publie à Paris, et qui s'intitule : *Vorwaerts*, contient l'article suivant :

[«] Mardi dernier l'écrivain communiste Wilhelm Weitling est heureusement arrivé à Londres, et quoique nous n'ayons pas encore d'autres détails, nous ne voulons pas retarder le plaisir de lui adresser nos félicitations pour son heureux débarquement. Il est enfin délivré de l'*atmosphère putride* de la vieille Allemagne, puisse-t-il continuer résolument son œuvre. [»]

Les Allemands qui publient le *Vorwaerts* font connaître, par cette annonce, l'esprit qui les anime. Nous pourrions un jour caractériser leur œuvre; nous nous bornerons, pour aujourd'hui, à dire que ce journal est rédigé dans le sens d'un radicalisme vulgaire et d'un communisme qui ne peut qu'inspirer le dégoût en France, où les doctrines les plus subversives n'oseraient pas se présenter sous une forme aussi grossière. Au reste, on s'explique le style et l'esprit de ce journal quand on sait que les rédacteurs sont les anciens écrivains des *Annales de Halle*, dont un seul cahier a paru à Paris. Si nous ne connaissions pas l'Allemagne par d'autres représentants, nous en aurions, en vérité, une triste idée. Ce qui suffit d'ailleurs pour montrer ce que sont ces Allemands bâtards, c'est qu'il ne leur a pas été possible de réussir ni même de demeurer dans un pays qui est, à juste titre, considéré comme la terre classique de la liberté de pensée et de discussion. Il faut féliciter l'Allemagne de n'avoir pu s'accommoder de pareilles tendances.

1. L'article est de Bornstedt, cela ne fait aucun doute. Il le joint à son envoi à l'A.A.Z. du 15 septembre 1844, cf. texte 24, où il est publié en note. Il est repris en allemand par Bernays dans son article « Rechnungsabschluss mit der "Allgem. Augsb. Zeitung" », *Vorwärts*, n° 80, 5 octobre.

L'entrefilet *Weitling est libre !* (*Weitling ist frei !*) est emprunté au *Vorwärts*, n° 71 du 4 septembre.

### 23. « Le National », 17 septembre 1844

Ce n'est pas assez pour notre gouvernement de faire les concessions les plus humiliantes à l'Angleterre. Il se constitue spontanément le ministre des vengeances de la Prusse contre les écrivains indépendants de l'Allemagne qui se sont chargés à Paris de faire connaître la vérité à leurs concitoyens.

Voici le fait au moins curieux qui nous est attesté par des personnes dignes de foi.

Une partie des rédacteurs des *Annales françaises et allemandes* avaient pris sous leur direction un petit journal allemand qui paraissait depuis neuf mois. Ils s'attachaient particulièrement à examiner la situation sociale et politique de l'Allemagne, et se chargeaient de répondre aux infâmes diatribes que le gouvernement prussien fait ou laisse publier avec acharnement contre la France et même contre Louis-Philippe.

Sur les dénonciations de la diplomatie prussienne, deux jours après la conclusion de l'affaire de Tahiti entre M. Guizot et l'Angleterre, le gérant du journal en question est cité à comparaître devant M. de Saint-Didier, juge d'instruction, sous prétexte d'avoir fait de la politique dans une feuille (écrite en allemand) qui ne paie pas de cautionnement, d'avoir maltraité le roi de Prusse et d'avoir fait l'apologie de Tschech. Les articles incriminés ont été écrits *il y a un mois* et marqués de l'encre rouge de l'ambassade<sup>1</sup>.

Notez que M. de Saint-Didier ne sait pas un mot d'allemand. Et cependant le voilà chargé d'instruire un procès contre un journal écrit dans cette langue. Et voyez-vous après cela la Chambre des mises en accusation ou le tribunal de police correctionnelle décidant d'une contravention ou d'un délit commis dans une langue qu'ils ne comprennent pas ?

En vérité M. Guizot dépasse toutes les notions du burlesque. Un procès de presse en allemand ! Nous ne sommes pas curieux, mais nous irons le voir.

1. Etant donné la date de conclusion de l'affaire de Tahiti, c'est-à-dire de l'affaire Pritchard, dont *Le National* rend compte dans son numéro du 7 septembre, la citation à comparaître de Bernays lui a été remise le lundi 9 ou le mardi 10 septembre 1844.

On remarquera que le journaliste du *National* est fort bien informé.



## 24. [Adalbert von Bornstedt], Lettre ouverte à la « Gazette universelle »

[*Augsburger Allgemeine Zeitung*, n° 268, 24 septembre 1844, p. 2139]

Nous recevons par le même courrier, d'un Allemand tout à fait estimable, qui n'est pas l'un de nos correspondants habituels, le texte suivant que nous avons d'autant moins de raisons de céler au public que cette feuille allemande de garnements [le *Vorwärts*] par quantité de sorties des plus vulgaires — on ne peut parler de polémique — nous a forcés à faire attention à elle.

« Avis à tous les Allemands<sup>1</sup>. Un des hommes les plus savaux et les plus spirituels que compte la France définissait récemment l'alliance entre l'esprit général des Français et celui des Allemands comme le moyen le plus sûr d'assurer partout au génie français une victoire totale et la maîtrise incontestée sur le monde moderne. Or, la tentative d'établir une telle alliance a déjà été réalisée en miniature : il y a quelque temps un certain nombre de journalistes et de publicistes allemands est venu à Paris pour y faire sauter — ainsi qu'il fut annoncé sur un ton de bateleurs — le monde ancien, c'est-à-dire l'Allemagne. Tels des sangliers sauvages qui n'ont plus à craindre ni chiens ni chasseurs, agités d'ironie et de sarcasmes tout autant que de colère et d'amertume, ils se mirent à remuer la fange qu'ils avaient découverte çà et là à la ville comme à la cour. Ils grimacèrent, grincèrent, bavèrent et rugirent de façon si insensée dans le premier élan que le souffle leur manqua dès le deuxième mois. Des *Annales* [franco-allemandes] ne parut donc qu'un mince fascicule écrit dans un tel galimatias christo-judéo-simiesque que même les Français, qui sont cependant habitués à pareilles choses depuis Voltaire, le trouvèrent excessif. L'alliance prévue n'eut pas de suite. Les frères allemands se montrèrent si insupportables dès le premier essai que leurs embrassades écoeurèrent les publicistes français. Leur philosophie était aussi des

---

1. On appréciera dans ce texte, fort bref au demeurant, l'honnêteté de « l'Allemand respectable de Paris » qui joue tour à tour auprès du lecteur de l'A.A.Z. de la corde chauvine, de la peur du mouvement, des sentiments piétistes (et sur quel mode !), pour faire appel à la répression et à l'expulsion des adversaires, accommodant le tout d'une pincée d'antisémitisme...

plus bornées. Ils en étaient restés à Hegel, cet homme que n'ont pas oublié les philosophes mais bien la cohorte de ses prétendus disciples... Ils ne sont capables d'enthousiasme que lorsqu'il s'agit de ridiculiser la foi chrétienne et les chrétiens fervents, ce dont sont également capables des imbéciles dépourvus d'enthousiasme. Ils poursuivent désormais seuls leur chemin et rendent leurs oracles en compagnie de tous ceux qui partagent le même esprit dans le journal allemand « En avant » (*Vorwärts*) qui paraît à Paris<sup>2</sup> ou plutôt crachent et blasphèment toujours « en arrière » sur la « fausse patrie » où il n'y a pas de place pour leurs grossières menées destructrices<sup>3</sup>. Mais, comme nous le savons déjà pour notre consolation, ils en ont déjà fixé le terme par leurs blasphèmes. Cependant il faut encore porter à la connaissance du public qu'il y a de la m... puante au bord du chemin, afin que les aveugles et les innocents ne se souillent pas; afin que tous les cœurs épris de vérité ne cessent de prier contre le royaume du mensonge et afin que tous ceux qui détiennent le pouvoir de Pierre aident à protéger le sanctuaire de la profanation publique par des scribes perfides à l'haleine empestée. Puissent ces paroles d'un Allemand de Paris trouver auprès des Allemands d'ici et d'ailleurs le plus large écho !

Paris, le 15 septembre 1844. »

## 25. « Revue de Paris », n° 64, du 28 septembre 1844

On annonçait dernièrement que le ministre de Prusse avait demandé à M. le garde-des-sceaux que le *Vorwaerts*, journal allemand qui se publie à Paris, fût poursuivi du chef d'offenses dirigées contre la personne du roi Frédéric-Guillaume IV, à propos de l'attentat de Tschech. M. le Garde des sceaux aurait acquiescé à cette réclamation diplomatique et aurait même ajouté que les rédacteurs du *Vorwaerts* lui paraissaient abuser étrangement de l'hospitalité que leur accorde la France. Ceux-ci se proposent, à ce qu'on nous assure, de produire simplement pour leur justification un écrit<sup>1</sup> publié en Prusse avec l'assentiment de la cen-

2. Une note dans *A.A.Z.* reproduit ici l'article du même Bornstedt publié dans *L'Espérance* du 6 septembre (cf. texte 22) comme preuve de la réprobation générale de la presse française à l'encontre du *Vorwärts* et de ses tendances communistes.

3. Cf. textes 7 à 10.

1. Il s'agit de la brochure *Reaction und Adel* (« Réaction et noblesse ») dont fait état le *Vorwärts*, n° 23 du 20 mars.

sure, où se trouvent des injures grossières contre le roi des Français, et des réflexions criminelles sur les tentatives d'assassinat auxquelles notre souverain a été exposé. S'il en était ainsi, le ministre de Prusse ne pourrait donner suite à cette affaire sans compromettre son gouvernement, responsable, par le fait même d'une censure préalable, pour tout ce qui se publie dans les journaux prussiens. Du reste, si nous désirons que la presse allemande établie à Paris jouisse du bénéfice de nos lois, nous déclarons en même temps pour notre part que des journaux tels que le *Vorwaerts* et le *Pilote germanique* ne nous inspirent aucune sympathie. Hostiles à la France, ils semblent n'avoir d'autre tâche que de dénigrer notre pays, et de réclamer au nom de la famille teutonne la restitution des provinces à jamais françaises de Lorraine et d'Alsace. Il devrait suffire aux écrivains allemands fixés à Paris de répandre le fiel qu'ils nourrissent contre la France dans les différents *Zeitung* [sic] de Saxe, de Bavière et d'Autriche.

## 26. « Revue de Paris », n° 65, du 1<sup>er</sup> octobre 1844

Nous avons rappelé dans notre dernier numéro l'affaire suscitée au *Vorwaerts* par la légation prussienne. Les rédacteurs de la feuille parisienne-allemande croient que la poursuite sera abandonnée. En effet, la brochure publiée à Berlin, qu'ils ont l'intention de produire pour leur unique défense, parle du roi des Français en termes si injurieux que notre gouvernement montrerait une véritable faiblesse s'il se prêtait aux petites vengeances de la cour de Prusse en cette occasion. Du reste nous avons un tort à réparer envers le *Vorwaerts* : nous étions mal informés quand nous l'avons rangé dans le parti allemand hostile à la France. M. Henri Boernstein, rédacteur en chef de ce journal, nous a écrit pour protester contre cette imputation<sup>1</sup>. Notre erreur à cet égard nous a également été signalée par d'honorables compatriotes de M. Boernstein; nous nous empressons de la reconnaître. L'une des lettres qui nous ont été écrites à ce sujet contient des renseignements curieux sur les différentes opinions

---

1. Le *National* du 1<sup>er</sup> octobre 1844 publie la lettre de Börnstein à laquelle il est fait référence ici dans la *Revue de Paris*.

qui divisent le grand parti de la nationalité germanique<sup>2</sup> : il y a d'abord les ultra-teutons ou absolutistes, ennemis déclarés de nos mœurs, de notre génie, de nos institutions, et dont la fureur va jusqu'à rêver l'anéantissement de la France; puis les républicains, c'est-à-dire les réfugiés de 1833 et 1834, qui se sont toujours trouvés en dissentiment avec le parti radical français, quoiqu'ils professent les mêmes principes politiques; enfin un troisième parti s'est élevé depuis 1840, c'est le parti teutonique humanitaire : celui-ci a répudié toutes les idées anti-françaises des ultra-teutons et les préjugés nationaux des républicains. « Au moment où le *Vorwaerts* parut, poursuit notre correspondant, les radicaux d'abord, les *ultra-teutons* ensuite, essayèrent de l'attirer à eux; mais ces efforts ont été heureusement déjoués, et le *Vorwaerts*, organe acquis désormais au parti humanitaire, doit aux tendances plus généreuses de l'opinion qu'il représente d'être fort mal vu en Allemagne, où malheureusement jusqu'à ce jour, la haine de la France est chez un grand nombre d'ardents teutons inséparable de l'amour de la patrie. [»] Nous sommes heureux de pouvoir donner à M. Henri Boernstein la déclaration qu'il nous demande en cette circonstance, et nous désirons, sans trop l'espérer pourtant, que le *Vorwaerts*, dont les efforts sont si louables, parvienne à détruire les préventions que la majorité du parti teutonique, comme nous l'avons dit, excite contre la France.

## 27. « L'Espérance, journal du protestantisme évangélique »,

4 octobre 1844

Le journal allemand le *Vorwaerts* revient sur la réception faite en Angleterre au garçon tailleur Weitling, qu'il intitule pompeusement : l'*Ecrivain allemand* Weitling; c'est un vrai triomphe qui lui a été ménagé. On pense bien que ce sont les socialistes anglais qui en ont fait les frais. « La grande salle de leur réunion était tellement remplie d'hommes et de femmes que la salle et les galeries n'ont pu suffire et qu'il a fallu que bien des personnes se tinssent sur la rue faute de pouvoir entrer. Le chant, exécuté

2. Le correspondant auquel il est fait allusion ici est sans doute Hermann Ewerbeck pour donner d'aussi « curieux renseignements » sur « le grand parti de la nationalité germanique » ! On peut comparer ce passage à sa correspondance avec *L'Atelier* en 1845 (cf. chap. 4, note 28) ou à son ouvrage en français, *L'Allemagne et les Allemands*, Paris, 1851.

par des chœurs de jeunes personnes des deux sexes, et un concert instrumental, alternait avec les discours. » Le premier orateur était un socialiste anglais qui a dit que, quoique le principe socialiste soit de ne louer et de ne blâmer personne, cependant il devait faire une exception en faveur de Weitling car « ce n'est pas un *martyr* seulement qu'on saluait en lui, mais le représentant des sympathies de tous les communistes du continent ». Après ce préambule, Weitling lui-même a prononcé un discours *préparé* qui a été traduit en anglais, et que le *Vorwaerts* cite en entier. Nous nous contenterons de traduire fidèlement les passages suivants <sup>1</sup> :

« Les philosophes des écoles modernes sont des communistes conséquents... Le peuple lui-même, pour lequel le langage scientifique de nos philosophes et de nos politiques est obscurci par des paroles qu'il ne comprend pas, le peuple qui n'a pas d'argent pour acheter des livres et des journaux et qui n'a pas le temps de les lire — commence déjà à sonder les profondeurs qui se trouvent dans ce mot « Communisme » qui lui est encore étranger... L'égalité *devrait être en tout, ce serait bien*. — Voilà ce qu'on se dit à l'oreille, de Cologne à Koenigsberg, de Berlin à Vienne, de Prague à Langenbielau. Nous ne voulons pas brûler leurs maisons et leurs biens, — a-t-on dit en cet endroit \*, — afin qu'ils ne soient pas indemnisés par les caisses d'assurance, mais nous voulons les *démolir* afin qu'ils (les propriétaires) apprennent enfin ce qui se passe dans le cœur d'un pauvre (Oui ! Oui ! Ecoutez ! Ecoutez !). [»]

Et c'est pour ce journal qui glorifie de pareils hommes et de pareilles doctrines que *Le National* exprimait l'autre jour avec effusion sa sympathie, et que la *Revue de Paris* elle-même a fait une sorte d'amende honorable ! Il est impossible que ces journaux connaissent bien les tendances dont ils protègent l'organe allemand à Paris. Il ne s'agit pas en effet ici d'une opposition politique ou ministérielle, mais d'un appel direct au pillage et à un bouleversement social.

1. *Vorwärts*, n° 79, 2 octobre.

\* Il s'agit des ouvriers révoltés de la Silésie. [Note de *L'Espérance*.]

## 28. « Le Globe », mardi 8 octobre 1844<sup>1</sup>

Le journal *Le National*, et à sa suite la *Revue de Paris*, ont mêlé ces jours-ci le nom de M. le Ministre des Affaires étrangères à une affaire de poursuite judiciaire qui est en ce moment dirigée contre un petit journal allemand nommé *Vorwaerts*, qui se publie à Paris.

Nous avons été aux informations au sujet de cette affaire, et nous avons acquis la certitude que M. le Ministre de Prusse n'a adressé aucune demande à M. le Ministre des Affaires étrangères pour demander la poursuite de cette petite feuille.

Le journal *Le National* aime tant à déclamer contre le ministre de l'étranger qu'il lui fallait à tout prix représenter notre justice française comme agissant à la requête d'un ambassadeur étranger. Si *Le National* le veut, il pourra se convaincre de son erreur en prenant des renseignements exacts au parquet de M. le procureur du Roi. Le petit journal allemand est poursuivi, non par suite d'articles *marqués à l'encre rouge* par l'ambassade prussienne, mais pour *défaut de cautionnement* et pour des articles contraires aux lois.

Le petit journal paraît, depuis le mois de janvier, deux fois par semaine. Assez modéré au commencement, et ne s'occupant point des affaires de France, il paraissait subir l'influence d'un écrivain allemand, M. de Bornstedt, qui voyage en ce moment en Allemagne. Plus tard, cet écrivain n'approuvant point la ligne suivie, cessa de participer à la rédaction et laissa le rédacteur-gérant, nommé M. Henri Boernstein, seul à la tête de la rédaction. Dès ce moment, le journal *Vorwaerts* prit une couleur tranchée, exposa des théories communistes, anti-monarchiques, attaqua *toutes* les religions existantes, établit un système de philosophie qui a pour principe *la négation absolue*, et alla jusqu'à donner son *approbation raisonnée* au régicide Tschsch.

Nous espérons que le petit journal allemand modérera son langage et ses allures. C'est dans son propre intérêt que nous lui adressons ce conseil, parce qu'il serait assez singulier qu'un journal étranger, publié à Paris, prétendît enfreindre les lois qui

1. Parallèlement à cet article en parut un de la même teneur dans *La France* du 9 octobre. Bornstedt en avait sans doute fourni la matière, du moins en ce qui concerne l'historique du *Vorwärts*; le reste de l'article peut être considéré comme une réponse officielle des milieux des Affaires étrangères ou de l'ambassade de Prusse aux accusations pertinentes du *National* ou de *La Réforme*. Cf. la lettre de Guizot, texte 21.

existent pour toute la presse française, parce qu'en général on donne peu d'attention à Paris à une feuille écrite en langue étrangère, dans une langue encore si peu répandue parmi nous.

La *Revue de Paris* a prétendu que le journal *Vorwaerts* prêchait la haine de la France ; le rédacteur actuel, M. Henri Boernstein, a prouvé que cette inculpation était injuste. Cela rendra peut-être M. X. Marmier, qui rédige la partie allemande de la *Revue de Paris*, plus circonspect à l'avenir.

## 29. « Gazette des tribunaux », n° 5504, du 14 décembre 1844

*Tribunal correctionnel de Paris (8<sup>e</sup> chambre)*

*Présidence de M. Perrot, Audience du 13 décembre.*

*Le Vorwaerts (En avant), journal allemand publié à Paris sans cautionnement.*

[...]

C'est donc sous la prévention du délit prévu [...] par les articles 13 et 14 de la loi du 9 septembre 1835 que le sieur Bernays comparait devant le Tribunal de police correctionnelle.

Il déclare se nommer Charles Louis Bernays, être né à Mayence, âgé de 26 ans<sup>1</sup>, exercer la profession de licencié en droit et d'homme de lettres et demeurer à Paris, 20, rue Saint-Claude, au Marais.

• Le président. N'êtes-vous pas depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1844 le directeur et le rédacteur du journal allemand le *Vorwärts* ?

• Bernays. J'ai en effet pris la direction et la rédaction de ce journal à dater du 1<sup>er</sup> juillet, et c'est par une erreur de l'imprimeur que le nom de M. Bornstein [*sic*] est resté au bas des feuilles qui ont été publiées depuis le 1<sup>er</sup> juillet. Du reste j'ai quitté la direction de ce journal à partir du 12 septembre dernier, et je l'ai signifié à M. Bornstein, qui est le seul propriétaire que je connaisse.

• Le président. Vous reconnaissez-vous responsable du contenu des numéros des 3, 7, 10, 14 et 17 août dernier ?

• Bernays. Oui, c'est sous ma direction que ces cinq numéros ont été publiés.

1. Né en 1815, Bernays est alors âgé de 29 ans.

• Le président. Vous êtes inculpé d'avoir publié un journal périodique, paraissant deux fois par semaine, traitant de matières politiques, sans avoir effectué le dépôt préalable du cautionnement exigé par la loi.

• Bernays. Depuis que je suis à la tête de ce journal, il ne s'est jamais occupé de la politique française : on n'y trouvera pas un seul fait, pas un seul mot qui ait rapport à cette politique, même par allusion. C'est pour moi un principe, dont je ne me suis jamais écarté, de respecter l'hospitalité que nous donne le pays; mais je ne puis pas nier que nous ne nous soyons occupés de la politique allemande et des événements contemporains en Allemagne.

Après cet interrogatoire, M. Bernays va se placer auprès de M<sup>e</sup> Crémieux, son défenseur.

L'avocat du Roi, Saillard, à la parole [il cite en traduction des extraits du numéro du 3 août concernant l'attentat de Tschech et la « fausse dévotion bernoise »; du n<sup>o</sup> 17 les « considérations sur l'avenir de l'Allemagne »]: La Constitution française y est qualifiée de *forme bâtarde*. Enfin vient un dernier article sur la demoiselle Tschech, fille de l'assassin du roi de Prusse.

Le rédacteur semble qualifier les sentiments qui ont dirigé Tschech *d'idées françaises*.

Après lecture de ces différents passages pour établir en fait que le *Vorwaerts* a traité de la politique française, M. l'avocat du Roi examinant la question en droit, soutient, en s'appuyant sur le texte de la loi et sur l'opinion des auteurs qui ont écrit sur la matière, qu'il n'y a pas lieu d'admettre la distinction présentée par le prévenu, et il conclut à la condamnation.

M<sup>e</sup> Crémieux, défenseur de M. Bernays, oppose préjudicialement une fin de non-recevoir [...].

[La Cour] condamne Bernays à deux mois de prison, 300 francs d'amende et aux dépens.

### 30. « La Réforme », 15 décembre 1844<sup>1</sup>

[...]

Depuis sept mois ce journal existait, et le ministère public n'avait pas encore songé à l'inquiéter; ce n'est que sur la réclamation de l'ambassadeur de Prusse que le parquet se ravisa et que M. Charles Louis Bernays, rédacteur du *Vorwärts*, se vit

1. Mêmes renseignements dans *Le National* du 14 décembre 1844.



appeler en justice sous la double accusation d'apologie du régicide et d'offense à la personne du roi; mais la chambre des mises en accusation l'ayant renvoyé de ce chef, force fut de réduire les poursuites aux propositions d'une contravention à l'article 2 de la loi du 18 juillet 1828.

[...]

### 31. Registre d'écrou de Sainte-Pélagie, Bernays

[Archives de la Seine, DY<sup>8</sup>, vol. 36]

N° d'ordre 5951 BERNAYS Charles-Louis  
 fils de Clément  
 et de Thérèse Kreizenack  
 célibataire  
 né à Mayence, Allemagne  
 demeurant rue Saint-Claude, 20  
 homme de lettres  
 entré le 28 décembre 1844

Signalement	âgé de 29 ans	nez court
	taille de 160 cm	bouche moyenne
	cheveux bruns	menton rond
	sourcils bruns	visage ovale
	front haut	teint —
	yeux bleu foncé	
	marques particulières : barbe en collier	

[acte de remise du détenu et transcription du jugement]

Date de commencement de la peine 28 décembre 1844.

Epoque à laquelle elle doit finir 27 février 1845<sup>1</sup>.

#### *Réquisitoire*

Nous procureur du Roi etc. vu le jugement c[ivi]l de Paris du 13 décembre 1844 par le T[ribun]al de Paris 8<sup>e</sup> chambre qui condamne le nommé Bernays Charles-Louis rue Saint-Claude 20 au Marais en ce moment détenu à Saint-Pélagie à payer la somme de cinq cent quarante-sept franc 40 c pour amende et frais

1. Le registre porte par erreur la date : 27 février 1844.

Mandons etc. d'arrêter le nommé Bernays et de le conduire dans la maison de Sainte-Pélagie et au directeur de le garder jusqu'à nouvel ordre

Au Parquet à Paris le 25 janvier 1845  
signé : Croissant

du 27 février 1845

l'érou ci-contre a été radié sur ordre du procureur du Roi

du 27 février 1845

Transféré à la Préfecture sur ordre de M. le Préfet de police

### 32. « Le National », 31 janvier 1845

La docilité de notre gouvernement envers l'étranger est si connue que tout le monde en abuse <sup>1</sup> [...].

Depuis deux ans, quelques écrivains et savants de la Prusse se sont librement établis à Paris pour être à l'abri de la police et de la censure germanique. Quelques-uns d'entre eux, mais en minorité, ont pris part à la rédaction d'un journal allemand qui s'est publié à Paris sous le titre de *Vorwaerts* (« En avant ») qui, soit dit en passant, est la devise favorite du roi de Prusse quand il est dans sa belle humeur de libéralisme.

[*Rappel du procès et de la disparition du Vorwärts*]

Mais à peine le *Vorwaerts* annonce-t-il qu'il va paraître en revue, le roi de Prusse adresse au ministre des Affaires étrangères de la France une note dans laquelle il exige qu'on éloigne de Paris, qu'on renvoie même de la France tous les écrivains prussiens. Sur-le-champ la police leur signifie l'alternative ou de faire cesser la revue allemande ou de quitter la France. Le bénéfice de cette condition n'a pas même été étendu à tous; il en est à qui on a simplement accordé un délai pour faire leurs préparatifs de départ. Naguère, les écrivains français poursuivis par la censure et la police de Louis XV trouvaient un refuge en Hollande, en Prusse, en Russie même. La France constitutionnelle, sous M. Guizot, est moins libérale que l'Allemagne et la Russie sous des monarques absolus.

1. Les mêmes renseignements et protestations sont également donnés par *La Réforme* des 31 janvier et 4 février 1845.

**33. Ch. L. Bernays, [Lettre ouverte à « La Réforme »]**

[*La Réforme*, vendredi 14 février 1845]

Paris, 13 février.

Ceux qui ont cru que l'ignominie de l'indemnité Pritchard ne pourrait être dépassée se sont trompés.

Ce n'est plus à Londres que le gouvernement français s'agenouille devant l'étranger, c'est à Paris; hier, c'était l'Angleterre qui lui dictait ses volontés; aujourd'hui c'est la Prusse. Qui sera-ce demain ?

Le gouvernement prussien a pour première préoccupation de raviver dans ses états les préjugés nationaux et la haine contre la France. Il n'est pas de moyen qu'il ne mette en œuvre pour atteindre ce but. A l'en croire, la France, et surtout la France révolutionnaire, est dévorée de la fièvre des conquêtes; elle ne rêve que l'asservissement des peuples voisins et la destruction de leur nationalité.

Le bon sens allemand commençait à faire justice de ces stupides calomnies, des écrivains courageux achevaient de les détruire; mais ceux-ci ont bientôt été forcés de chercher un asile contre les persécutions du gouvernement. Poursuivis pour avoir défendu la France, c'est à la France qu'ils ont demandé un refuge. Ils espéraient pouvoir y continuer leurs travaux, et faire pénétrer de l'autre côté du Rhin la lumière et la vérité. On verra dans la lettre que nous publions ci-après ce qui est advenu de leurs espérances.

Mais ce n'était pas assez de mettre les lois de septembre [1835] au service de la censure de Berlin; après avoir tué les écrits, on a voulu frapper les hommes et, en ce moment, le gouvernement français ne rougit pas de se faire l'instrument des terreurs et des rancunes du gouvernement prussien. Des hommes distingués par l'élévation de leur talent, recommandés par l'amour qu'ils portent aux idées françaises, par leurs sympathies pour nous, viennent de recevoir l'ordre de quitter la France que leur crime est d'avoir aimée et défendue.

On comprend que le gouvernement s'arroge le droit de surveillance sur les émigrés que le malheur met à sa merci et force d'accepter le triste subsidé que la chambre leur mesure d'une main avare. On comprend qu'à ceux-là il vende une hospitalité précaire. Mais à ceux qui ne demandent à la France qu'une place à son soleil, ceux qui d'ailleurs se conforment aux lois de leur

patrie adoptive, car on ne dira pas qu'une contravention à la loi sur le cautionnement soit un délit de nature à troubler l'ordre et à compromettre la sécurité du pays, ces hommes étaient en droit d'attendre de la France une protection efficace contre les poursuites de leurs ennemis.

MM. Bernays et Marx n'ont commis aucun acte qui blesse la France ou son gouvernement. Si quelqu'un peut se plaindre d'eux, c'est le gouvernement prussien : c'est donc pour complaire à la cour de Berlin que l'on a résolu leur expulsion. Et le motif de cette persécution, c'est d'avoir rendu justice à la France et aux idées qu'elle représente, c'est de n'avoir pas permis qu'on la calomniât, qu'on la mît au ban de l'Allemagne entière. En vérité, est-il possible de contenir son indignation en présence d'une pareille lâcheté ? Ah ! si MM. Bernays, Marx, Ruge et Herwegh s'étaient faits les serviteurs de la politique prussienne, s'ils avaient vanté le charme des gouvernements absolus, insulté la France et la Révolution, vilipendé les idées de progrès ou de liberté, ils auraient vu s'ouvrir devant eux les salons ministériels et ils auraient été reçus avec empressement dans les rangs de ces ennemis de la puissance française. Mais pour être accueillis en France, se faire une pensée et un cœur français, allons donc ! c'était ne pas connaître M. Guizot.

L'Angleterre, est-il possible de parler de M. Guizot sans penser à l'Angleterre ? L'Angleterre comprend autrement, il faut l'avouer, le droit d'asile et l'hospitalité. Elle sait faire respecter son territoire, et quiconque le touche est inviolable ; sans doute cette protection n'est pas complètement désintéressée : on n'a point oublié les paroles de Canning qui se vantait de pouvoir déchaîner à son gré les tempêtes sur l'Europe ; mais que nos ministres sont loin de suivre l'exemple de Canning. Au lieu d'accueillir les hommes que les persécutions du despotisme et l'amour de la liberté poussent vers nous, on leur indique le chemin de l'Angleterre. Le sol britannique est désormais le seul refuge ouvert en Europe à tous ceux qui oseront protester contre l'oppression et réclamer pour leur patrie des institutions en harmonie avec les développements de la civilisation.

Et en Allemagne, quelle impression va produire la nouvelle de la décision prise par le cabinet français ? Comme les partis qui nous sont hostiles vont triompher de notre faiblesse et de notre honte ! Fiez-vous donc à la France, diront-ils, propagez ses idées, comptez sur son appui lorsqu'elle met ses gendarmes aux ordres de la police prussienne et qu'elle ne se sent pas même la force de protéger chez elle ceux qui se sont compromis pour elle.

Mais qu'importe à nos hommes d'Etat ce qu'on pense de la France et du rôle auquel ils la font descendre ! Ils ont au cœur bien d'autres soucis, et ils saisissent avec joie une occasion qui leur permet de donner à un gouvernement absolu la preuve de leur sympathie.

Voici la lettre que nous adresse M. Bernays; il est impossible en la lisant de ne pas être frappé du ton de dignité qui y règne et de la modération qui l'a dictée.

Sainte-Pélagie, 13 février 1845.

Monsieur le Rédacteur,

Je vous prie de vouloir bien insérer dans vos colonnes la lettre suivante que j'adresse en même temps à tous les journaux indépendants. J'espère que dans cette circonstance comme toujours vous viendrez au secours de l'opprimé.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Ch. L. Bernays

Monsieur,

Au moment même où le ministère français, au risque d'offenser toutes les susceptibilités nationales, applique sur les blessures faites à l'entente cordiale le baume de l'indemnité Pritchard, il n'est peut-être pas inutile de vous faire connaître comment vos hommes d'Etat traitent les amis de leur pays, et quel obséquieux empressement ils mettent à servir les rancunes de l'absolutisme. C'est en vain que je me suis adressé à M. le Ministre de l'Intérieur et à M. le Préfet de police qui, absorbés sans doute par des soins plus importants, n'ont pas même pris la peine de me répondre; peut-être serai-je plus heureux dans mon recours à l'opinion publique. Je n'ai à vous raconter que des faits bien simples, que tout homme de bonne foi pourra apprécier.

Je suis Allemand, Monsieur; des écrits publiés en 1843 m'ont forcé de quitter ma patrie et de me réfugier en France. Quelques écrivains allemands distingués, MM. Herwegh, les docteurs Marx et Ruge, m'avaient précédé à Paris. Comme moi ils avaient dû fuir le toit paternel, comme moi ils avaient demandé asile à cette France que depuis la restauration des principautés germaniques, depuis la fatale journée de Leipsick, plus funeste aux vainqueurs qu'aux vaincus, nous avons appris à regarder comme le foyer et le refuge de la liberté européenne.

Unis dans une même pensée, nous résolûmes de fonder un nouveau journal allemand. L'alliance intime de l'Allemagne et de la France, le cœur de l'Europe rallié tout entier pour le développement et la défense des principes de la Révolution française, cette masse intelligente et civilisée refoulant dans le nord le barbare despotisme de la Russie esclave, et s'opposant comme un obstacle invincible aux entreprises de l'Angleterre libre pour elle seule; c'était là notre but, notre drapeau, notre mot d'ordre.

Que certains esprits regardent ces idées comme un rêve, ce rêve n'en était pas moins beau; et, quoi qu'on en pense, notre utopie ne pouvait avoir rien d'hostile à la France, notre patrie d'adoption.

Aussi n'est-ce pas la France que nous avons blessée, mais bien ses ennemis, et surtout ceux qu'on appelle, en Allemagne, le parti teutonique. Car il y a un parti, une presse teutoniques. Fraction inconséquente de l'opinion libérale, ce parti a prêché contre la France la croisade officielle de 1840; il a partagé, au moins en paroles, la haine de nos gouvernements contre vous; et cependant il admire, il envie vos institutions; il demande, il veut la liberté de la presse, le jury, la publicité des jugements, l'indépendance de la justice, la liberté des cultes, etc. S'il obtenait tout cela, c'est à la France qu'il le devrait; ce qui ne l'empêche pas de la détester. Malgré tout le bruit que font dans le vide ces pauvres gens, malgré leurs diatribes soudoyées, l'Allemagne, Monsieur, ne hait pas la France. L'Allemagne n'a pas de passions politiques; aussi ne connaît-elle pas ce qu'on appelle les haines nationales et la fureur teutonique en 1840, comme le soulèvement des masses en 1813, ont été excités et soutenus par des intérêts purement dynastiques. En 1813, comme en 1840, nos gouvernements nous promettaient tout. Chassez les Français, bons Allemands, nous disait-on; et nous vous donnerons plus que vous ne demandez. La schlague restaurée attendait nos triomphateurs au retour.

Notre journal, *La Revue française et allemande*<sup>1</sup>, signala son début en faisant justice des fanfaronnades teutoniques. Nous eûmes la témérité de réduire à sa simple valeur ce prétendu mouvement national de 1840, cette émotion factice, enfant mort-né des feuilles salariées: mais nos vérités bien accueillies du vrai peuple allemand, soulevèrent du même coup la colère des princes et des teutons, leurs alliés. Ce fut un concert d'injures et de calomnies, une rage d'auteurs sifflés qui voient tomber leur pièce; le ressentiment de nos ennemis ne se contenta pas de faire du

1. Les *Deutsch-französische Jahrbücher*.

bruit; pour étouffer notre faible voix on prit des mesures expéditives et sûres. Erigés en censeurs pour le compte de la diète germanique, les douaniers du Zollverein arrêterent notre feuille au passage et presque tous nos exemplaires furent saisis à la frontière<sup>2</sup>.

Ecrite pour l'Allemagne, notre revue ne pouvait vivre à de telles conditions. Après un début qui n'avait pas été sans quelque gloire, elle cessa de paraître. C'est alors que je cherchai un nouvel organe à nos idées. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1844 il se publiait à Paris sous le nom de *Vorwaerts* (« En avant ! ») un tout petit journal allemand rédigé par quelques hommes de ce même parti teutonique que nous avons si souvent combattu et battu. Je songeai à m'en emparer, j'y parvins bientôt, et aussitôt je recommençai dans cette petite feuille la guerre contre le parti anti-français en Allemagne. Malgré tous les obstacles, je réussis à introduire un nombre considérable de mes exemplaires dans les pays Rhénans et dans la Prusse, où il fut dévoré par le peuple avec tout l'appétit du fruit défendu. Entrer chez eux en dépit de leurs polices de toutes les couleurs pour y défendre le bon sens et la vérité, ce fut aux yeux de nos gouvernements un crime irrémissible. Leur colère éclata bientôt. Un article de moi sur l'attentat de Tschech en fut l'occasion ou le prétexte. J'avais en termes exprès flétri l'assassinat, mais je m'étais expliqué nettement sur les causes d'un attentat jusque-là sans exemple dans notre pays.

Selon les coryphées de la cour de Berlin, de pareils crimes n'étaient faits que pour les pays infectés de principes constitutionnels. Soumise au régime paternel du bon plaisir, l'Allemagne était à l'abri de semblables attentats. Des vers, publiés avec l'approbation de la censure prussienne, avaient même exprimé le vœu de voir réussir en France un de ces désespérés<sup>3</sup>. J'osai, moi, rétablir la vérité des faits et attribuer cet attentat à ses véritables causes (causes purement allemandes qui n'ont aucune relation avec le présent ou le passé de la France). Alors on voulut mon silence à tout prix. Où la police avait failli, on employa la diplomatie; et celle-ci aidant, je devins un homme dangereux aux yeux de votre gouvernement.

Etranger à vos partis, à vos hommes politiques dont je savais à peine les noms, je ne m'occupais que de l'Allemagne. Je n'écrivais que pour elle et cependant voilà qu'à la requête de S. M. le roi de Prusse je suis accusé d'avoir prêché le régicide et publié,

2. Sur les 3 000 exemplaires imprimés, un peu plus de 300 furent saisis en deux fois à la frontière. Cf. B. ANDRÉAS, *Marx et Engels...*, p. 359.

3. Cf. note 1, texte 25.

sans cautionnement, un journal politique. La première accusation ne vécut pas longtemps; trop prussienne, elle ne put résister à la traduction, à l'examen de mes articles. Le crime s'en alla en fumée, non la contravention. Vous savez comment se font ces choses : en police correctionnelle je fus condamné à deux mois de prison pour avoir, *sans cautionnement*, écrit en allemand sur la politique allemande, sans que mes juges ni l'avocat du roi qui me chargeait de grand cœur ni les bonnes gens qui l'entendaient fussent capables de comprendre un mot à cette politique, pas plus que je n'ai pu comprendre ma condamnation. Mais ceci arrive souvent, m'a-t-on dit.

Me voilà donc en prison; j'y subis ma peine sans mot dire, croyant, après cette bourrasque, rester tranquille à Paris. J'aime la France et veux y vivre si je puis; aussi aimai-je mieux faire cette prison que changer encore une fois de patrie. Hélas ! Monsieur, j'avais compté sans la diplomatie. Déjà l'un d'entre nous, M. Marx, est parti. A l'égard de deux autres la mesure est suspendue, mais maintenue pour moi, et déjà au greffe de ma prison l'ordre est donné de me transférer (ma peine subie) à la préfecture, où m'attend un passeport pour l'étranger.

L'histoire de mes tribulations n'offre-t-elle pas un curieux pendant à celle de M. Pritchard ? Voyez la différence. Ennemi fougueux et dévôt, il vous fait une guerre d'embûches. Vous l'expulsez, mais la chose faite vous en avez repentir. Vos excuses ne tardent pas : en reconnaissance de vos torts vous l'indemnisez. Il peut venir chez vous en assurance, il y sera reçu et protégé. Pour avoir défendu le nom français contre les injures, les calomnies de ses ennemis, nous avons perdu notre première patrie. Aujourd'hui votre gouvernement nous sacrifiant à la première insinuation de la diplomatie prussienne voudrait nous jeter comme des malfaiteurs hors du territoire. Que peut-on nous reprocher depuis notre entrée en France ? sinon de l'avoir aimée et défendue plus que jamais. Faites, si vous voulez, du bien à vos ennemis, mais ne faites pas trop de mal à vos amis, dirais-je à vos gouvernants, s'ils avaient le temps de m'écouter.

Je finis, Monsieur, cette trop longue lettre. Quoi qu'il arrive, expulsé ou non, la France n'en conservera pas moins toutes mes sympathies; et mes ennemis, si j'en ai, n'auront pas la joie de m'entendre maudire un pays que je n'abandonnerai pas sans espoir de retour.

Sainte-Pélagie, ce 13 février 1845

Ch. L. Bernays



## *Annexes*



## 1. Dossier politique et littéraire du « Vorwärts »

Sont répertoriés ici les auteurs ayant fourni au *Vorwärts* une contribution, volontaire ou non : dans ce dernier cas, le nom est précédé d'un astérisque.

L'attribution d'articles anonymes (précédés de la mention [N.S.]) ou signés d'un pseudonyme, qui sont la majorité dans ce journal selon la coutume de l'époque, a été faite d'après recoupement, utilisation de mémoires ou de correspondances, etc., et au terme de l'étude qui précède — sans pour autant prétendre à l'infailibilité; quand l'attribution reste douteuse, l'article est précédé de la mention [N.S.] ?

### ANONYMES

Sont classés dans cette rubrique les seuls articles ou extraits d'ouvrages signés d'une lettre ou d'un pseudonyme non déchiffrés, à l'exclusion de la foule des articles anonymes du *Vorwärts* qui ont pour auteurs Heinrich ou Karl Börnstein, Bernays, Bornstedt et Maretzek.

SIGNATURE	TITRE	VORWÄRTS N°
K. F.	<i>Correspondenz der Redaction</i> (« Correspondance de la rédaction » ; à propos de l'expulsion de Weitling)	46 du 8 juin
Beatus WORTLIEB	<i>Der Rhein ein Knecht</i> (« Le Rhin asservi », poème)	57 du 17 juillet
Markus STAHLHAND	<i>Der grosse Kampf</i> (« Le grand combat », poème)	61 du 31 juillet
Ein SCHAUSPIELER	<i>Christlich-Züricher Staatsweisheit</i> (« Politique zurichochrétienne » ; à propos de Weitling)	82 et 83 de 12 et 16 octobre

- F. *Seufzer eines Armen* (« Soupir d'un pauvre », poème) 101 du 18 décembre
- [N.S.] *Der Tod des Pfarrers Weidig* (« La mort du pasteur Weidig », extrait de l'ouvrage anonyme : *Der Tod des Pfarrers Weidig. Ein aktenmässiger, urkundlich belegter Beitrag zur Beurteilung des geheimen Strafprozesses und der politischen Zustände Deutschlands*, Zürich, 1843) 24 du 23 mars

### BAKOUNINE Michel

BÖRNSTEIN, *75 Jahre...*, p. 355-357, cite Bakounine parmi les collaborateurs du *Vorwärts*, dans les locaux duquel il logeait en 1844. Cependant, il ressort d'une lettre d'Engels à Marx que « Bakounine n'écrit pas », cf. *MEW* 27, p. 17, lettre du 20 janvier 1845.

### BECKER August

- [N.S.] *Zustände aus dem Kanton Waadt* (« Situation dans le canton de Vaud ») 74 à 76, 78, 80, 84 et 85 des 14, 18, 21, 28 septembre, 5, 19 et 23 octobre.
- [N.S.] *Correspondenz aus Morges. Morges bei Lausanne, Ende Oktober* (Lettre et appel à la Jeune Allemagne, identifié d'après W. Marr, *Das Junge Deutschland in der Schweiz*, Leipzig, 1846, p. 221) 91, 92 et 94 des 13, 16 et 23 novembre

- HEINZ und KUNZ *Politisch-soziale Gedichte* :  
*Der thätigste Monarch*  
*Bairische Franzosenfresser* 103 du 25 décembre
- Noth bricht Eisen* 104 du 28 décembre  
 (poèmes extraits de [August Becker — Ludwig Seeger], *Politisch-soziale Gedichte von Heinz und Kunz*, Berne, 1844).

### \* BERANGER Pierre-Jean

- Die heilige Allianz der Völker* (« La Sainte-Alliance des peuples », poème traduit par Georg Weber). 66 du 17 août

**BERNAYS** Lazarus, dit Karl Ludwig, ou Ferdinand Cölestin, ou Franz Xaver

Un petit nombre des articles de Bernays sont signés de son nom ou des pseudonymes Edouard, dein W. (cf. texte 4) : une quinzaine sur un total de 50 à 60 articles et de nombreux entre-filets qui lui reviennent étant donné qu'il fournit la majeure partie du travail rédactionnel de fin juin à fin décembre 1844. Cf. notes 59, 62 et 67 (chap. 1), 12 (chap. 2) et 9 (chap. 4).

**BORNSTEDT** Adalbert von

Sur les quinze ou vingt articles vraisemblablement fournis au *Vorwärts* par Ad. von Bornstedt quatre seulement sont signés de son nom ou de ses initiales, concernant l'association de secours (*Hilfsverein für nothleidende Deutsche in Paris*) ou la politique russe.

**BOERNSTEIN** Heinrich

L'essentiel du travail rédactionnel lui revient de janvier à juin, aidé par Bornstedt et Maretzek; il en fournit encore une large part avec Bernays par la suite. Ses articles sont rarement signés de son nom, parfois de ses initiales H. B., du chiffre CH ou HCM, du pseudonyme Mathias von Landsberg, parfois encore de la formule Die Redaction (au total une vingtaine d'articles sur une centaine sans doute et d'innombrables entrefilets). Il est impossible d'autre part de distinguer avec

**BOERNSTEIN** Karl

qui dut fournir lui aussi une partie des articles anonymes.

\* **BRASS** August

« *Heinrich Heine* » (extrait de August 15 et 16 des 21 et Brass, *Die Dichter des deutschen Volkes*, 24 février Berlin, 1843-1846, 19 livraisons en 1 volume).

**BUERGERS** Heinrich

[N.S.]? *Die fröhliche Armuth und der Kommunismus* (« La Pauvreté joyeuse et le communisme ») 93 du 20 novembre

\* **BURMEISTER** Hermann

*Der Mensch, das jüngste Geschöpf der Erde* (« L'Homme, dernière créature apparue sur terre », extraits de Hermann Burmeister, *Geschichte der Schöpfung*, Leipzig, 1843). 88 à 90 et 95 des 2, 6, 9 et 27 novembre

## CRUEGER Friedrich

- [N.S.] ? *Nur ein Mord!* (« Ce n'est qu'un crime », correspondance de Königsberg. Crüger, connu pour ses opinions démocratiques, est collaborateur de la *D-B-Z* à Bruxelles en 1847). 97 du 4 décembre

## \* DESMOULINS Camille

- Camille Desmoulins' Vertheidigung gegen den Henker Samson* (« Défense de Camille Desmoulins contre le bourreau Samson ») 69 du 28 août
- Camille Desmoulins über das Dekret der Assemblée Nationale, das Adel, Titel, Wappen und Livree abschaffte* (« C. Desmoulins à propos du décret d'abolition des titres, etc. ») 72 du 7 septembre

Traduction d'extraits de Camille Desmoulins, *Les Révolutions de France et de Brabant et des royaumes qui, demandant une Assemblée nationale et arborant la cocarde, mériteront une place dans ces fastes de la liberté* (1<sup>re</sup> partie : nov. 1789-déc. 1791; 2<sup>e</sup> partie : oct.-déc. 1792).

## D'ESTER Karl

Il est également possible que les articles suivants proviennent de Moses Hess qui était à Cologne et en contact avec démocrates et communistes de Rhénanie et de Westphalie.

- [N.S.] *Die soziale Bewegung in Deutschland* (« Le mouvement social en Allemagne ») 95 du 27 novembre
- [N.S.] *Der « gegenseitige Hilfs- und Bildungsverein » zu Köln* (« L'Association d'entraide et d'instruction réciproque à Cologne ») 100 du 14 décembre
- [N.S.] *Die Statuten des Kölner Hilfsvereins* (« Les Statuts de l'association d'entraide de Cologne ») 102 du 21 décembre

## ELSSLER Fanny

- Erklärung. An den Redacteur des Vorwärts* (« Lettre au rédacteur du *Vorwärts* de l'actrice F. Elssler »). 15 du 21 février

## ENGELS Friedrich

- [N.S.] *Die Lage Englands. [I] Das achtzehnte Jahrhundert* (« La situation anglaise. I Le XVIII<sup>e</sup> siècle ») 70 à 73 des 31 août, 4, 7 et 11 septembre
- [N.S.] *Die Lage Englands. [II] Die englische Constitution* (« La situation anglaise. II La Constitution anglaise »). 75 à 78, 80, 83, 84 des 18, 21, 25, 28 septembre, 5, 16 et 19 octobre

## EWERBECK Hermann

Les articles attribués ici à H. Ewerbeck peuvent éventuellement avoir été composés en collaboration avec d'autres membres de la Ligue des justes à Paris, en particulier Georg Weisenbach et German Mäurer.

- [N.S.] *Eine Antwort* (« Une réponse ») 53 du 3 juillet
- [N.S.] *Die Helvetische Colonie nach Mis-suri (Nordamerica)* (« La Colonie helvétique au Missouri ») 56 du 13 juillet
- [N.S.] *Die Züricher Verrätherei* (« La trahison zurichoise ») 60 du 27 juillet
- [N.S.] *Die politische Philosophie* (« La Philosophie politique ») 61 du 31 juillet
- [N.S.] *Die Berner Scheinheiligkeit* (« Tartuferie bernoise ») 62 du 3 août
- [N.S.] *Des deutschen Schriftstellers W. Weitling Empfang in England* (« La réception de l'écrivain allemand W. Weitling en Angleterre ») 79 du 2 octobre
- [N.S.] *An die Jungdeutschen (Ein Sendschreiben zur Verständigung), Paris, 15. Okt. 1844* (« Circulaire aux "jeunes allemands" en Suisse ») 86 du 26 octobre
- [N.S.] *Robert Owen in Nordamerika* (« Robert Owen en Amérique ») 90, 91 et 96 des 9, 13 et 30 novembre
- [N.S.] *Auszüge aus den bei Weitlings Empfang in der Socialhalle in London gehaltenen Reden* (Introduction de H. E. à des « Extraits des discours tenus lors de la réception de Weitling », d'après le *New Moral World*) 91 et 92 des 13 et 16 novembre

- [N.S.] *Alt- und Neu-London* (Article d'un médecin sur la misère londonienne) 99, 100, 101 et 104 des 11, 14, 18 et 28 décembre
- \* FEUERBACH Ludwig  
*Auszüge aus dem « Wesen des Glaubens in Sinne Luthers »* (« Extraits de Ludwig Feuerbach, *Das Wesen des Glaubens im Sinne Luthers. Ein Beitrag zum « Wesen des Christentum »*, Leipzig, 1844) 65 à 71, 73 à 75, 77, 81, 83, 87 du 14 août au 30 octobre  
 L'ouvrage était en possession de Marx, cf. *Ex libris*, p. 228, et lettre de Marx à Börnstein, s.d., *MEW* 27, p. 431.
- FOURNIER Marc  
*Auszug aus dem Werk « Russie, Allemagne et France »* 18 du 2 mars  
 « *Russie, Allemagne et France* » 24, 26, 27, 29, 31, 33, 35 à 40, 42, 48 (Traduction in-extenso par Bornstedt de Marc Fournier, *Russie, Allemagne et France. Révélation politiques, rédigées d'après les notes d'un vieux diplomate*, Paris, 1844.) à 50 du 23 mars au 22 juin
- \* GLASBRENNER Adolph  
*Pariser Plaudereien. Glassbrenners 1843 im Guckkasten.* (Extrait de Adolph Glasbrenner, *1843 im Berliner Guckkasten, oder Berlin wie es ist und - trinkt*, Berlin 1843.) 45 du 5 juin
- \* [GÛTHER Johann Wolfgang]  
*Vorwärts!* (poème, pastiche de la plume de Bernays ou de Börnstein) 62 du 3 août
- GONZAGA Alexander Fürst von  
*Schreiben an die Redaction des « Vorwärts »* (Lettre du prince de Gonzague au *Vorwärts*) 35 du 1<sup>er</sup> mai
- \* GRAEFFER F. A.  
*Das Selbst-Pensum* (nouvelle de Gräffer reprise d'une revue viennoise) 7 du 24 janvier



## HEINE Heinrich

- La collaboration de Heine au *Vorwärts* est exclusivement poétique.
- Heinrich HEINE *An Georg Herwegh* (« A Georg Herwegh ») 3 du 6 janvier
- Heinrich HEINE *Der Kaiser von China* (« L'Empereur de Chine ») 38 du 11 mai
- Heinrich HEINE *Zur Beruhigung (An die deutschen Fürsten)* (« Apaisement. Aux princes allemands ») 44 du 1<sup>er</sup> juin
- Heinrich HEINE *An F. Dingelstädt (Im Januar 1844)* (« A F. Dingelstädt, en janvier 1844 ») 45 du 5 juin
- Heinrich HEINE *Der neue Alexander* (I, II) (« Le Nouvel Alexandre ») 48 du 15 juin
- Heinrich HEINE *Kirchenrath Prometheus* (« Prométhée au consistoire ») 50 du 22 juin
- Heinrich HEINE *Verkehrte Welt* (« Le Monde à l'envers ») 50 du 22 juin
- H. H. *Die armen Weber* (« Les Pauvres Tisserands ») 55 du 10 juillet
- H. H. *Der neue Alexander III* (« Le Nouvel Alexandre ») 56 du 13 juillet
- Heinrich HEINE *Doctrin* (« Doctrine ») 58 du 20 juillet
- Heinrich HEINE *Erleuchtung* (« Illumination ») 59 du 24 juillet
- Heinrich HEINE *Neue Gedichte. Vorrede* (« Préface aux Nouveaux poèmes », qui est en fait une préface à *Allemagne, conte d'hiver*) 84 du 19 octobre
- H. HEINE [*Bruchstücke aus*] *Deutschland, ein Wintermärchen* (« Allemagne, conte d'hiver »).  
(Malgré le titre « Extraits de », publication in-extenso de Heinrich Heine, *Deutschland, ein Wintermärchen*, Hoffmann und Campe, Hambourg, 1844 ; texte envoyé à Hambourg par Heine à Marx et remis à Börnstein)
- Caput I, II, III 85 du 23 octobre
- Caput IV-VI 86 du 26 octobre
- Caput VII-IX 87 du 30 octobre

- |   |                                   |
|---|-----------------------------------|
| Caput X-XII   | 88 du 2 novembre                  |
| Caput XIII-XVI  | 90 du 9 novembre                  |
| Caput XVII-XX   | 92 du 16 novembre                 |
| Caput XXI-XXIII   | 93 du 20 novembre                 |
| Caput XXIV-XXVII  | 96 du 30 novembre                 |
| [N.S.] (Lettre de mise en garde contre des prétendus patriotes allemands, à la rédaction de laquelle Heine dut participer).   | 1 du 1 <sup>er</sup> janvier 1845 |
| <br>  |                                   |
| <b>HEINZEN Karl</b>   |                                   |
| <i>Karl Heinzen über die deutsche Zensur</i> (« Karl Heizen et la censure allemande », extrait de son livre <i>Die preussische Bureaokratie</i> , Darmstadt, 1845, dont le manuscrit était partiellement entre les mains de la rédaction de <i>DfJ</i> , cf. lettre de Ruge à Fleischer du 23 nov. 1844, p. 379). | 100 du 14 décembre                |
| <br>  |                                   |
| * <b>HERLOSSOHN C.</b>  |                                   |
| <i>Abentheuer zweier Deutschen auf einer wüsten Insel</i> (« Aventure de deux Allemands sur une île déserte »).   | 13 du 14 février                  |
| <br>  |                                   |
| <b>HERWEGH Georg</b>  |                                   |
| Georg HERWEGH Bürger von Augst, <i>Festgruss zur 4ten Säcularfeier der Schlacht bei St. Jacob</i> (poème reproduit d'après la <i>Schweizer National-Zeitung</i> , en l'honneur du 4 <sup>e</sup> centenaire de la bataille de St. Jacob).   | 58 du 20 juillet                  |
| <br>  |                                   |
| <b>HESS Moses</b>   |                                   |
| Voir aussi à Karl d'Ester.  |                                   |
| [N.S.] <i>Das Hazardspiel</i> (« Jeu de hasard »)   | 57 du 17 juillet                  |
| [N.S.] <i>Preussische Staatszeitung. Provinz Westphalen</i> (« Gazette d'Etat prussienne. Province de Westphalie »).  | 70 du 31 août                     |
| [N.S.] <i>Vermischtes. Ueber Bruno Bauer</i> (Critique du livre de B. Bauer sur le XVIII <sup>e</sup> siècle).  | 76 du 21 septembre                |
| [N.S.] <i>Der Minister Eichhorn und die Naturwissenschaft</i> (« Le Ministre Eichhorn et les sciences »).   | 99 du 11 décembre                 |

- [N.S.] *Frage und Antwort. Von der Arbeit und dem Genuss* (« Question et réponse. Du travail et de la jouissance »; cf. texte 20). 102 du 21 décembre
- [N.S.] *Fragen und Antworten. Von dem Gelde und der Knechtschaft. Vom Vermögen und von der Freiheit* (« Questions et réponses. De l'argent et de la servitude. De la richesse et de la liberté »; cf. texte 20). 104 du 28 décembre
- \* HUART Louis
- Die Deutschen in Paris* (Traduction d'extraits d'après Louis Huart, « Les Allemands à Paris » in *Les Etrangers à Paris*, cf. Ch. Warrée). 41, 43, 44, 46 des 22, 29 mai, 1<sup>er</sup> et 8 juin 1844
- JORDAN Sylvester
- S. Jordan an das New-Yorker Committee, 13. Nov. 1843* (« Réponse de Jordan » à deux lettres et à un envoi d'argent du comité new-yorkais de soutien à sa famille). 8 du 27 janvier
- KOEHLER Baron von
- Signataire, avec Bornstedt et Börnstein, des appels pour la constitution de l'association de secours. 10, 12 et 14 des 3, 10 et 17 février
- \* LESSING Gotthold Ephraim
- Lessing als Sozialist* (« Lessing socialiste », publication d'extraits de G.E. Lessing, *Ernst und Falk, Gespräche für Freimäurer*, Wolfenbüttel, 1778. Ouvrage en possession de Marx, cf. *Ex libris*, p. 223). 103 et 104 des 25 et 28 décembre
- \* LEVASSEUR (de la Sarthe)
- Levasseurs Mission zur Nordarmee* (« Mission de Levasseur à l'armée du Nord »). 65 du 14 août
- Erinnerungen* (« Souvenirs »). 84, 98 à 101 des 19 octobre, 7, 11, 14 et 18 décembre

(Traduction d'extraits d'après les *Mémoires de R. Levasseur (de la Sarthe) ex-Conventionnel*, Paris, 1829-1831, 4 vol. Ouvrage en possession de Marx, cf. *Ex libris*, p. 212).

\* MARAT Jean-Paul

*Marat über den Kölner Dombau* (« Marat et la construction de la cathédrale de Cologne »; traduction d'un extrait de J.-P. Marat, *Les chaînes de l'esclavage, ouvrage destiné à développer les noirs attentats des princes contre les peuples...*, réédité par M. A. Havard, Paris, 1833. 66 du 17 août

MARETZEK Max

Maretzek signe la chronique musicale, Max M., de la mi-janvier à la mi-mai, s'absente deux mois environ de Paris, reprend sa place au *Vorwärts* en juillet et disparaît totalement du journal à partir du mois d'août : il a fourni alors une trentaine d'articles au *Vorwärts*.

MARR Wilhelm

- W. MARR *Zur Tagesgeschichte* (« L'histoire au jour le jour », poèmes) 70 du 31 août
- W. M. *Zur Titelfrage — quand même* (« A propos des titres », poèmes) 73 du 11 septembre
- W. MARR *Der deutsche Proletarier* (« Le Prolétaire allemand », poème) 83 du 16 octobre
- Wilh. MARR (Extrait d'une lettre de Marr publié par Börnstein à la fin de *Correspondenz aus Morges*) 94 du 23 novembre
- Wilh. MARR *Vorwärts!* (« En avant ! » poème) 99 du 11 décembre
- W. MARR *Gott, König, Vaterland* (« Dieu, le roi, la patrie », poème) 100 du 14 décembre

MARTENS Joachim Friedrich

- Ein HANDWERKER *Ohne Gott* (« Sans Dieu », poème) 68 du 24 août
- Ein HANDWERKER *Die Ketten* (« Les chaînes », poème) 71 du 4 septembre

- Ein HANDWERKER *An die Nationalen* 79 du 2 octobre  
(« Aux Nationalistes », poème)
- Ein HANDWERKER *Ueber Handwerksunter-  
richt* (« A propos de l'instruction  
des artisans »)  
(Ce dernier article identifié grâce  
au *Martens Nachlass*, StUB Ham-  
bourg, n° 36/4744, « VI. Mappe,  
Druckschriften », où sont réunis les  
écrits imprimés de Martens qui  
signe volontiers du pseudonyme  
« Ein Handwerker », un artisan ;  
parmi eux le n° 103 du *Vorwärts*)
- MARX Jenny
- [N.S.] *Aus dem Brief einer deutschen  
Dame* (« Extrait de lettre d'une da-  
me allemande ») ; identifié par une  
lettre de Marx à Feuerbach du  
11 août 1844, *MEW* 27, p. 428) 64 du 10 août
- MARX Karl
- Karl MARX *Kritische Randglossen zu  
dem Artikel « Der König von  
Preussen und die Sozialreform. Von  
einem Preussen »* (« Critiques en  
marge... » cf. texte 13) 63 et 64 des 7 et  
10 août
- [N.S.] *Illustrationen zu der neuesten Ca-  
binetstylübung Friedrich Wilhelm  
IV.* (« Illustrations des nouveaux  
exercices de style de Frédéric-Guil-  
laume IV ») 66 du 17 août
- MAEURER Friedrich Wilhelm German
- German MAEURER *An die Fürsten des  
19. Jahrhunderts* (« Aux princes du  
XIX<sup>e</sup> siècle », poème) 8 du 27 janvier
- [N.S.] *Friedrich der Grosse (Am 24sten  
Januar)* (« Frédéric le Grand, le 24  
janvier ») 9 du 31 janvier
- German MAEURER *Das Reitpferd und  
der Esel* (« L'Âne et le coursier ») 10 du 3 février
- [N.S.] *Kaiser Joseph II. Am 20. Februar* 18 du 2 mars  
(« L'Empereur Joseph II, le 20 fé-  
vrier »)

- German MAEURER *Neue Sprichwörter* 39 du 15 mai  
(« Nouveaux Proverbes »)
- German MAEURER *Bruchstücke aus Friedrich II. Testament* (« Fragments du testament de Frédéric II »; article réédité par Mäurer in *Pariser Horen*, Paris, mai 1847) 47 du 12 juin
- G. M. *Theologische Widersprüche. Randbemerkungen zu Schleiermachers theologische Schriften* (« Contradictions théologiques. Notes en marge des œuvres théologiques de Schleiermacher ») 48 du 15 juin
- German MAEURER *An †* (Poème) 51 du 26 juin
- [N.S.] *Memmen sind's* (« Poltrons »; poème identifié par note de Mäurer, *Vorwärts* du 17 août) 64 du 10 août
- German MAEURER *Berichtigung* (« Rectificatif », lettre au *Vorwärts*) 66 du 17 août
- G. M. *Ein Brief* (« Une lettre ») 68 du 24 août
- German MAEURER *Correspondenz* 70 du 31 août
- German MAEURER *Fortsetzung der Correspondenz* (« Suite de la correspondance ») 71 du 4 septembre
- [N.S.] *Friedrich II. Ausscheiden von dem Freimaurerbunde* (« Départ de Frédéric II de la loge maçonnique ») 78 du 28 septembre
- \* METTERNICH Clemens Fürst von  
*Schlussprotokoll der Wiener Ministerial-Conferenz vom 12ten Juni 1834, eröffnet durch nachstehende Rede des Fürsten von Metternich* (« Protocole final de la conférence interministérielle de Vienne du 12 juin 1834, ouverte par le discours suivant du prince de Metternich ») 7 du 24 janvier, Supplément
- \* MIRABEAU Riquetti Comte de  
*Aus Berlin* (« De Berlin »; traduction d'extraits de Mirabeau, *Histoire secrète de la cour de Berlin*, 2 vol., Paris, 1789) 48 du 15 juin

## \* MORELLY

*Auszüge aus Morelly's Code de la nature* 72 et 73 des 7 et  
(Extraits du « Code de la nature » de 11 septembre  
Morelly)

*Friedrich Wilhelm IV und Morelli [sic]* 87 du 30 octobre  
(« Frédéric-Guillaume IV et Morelly »)

(Traduction d'extraits d'après Morelly,  
« Code de la nature ou le véritable esprit  
de ses lois », réédité par Fr. Villegar-  
delle, Paris, 1841. Ouvrage en possession  
de Marx, cf. *Ex libris*, p. 220)

## \* OELCKERS Theodor

*Die Bewegung des Sozialismus und Kom- 87, 89, 94, 98 et 99  
munismus* (« Le mouvement du socialisme des 30 octobre, 6 et  
et du communisme ») 23 novembre, 7 et  
11 décembre

*Die Sozialisten der Neuzeit* (« Les Socia- 102 à 104 des 21,  
listes des temps modernes ») 25 et 28 décembre

(Extraits publiés d'après Th. Oelckers, *Die  
Bewegung des Sozialismus und Kommun-  
ismus*, Leipzig, 1844)

## ORGANISATIONS :

*Bund der Gerechten* (« Ligue des justes ») : cf. August Becker. —  
Hermann Ewerbeck. — Karl Schapper. — Simon Schmidt. — Georg  
Weissenbach.

*Das Junge Deutschland* (« La Jeune Allemagne » : cf. Wilhelm  
Marr).

## \* OWEN Robert

*Robert Owen und Nordamerika* (« Adresse 91 et 96 des 13 et  
d'Owen au peuple des Etats-Unis », publié 30 novembre  
dans l'article de H. Ewerbeck)

## \* RELLSTAB Ludwig

RELLSTAB *Paris im Frühjahr 1843* (« Pa- 11, 12, 15 et 18 des  
ris au printemps 1843 »; extraits 7, 10, 21 février et  
publiés d'après Ludwig Rellstab, 2 mars  
*Paris im Frühjahr 1843, Briefe,  
Berichte und Schilderungen*, 2 vol.,  
Leipzig, 1844)

## \* RONGE Johannes

*Urtheil eines katholischen Priesters über den heiligen Rock zu Trier* (« Jugement d'un prêtre catholique sur la sainte robe de Trèves »; reproduction de la lettre de Ronge à l'évêque de Trèves, Arnoldi) 90 du 9 novembre

## RUGE Arnold

Arnold RUGE *Arnold Ruge an die Redaction der « deutschen Schnellpost für europäische Zustände, öffentliches und sociales Leben Deutschlands » in New York* (Ruge à la *Deutsche Schnellpost*, New York) 49 du 19 juin

Arnold Ruge *Offene Antwort an Herrn Heinrich Börnstein* (« Lettre ouverte à M. H. Börnstein ») 54 du 6 juillet

Ein PREUSSE *Vertheidigung der preussischen Politik* (« Défense de la politique prussienne ») 59 et 60 des 24 et 27 juillet

Ein PREUSSE *Der König von Preussen und die Sozialreform* (« Le roi de Prusse et la réforme sociale », cf. texte 12) 60 du 27 juillet

H. N. — A. R. *Aus Deutschland und aus Paris* (« D'Allemagne et de Paris »; article réédité in Arnold Ruge, *Gesammelte Schriften*, Mannheim, 1847, vol. 6, p. 187 s.) 61 du 31 juillet

« EIN PREUSSE » *Der « angebliche Preusse » zu den Randglossen, etc. (Vorwärts N. 63 u. 64)* (« Le prétendu Prussien à propos des Critiques en marge, etc. ») 66 du 17 août

## SCHAPPER Karl

Karl SCHAPPER *Die deutschen Arbeiter in London sammeln für die schlesischen Weber* (« Les ouvriers allemands à Londres collectent pour les tisserands silésiens »; Schapper est cosignataire de la lettre avec : Joseph Moll, Adolph Landmann, Anton Müller, A. Lehmann) 87 du 30 octobre



- Karl SCHAPPER *Auszüge aus den bei Weitlings Empfang in der Socialhalle in London gehaltenen Reden.* (Discours de Schapper lors de la réception de Weitling) 91 et 92 des 13 et 16 novembre
- \* SCHILLER Charles  
*Der Preusse in Paris* (« Le Prussien à Paris » ; traduction d'extraits d'après Charles Schiller, *Les Prussiens à Paris in Les Etrangers à Paris*, cf. Ch. Warrée) 53, 54, 56, 58 à 60 des 3, 6, 13 20, 24 et 27 juillet
- SCHIRGES Georg  
 G. S. (Introduction de G. Schirges à la lettre de la Ligue des justes à Londres) *Die deutschen Arbeiter in London sammeln für die schlesischen Weber* (cf. K. Schapper) 87 du 30 octobre
- SCHMIDT Simon  
 [N.S.] *Zustände aus dem Kanton Waadt* (« Situation du canton de Vaud », cf. August Becker) 74 à 76, 78, 80, 84 et 85 des 14, 18, 21, 28 septembre, 5, 19, et 23 octobre
- \* SCHROEDER Wilhelm  
 Wilhelm SCHRÖDER *Der Frack* (Nouvelle reproduite d'après la revue *Charivari* publiée par E. M. Oettinger à Leipzig) 39 du 15 mai
- SCHULTS Adolf  
 Adolf SCHULTS *Vom beglückten Volk* (« Le Peuple comblé », poème) 78 du 28 septembre
- SIMON Louis  
 Louis SIMON *Deutsche Colonien — Ist auswandern ein Unglück?* (« Colonies allemandes — Emigrer est-il un malheur? ») 11 du 7 février

## \* WARREE Charles

*Les Etrangers à Paris*, Charles Warrée éditeur, Paris, 1844.

Ouvrage collectif d'où le *Vorwärts* tire des extraits de Louis Huart et Charles Schiller sur les Allemands à Paris; voir ces noms.

## WEBER Georg

- G. WEBER *Negersklaven und freie Sklaven* (« Esclaves noirs et esclaves libres », cf. texte 15) 58 du 20 juillet
- G. WEBER *Es sei denn* (« A Condition... », poème) 59 du 24 juillet
- G. WEBER *Offizielle preussische Wohltätigkeit* (« Charité officielle prussienne », cf. texte 16) 62 du 3 août
- G. WEBER *Du möchtest Allen Alles sein* (« Tu voudrais être tout à tous », poème) 63 du 7 août
- G. WEBER *An R.[othschild?] zu seinem Geburtstag* (« A R. pour son anniversaire », poème)  
*In den Ruinen des Amphitheaters zu Tormine* (« Dans les ruines de l'amphithéâtre de Tormine », poème) 64 du 10 août
- G. WEBER *Die Colonie Ost[er]wald im Elsass* (« La Colonie Osterwald en Alsace », cf. texte 17) 64 du 10 août
- G. WEBER *Die heilige Allianz der Völker, nach Béranger* (« La Sainte-Alliance des peuples », d'après Béranger) 66 du 17 août
- G. WEBER *Das Geld* (« L'Argent », cf. texte 18) 69 du 28 août
- G. W. *Gott und Mensch* (« Dieu et homme », poème)  
*Das Wunder des ungenähten Rocks zu Trier* (« Le miracle de la robe sans couture de Trêve ») 81 du 9 octobre

## WEILL Alexandre

- A. WEILL (Lettre à la rédaction du *Vorwärts* publiée sous le titre :) *Septembergesetzliches* (« Loi de septembre ») 10 du 3 février
- A. WEILL *Eine verloren gegangene Correspondenz (...) der Leipziger « D. allg. Zeitung » von Brockhaus* (« Correspondance perdue de la Gazette générale de Leipzig ») 58 du 20 juillet

## WEISSENBACH Georg

- [N.S.]? *Leichenrede (Am Grabe eines hier beerdigten Handwerkers gesprochen)* (« Discours prononcé sur la tombe d'un artisan enterré à Paris ») 96 du 30 novembre

## WEITLING Wilhelm

- W. WEITLING (Discours de réception à Londres :) *Des deutschen Schriftstellers W. Weitling Empfang in England* 79 du 2 octobre
- W. WEITLING (Discours à Londres :) *Auszüge aus den bei Weitlings Empfang in der Socialhalle in London gehaltenen Reden.* 91 et 92 des 13 et 16 novembre
- WEITLING (Poèmes extraits de W. Weitling, *Kerkerpoesien*, Hoffmann und Campe, Hambourg, 1844, sous le titre :) *Bruchstücke aus Weitlings « Kerkerpoesien »* (Extraits des poésies de prison de Weitling) 95 du 27 novembre
- 48 Stunden im Dunkeln* (« 48 heures dans le noir »)
- Hoffnung* (« Espoir »)

## \* WITTMANN

- Das Volk und die Partheien* (« Le Peuple et les partis », extraits publiés d'après l'ouvrage du même nom, Stuttgart, 1844) 39 à 41 des 15, 18 et 22 mai

## WOLFF Wilhelm

- [N.S.] *Arbeiterbewegung in Dresden* (« Mouvement ouvrier à Dresde ») 62 du 3 août

- [N.S.] *Schlesische Zustände* (« Situation en Silésie »; article identifié grâce à *Eine Erinnerung an den Communisten Wolff in Die Grenzboten*, 23<sup>e</sup> année, Leipzig, 1864, 1<sup>er</sup> sem., vol. 2, p. 399). 97 et 98 des 4 et 7 décembre

## 2. La presse de l'émigration allemande dans les années quarante

Cette documentation a pour but d'illustrer le chapitre d'introduction sur la situation du *Vorwärts* dans la presse de l'émigration allemande après 1840. Il n'est pas question de considérer ici les journaux et les revues démocratiques publiés en Allemagne à la même époque, tout aussi éphémères, sinon plus, que ceux de l'étranger et qui, de surcroît, étaient soumis à la censure.

Je reprendrai ici, à l'exclusion de tout appareil critique, les principales rubriques d'une étude antérieure, sur l'ensemble de cette presse<sup>1</sup> depuis la Révolution française.

(A) *DER HUELFERUF DER DEUTSCHEN JUGEND* (« Le Cri de détresse de la jeunesse allemande », septembre-décembre 1841)

1. *Der Hülfefruf der deutschen Jugend* herausgegeben und redigiert von einigen deutschen Arbeitern (« Le Cri de détresse de la jeunesse allemande », édité et rédigé par des ouvriers allemands).
3. Rédigé et édité par Wilhelm Weitling à Genève puis à Berne.
4. Revue mensuelle de septembre à décembre 1841 : 64 p.
5. Remplacé par *Die junge Generation* (1842-1843).
9. Organe de la Ligue des justes; les correspondants en sont Heinrich Bauer à Paris, Joseph Moll à Londres, Weitling à Genève, Sutter à La-Chaux-de-Fonds. Les principaux articles sont cependant de Weitling lui-même qui commence ses travaux préparatoires à son livre *Garantien der Harmonie und Freiheit*; collaboration de Paris : G. Mäurer et Andreas Scherzer, de Lausanne : Simon Schmidt.

1. Jacques GRANDJONC, *La Presse de l'émigration allemande en France (1795-1848) et en Europe (1830-1848)* in *Archiv für Sozialgeschichte* 10, Hanovre, 1970. Les rubriques y sont les suivantes :

1. Titre et sous-titre; 2. Exergue, devise; 3. Siège social, propriétaire, gérant, rédacteur en chef; 4. Périodicité et dates de parution; 5. Remplacé par ... ou Faisant suite à ...; 6. Format; 7. Imprimerie; 8. Origine de la collection; 9. Note sur la rédaction; 10. Orientation générale et intérêt du périodique; 11. Références d'archives; 12. Bibliographie.

(B) *DIE JUNGE GENERATION* (« *La Jeune Génération* », janvier 1842-mai 1843)

1. *Die junge Generation*.
3. Rédigé et édité par Wilhelm Weitling à Berne et à Zürich.
4. Revue mensuelle de janvier 1842 à mai 1843, avec un supplément en juin 1842; 1842 : 208 p.; 1843 : 80 pages.
5. Fait suite à *Der Hülfesruf der deutschen Jugend* (1841).
9. Organe de la Ligue des justes qui envoie des contributions de Londres et de Paris. L'année 1842 est surtout consacrée par Weitling à la préparation sous forme d'articles de son ouvrage *Garantien der Harmonie und Freiheit* (« Garanties de l'harmonie et de la liberté ») qui parut courant novembre et qui valut à son auteur cette appréciation de Karl Marx en 1844 : « Pour ce qui est de la culture des ouvriers allemands ou généralement de leur capacité à se cultiver, je rappellerai l'œuvre géniale de Weitling, qui dépasse souvent Proudhon lui-même du point de vue théorique » ; Heine écrit de ce livre dix ans plus tard qu'il « fut longtemps le catéchisme des communistes allemands » (*Geständnisse*). En 1843, les articles de *Die junge Generation* sont plus diversifiés et consacrés à l'actualité, jusqu'à ce que l'arrestation de Weitling à Zürich le 8 juin mette un terme à la publication.

(C) *DER VOLKSTHUEMLICHE HANDWERKER* (« *L'Artisan populaire* », septembre-octobre 1842)

1. *Der volksthümliche Handwerker*. Journal der gesellschaftlichen und politischen Wiederherstellung für den volksthümlichen Handwerkerverein in Lausanne und unter dessen Leitung herausgegeben (« *L'Artisan populaire* ». Journal de la restauration sociale et politique, édité pour l'association populaire des artisans de Lausanne et sous sa direction).
3. Rédaction : Simon Schmidt.
4. Hebdomadaire reproduit à la main, dont il parut cinq ou six numéros en septembre-octobre 1842 sans doute; non conservé.

(D) *DER DEUTSCHE BOTE AUS DER SCHWEIZ* (« *Le Messager de la Suisse* », janvier-octobre 1842)

1. *Der deutsche Bote aus der Schweiz*.
3. Editeurs-rédacteurs : les frères Karl et Julius Fröbel. Bureau : Literarisches Comptoir, Zürich et Winterthur (appartenant à J. Fröbel).
4. Semi-hebdomadaire (mercredi et samedi), du 5 janvier au 1<sup>er</sup> octobre 1842 ; 78 numéros parus, 354 pages.

5. Le journal devait être transformé, sous le même titre, en une revue mensuelle qui ne parut pas. Les articles déjà prévus furent édités par Georg Herwegh dans le recueil *Einundzwanzig Bogen aus der Schweiz* (« Vingt et une feuilles de la Suisse », 1843).
9. De tendance radicale, le journal polémique contre l'[Augsburger] *Allgemeine Zeitung*, contre les jésuites, s'intéresse au mouvement communiste, est en rapport avec la *Rheinische Zeitung* (« Gazette rhénane ») dont le rédacteur en chef est Karl Marx. La revue, à en juger d'après les 21 feuilles, aurait été exclusivement néo-hégélienne et communiste : Bruno Bauer y publie *Die Fähigkeit der heutigen Juden und Christen, frei zu werden* (« De la capacité des juifs et des chrétiens actuels à être libres »), qui lui vaut la réponse de Marx, *Zur Judenfrage* (« A propos de la question juive ») dans les *Deutsch-französische Jahrbücher*; Moses Hess y publie pour sa part *Sozialismus und Kommunismus* (« Socialisme et communisme ») et *Philosophie der Tat* (« Philosophie de l'action »).

(E) *DEUTSCH-FRANZOESISCHE JAHRBUECHER* (*Annales franco-allemandes, février 1844*)

1. *Deutsch-französische Jahrbücher* herausgegeben von Arnold Ruge und Karl Marx.
3. Directeurs-éditeurs : A. Ruge et K. Marx. Bureau, 22, rue Vaneau, Paris.
4. Unique numéro double publié fin février 1844.
5. Fait suite aux *Deutsche Jahrbücher* édités par Ruge en Allemagne.
8. Il existe plusieurs rééditions fac-similé : Rudolf Liebing, Leipzig, 1925; John Benjamins, Amsterdam, 1965; Wissenschaftliche Buchgesellschaft, Darmstadt, 1967.
9. Bien que portant le titre d'Annales « franco »-allemandes, la revue est entièrement rédigée par des Allemands et un Russe; les Français, sollicités par Bakounine et Ruge, s'étaient récusés, tel Lamartine, par méfiance sans doute pour la nouvelle philosophie allemande issue de Hegel. Les collaborateurs en sont Heine (*Lobgesänge auf König Ludwig*, « Los du roi Louis »), Herwegh (*Verrat!*, « Trahison ! »), Ruge qui présente son programme « humaniste » d'une « alliance intellectuelle de la France et de l'Allemagne »; dans sa correspondance avec Marx et Bakounine (*Ein Briefwechsel von 1843*, « Correspondance de 1843 »), apparaissent déjà tension et désaccord avec Marx, qui mèneront à la rupture. Bernays, Marx et Engels se par-

tagent le reste de la revue, à raison de deux articles chacun : à Bernays revient une satire du texte de la conférence ministérielle de Vienne (1834) sur la censure et la surveillance des universités, ainsi qu'une revue de presse. Marx poursuit sa réflexion philosophique et politique avec *Zur Kritik der Hegelschen Rechtsphilosophie* (« Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel ») et sa réponse à B. Bauer, *Zur Judenfrage* (« A propos de la question juive »). Engels enfin ouvre la voie à une nouvelle économie politique dans *Umrisse zu einer Kritik der Nationalökonomie* (« Esquisse d'une critique de l'économie politique ») et *Die Lage Englands* (« La Situation anglaise »).

(F) *VORWAERTS!* (« En avant ! », janvier-décembre 1844)

1. *Vorwärts! Pariser Signale aus Kunst, Wissenschaft, Theater, Musik und geselligem Leben* (« En avant ! Echos parisiens des arts, des sciences du théâtre, de la musique et de la vie sociale ») : jusqu'au n° 52 du 30 juin.  
*Vorwärts! Pariser deutsche Zeitschrift* : (« En avant ! Journal allemand de Paris ») : à partir du n° 53 du 3 juillet.
3. Propriétaire (prête-nom) : Alexis Reynaud. Rédacteur responsable : Henrich Börnstein, à l'exception de la période du 1<sup>er</sup> juillet au 12 septembre où le journal est signé par Ferdinand Cölestin Bernays, ce qui vaudra à ce dernier d'être condamné en décembre 1844 à deux mois de prison pour ses articles sur Frédéric-Guillaume IV. Bureau : 32, rue des Moulins, Paris.
4. Semi-hebdomadaire (mercredi, samedi), du 2 janvier au 28 décembre 1844 (104 numéros parus). 1845 : un seul numéro.  
Réédition fac-similé, Leipzig, 1973.
5. Devait être remplacé par une revue mensuelle *Vorwärts! Pariser deutsche Monatschrift* (« En avant ! Revue mensuelle parisienne ») qui ne vit pas le jour.
6. In-folio (23 × 34,5 cm).
7. Imprimerie de Paul Renouard, 5, rue Garancière, Paris.
8. B.N. Paris (Z 2412); Stadtbibliothek, Vienne.

(G) *DER DEUTSCHE STEUERMANN | LE PILOTE GERMANIQUE* (Juillet 1844-mai 1846)

1. *Der deutsche Steuermann | Le Pilote germanique, Pariser Deutsch-französisches Journal* (« Journal franco-allemand de Paris »).
2. Fürsten-Völker. Seid einig, einig, einig (« Princes et peuples. Soyez unis, unis, unis »).
3. Rédacteur-gérant : Eduard Crell; rédacteur : Carl Strahlheim (pseudonyme pour Joseph Conrad Friedrich). Bureau : 87 puis

- 51, rue Saint-Antoine, Paris (même adresse que le *Bureau central germanique*).
4. Hebdomadaire (dimanche) du 21 juillet 1844 au 3 mai 1846. Parution 1844 : 24 numéros; 1845 : 48 numéros; 1846 : 18 numéros.
  5. Remplacé par *Deutsches Pariser Journal* (hebdomadaire du 10 mai au 28 juin 1846) et *Der deutsche Steuermann* (mensuel) qui ne parut pas.
  9. *Der deutsche Steuermann* fut créé au début de l'été 1844 pour faire pièce au *Vorwärts*, en même temps qu'était fondé un *Bureau central germanique* destiné à concurrencer le *Bureau central pour l'Allemagne* de Heinrich et Karl Börnstein. Les fonds proviennent selon toute vraisemblance de l'ambassade de Prusse, tant la politique prussienne est l'objet de louanges de la part du *Steuermann* : Frédéric-Guillaume IV y est nommé le souverain bien-aimé d'un pays « où le droit et la justice sont administrés avec une impartialité inconnue partout ailleurs » (n° 4 du 11 août 44), alors que la répression prussienne en Silésie bat son plein. Le journal est rédigé par Crell, Friedrich (Strahlheim), le Dr Schlund et le Dr Küntzli. Ce dernier entend apporter la bonne nouvelle sociale aux lecteurs en leur exposant le système de Charles Fourier. Contre ceux qui n'ont rien compris à ce dernier et en font un démocrate ou même un communiste à ranger avec Owen ou Saint-Simon, le Dr Küntzli montre que Fourier est un monarchiste défenseur de la propriété privée, de la conservation et de l'accroissement du capital privé. Lors de la disparition du *Vorwärts*, le *Steuermann* se répand en calomnies contre ses rédacteurs, indignes, selon lui, d'être défendus contre les mesures policières par les journalistes français victimes d'informations mensongères. Mais à partir de mai 1845 le *Steuermann* se lance dans une polémique contre les communistes allemands à Paris : ses articles lui valent des lettres de lecteurs qu'il publie, et par là une lente pénétration de la propagande de la Ligue des justes. En 1846, German Mäurer est dans la place et le *Steuermann* ouvre une souscription pour la révolution polonaise de Cracovie : le journal est interdit.

(H) *BLAETTER DER GEGENWART* (« Feuilles du présent », décembre 1844-juillet 1845)

1. *Blätter der Gegenwart für sociales Leben* (« Feuilles du présent pour la vie sociale »).
3. Rédacteur-éditeur : Wilhelm Marr.
4. Revue mensuelle qui devait originairement s'intituler *Das junge Deutschland von 1845* (« La Jeune Allemagne de 1845 »); parution de décembre 1844 à juillet 1845.



9. Rédigée par Wilhelm Marr avec la collaboration de Hermann Döleke et destinée aux clubs de la Jeune Allemagne en Suisse, la revue se caractérise par son esprit athée, jeune-hégélien et s'oppose directement au communisme religieux de la fraction suisse de la Ligue des justes. Elle cesse de paraître lors de l'expulsion de Marr du canton de Vaud.

(I) *DIE FROEHLICHE BOTSCHAFT* (« La Bonne Nouvelle », avril-septembre 1845)

1. *Die fröhliche Botschaft von der religiösen und sozialen Bewegung* (« La Bonne Nouvelle du mouvement social et religieux »).
3. Rédacteur : August Becker.
4. Revue mensuelle d'avril à septembre 1845 : 6 numéros parus ainsi qu'un supplément *Die Geissel. Eine gelegentliche Beilage zur fröhlichen Botschaft* (« Le fouet. Supplément occasionnel à La Bonne Nouvelle »), juin 1845. Chaque numéro comporte 16 pages.
9. La revue est rédigée presque exclusivement par August Becker (qui recevait 20 F par livraison) et Simon Schmidt pour le compte du *Sozialverein* (Association sociale) de Lausanne, association d'artisans communistes allemands d'obédience weitlingienne comme suffit à le suggérer le titre même de la revue. La revue cesse de paraître avec l'expulsion du canton de Vaud de Becker et de Kuhlmann en août 1845.

(J) *ALLGEMEINES NOTH- UND HUELFSBLATT* (« Feuille générale du besoin et du secours », octobre 1845-mars 1846)

1. *Allgemeines Noth- und Hülfblatt*.
3. Rédacteurs : August Becker et Johann Jacob Treichler, à Zürich puis à Bâle.
4. Hebdomadaire du 31 octobre 1845 au 21 mars 1846. En 1845, parution des numéros 44 à 52; en 1846, numéros 1 à 12.
5. Fait suite à l'hebdomadaire de J. Weilenmann et J.J. Treichler, *Vaterländischer Uster-Bote oder : Die demokratische Freitagszeitung* (janvier 1844-octobre 1845) dont il reprend la numérotation en 1845; fait suite également à la revue de Becker, *Die fröhliche Botschaft* (1845).
9. Après que A. Becker eut été expulsé du canton de Vaud en août 1845 et se fut établi à Zürich à la mi-octobre, Treichler lui proposa la rédaction de son *Uster-Bote*. La revue rénovée devint l'organe de la Société de secours mutuel et d'instruction des ouvriers allemands et suisses à Zürich (président Treichler), couverture sans doute de la Ligue des justes. Obligé de quitter Zürich à la fin de 1845, Becker poursuit son travail de jour-

naliste et de propagandiste à Bâle jusqu'à ce que la persécution s'abatte à nouveau sur lui et son journal.

(K) *BLAETTER DER ZUKUNFT* (« Feuilles de l'avenir », août 1845-mars/avril 1846)

1. *Blätter der Zukunft*.
3. Editeurs : Hermann Ewerbeck, German Mäurer et Karl Grün.
4. Périodique non déclaré en tant que tel : 5 livraisons de 1 ou 2 placards ; 128 pages. La parution s'étend de début août 1845 à mars ou avril 1846.
9. La revue, financée par la Ligue des justes à Paris, présente un mélange fort curieux de toutes les tendances du socialisme et du communisme des années quarante : socialisme vrai de Karl Grün (*Das Geld*, « L'Argent ») ; socialisme chrétien du weitlingien Henrich Arends, membre de la Ligue des justes émigré aux Etats-Unis (*Sozialismus, Christentum und Demokratie*, « Socialisme, christianisme et démocratie ») ; ou de Weitling lui-même (*Vorlesung von Professor Dönniges in dem wissenschaftlichen Verein in Berlin*, « Cours du professeur Dönniges à la société des sciences de Berlin ») ; socialisme néo-hégélien de Hermann Ewerbeck (*Theorie und Praxis*, « Théorie et pratique » ; *Wahre Freiheit und erlogene Freiheit*, « Vraie et fausse liberté » ; *Politischer und sozialer Umschwung*, « Bouleversement politique et social ») ; Ewerbeck critique Weitling ou Kuhlmann pour le caractère utopique de leurs propositions, mais ne l'est pas moins ; en outre, sous l'influence de Karl Grün, il est de mode dans la revue de dénigrer la Révolution française ; German Mäurer fournit quelques petites contributions et des poèmes, ainsi que Wilhelm Nolte.

(L) *DEUTSCHE LONDONER ZEITUNG* (« Journal allemand de Londres », avril 1845-février 1851)

1. *Deutsche Londoner Zeitung; Blätter für Politik, Literatur und Kunst* (« Journal allemand de Londres. Feuilles pour la politique, la littérature et les arts »).
3. Fondateurs : David Cahn et Karl von Braunschweig (Charles d'Este, duc de Brunswik). Rédacteurs : Louis Bamberger puis, à partir de juin 1846, Jakob Schabelitz.
4. Hebdomadaire paraissant chaque vendredi sur 8 pages et 4 pages de supplément (*Beilage zur Deutschen Londoner Zeitung*, « Supplément au journal allemand de Londres »). Le supplément paraît à partir du 28 mars 1845, le journal proprement dit à partir du 4 avril 1845. Parution régulière jusqu'au 14 février 1851. Pagination continue, d'une part pour le journal (2456 p.), d'autre part pour le supplément (1224 p.).

9. La rédaction du journal est assurée d'abord, semble-t-il, par Karl von Braunschweig et Louis Bamberger, puis par Jakob Schabelitz. Le contenu est fait pour une bonne part d'articles et de correspondances repris de la presse du continent, des journaux anglais et américains. Le supplément réédite une foule de nouvelles et récits de la Jeune Allemagne littéraire (Th. Mundt, H. Laube, K. Herlossohn, Varnhagen von Ense, etc.). Fondée dans un but lucratif sans doute (de la part de D. Cahn) et pour défendre les « droits imprescriptibles » de Karl von Braunschweig à la couronne dont il avait été démis en 1830, la *Deutsche Londoner Zeitung* est initialement de tendance antiprussienne sans plus. Sa situation à Londres, dans un milieu d'émigrés et d'opposants aux gouvernements du continent, l'amène à s'ouvrir à la colonie étrangère (Allemands surtout, mais aussi Polonais, Italiens et Français) : il en résulte une radicalisation politique du journal. En 1845 apparaissent les noms de J.H. Garnier et de Ferdinand Freiligrath (Angleterre), de Georg Herwegh et de Michel Bakounine (Paris), de Karl Heinzen et de Georg Fein (Suisse). En 1846 l'insurrection de Cracovie (février à novembre) remplit les pages de la *D.L.Z.* qui rend compte, en outre, des poursuites en Allemagne contre socialistes et communistes (affaire Anneke). A la fin de l'année le (*Communistische*) *Deutsche Arbeiterbildungsverein* (« Société communiste allemande d'instruction ouvrière ») et les *Fraternal Democrats* (« Démocrates unis ») prennent pied au journal, pour s'y implanter définitivement en 1847 (entre autres Karl Schapper, Heinrich Bauer, Joseph Moll, G. Julian Harney, Ernest Jones); cette même année 1847, la *D.L.Z.* publie des extraits de *Prometheus* de H. Püttmann, un texte de W. Marr (*Meine Ausweisung*, « Mon expulsion ») et des articles de la *Deutsche-Brüsseler-Zeitung* de Bornstedt. En 1848, après avoir reçu, en compagnie des journaux *Northern Star*, *La Réforme*, *Le Débat social* de Bruxelles, *Le Libéral liégeois*, les remerciements des *Fraternal Democrats* pour services rendus à la cause démocratique et prolétarienne, la *D.L.Z.* publie en feuilleton de mars à juillet le *Manifeste du Parti communiste* qui venait de paraître à Londres en février, et rend compte du développement des révolutions en Europe : correspondances de Börnstein (Paris), de la Légion allemande, de la Ligue des communistes (Londres, Paris, Cologne, etc.); le supplément de 1848 voit apparaître, à côté de H. Heine ou de Mickiewicz, les noms de Georg Weerth, Heinrich Bauer, Julius Chèreval (agent de la police prussienne membre de la Ligue des communistes). Les années 1849-1850 rendent compte du reflux révolutionnaire et reflètent les remous de la seconde émigration allemande à Londres; en 1850-1851 la *D.L.Z.* publie deux articles de Marx repris de la *Neue Rheinische Zeitung*, *Politisch-ökonomische Revue*. (« Nouvelle gazette rhénane. Revue d'économie et de politique »).

(M) *RHEINISCHE JAHRBUECHER ZUR GESELLSCHAFTLICHEN REFORM* (« *Annales rhénanes pour la réforme sociale* », août 1846)

1. *Rheinische Jahrbücher zur gesellschaftlichen Reform*. Herausgegeben unter Mitwirkung Mehrerer von Hermann Püttmann. Zweiter Band (« *Annales rhénanes pour la réforme sociale* ». Editées en collaboration par Hermann Püttmann — 2<sup>e</sup> volume).
3. Rédacteur-éditeur : Hermann Püttmann.
4. Revue annuelle parue en 1845 chez Leske, Darmstadt, et interdite par la censure, ce qui l'obligea à paraître en 1846 à Bellevue (Suisse).
9. La rédaction est assurée par H. Püttmann et E.O. Weller, Karl Grün, Georg Weerth qui traite du grand mouvement chartiste de 1839 en Angleterre (*Joseph Rayner Stephens und die Bewegung der englischen Arbeiter im Jahre 1839*), H. Ewerbeck qui publie un long article sur J.P. Marat; Moses Hess de son côté fournit deux articles à la revue : l'un traite de la situation sociale en Suisse, l'autre est un Catéchisme communiste (*Kommunistisches Bekenntnis in Fragen und Antworten*) dont la publication, commencée en décembre 1844 dans le *Vorwärts*, avait été interrompue par la fin du journal (cf. texte 20). Enfin Fr. Engels rend compte dans son article *Das Fest der Nationen in London* (« La Fête des nations à Londres ») de la fondation des *Fraternal Democrats* le 22 septembre 1845, jour anniversaire de la naissance de la République française en 1792, avec la participation de l'Anglais J.G. Harney, de l'Allemand W. Weitling et du Français Berrier-Fontaine.

(N) *PROMETHEUS* (« *Prométhée* », octobre 1846)

1. *Prometheus. Organ zur sozialen Reform* herausgegeben von Hermann Püttmann. (« *Prométhée* ». Organe pour la réforme sociale publié par Hermann Püttmann.)
3. Editeur-rédacteur : Hermann Püttmann, Literarisches Institut, Herisau (Suisse).
4. Il ne parut que deux cahiers de la revue en une seule livraison de 110 pages, en octobre 1846 vraisemblablement.
9. La rédaction est de H. Püttmann, avec la collaboration de Eduard Weller (*Die soziale deutsche Presse*, « La Presse sociale allemande », premier essai de recension de la presse socialiste et communiste allemande) et des correspondances de la Ligue des justes : une lettre de Londres, de Schapper sans doute, annonce la tenue d'un grand congrès communiste à Londres pour le début de l'année suivante — il aura lieu en fait en juin.

(O) *DEUTSCHE-BRUESSELER-ZEITUNG* (« Journal allemand de Bruxelles », janvier 1847-février 1848)

1. *Deutsche-Brüsseler-Zeitung*.
3. Fondateur-rédacteur : Adalbert von Bornstedt. Bureau : 23, rue Botanique, Bruxelles.
4. Semi-hebdomadaire (jeudi et dimanche) sur 4 pages. Quelques numéros ont un supplément. 1847 : 104 numéros, du 1<sup>er</sup> janvier au 30 décembre. 1848 : 17 numéros, du 2 janvier au 27 février. Réédition fac-similé et notes, Bruxelles, 1974.
9. La rédaction est d'abord assurée par Ad. v. Bornstedt et Friedrich Crüger, auxquels s'adjoignent à partir de la seconde moitié de l'année Fr. Engels, W. Wolff, M. Hess, K. Marx, Fr. Bobzin, F. Wolff, le journal passant pratiquement aux mains du *Kommunistisches Korrespondenz Komitee* (« Comité de correspondance communiste »). Le parallèle est frappant entre l'évolution de la *D.B.Z.* et celle du *Vorwärts* à Paris 3 ans plus tôt. Fondée grâce à l'argent du parti légitimiste français, auquel Bornstedt était lié, et avec le soutien de la presse catholique belge, la *D.B.Z.* devint bientôt le dernier organe des communistes allemands à l'étranger avant la Révolution de 1848. La radicalisation des opinions était d'ailleurs telle en 1847 que dès les premiers mois le journal suit une ligne démocratique beaucoup plus nette que le *Vorwärts* en 1844. La *D.B.Z.* entretient en outre des rapports étroits avec la *Deutsche Londoner Zeitung* qui est, à cette époque, sous l'influence directe de la Ligue des justes à Londres. La fondation, fin août 1847, du *Deutscher Arbeiterverein* (Association ouvrière allemande) de Bruxelles consacre le passage de la *D.B.Z.* au communisme : de septembre 1847 à février 1848 en effet, outre les nombreux articles de K. Marx, Fr. Engels, W. Wolff, la *D.B.Z.* publie les comptes-rendus des réunions de l'*Association démocratique*, du *Deutscher Arbeiterverein*, des *Fraternal Democrats* à Londres, des assemblées polonaises, fait de la publicité pour la *Misère de la philosophie* et le *Discours sur la question du libre échange* de Marx, annonce les cours d'histoire de Ferd. Wolff aux ouvriers, etc. Le dernier numéro, du 27 février 1848, rapporte les premières journées révolutionnaires parisiennes et appelle à la constitution de la République allemande ([Fr. Engels], *Revolution in Paris*).

(P) *DIE PARISER HOREN* (« Les Heures parisiennes », janvier-juin 1847)

1. *Die Pariser Horen. Journal für Literatur, Kunst, Wissenschaft, Politik und gesellschaftliches Leben* (« Les Heures parisiennes. Journal pour la littérature, les arts, les sciences, la politique, et la vie sociale ») (titre de la revue). La réédition en un volume

- porte le titre de *Kritische Blätter* (« Feuilles critiques ») herausgegeben von G. Mäurer und F. Braun.
3. Rédacteurs : German Mäurer et Ferdinand Braun.
  4. Revue mensuelle, de janvier à juin 1847 (6 numéros parus), rééditée sous forme de recueil avec la date de 1848. 384 pages.
  9. La revue, soumise selon Engels à la censure de Mme Mäurer, est rédigée dans l'ensemble par Mäurer, Braun et un certain Philipp Wolff. Pour la partie poétique sont mis à contribution, outre Mäurer, Ph. Kaufmann (un poète qui s'est suicidé à Paris en 1846), Wilhelm Nolte, Heinrich Heine (*Schloss-Legende*), Georg Herwegh (*Am 22. Mai 1845*) et Ferd. Freiligrath (*Requiescat!*). Un article anonyme (*Der Sozialismus in den Vereinigten Staaten*, « Le socialisme aux Etats-Unis ») d'un démocrate anticommuniste fait le résumé des tentatives de communautés socialistes et communistes aux Etats-Unis. L'article le plus intéressant est la recension signée Hermann Mitras (Hermann Ewerbeck ?) d'un ouvrage sur la guerre des paysans, *Der grosse Bauernkrieg der Deutschen im 16. Jahrhundert*, (« La grande guerre des paysans en Allemagne au XVI<sup>e</sup> siècle »), de Zimmermann, paru à Stuttgart en 1841-1843, adapté en allemand et en français par Alexandre Weill (*Der Bauernkrieg*, Leske, Darmstadt, 1847; *La Guerre des paysans*, Amyot, Paris, 1847) et qu'utilisera quelques années plus tard Fr. Engels pour son étude sur le même sujet, *Der deutsche Bauernkrieg*, 1850.

(Q) *KOMMUNISTISCHE ZEITSCHRIFT* (« Revue communiste », septembre 1847)

1. *Kommunistische Zeitschrift/Probblatt* (« Revue communiste »/numéro d'essai).
2. « Proletarier aller Länder vereinigt Euch! » (« Prolétaires de tous les pays unissez-vous! »)
3. Rédacteur : Karl Schapper, pour le compte de la Ligue des communistes, sous la couverture du *Bildungsverein für Arbeiter* (Société allemande d'instruction ouvrière) à Londres 191, Drury Lane, High Holborn.
4. Un seul numéro, septembre 1847, 16 pages. Réédition par Carl Grünberg in *AGSA*, IX 1921; reproduction fac-similé par Bert Andréas, Limat Verlag, Zürich, 1960; réédition par Werner Kowalski in *Vom kleinbürgerlichen Demokratismus zum Kommunismus*, Berlin, 1967.
9. Décidée en juin lors du congrès constitutif de la Ligue des communistes la revue comprend dans son unique numéro une introduction (*Einleitung*) qui la définit, ainsi que son public, le prolétariat; une réponse aux plans de colonisation de Cabet (*Der Auswanderungsplan des Bürgers Cabet*), tous deux de Schapper sans doute; un article W. Wolff sur la situation

en Prusse (*Der preussische Landtag und das Proletariat in Preussen, wie überhaupt in Deutschland*, « Le Parlement prussien et le prolétariat en Prusse ainsi qu'en Allemagne »); un article de H. Bauer ou de J. Moll sur la situation des émigrés allemands arrivant à l'étranger (*Die deutschen Auswanderer*) et une revue politique et sociale (*Politische und soziale Revue*). L'argent fit défaut pour poursuivre la publication.

## **Abréviations**

- AAZ** [Augsburger] Allgemeine Zeitung (Gazette universelle d'Augsbourg).
- AGSA** Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung, édité par Carl Grünberg, Leipzig, 1910-1930.
- AMAE** Archives du ministère des Affaires étrangères, Paris.
- AN P** Archives nationales, Paris.
- ASG** Archiv für Sozialgeschichte, édité par la Friedrich-Ebert-Stiftung, Hanovre, depuis 1960.
- BN** Bibliothèque nationale, Paris.
- BNU** Bibliothèque nationale et universitaire, Strasbourg.
- BZG** Beiträge zur Geschichte der Arbeiterbewegung, édité par l'Institut du marxisme-léninisme, Berlin, depuis 1958.
- DBZ** Deutsche-Brüsseler-Zeitung (Gazette allemande de Bruxelles, 1847-1848).
- DfJ** Deutsch-französische Jahrbücher (Annales franco-allemandes, Paris, 1844).
- DLZ** Deutsche Londoner Zeitung (Gazette allemande de Londres, 1845-1851).
- DZA** Deutsches Zentral-Archiv, Merseburg.
- IRSH** International Review of Social History, Amsterdam, depuis 1956.
- StUB** Staats und Universitätsbibliothek.
- ZfG** Zeitschrift für Geschichtswissenschaft, Berlin, depuis 1952.



# Bibliographie

## 1. Ouvrages généraux. Documents

BLUNTSCHLI [Johann Caspar], *Die Kommunisten in der Schweiz, nach den bei Weitling vorgefundenen Papieren*, Zürich, 1843.

En français : *Les Communistes en Suisse d'après les papiers saisis chez Weitling*, Lausanne, 1843.

CORNU Auguste, *Karl Marx et Friedrich Engels*, vol. 1, P.U.F., Paris, 1955.

DROZ Jacques, *Les Révolutions allemandes de 1848 d'après un manuscrit et des notes de E. Tonnelat*, P.U.F., Paris, 1957.

FAVRE/LARDY, *Rapport général [...] sur la propagande secrète allemande*, Neuchâtel, 1845.

En allemand : *Generalbericht [...] über die geheime deutsche Propaganda*, in *Eidgenössische Monatschrift*, Zürich, 1846, p. 201-238.

GLOSSY Karl, *Literarische Geheimberichte des Vormärz*, in *Jahrbuch der Grillparzer-Gesellschaft*, Vienne, 1912, vol. 21, 22 et 23.

GRANDJONC Jacques, *Les Emigrés allemands sous la Monarchie de juillet. Documents de surveillance policière (1833-1848)*, Aix-en-Provence, 1972.

GRANDJONC Jacques, *Etat sommaire des dépôts d'archives françaises sur le mouvement ouvrier et les émigrés allemands de 1830 à 1851/52*, in ASG 12, Bonn, 1972, p. 487-531.

GRANDJONC Jacques, *Eléments pour une étude de l'immigration étrangère en France de 1830 à 1851*, in ASG 14, Bonn, 1974.

KUCZYNSKI Jürgen, *Die Geschichte der Lage der Arbeiter unter dem Kapitalismus*, Akad. Verlag, Berlin, vol. 1, 1961; vol. 9, 1960; vol. 10, 1960.

- OBERMANN Karl, *Deutschland 1815-1849*, Berlin, 1967.
- Protokolle der Deutschen Bundesversammlung*, Francfort/M, 1832, 1834, 1844.
- Statistique de l'industrie à Paris résultant de l'enquête par la Chambre de commerce pour les années 1847-1848*, Paris, 1851.
- WERMUTH/STIEBER, *Die Communisten-Verschwörungen des 19. Jahrhunderts*, 2 vol., Berlin, 1853 et 1854.

## 2. Presse

- ARNDT Karl J.R./OLSON May E., *German-American Newspapers and Periodicals 1732-1955. History and Bibliography*, Heidelberg, 1961.
- BLASER Fritz, *Bibliographie der Schweizer Presse mit Einschluss des Fürstentums Liechtenstein*, 2 vol., Bâle, 1958.
- BOTTIGELLI Emile, « Les "Annales franco-allemandes" et l'opinion française », *La Pensée*, n° 110, Paris, 1963.
- BÖRNSTEIN Heinrich, *Fünfundsiebzig Jahre in der Alten und Neuen Welt. Memoiren eines Unbedeutenden*, Leipzig, 1881, 2 vol.
- EBERLEIN Alfred, *Die Presse der Arbeiterklasse und der sozialen Bewegung von den dreissiger Jahren des 19. Jahrhunderts bis zum Jahre 1967*, Akad. Verlag, Berlin, 1968, 5 vol.
- GRANDJONC Jacques, *La Presse de l'émigration allemande en France (1795-1848) et en Europe (1830-1848)*, in ASG 10, Hanovre, 1970, p. 95-152.
- KOSZYK Kurt, *Die Deutsche Presse im 19. Jahrhunderts. Geschichte der deutschen Presse, Teil II*, Berlin, 1966.
- KOSZYK Kurt, « Adalbert von Bornstedt, Spitzel und Publizist », *Publizistik*, Brême, 1958, n° 3, p. 173-179.
- KOWALSKI Werner, *Vom kleinbürgerlichen Demokratismus zum Kommunismus. Zeitschriften aus der Frühzeit der deutschen Arbeiterbewegung (1834-1847)*, Akad. Verlag, 1967.
- LEDRE Charles, *La Presse à l'assaut de la monarchie, 1815-1848*, Coll. Kiosque, A. Colin, Paris, 1960.
- MAYER Gustav, *Der Untergang der « Deutsch-französischen Jahrbücher » und des Pariser « Vorwärts »*, in AGSA 3, Leipzig, 1913, p. 415-437.
- MESMER-STRUPP Beatrix, *Arnold Ruges Plan einer Alliance intellectuelle zwischen Deutschen und Franzosen*, Berne, 1963.
- MIKHAILOV M. I., « Novye dokoumenty o zakrytii gazety "Vorwärts" » [Nouveaux documents sur le journal "Vorwärts"], *Voprosii istorii*, n° 12, Moscou, 1961.

- NETTER Lucienne, *Une campagne de presse contre Heine*, in *Etudes germaniques*, Paris, 1972, p. 80-86.
- La Presse ouvrière, 1819-1850*. Angleterre. Etats-Unis. France. Belgique. Italie. Allemagne. Tchécoslovaquie. Hongrie. Etudes présentées par J. GODECHOT, *Bibliothèque de la Révolution de 1848*, t. 23, Paris, 1966.
- SCHILLER F. P., *Georg Weber, ein Mitarbeiter des Pariser «Vorwärts»*, in *Marx-Engels-Archiv*, vol. 2, Francfort/M, 1928, p. 465-472.
- «*Vorwärts*», *Pariser deutsche Zeitschrift*, 1844. Réédition fac-similé, Zentral-antiquariat der DDR, Leipzig, 1973.

### 3. Opposition. Emigration. Marxisme

- ANDRÉAS Bert, «*Marx et Engels et la gauche hégélienne*», *Annali VII*, Feltrinelli, Milan, 1965, p. 353-526.
- ANDRÉAS Bert, *Gründungsdokumente des Bundes der Kommunisten, 1847*, Hambourg, 1969.
- En français : *La Ligue des communistes. Documents constitutifs*, Ed. bilingue Aubier, 1972.
- ANDRÉAS Bert/MÖNKE Wolfgang, *Neue Daten zur «Deutschen Ideologie»*, in *ASG 8*, Hanovre, 1968, p. 5-159.
- BARNIKOL Ernst, *Weitling der Gefangene und seine Gerechtigkeit. Eine kritische Untersuchung über Werk und Wesen des frühsozialistischen Messias*, Kiel, 1929.
- BOTTIGELLI Emile, *Genèse du socialisme scientifique*, Ed. sociales, Paris, 1967.
- BRAVO Gian Mario, «*Il comunismo tedesco in Svizzera : August Becker. 1843-1846*», *Annali VI*, Feltrinelli, Milan, 1963, p. 620.
- BRAVO Gian Mario, *Wilhelm Weitling e il comunismo tedesco prima del Quarantotto*, Turin, 1963.
- BRUHAT Jean, *Karl Marx-Friedrich Engels. Essai biographique*, Club français du livre, Paris, 1970; coll. 10/18, 1971.
- Der Bund der Kommunisten. Dokumente und Materialien*, vol. 1, Berlin, 1970.
- CORNU Auguste, *Karl Marx et Friedrich Engels*, vol. 2 : 1842-1844; vol. 3 : *Marx à Paris*; vol. 4 : *La Formation du matérialisme historique, 1845-1846*, P.U.F., Paris, 1958, 1962 et 1970.
- En allemand : *Karl Marx und Friedrich Engels*, 3 vol., Berlin, 1954, 1962, 1968.
- ENGELS Friedrich, cf. MARX-ENGELS.
- EWERBECK Hermann, *L'Allemagne et les Allemands*, Paris, 1851.

- FEUERBACH Ludwig, *Das Wesen des Christentums*, 1841.  
 En français : *L'Essence du christianisme*, Maspero, Paris, 1968.
- GEMKOW Heinrich, *Karl Marx. Eine Biographie*, Berlin, 1967.
- HEINE Heinrich, *Werke und Briefe*, hrsg. von Hans Kaufmann, 10 vol., Berlin, 1961-1964.
- HEINE Heinrich, *Briefwechsel [BW]* hrsg. von Friedrich Hirth, 6 vol., Mayence, 1950-1957.
- HESS Moses, *Philosophische und sozialistische Schriften, 1837-1850*, hrsg. von A. Cornu und W. Mönke, Akad. Verlag, Berlin, 1961.
- HESS Moses, *Briefwechsel*, hrsg. von E. Silberner, La Haye, 1959.
- KAN S. B., *Dva vosstania silezskikh tkatchei 1793-1844* (Deux soulèvements de tisserands silésiens), Moscou, Leningrad, 1948.
- KAUFMANN Hans, *Heinrich Heine. Geistige Entwicklung und künstlerisches Werk*, Berlin et Weimar, 1967.
- KOWALSKI Werner, *Vorgeschichte und Entstehung des Bundes der Gerechten*, Berlin, 1962.
- L[EHNING] A[rthur], « Discussions à Londres sur le communisme icarien », *Bulletin of the International Institute of Social History*, 7, Amsterdam, 1952, p. 87-109.
- L[EHNING] A[rthur], « La Réponse de Cabet à Schapper », *Bulletin of IISH*, 8, Amsterdam, 1953, p. 7-15.
- LICHTENBERGER Henri, *Henri Heine penseur*, Paris, 1905.
- MARR Wilhelm, *Das Junge Deutschland in der Schweiz. Ein Beitrag zur Geschichte der geheimen Verbindungen unserer Tage*, Leipzig, 1846.
- MARX Karl, *Zur Kritik der Hegelschen Rechtsphilosophie. Einleitung*, MEW 1.  
 En français : *Critique de la philosophie du droit de Hegel. Introduction*, in MARX/ENGELS, *Sur la religion*, Ed. sociales, 1960.
- MARX Karl, *Zur Judenfrage*, MEW 1.  
 En français : *A propos de la question juive*, Ed. bilingue Aubier, traduction M. Simon, introduction F. Châtelet, Paris, 1971.
- MARX Karl, *Kritische Randglossen zu dem Artikel « Der König von Preussen und die Sozialreform »*, MEW 1.  
 En français : *Critiques en marge*, etc., texte 13 de la présente étude.
- MARX Karl, *Oekonomisch-philosophische Manuskripte aus dem Jahre 1844*, MEW Ergänzungsband 1.  
 En français : *Manuscrits de 1844*, présentation, traduction et notes de Emile Bottigelli, Ed. sociales, 1968.
- ENGELS Friedrich, *Umriss zu einer Kritik der Nationalökonomie*, MEW 1.

- ENGELS Friedrich, *Die Lage Englands*, MEW 1.
- ENGELS Friedrich, *Die Lage der arbeitenden Klasse in England*, MEW 2.  
En français : *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, traduction et notes par Gilbert Badia et Jean Frédéric, Ed. sociales, 1960.
- ENGELS Friedrich, *Sozialismus auf dem Kontinent*, MEW 2.
- ENGELS Friedrich, *Rascher Fortschritt des Kommunismus in Deutschland*, MEW 2.
- MARX Karl/ENGELS Friedrich, *Die Heilige Familie oder Kritik der kritischen Kritik*, MEW 2.  
En français : *La Sainte Famille dans Œuvres philosophiques*, traduction Molitor, Costes, Paris, 1927-1928.
- MARX Karl/ENGELS Friedrich, *Die Deutsche Ideologie*, MEW 3.  
En français : *L'Idéologie allemande*, présentée et annotée par Gilbert Badia, Ed. sociales, Paris, 1968.
- MARX Karl/ENGELS Friedrich, *Briefwechsel*, MEW 27.  
En français : *Correspondance*, t. 1, Ed. sociales, Paris, 1971.
- Ex-Libris Karl Marx und Friedrich Engels*, hrsg. von Bruno KAISER, Berlin, 1967.
- MAYER Gustav, *Friedrich Engels. Eine Biographie*, La Haye, 1934.
- MEHRING FRANZ, *Geschichte der deutschen Sozialdemokratie*, vol. 1, Stuttgart, 1898, réédition Berlin, 1960.
- MEHRING FRANZ, *Karl Marx. Geschichte seines Lebens*, 1918, réédition Berlin, 1964.
- MÖNKE Wolfgang, *Neue Quellen zur Hess-Forschung*, Akad. Verlag, Berlin, 1964.
- MÖNKE Wolfgang, *Das Literarische Echo in Deutschland auf Friedrich Engels' Werk «Die Lage der arbeitenden Klasse in England»*, Akad. Verlag, Berlin, 1965.
- MÖNKE Wolfgang, *Die heilige Familie. Zur ersten Gemeinschaftsarbeit von Karl Marx und Friedrich Engels*, Akad. Verlag, Berlin, 1972.
- NETTLAU Max, *Londoner deutsche kommunistische Diskussionen 1845. Nach dem Protokollbuch des CABV*, in AGSA 10, Leipzig, 1922, p. 362-391.
- NICOLAÏEVSKI Boris/MAENCHEN-HELFEN Otto, *La Vie de Karl Marx*, Paris, 1970.
- RUBEL Maximilien, « Les Cahiers de lecture de Karl Marx. I. 1840-1853 », in *International Review of Social History*, 2, 1957, Amsterdam, p. 392-420.

- RUGE Arnold, *Studien und Erinnerungen aus den Jahren 1843-1845*, Leipzig, 1846.
- RUGE Arnold, *Briefwechsel und Tagebuchblätter aus den Jahren 1825-1880*, hrsg. von Paul Nerlich, Berlin, 1886.
- SCHIEDER Wolfgang, *Anfänge der deutschen Arbeiterbewegung. Die Auslandsvereine im Jahrzehnt nach der Julirevolution von 1830*, Stuttgart, 1963.
- SCHMIDT Walter, *Einige Dokumente zum schlesischen Weberaufstand im Juni 1844*, in *Aus der Frühgeschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, Akad. Verlag, Berlin, 1964.
- SEMMIG Hermann, *Das Deutsche Gespenst in Frankreich*, in *Orion*, vol. 2, Hambourg, 1863.
- WEBER Georg (articles du *Vorwärts*, cf. textes 15 à 18 de cette étude).
- [WEITLING Wilhelm], *Die Menschheit wie sie ist und wie sie sein sollte*, Paris, 1838 ; réédition in Werner KOWALSKI, *Vorgeschichte und Entstehung des Bundes der Gerechten*, p. 210-241.
- En français : *L'Humanité comme elle est et comme elle devrait être*, in Gian Mario BRAVO, *Les Socialistes avant Marx*, vol. 2, Maspero, Paris, 1970.
- WEITLING Wilhelm, *Garantien der Harmonie und Freiheit*, Vevey, 1842 ; réédition Bernhard Kaufhold, Akad. Verlag, Berlin, 1955.
- WOLFF Wilhelm, *Das Elend und der Aufruhr in Schlesien*, in *Deutsches Bürgerbuch für 1845*, Darmstadt, 1845, p. 174-202.

# Index \*

## 1. Associations

- Association démocratique* (Bruxelles) 247  
*Association démocratique allemande* 100  
*Bund der Geächteten* (Ligue des bannis) 13, 14, 26, 63, 64  
*Bund der Gerechten* (Ligue des justes) 14-16, 26, 27, 54-56, 62-65, 73, 77-84, 97-100, 121, 225, 233, 235, 238, 239, 242-244, 246  
*Bund der Kommunisten* (Ligue des communistes) 15, 74, 98, 100, 101, 135, 186, 245, 248  
*Charbonnerie* 14  
*Club des ouvriers allemands* (Paris, 1848) 101  
*Communistischer Arbeiterbildungsverein* (Société allemande d'instruction, Londres) 54-56, 63, 186, 245, 247, 248  
*Deutsche Legion* (Légion allemande) 101, 245  
*Deutscher Arbeiterverein* (Société d'instruction ouvrière, Bruxelles) 247  
*Deutscher Volksverein* (Association patriotique allemande, Paris) 13, 14, 26, 64  
*Fraternal Democrats* (Démocrates unis) 55, 245-247  
*Hilfsverein für Deutsche in Paris* (Association de secours) 25-27, 223  
*Junges Deutschland* (Jeune Allemagne) 14, 15, 78, 80, 82, 222, 225, 233, 242, 243

- Kommunistisches Korrespondenz-Komitee* (Comité de correspondance communiste) 15, 18, 40, 95, 247  
*Société des droits de l'homme* 77  
*Société des saisons* 77  
*Trade-unions* 55

## 2. Noms de personnes

- Adonis* (myth.) 117  
*Alexandre (le Grand)* 184, 227  
*Alexandre* (libraire, Strasbourg) 32  
*Andréas Bert* 31, 61, 74, 85, 86, 92, 95-97, 248  
*Anneke Friedrich* 245  
*Apponyi Graf von* 26  
*Arends Heinrich* 244  
*Aristote* 184  
*Arndt Ernst Moritz* 10  
*Arndt Karl J. R.* 10, 101  
*Arnoldi* (évêque, Trèves) 234  
*Arnim Graf von A.-Boitzenburg* (Berlin) 86, 87, 89, 97  
*Arnim Graf von A.-Suckow* (Paris) 85-92, 96-99, 200, 204, 205, 208, 210  
*Arnim Graf von A.-Heinrichsdorff* (Bruxelles) 97  
*Auersperg Anton Alexander von* 117  
*Avenarius* (libraire, Paris) 26, 92  
  
*Babeuf François* 58, 63, 64  
*Bacon Francis* 146, 147  
*Bakounine Michael* 30, 38, 39, 50, 95, 100, 118, 222, 240, 245

\* L'index comporte entre parenthèses le titre courant français des associations, périodiques ou personnalités, quand il existe et est utilisé dans les textes de cette étude.

Le *Vorwärts* n'a pas été noté.

- Bamberger Louis* 244, 245  
*Barère Bertrand* 152  
*Barnikol Ernst* 186  
*Bauer Bruno* 15, 109, 120, 228, 240, 241  
*Bauer Heinrich* 14, 79, 99, 100, 238, 245, 249  
*Bayle Pierre* 115  
*Becker* 99  
*Becker August* 17, 58, 80-83, 99, 222, 233, 235, 243  
*Becker Nikolaus* 109  
*Béranger Pierre-Jean* 222, 236  
*Bernays Carl Ludwig* 27, 28, 31-39, 44-46, 49-54, 59-64, 74, 77-79, 86-96, 100, 101, 106, 107, 116-118, 121, 122-124, 200-202, 209-212, 213-218, 221, 223, 240, 241  
*Bernhard H.* 23  
*Berrier-Fontaine Camille-Louis* 246  
*Blanc Louis* 49, 107  
*Bluntschli Johann Caspar* 33, 99, 100  
*Bobzin Friedrich* 247  
*Bonaparte Louis-Napoléon* 178, 179  
*Börne Ludwig* 10, 93, 118  
*Bornstedt Adalbert von* 17, 20, 21, 24-27, 29-35, 86-97, 100, 101, 201, 203-204, 208, 221, 223, 226, 229, 245, 247  
*Börnstein Heinrich* 9, 17-39, 44, 45, 50, 54, 58-62, 77, 79, 81, 84, 86-97, 100, 101, 105, 106, 115-121, 124, 129, 200, 205, 206, 208, 209, 221-223, 226, 227, 229, 230, 234, 241, 242, 245  
*Börnstein Karl* 17, 21, 100, 101, 221, 223, 242  
*Bottigelli Emile* 30, 32, 66, 68  
*Brass August* 30, 223  
*Braun Ferdinand* 248  
*Braunschweig Karl von* (Charles de Brunswick) 244, 245  
*Bravo Gian Mario* 81  
*Brockhaus* (libraire, Leipzig) 237  
*Brockhaus* (et *Avenarius*, libr. Paris) 92  
*Büchner Georg* 10, 29  
*Bülow U. Heinrich Wilhelm, Freiherr von* 85-87  
*Buret Eugène* 66, 147-152, 165, 168-179  
*Bürgers Heinrich* 38, 39, 54, 94, 95, 223  
*Burmeister Hermann* 63, 223  
  
*Cabet Etienne* 14, 55, 56, 62, 248  
*Cahn David* 244, 245  
*Calignani* 21  
*Campe Julius* 33, 56, 78  
*Canning William* 214  
*Carlyle Thomas* 71, 120, 166  
*Chaumette Pierre Gaspard* 59  
  
*Charles I<sup>er</sup>* (roi d'Angleterre) 53  
*Chèreval Julius* 245  
*Chevalier Michel* 159, 160  
*Chillman Jacques* 79  
*Clarke* 79  
*Cloots Anacharsis* 59  
*Cogniot Georges* 46  
*Considérant Victor* 41  
*Cornu Auguste* 46, 85, 188  
*Cotta Freiherr von* 90  
*Crell Eduard* 17, 87, 241  
*Crémieux Isaac Adolphe* 210  
*Cretet* (ministre de Napoléon) 151  
*Croissant* (procureur du roi) 212  
*Crüger Friedrich* 224, 247  
*Custine Adolphe marquis de* 25  
  
*Daniels Roland* 65  
*Danton Georges* 59  
*Delessert Benjamin* 92, 212, 215  
*Desmoulins Camille* 59, 65, 123, 224  
*D'Estier Karl* 224, 228  
*Diane* (myth.) 185  
*Dingelstedt Franz* 227  
*Döleke Hermann* 80-82, 243  
*Dönniges* (prof.) 244  
*Duchâtel Charles-Marie* 92, 95, 200, 215  
*Dühring Eugen* 76  
*Duprat Pascal* 31, 107-115  
*Durangel* (chef de cabinet de Guizot) 200  
  
*Echtermeyer Theodor* 31  
*Edouard III* 148  
*Eichhorn Joh. Albrecht Friedrich* 228  
*Eichthal Wilhelm* 23  
*Elisabeth I<sup>re</sup>* 148  
*Elssler Fanny* 224  
*Engels Friedrich* 14-18, 31, 32, 36, 38, 39, 44, 47, 51, 58, 61, 65, 66, 71-79, 83, 85, 91, 95, 96, 120, 163, 165, 166, 184, 186, 193, 222, 225, 240, 241, 246-248  
*Ewerbeck Hermann August* 14, 17, 33, 37, 38, 45, 50, 55, 56, 59, 62, 63, 65, 73, 74, 79, 80, 95-100, 121, 124-129, 206, 225, 233, 244, 246, 248  
  
*Fein Georg* 80, 81, 82, 245  
*Ferdinand II* (empereur) 180  
*Feuerbach Ludwig* 15, 36, 38, 39, 60-63, 66, 71, 76, 79, 80, 109, 119, 120, 122, 124, 183, 226, 231  
*Fichte Johann Gottlieb* 108, 112  
*Fieschl Joseph* 91



- Fleischer Heinrich Leberecht* 24, 228  
*Fleming* 79  
*Fourier Charles* 56, 58, 59, 242  
*Fournier Marc* 21, 25, 34, 226  
*Frédéric II* (roi de Prusse) 30, 40, 231  
*Frédéric-Guillaume IV* (roi de Prusse) 28, 43, 44, 48-53, 68, 69, 72, 87, 88, 91, 96, 97, 108-110, 117, 119, 133, 136-143, 148, 150, 152, 153, 155, 163-165, 171, 172, 176, 202, 204, 212, 217, 231, 233, 234, 241, 242  
*Freiligrath Ferdinand* 245, 248  
*Friedrich Joseph Conrad* (dit *Strahlheim*) 17, 87, 241  
*Fröbel Julius* 16, 30, 118, 239  
*Fröbel Karl* 16, 239
- Galley Eberhard* 47  
*Garnier Joseph Heinrich* 245  
*Geniller* (professeur) 100  
*Georgi* (juge d'instruction) 29  
*Gigot Philippe* 15, 18  
*Glassbrenner Adolf* 226  
*Gneisenau Aug. Wilhelm Anton von* 9  
*Goblet* (comte) 97  
*Goethe Johann Wolfgang* 40, 41, 111, 226  
*Gonzaga Alexander von* 226  
*Görres Joseph* 10  
*Gracques* 58  
*Gräffer F. A.* 97, 226  
*Grandjanc Jacques* 10, 12, 63, 87, 97, 100, 238  
*Granier de Cassagnac* 90  
*Grimm Friedrich Melchior Freiherr von* 21  
*Grün Karl* 17, 95, 97, 244, 246  
*Grünberg Carl* 248  
*Guerrier* (médecin) 39  
*Guizot François* 61, 86-99, 200-201, 202, 208, 212, 214  
*Gutzkow Karl* 20, 24
- Haber Samuel Arthur von* 117  
*Harney Julian* 55, 79, 245, 246  
*Havard M. A.* 230  
*Hébert Jacques René* 59  
*Hegel Georg Wilhelm Friedrich* 56, 60-62, 76-81, 107, 108, 112, 115, 120, 121, 158, 204, 240, 241, 243  
*Heine Heinrich* 10, 11, 16, 22, 27, 30-38, 43-49, 52, 76, 83, 86, 88, 90-94, 100, 110, 113, 114, 116-120, 131-132, 223, 227, 228, 239, 240, 245, 248  
*Heinzen Karl* 39, 228, 245
- Herlossohn Karl* 228, 245  
*Herwegh Georg* 16, 28, 30, 38, 83, 92, 101, 110, 120, 214, 215, 227, 228, 240, 245, 248  
*Hess Moses* 14, 17, 39, 73-75, 81, 83, 95, 120, 187-199, 224, 228, 240, 246, 247  
*Hirth Friedrich* 22  
*Hochdörffer* (pasteur) 80  
*Hohenstein Peter* 99  
*Hohenthal Graf von* 26  
*Holyoake Austin* 79  
*Huart Louis* 229, 236  
*Humboldt Alexander von* 96, 97
- Jacoby Johann* 96, 119, 120  
*Jahn Friedrich Ludwig* 10  
*Joinville prince de* 201  
*Jones Ernest* 245  
*Jordan Sylvester* 29, 229  
*Joseph II.* (empereur d'Autriche) 231, 232
- Kaiser Bruno* 65  
*Kan S. B.* 40  
*Kant Immanuel* 112  
*Kaufhold Bernhard* 181, 183  
*Kaufmann Hans* 46  
*Kaufmann Philipp* 248  
*Kay (Dr)* 147, 164  
*Köhler Baron von* 25, 26, 229  
*Koszyk Kurt* 30  
*Kowalski Werner* 248  
*Krause Karl Christian Friedrich* 115  
*Kuczynsky Jürgen* 11, 41, 57  
*Kuhlmann Georg* 81, 243, 244  
*Künzli (Dr)* 242  
*Kuranda Ignaz* 20
- Lamartine Alphonse de* 240  
*Landmann Adolph* 54, 234  
*Laube Heinrich* 245  
*Lehmann A.* 54, 99, 234  
*Lehning Arthur* 56  
*Ledru-Rollin Philippe* 49  
*Leske C. W.* 246  
*Lessing Gotthold Ephraim* 64, 65, 113, 229  
*Levasseur* (de la Sarthe) 65, 229, 230  
*Louis Ier* (roi de Bavière) 31, 32, 35, 110, 116, 117, 171, 240  
*Louis XV* 212  
*Louis XVI* 53  
*Louis-Philippe* 53, 91, 96, 97, 119, 202, 205, 211  
*Luther Martin* 61, 62, 226

- MacCulloch John Ramsay* 146, 147, 164  
*Maenchen-Helfen Otto* 95, 96  
*Malthus Thomas Robert* 149  
*Mammon (myth.)* 180, 182, 198  
*Marat Jean-Paul* 65, 230, 246  
*Maretek Max* 21, 25, 221, 223, 230  
*Marmier Xavier* 90, 209  
*Marr Wilhelm* 15, 17, 48, 78, 80-83, 222, 230, 233, 242, 243, 245  
*Mars (myth.)* 185  
*Martens Friedrich Joachim* 63, 83, 230, 231  
*Marx Jenny* 52, 96, 100, 231  
*Marx Karl* 14-19, 30-33, 36-38, 44, 45, 47, 49-54, 60-76, 81, 83, 85-89, 92, 94-96, 99, 100, 108-110, 115, 118, 120, 122, 124, 127, 136, 137, 142-163, 163-165, 165, 167, 168, 175, 177, 180-187, 193, 200, 214, 215, 218, 222, 226, 227, 229-233, 239-241, 245, 247  
*Mäurer Fr. Wilh. German* 14, 17, 27, 30, 33, 37, 39, 56, 62, 79, 83, 92, 97, 98, 100, 225, 231, 232, 238, 244, 248  
*Mayer Gustav* 34, 85, 86, 90, 92  
*Mazzini Giuseppe* 14  
*Mercure (myth.)* 184  
*Mehring Franz* 85, 92, 96, 186  
*Méphistophélès (Goethe)* 75, 181  
*Mesmer-Strupp Beatrix* 31, 33  
*Metternich Clemens von* 9, 10, 85, 86, 232  
*Meyerbeer Giacomo* 22  
*Michelet Jules* 76  
*Mickiewicz Adam* 245  
*Mikhailov M. I.* 85, 92  
*Mill James* 68  
*Minerve (myth.)* 171  
*Mirabeau Riquetti (comte de)* 232  
*Moll Joseph* 14, 54, 55, 79, 99, 100, 234, 238, 245, 249  
*Mönke Wolfgang* 61, 73, 86, 92, 95, 97, 188  
*Montesquieu Charles (baron de)* 76  
*Morelly* 64, 65, 72, 183, 184, 233  
*Morrison* 71, 166  
*Müller Anton* 54, 234  
*Mundt Theodor* 245  
  
*Napoléon 1er* 9, 51, 69, 150-152, 155, 175  
*Nerrlich Paul* 24  
*Netter Lucienne* 93  
*Nettlau Max* 63  
*Nicolaievski Boris* 95, 96  
*Noailles du Gard* 151, 152  
*Nolte Wilhelm* 244, 248  
  
*Oelckers Theodor* 63, 233  
*Oettinger E. M.* 235  
*Olson May* 10, 101  
*Owen Robert* 63, 225, 233, 242  
  
*Peinert Ferdinand* 57  
*Perrot (juge)* 209, 210  
*Pierre (apôtre)* 204  
*Pritchard (affaire)* 90, 201, 202, 213, 215, 218  
*Prométhée (myth.)* 227  
*Protée (myth.)* 184  
*Proudhon Pierre-Joseph* 66, 157, 171, 181  
*Püttmann Hermann* 17, 40, 131, 245, 246  
  
*Radandt Hans* 57  
*Rauschenplatt Hermann von,* 80  
*Reinhard Carl* 17  
*Reilstab Ludwig* 233  
*Renouard Paul* 22, 241  
*Reuter Paul Julius* 17  
*Reynaud Alexis* 22, 105, 106, 121  
*Ricardo David* 68, 71, 146, 164  
*Robespierre Maximilien* 59, 155  
*Ronge Johannes* 99, 234  
*Rothschild (banque)* 180, 236  
*Rousseau Jean-Jacques* 65  
*Ruge Arnold* 15, 19, 24, 30, 31, 33-39, 45-52, 60, 62, 68, 69, 73, 86, 88, 89, 92, 94-96, 100, 107, 115-119, 124, 136, 139-142, 142-163, 200, 214, 215, 228, 234, 240  
*Rumigny Alphonse de* 97  
  
*Saillard (avocat du roi)* 210  
*Saint-Didier (juge d'instruction)* 202  
*Saint-Just Antoine* 58, 59  
*Saint-Simon Claude Henri de* 58, 59, 63, 242  
*Sand George* 184  
*Say Jean-Baptiste* 66, 68, 70, 165-169, 175, 182  
*Schabelitz Jakob* 244, 245  
*Schapper Karl* 14, 54-56, 78, 79, 99, 100, 233-235, 245, 246, 248  
*Scherzer Andreas* 238  
*Schieder Wolfgang* 11  
*Schiller Charles* 235, 236  
*Schiller F. P.* 65  
*Schirges Georg* 54-56, 235  
*Schleiermacher* 232  
*Schlund (Dr)* 242  
*Schmidt Simon* 16, 82, 233, 235, 238, 239, 243  
*Schmidt Walter* 37, 40, 47, 56, 132  
*Schneer Alexander* 41  
*Schröder Wilhelm* 235

Schuffenhauer Werner 62  
 Schults Adolf 83, 235  
 Schulz Wilhelm 66, 165, 167, 168  
 Schuster Theodor 14  
 Seeger Ludwig 222  
 Seiler Sebastian 17, 82  
 Shakespeare William 66, 73, 185  
 Shelley 73  
 Simon Louis 235  
 Skarbek Friedrich Florian 68  
 Smith Adam 66, 68, 70, 71, 167, 168, 182  
 Spazier Richard Otto 13  
 Stefens Joseph Rayner 246  
 Stein Freiherr von 9  
 Stieber Wilhelm 47, 65, 135  
 Stirner Max (Schmidt Caspar) 94  
 Strahlheim cf. Friedrich J. C.  
 Strauss Salomon 93  
 Sutter 238

Tantale (myth.) 169  
 Thiers Adolphe 15, 90  
 Tieck Ludwig 185  
 Todt Elisabeth 57  
 Treichler J. J. 243  
 Tschech Elisabeth 44, 210  
 Tschech Heinrich Ludwig 44, 52, 54, 87, 88, 92, 106, 202, 204, 208, 210, 217

Varnhagen von Ense 86, 245  
 Venedey Jacob 14  
 Vieweg Friedrich Alexander 92  
 Villegardelle François 184, 233

Warrée Charles 229, 235, 236  
 Weber Georg 14, 38, 45, 49-51, 61-74, 83, 86, 92, 136, 147, 149, 165-185, 222, 236  
 Weerth Georg 38, 86, 245, 246  
 Weidig Friedrich Ludwig 10, 29, 222  
 Weilenmann Johann 243  
 Weill Alexandre 24, 41, 237, 248  
 Weill Heinrich 92  
 Weissenbach Georg 14, 79, 225, 233, 237  
 Weitling Wilhelm 14, 16, 17, 30, 33, 56, 59-62, 66, 71, 77-83, 89, 91, 98, 99, 157, 165, 181, 182, 186, 201, 206, 207, 221, 225, 235, 237, 238, 239, 243, 244, 246  
 Weller E. O. 246  
 Wermuth Karl Georg Ludwig 47, 65, 135  
 Weydemeyer Joseph 137  
 Wild Friedrich Anton 92  
 Wirth J. G. A. 80  
 Wittmann 237  
 Wolff Ferdinand 247

Wolff F. Wilhelm 17, 40-42, 54, 56, 83, 157, 237, 238, 247-249  
 Wolff Philipp 248

Xerxès 172

Zimmermann Wilhelm 248  
 Zwanziger (frères) 42, 43

### 3. Périodiques

Album 131  
 Allgemeines Noth- und Hülfblatt 17, 243  
 [Augsburger] Allgemeine Zeitung 20, 27, 31, 34, 35, 86, 88, 89, 92, 93, 136, 201, 203-204, 240  
 Allgemeine preussische Zeitung 44  
 Der Anzeiger des Westens 41, 101  
 L'Atelier 97-99, 206  
 Le Bien public 120  
 Blätter der Gegenwart 17, 242, 243  
 Blätter der Zukunft 17, 74, 97, 244  
 Bureau central pour l'Allemagne 17, 21, 242  
 Bureau central germanique 17, 242  
 Charivari (Leipzig) 235  
 Le Charivari (Paris) 93  
 Le Courrier français 94  
 Le Débat social 245  
 La Démocratie pacifique 41, 44, 93, 120  
 Der deutsche Bote aus der Schweiz 16, 239, 240  
 Deutsche-Brüsseler-Zeitung 17, 100, 245, 247  
 Deutsche Jahrbücher/Hallische Jahrbücher (Annales allemandes/Annales de Halle) 30, 31, 36, 60, 107-110, 114, 115, 119, 201, 240  
 Deutsche-Londoner-Zeitung 17, 244, 245, 247  
 Die deutsche Schnellpost 20, 23, 25, 27, 32, 34-36, 45, 58, 84, 120, 234  
 Der deutsche Steuermann/Le Pilote germanique 16, 27, 87, 94, 97, 98, 205, 241, 242  
 Deutsche Tribüne 11  
 Deutsches Bürgerbuch für 1845 40  
 Deutsches Pariser Journal 242  
 Deutsches Zeitungs-Correspondenz-Bureau 17, 18  
 Deutsch-französische Jahrbücher (Annales franco-allemandes, Annales de l'Allemagne et de la France) 13, 14, 16, 19, 24, 27, 28, 30-39, 45, 51, 58, 60, 61, 65,

- 66, 73, 75, 76, 83, 85-88, 107, 108, 110, 115-121, 122, 124, 125, 127, 158, 163, 165, 166, 181, 202, 203, 216, 228, 240
- L'Espérance*, journal du protestantisme français 53, 89, 92, 201, 206-207
- Europa* 20
- La France* 89, 92, 208
- Frankfurter Oberpostamtzeitung* 20
- Die fröhliche Botschaft* 17, 99, 243
- La Gazette de France* 93
- La Gazette des tribunaux* 53, 92, 209-210
- Die Geissel* 243
- Le Globe* 89, 90, 92, 208-209
- Die Grenzboten* 19, 20, 23, 24, 95-97, 238
- Hamburger Correspondent* 20, 31
- Der Hülfesruf der deutschen Jugend* 16, 99, 238, 239
- Die Jahreszeiten* 96
- Le Journal du commerce* 93
- Die junge Generation* 16, 238, 239
- Karlsruhe Zeitung* 89
- Kommunistische Zeitschrift* 17, 248, 249
- Leipziger Zeitung* 89, 237
- Le Libéral liégeois* 245
- Mannheimer Abendzeitung* 83, 86
- The Messenger* 21
- Ministerialblatt (Prusse)* 136
- Neue rheinische Zeitung. Revue* 245
- The New Moral World* 47, 58, 78, 79, 83, 225
- Northern Star* 245
- Le National* 86, 89, 90, 92-94, 202, 207, 208, 212
- Orion* 26
- Die Pariser Horen* 17, 232, 247, 248
- La Presse* 120
- Preussische Staatszeitung* 228
- Prometheus* 17, 245, 246
- La Réforme* 21, 22, 28, 29, 41, 44, 46, 49, 90, 92, 94, 107, 120, 136-139, 140, 142, 143, 145, 163-165, 208, 210-211, 212, 213-218, 245
- Revue de Paris* 89, 90, 93, 204-205, 207-209
- Revue des Deux Mondes* 93
- Revue indépendante* 31, 50, 107
- Revue du Nord* 13
- Rheinische Jahrbücher zur gesellschaftlichen Reform* 17, 73, 187-199, 246
- Rheinische Zeitung* 30, 41, 60, 107, 110, 240
- Satan* 21, 24, 93
- Schlesische Zeitung* 41
- Schweizer National-Zeitung* 89, 228
- Le Siècle* 93
- Silesia* 57
- Telegraph für Deutschland* 20, 24, 54, 56, 57, 79, 99
- Trier'sche Zeitung* 83
- Vaterländischer Uster-Bote* 243
- Der volksthümliche Handwerker* 16, 239
- Vorwärts. Pariser deutsche Monatschrift* 94, 241

# Table

ETUDE .....	7
Introduction. Le <i>Vorwärts</i> dans l'opposition et l'émigration allemandes avant 1848 .....	9
1. Vers le communisme. <i>Vorwärts</i> et <i>Deutsch-französische Jahrbücher</i> .....	19
1. <i>L'officine Börnstein</i> .....	19
2. <i>L'entrée des « humanistes » au Vorwärts</i> .....	27
2. Le soulèvement des tisserands silésiens .....	40
3. Le communisme au <i>Vorwärts</i> : le rôle de Marx .....	58
1. <i>Philosophie et économie politique</i> .....	60
2. <i>La Ligue des justes</i> .....	77
4. La répression. Du <i>Vorwärts</i> à la <i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> .....	85
TEXTES .....	103
VORWÄRTS ET ANNALES FRANCO-ALLEMANDES	
1. Le dossier <i>Vorwärts</i> du ministère de l'Intérieur .....	105
2. P[ascal] D[uprat], L'école de Hegel à Paris .....	107
3. Heinrich Börnstein, <i>Deutsch-französische Jahrbücher</i> , de Arnold Ruge et Karl Marx .....	115
4. [Carl Ludwig Bernays], Une lettre .....	122
5. [Hermann Ewerbeck], Une réponse .....	124
LE SOULÈVEMENT DES TISSERANDS SILÉSIENS	
6. Chant des canuts .....	130
7. H[einrich] H[eine], Les Pauvres Tisserands .....	131
8. Heinrich Heine, Les Tisserands silésiens .....	131
9. Les tisserands silésiens .....	132
10. Chant des tisserands .....	135

## COMMUNISME AU VORWÄRTS

11. <i>La Réforme</i> , Frédéric-Guillaume IV et le paupérisme ..	136
12. [Arnold Ruge], Le roi de Prusse et la réforme sociale ..	139
13. Karl Marx, Critiques en marge de l'article « Le roi de Prusse et la réforme sociale » .....	142
14. [Karl Marx, Sur les gouvernements officiels et le paupérisme] .....	163
15. G. Weber, Esclaves nègres et esclaves libres .....	165
16. G. Weber, Charité officielle prussienne .....	171
17. G. Weber, La colonie Ost[er]wald en Alsace .....	177
18. G. Weber, L'argent .....	180
19. W. Weitling, Lettre à Marx, 18 octobre 1844 .....	186
20. [Moses Hess], [Catéchisme communiste par], questions et réponses .....	187

## CAMPAGNE DE PRESSE, PROCÈS, EXPULSION

21. François Guizot, lettre à Duchâtel, 9 août 1844 .....	200
22. <i>L'Espérance</i> , 6 septembre 1844 .....	201
23. <i>Le National</i> , 17 septembre 1844 .....	202
24. [Ad. von Bornstedt], Lettre ouverte à la <i>Gazette universelle</i> .....	203
25. <i>Revue de Paris</i> , 28 septembre 1844 .....	204
26. <i>Revue de Paris</i> , 1 <sup>er</sup> octobre 1844 .....	205
27. <i>L'Espérance</i> , 4 octobre 1844 .....	206
28. <i>Le Globe</i> , 8 octobre 1844 .....	208
29. <i>Gazette des tribunaux</i> , 14 décembre 1844 .....	209
30. <i>La Réforme</i> , 15 décembre 1844 .....	210
31. Registre d'érou de Sainte-Pélagie : Bernays .....	211
32. <i>Le National</i> , 31 janvier 1845 .....	212
33. Ch. L. Bernays, [Lettre ouverte à <i>La Réforme</i> ] .....	213

## ANNEXES

1. Dossier politique et littéraire du <i>Vorwärts</i> .....	221
2. La presse de l'émigration allemande dans les années quarante .....	238
Abréviations .....	250
Bibliographie .....	251
Index .....	257

dirigée par georges haupt

## marx et les communistes allemands à paris

1844. Dans le Paris de Louis-Philippe, de Balzac et d'Eugène Sue, 40 000 Allemands, en majorité des ouvriers et des artisans chassés de leur pays par la misère ou la répression politique : la spéculation bat son plein et la main-d'œuvre provinciale et étrangère est un facteur d'expansion liée au maintien des bas salaires. C'est dans ce milieu qu'est née dix ans plus tôt la première organisation du mouvement ouvrier allemand.

Parmi ces Allemands de Paris, un aventurier fonde un journal en langue allemande, le *Vorwärts* (En avant), dans l'espoir de faire fortune. L'affaire végète jusqu'au jour où un poète émigré, Heinrich Heine, entre au journal, entraînant à sa suite une brochette de collaborateurs, parmi lesquels M. Hess, K. L. Bernays, A. Ruge, K. Marx, F. Engels, M. Bakounine... Le gouvernement français, cédant alors aux instances de Berlin, traîne le *Vorwärts* devant les tribunaux et expulse les journalistes.

Le journal, qui n'a vécu que du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, a cependant eu le temps d'analyser et de commenter l'actualité allemande : persécutions contre Weitling, tentative d'assassinat du roi de Prusse, soulèvement des ouvriers silésiens, et d'être l'organe des discussions théoriques des libéraux de la Jeune Allemagne, des communistes de la Ligue des Justes, des néo-hégéliens des *Annales franco-allemandes*.

Alors que le *Vorwärts* paraît en réédition fac-similé à Leipzig, le livre de J. Grandjanc présente un panorama de l'émigration allemande et de sa presse, une étude détaillée du journal, des documents inédits et la traduction en français des principaux textes théoriques qui y ont été publiés : catéchisme communiste de Hess, articles de Marx, Weber, Ewerbeck, poèmes de Heine...

---

### CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

N. Boukharine et E. Preobrajensky, *ABC du communisme*

Karl Marx et Friedrich Engels, *Le syndicalisme* (2 vol.)

G. Haupt et J.-J. Marie, *Les bolcheviks par eux-mêmes*

K. Liebknecht, *Militarisme, guerre et révolution*

R Luxemburg, *Œuvres* (en quatre volumes)

Lénine et Zinoviev, *Contre le courant*

A. Lounatcharsky, *Théâtre et révolution*

J. P. Netti, *La vie et l'œuvre de Rosa Luxemburg*